

Institut d'orientalisme
près l'Académie des Sciences de Russie

Nicolai Ivanov †

LA CONQUETE OTTOMANE

DES PAYS ARABES

1516 - 1574

Traduit en français par
Alexandre Karvovski

Moscou 1996

On trouvera dans ce livre une étude très complète de l'histoire politique des pays arabes à l'époque de la Renaissance, des causes externes et internes à l'origine de la conquête otto-mane, de l'extension généralisée prise alors par la turcophilie dans le monde arabe, ainsi que du rôle qu'a joué l'Etat ottoman dans la lutte des peuples arabes contre la mainmise étrangère. Une vaste documentation factuelle permet de suivre pas à pas la chute de l'empire mamelouk et des Etats postalmohades d'Afrique du Nord, leur rattachement graduel à la Sublime Porte. L'auteur observe en conclusion que le fameux mythe de la "justice" paysanne, non seulement a frayé la voie aux armes ottomanes, mais par un retour paradoxal de choses, a contribué à imposer aux pays arabes une autre sorte d'asservissement, social et culturel.

Introduction

Le rattachement des pays arabes à l'empire ottoman n'a pas été une conquête dans le sens classique du terme. Ce fut davantage comme une espèce de transfert de pouvoir, découlant de l'aspiration générale des populations concernées à un renouveau social. A la fin du XV^e siècle et au début du XVI^e les grands Etats du Moyen Age musulman connaissent une phase de grave décomposition interne. Les successeurs maghrébins des Almohades ne présentent plus que l'ombre de l'ancienne grandeur; ce sont les Hafsides qui gouvernent à Tunis, Bejaia (Bougie), Constantine et Tripoli, les Nasrides qui se maintiennent tant bien que mal, jusqu'en 1492, à Grenade, et les Abdalwadides (Zayanides), dont la capitale Tlemcen n'est que nominalement le centre du Maghreb moyen. L'Etat berbère mis en place au Maroc par les Merinides se désagrège définitivement en 1465. Les terres ruinées de l'Irak sont du ressort d'Ak-Konyulu, Etat irano-turc en apparence redoutable, mais d'une évidente fragilité interne. Il n'y a plus que le vaste empire des sultans mamelouks, soit l'Egypte, la Syrie, la Palestine, la Cilicie, le Barka (Cyrénaïque), la Nubie, le Habesh (correspondant au littoral du Soudan actuel, à l'Erythrée et une partie de la Somalie, ainsi que les territoires vassalisés du Haut-Euphrate, du Hidjaz, du Yémen et de quelques autres régions de l'Arabie du Sud, pour conserver l'apparence d'une force intacte. Les sultans mamelouks qui prétendent au premier rôle dans le monde musulman, veulent voir en leur capitale Le Caire la métropole de tout l'Islam, le centre de la Foi et de la science authentiques, où l'on observe scrupuleusement l'enseignement du prophète Muhammad et des grands imams musulmans. Sans prendre garde le moins du monde que l'immobilisme religieux, politique et social gangrène déjà la société mamelouk, non moins cruellement que les autres pays arabo-musulmans.

Or les conséquences irréversibles de la stagnation chronique qui touche à toutes les sphères de la production matérielle, le gaspillage inconsidéré des ressources naturelles et l'intrusion massive des nomades du désert, ont d'ores et déjà déclenché la décadence sans précédent du monde arabe, assortie d'une crise écologique, d'une régression économique et démographique et en fin de compte, de l'extinction des forces productives. Des remarquables systèmes d'irrigation créés en Irak, en Syrie, au Yémen, en Egypte et en Ifrikiya, ne demeurent que des ruines. Entièrement détruits, leurs secrets sont perdus. Des cités, des bourgades, des régions agricoles entières, jusque-là florissantes, ont cessé d'exister. Entre le XI^e et le XV^e siècles, la population des pays arabes diminue d'au moins les trois-quarts. La

misère matérielle qui condamne les gens à mener une lutte élémentaire pour la survie, ne cesse de remettre en question le fragile équilibre social de la société féodale levantine. C'est encore elle qui nourrit l'aspiration irrépressible à l'idéal de "justice", vieux rêve d'harmonie sociale universelle que l'on trouve au fondement de tous les mouvements politico-religieux du monde arabe.

Dans la conscience populaire, ce rêve s'incarne exclusivement dans l'enseignement de Muhammad et le califat du gouvernement céleste organisé selon le testament divin authentique. Toutefois l'élite dirigeante des pays arabes a trahi depuis longtemps, dans l'opinion du peuple, le "pacte d'Allah". Le fait est qu'elle a perdu toute confiance auprès de la masse et est incapable désormais de l'entraîner à sa suite. L'initiative et l'audace ont cédé la place au marasme intellectuel et à la routine. Eux qui ont vocation de servir les principes fondamentaux de l'Islam, les milieux dirigeants se montrent d'une totale indifférence envers les valeurs officiellement reconnues. Dans leur for intérieur, ils craignent par-dessus tout de se voir accuser d'apostasie, et pour masquer l'absence d'un idéal de quelque élévation, ils cultivent aveuglément la coutume. Cette inertie, ainsi que la crainte généralisée de la nouveauté ne bloquent que davantage l'initiative des gouvernants et condamnent les successeurs de Salah al-Din et du Mahdi almohade à se consacrer à une lutte pour le pouvoir mesquine et dénuée de principes.

L'expansion des puissances européennes du Ponant

La crise intérieure gravissime qui ronge la société musulmane, l'affaiblit d'autant face à l'ennemi extérieur. L'antagonisme religieux derrière quoi se profilent en réalité les voies divergentes du développement à l'Est et à l'Ouest, connaît au milieu du XVe siècle une nouvelle et brutale recrudescence. Le grand adversaire de l'Islam demeure la Chrétienté occidentale. L'époque de la Renaissance donne le départ d'une phase nouvelle dans la confrontation des deux systèmes rivaux du Moyen Age. Le monde catholique que la chute de Constantinople (1453) a frappé de stupeur, est partagé entre la peur et la haine devant un Islam personnifiant à ses yeux la négation des valeurs sociales et spirituelles de l'Europe. La Curie romaine, en riposte au sultan ottoman Mahmed II qui jure de faire manger son avoine à son cheval sur l'autel de Saint-Pierre [21, p.205], n'a de cesse que de prôner une nouvelle croisade. Et ses appels trouvent un écho suffisamment large dans les pays catholiques d'Europe, en particulier parmi la noblesse (cf. [118]).

Aux XVe-XVIe siècles, le grand foyer de la civilisation européenne occidentale qui brille de tous ses feux de l'Elbe jusqu'au Tage, s'identifie à l'Italie et à l'Espagne, ainsi qu'aux terres attenantes du Sud germanique, de la Provence et du Portugal. Ce sont eux qui, à l'époque de la Renaissance et de la Contre-Réforme, personnifient cet "Occident" qui suscite la haine tout particulière des musulmans et des mouvements politico-religieux affiliés. C'est donc sur eux également que retombe le poids principal de la confrontation militaire générale. L'un des premiers à répondre à l'appel du Pape est le Portugal. Parti de Ceute tombée dès 1415, Alphonse V l'Africain lance le premier la Croisade contre les "Maures" du Maroc. En 1458 il parvient à prendre El-Ksar es-Cégir. En dépit de la lourde défaite subie à Tanger le 12 janvier 1464, Alphonse V persiste dans son projet. En 1468 la flotte portugaise incendie et détruit Anfou (Casablanca), la plus belle ville du littoral atlantique marocain. En 1471 l'armée des 30 000 croisés s'empare d'Arsila et de Tanger, et annexe au profit du Portugal la province d'El-Garb ("l'Algarve d'Outre-mer"). Jean II puis Manuel poursuivent la politique de la guerre sainte. En 1505-1519 les portugais s'emparent de Santa Cruz Ager (Agadir), de Safi, Azem-mour, Mazagan et Agouz, et s'attaquent même (1515) à Marrakech, la capitale du Maroc méridional. Cette série de conquêtes leur permet de se soumettre toute la côte ouest et d'établir leur protectorat sur le Doukkala, le Haouz et les autres régions de plaine de la façade atlantique du pays, gouvernées dès lors par les caïds vassalisés que l'on a dénommés

”Maures pacifiques”. En Méditerranée c’est l’Espagne qui conduit le combat contre l’Islam. La paix conclue à la capitulation de Grenade (1492) s’avère n’être qu’un armistice de brève durée. La révolte des musulmans d’Espagne de 1501, qui reçoit le soutien des coreligionnaires d’Afrique du Nord, donne un nouveau départ à la guerre sainte. Le cardinal Jiménez de Cisneros, cette ”éminence grise” des souverains catholiques Ferdinand et Isabelle, décide de porter son action hors des limites de la péninsule ibérique et de frapper les bases maritimes de l’adversaire au Maghreb. La croisade débute le 3 septembre 1505, quand l’armada espagnole appareille pour les côtes algériennes. Le 23 octobre 1505 les croisés prennent Mers-el-Kébir. En 1506 l’Espagne impose son autorité à Melilla et en 1508, occupe la citadelle de Pénon de Velès, bastion insulaire protégeant l’entrée du port de Badis (Velès), considéré comme la porte maritime de Fès, capitale du Maroc du Nord. En 1509-1510 la flotte espagnole que commande le comte Pedro de Navarro s’empare d’Oran, de Bejaïa et de Pénon d’Arjel, l’îlot qui commande l’entrée du port d’Alger, laquelle est obligée, le 15 janvier 1510, de reconnaître la suzeraineté de la couronne espagnole. Le 25 juillet de la même année, à l’issue d’un assaut particulièrement sanglant, les croisés prennent Tripoli. Selon Ibn Iyas, 40 000 moudjahids périssent dans cette bataille. La défaite que peu après les Espagnols subissent à leur tour en tentant d’investir l’île de Djerba va freiner pour quelque temps la conquête de la Tunisie, mais ne modifie en rien la situation générale. En 1511, les Espagnols obtiennent la soumission des villes algériennes de Ténès, Dellys, Cherchell et Mostaganem. Enfin, en 1518, ils interviennent dans la lutte que se livrent les prétendants au trône abdalwadide et imposent leur protectorat au sultan de Tlemcen. Charles Quint, tout juste proclamé roi d’Espagne puis empereur du Saint empire romain germanique, s’attribue en outre le titre de ”roi d’Algérie”.

Dans le secteur oriental de la mer Méditerranée, le catholicisme possède son avant-poste avec l’île de Rhodes, citadelle de l’Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, fondé en 1113. La flotte de cet ordre de moines-chevaliers (encore connus sous le nom de Joannites) croise en permanence dans les eaux du Levant, mettant la main sur les navires marchands musulmans de rencontre et s’en appropriant la cargaison, ou encore, débarquant ses hommes sur les côtes syriennes et égyptiennes pour s’y livrer au pillage. A la charnière des XVe-XVIe siècles les chevaliers de Rhodes se montrent particulièrement actifs. En 1509 ils attaquent l’importante forteresse maritime d’Et-Tin (dans l’isthme de Suez) et le 21 août 1510, devant la place-forte d’Ajas (dans le golfe d’Iskenderun), mettent en déroute la flotte mamelouke, s’emparant de 18 de ses vaisseaux de guerre.

Bénéficiant de la protection du pape, les Hospitaliers donnent refuge à toute sorte de corsaires chrétiens et en viennent à terroriser littéralement les navigateurs musulmans. Venise

même, qui possède pourtant de sérieux intérêts commerciaux en Orient, est obligée de se rallier au front uni des puissances catholiques et de renoncer à sa coopération militaire avec l'Égypte. En 1512 le Conseil vénitien observe dans ses instructions à son ambassadeur au Caire qu'”en apportant son assistance matérielle au sultan, la république n'obtiendra rien de plus que la déconsidération aux yeux de la Chrétienté et l'isolement” [83, p.624].

Un nouveau péril pour l'Islam, parfaitement inattendu au reste, surgit en 1498 quand les croisés, après avoir contourné le cap de Bonne Espérance, se présentent dans les mers du Sud. Le 20 mai 1498, après avoir canonné les bateaux égyptiens mouillés dans la rade, les navires de Vasco de Gama jettent l'ancre à Calicut (Inde). Le Portugal frappe ainsi en plein cœur le fructueux commerce auquel les Arabes se livrent avec l'Inde. En effet, les routes commerciales mènent ici, l'une à Aden, Djeddah, Suez et Le Caire, l'autre à Ormuz et, via Basra, à Alep ou Trébizonde. Sont de même gravement menacées les cités factoreries arabes de la côte africaine Est.

Les Portugais surgissent à l'improviste et sévissent sans pitié. Le supplice que de Gama inflige à de misérables pêcheurs incapables de lui opposer la moindre résistance, n'est que le prélude à la terreur généralisée à laquelle les croisés vont se livrer ici sous peu. En 1500 Ca-bral, autre amiral du roi de Portugal, détruit sans aucun motif 10 navires égyptiens mouillés à Calicut. En 1502 il s'empare de Kilwa (au sud de Zanzibar) et donne ainsi le signal d'une guerre non déclarée implacable sur toutes les côtes d'Arabie, d'Inde et d'Afrique orientale. En 1502-1507 Vasco de Gama, d'Albuquerque et d'autres amiraux moins illustres ravagent le littoral de l'océan Indien, s'emparent des navires marchands rencontrés sur leur route ou les brûlent, y compris ceux qui transportent les pèlerins musulmans. Les morts se comptent par centaines, les estropiés par milliers. Les Portugais se montrent d'une rare férocité envers leurs captifs, les femmes ont le nez tranché, les hommes - le nez et la main droite. En 1507 ceux qu'on appelle les Francs s'emparent de l'île de Socotra et pour la première fois, prennent pied en mer Rouge. En Oman, les croisés prennent d'assaut et incendient les villes de Kyriat, Mas-cate et Khorfakan, et imposent le tribut à Sahar et Ormuz.

L'inquiétude se répand au Caire. Le sultan Kansuh al-Guri mobilise la totalité de sa flotte de la mer Rouge pour endiguer la pénétration des sujets du roi du Portugal, auquel le pape vient de conférer le titre pompeux de "Seigneur de la conquête, de la navigation et du commerce d'Inde, d'Éthiopie, d'Arabie et de Perse". En mars 1508, non loin de (Tchaoula au sud de Bombay), la flotte égyptienne que commande Hussein Mushrif et qui a reçu le renfort des vaisseaux du gouverneur de Diu, le Mamelouk d'origine russe Malik Ayaz, défait l'esca-

dre portugaise de Francisco de Almada. Mais le 3 février de l'année suivante, la flotte égyptienne est entièrement détruite à l'issue de la grande bataille navale qui se déroule au large de Diu. Dès lors les Portugais sont les maîtres de la mer d'Arabie et du golfe Persique. En 1509 ils détruisent Kalhat, en Oman, et dévastent la côte du Dhofar. En 1515 le gouverneur d'Ormuz est forcé de reconnaître la tutelle du Portugal et d'apporter son soutien à l'expansion portugaise dans le golfe Persique. Bahrein, El-Katif et tout le littoral d'El-Khassa sont aux mains des "Francs". En 1527 ceux-ci bâtissent leur forteresse à Mascate, ceci scelle définitivement leur autorité sur tous les territoires riverains de la mer d'Oman.

En mer Rouge, par contre, les Portugais accumulent les revers. En 1513 les Mamelouks parviennent à les repousser devant Aden et Souaki. Les croisés se contentent alors de prendre l'île de Kamaran et de procéder à quelques expéditions de rapine. A l'évidence, leurs forces sont insuffisantes pour porter à l'Egypte un coup décisif. D'autant que les Mamelouks ont reconstitué leur flotte de la mer Rouge et dès 1515, en confient le commandement à un marin de valeur, l'amiral ottoman Salman. Quant au projet délirant d'Albuquerque qui entend dé-tourner les eaux du Nil pour réduire l'Egypte à merci sans coup férir, il s'agit à l'évidence d'une chimère. Ses plans de conquête du Hidjaz et des lieux saints de l'Islam ne sont guère plus réalistes. "A Djeddah et à La Mecque, rapporte l'amiral, il n'y a pas de gens d'armes, rien que des anachorètes; au pays de fra Jehan il y a en revanche pléthore d'hommes et de chevaux. Que peuvent faire 3 000 Maures face à 500 cavaliers portugais? Si 500 ne suffisent pas, prenez en 1 000. La Mecque est si facile à anéantir que j'en viens à penser qu'elle l'est déjà" (cité d'après [126, p.156]).

De tous ces projets, le seul point de quelque valeur est la création d'une coalition des Etats levantins ennemis de l'Egypte des Mamelouks. L'alliance entre la chrétienne mais faible Ethiopie, le mystérieux pays du prêtre Jean, ne résout pas le problème. Et en 1513 les Portugais dépêchent une ambassade à l'énergique et impitoyable gouverneur d'Iran Ismaïl shah qui a dé-fié tout l'Islam sunnite. A l'appui des tribus nomades türk du Proche-Orient, le shah brandit le drapeau de l'extrémisme shiite et prend la tête du mouvement kyzylbache animé par une secte guerrière semi-soufite adepte de l'enseignement du fameux sheik ardebile Safi ed-Din (1252-1334), ancêtre d'ismaïl et éponyme de la dynastie persane des Séfévides. En 1502 Ismaïl shah conquiert Tébriz et crée le puissant état shiite qui comprend l'Iran, l'Azerbaïdjan et l'Anatolie orientale. En 1508 il s'empare de Bagdad et annexe l'Irak à ses domaines ce qui met un point final à l'existence d'Ak-Konyulu. En 1511 les Kyzylbaches d'Anatolie orientale se révoltent et tentent de "conquérir l'Empire ottoman de l'intérieur" [92, p.195].

La terreur et les exactions auxquelles se livrent les Kyzylbaches et tout particulièrement le chef de l'insurrection anatolienne Shah Koulou ("l'esclave du Roi") que les sunnite préfèrent appeler Shaïtan Koulou (l'esclave de Satan), sèment la peur et la haine dans le monde sunnite musulman. Les hommes d'Ismail-shah démolissent les mosquées, incendient les villages, détruisent les ermitages des derviches et les sépultures des saints. A la grande indignation des musulmans orthodoxes, ils altèrent le texte coranique, dénoncent en apostasie tous les justes califes à l'exception d'Ali et pour couronner le tout, jettent l'anathème sur Aïsha: l'épouse préférée du Prophète, la plus révérée aussi et dont le nom est inséparable de multiples hadifs au fondement de la sharia sunnite, est déclarée prostituée (cf.[69, t.2, p.176; 111, t.1, p.p.122-123]).

L'extrémisme kyzylbache précipite l'Orient musulman dans le tourbillon sanglant des conflits et des révoltes religieuses. A partir de 1502 l'Egypte est à deux doigts d'entrer en guerre contre les Séfévides. La débâcle des troupes ouzbek de Sheibani-khan à la bataille de Merwe, 1510, jette la panique au Caire. Les cairotes attendent une invasion imminente. En 1502, après plusieurs affrontements armés sur l'Euphrate, la Syrie et l'Egypte envisagent de nouveau avec angoisse l'imminence d'une guerre contre Ismaïl, lequel n'hésite pas à confier à l'ambassadeur du Portugal ses plans de conquête de La Mecque et d'invasion des terres arabes sous autorité mamelouke (cf. [121, p.34]).

Apparemment le sultan Kansuh al-Guri n'est pas informé de ces tractations, il reste que les Mamelouks comprennent fort bien que la menace venue de l'Ouest, du Sud et de l'Est se précise toujours davantage autour de leur capitale. De Grenade et de Fès, de Tunisie et du Yémen, de Calicut, de Cambay et des autres centres musulmans du Gudjarat, de Bagdad et même de Géorgie, les émissaires affluent pour requérir défense et protection. Une inquiétude fébrile s'empare du monde islamique, on s'attend à tout moment à de nouvelles attaques des Francs et des Kyzylbaches. En Syrie et en Egypte, on capture des informateurs et des espions de l'étranger, on intercepte des messages d'Ismaïl dont tout porte à croire qu'ils ont Venise pour destination. L'Egypte commence fiévreusement à se mettre sur le pied de guerre. Les autorités forment des milices mobiles, construisent des forts, reconstituent la flotte. Les maîtres armuriers sont requis de partout, jour et nuit on coule les canons. Le sultan assiste en personne aux exercices de tir, il inspecte les arsenaux et les chantiers navals.

Tout en se préoccupant de s'armer à outrance, l'Egypte se garde d'entrer en guerre la première. Depuis près de cent ans les Mamelouks n'ont pas connu d'adversaires sérieux. L'impression prévaut qu'il ont même désappris à se battre. Leurs soldats refusent d'aller servir dans les places lointaines, ils partent en expédition sans le moindre enthousiasme, ils

multiplient mutineries et troubles dans les rues du Caire, de Damas et d'Alep. Tout ceci ne fait que ren-forcer le sentiment de malaise général. Au fond les Mamelouks ont tout simplement peur d'engager les opérations militaires. En 1503 ils se sont abstenu de déclarer la guerre au Portugal, en 1509 ils s'abstiennent de la déclarer aux Séfévides. En fait d'assistance, les musulmans ibériques et nord-africains n'ont eu droit qu'à des assurances de solidarité fraternel-les. D'ailleurs, même les chefs du Gudjarat pratiquement sont abandonnés à leur sort.

Ne se décidant pas à entamer les hostilités, les Mamelouks ne peuvent donc rien pour les victimes de l'expansion européenne. Quand Kaitbay et Kansuh parlent de détruire les églises, d'interdire les lieux saints aux pèlerins d'Occident et de réprimer les chrétiens, la menace reste sans effet. Les ambassades en Occident dont se chargent fra Mauro en 1504 et Tagribirdi en 1506, ne donnent pas plus de résultat, abstraction faite du rachat de quelques captifs. Et quand en 1510 les marchands et les prêtres catholiques (près d'un millier de personnes) sont jetés en prison et en janvier 1511, l'église du Tombeau de Notre Seigneur est fermée, on ne peut y voir autre chose qu'un geste de fureur impuissante. D'autant qu'un peu plus d'un an plus tard ces mesures sont rapportées. En 1512, devant les bons musulmans abasourdis, les Mamelouks reçoivent très officiellement l'ambassade d'Ismaïl.

L'hégémonie perdue sur le monde musulman

L'incapacité des Mamelouks à contrer l'expansion européenne ruine définitivement le prestige de l'Égypte en tant que champion et protecteur de l'Islam. Après les brillantes victoires que Salah ad-Din avait remportées sur les croisés, après le coup d'arrêt mis à l'invasion mongole et au déferlement des armées de Tamerlan, les gouvernants égyptiens prétendaient en effet au leadership dans le monde musulman. Ils portent le titre de "Sultan de l'Is-lam et des Musulmans" et considèrent leur pays comme le centre de ce monde, "terre du califat" (*dar ul-khilaf*) que Dieu protège. La volonté d'hégémonie des Mamelouks transparaisait de même dans leur prétention à l'imamat universel, en tant que les continuateurs autorisés de l'œuvre de Muhammad. Ceci, en ayant en vue que la conception même du califat et de l'autorité suprême en Islam, ainsi que le démontrent les études de V.V.Barthold [4, p.p.15-78] et de H.Gibb [77, p.p.141-150], s'est modifiée à maintes reprises au cours des siècles. Depuis l'époque des Ayyubides, en tout cas, les sunnites ne possèdent plus de doctrine du califat universellement admise. "Son existence supposée, écrit H.Gibb, ne trouve confirmation ni dans les textes des juristes ni dans la psychologie de l'Islam sunnite" [77, p.148].

Aux XIIIe-XVIe siècles l'enseignement asharite concernant le califat, et notamment la conception que s'en fait al-Maverdi (991-1058), n'a plus cours. A ce moment prévalent les vues d'al-Gazali (1059-1111), d'Ibn Khaldun (1332-1406) et de Djalal ad-Din Davvani (1427-1501) qui abordent de façon nouvelle le problème de l'autorité suprême en Islam. H.Gibb poursuit: "On peut dire qu'à partir de ce moment, la doctrine du califat partout adoptée estime que celui-ci n'a duré que trente ans, et qu'ensuite il n'y a plus eu que l'imamat, auquel, comme par gratitude, viennent s'ajouter les titres des califes" [77, p.145].

De la sorte, l'imamat est considéré comme l'accomplissement du pouvoir suprême en terre islamique. Conformément aux vues de l'époque, ce pouvoir revient au seigneur musulman le plus puissant (le sultan), lequel en sa qualité de ghazi (combattant de la Foi) a vocation de défendre l'Islam contre les infidèles. A ce titre d'imam (chef religieux), le sultan assume les fonctions de chef temporel et spirituel de la communauté. Toutes les fois que le gouvernement peut se prévaloir de la piété voulue, l'imamat peut faire figure de califat, autrement dit - un gouvernement musulman équitable que régit la sharia et dont le chef, pour

repandre le mot de V.V.Barthold, accomplit la justice de Dieu ici-bas [4, p.43]. Ainsi la notion de califat acquiert une teneur moins juridique que morale et appréciative. Pratiquement, elle se confond avec la notion de juste imamat, pour en faire ressortir, en quelque sorte, le caractère pieu, authentique-ment musulman. Dans ces conditions, le terme même de "calife" perd son sens de personne as-sumant l'autorité suprême. En fait, il devient comme une espèce de titre honorifique ou de grade qu'on attribue aux gouvernants les plus méritants, ceux qui se gagnent "la réputation de défenseurs de l'Islam et de la sharia, protecteurs des sciences et des arts" [4, p.49]. C'est bien dans ce sens que les titres de calife sont adoptés par toute une série de gouvernants sunnites: Timur Lang (1370-1405), son fils Shahruh (1405-1447), les sultans hindous de Delhi, le khan ouzbek Shaybani (mort en 1510), etc. Les ghazis et sultans ottomans, du moins jusqu'à l'époque de Murat Ier (1360-1389), portent également le titre de calife [123, p.21] ce qu'attestent, outre la chronique, documents d'archives et épigraphiques (cf. [77, p.p.146-147]).

Le fait qu'il existe un nombre relativement important de chefs musulmans puissants, in-dépendants et autonomes, s'attribuant le nom d'imam et de calife, n'entame en rien la notion qu'ont les consciences musulmanes de l'unité de l'umma - la communauté musulmane. Indépendamment des frontières politiques, la terre d'Islam a toujours été considérée à ce niveau comme une entité indivisible, où le musulman "se trouve partout sous le drapeau de sa foi, où il rencontre le même dieu, les mêmes prières, des lois analogues et des coutumes semblables" [25, p.14]. Cette terre unique d'Islam doit posséder un chef et patron spirituel unique. Qualité généralement accordée au gouvernant musulman le plus prestigieux et fort, celui dont le pouvoir est reconnu à La Mecque et à Médine, les villes saintes de l'Islam. Ce personnage doit représenter et défendre les intérêts de tous les Musulmans, offrir assistance aux pèlerins de la Kaba, et se soucier de la prospérité des villes saintes où l'on frappe la monnaie à son nom et le cite à la hutba du Vendredi.

Le chef du monde musulman s'affirme à l'issue de la mise à l'épreuve de sa force. Sa position au sommet, ainsi que le souligne à maintes reprises V.V.Barthold, "découle exclusive-ment de sa puissance et du caractère de son gouvernement" [4, p.p.43, 51, 77]. Nul autre "droit", y compris l'origine kurayshite, n'est pris en considération.

A partir de la fin du XIIe siècle, ce sont les gouverneurs égyptiens qui occupent, nous l'avons vu, une position de pointe dans le monde musulman. Leur titre de "Sultan de l'Islam" se confond, selon V.V.Barthold, avec la notion d'imam et de calife [4, p.77]. Ils commandent le hadj, ils protègent les villes saintes, ils ont le droit exclusif de dépêcher le mahmal (palanquin) porteur du voile sacré de la Kaba, symbole de primauté dans l'Islam médiéval. Ces dif-

férentes prérogatives califiennes sont soulignées par le titre spécial de "hadim al-khurameyn" - "Serviteur des deux cités saintes". Le premier à se l'attribuer est Salah ad-Din, à l'occasion du conflit qui l'oppose au calife abbasside an-Nasir [100, p.899]. D'emblée le titre est opposé au rang de calife, dont il est au moins l'équivalent, et marque la priorité spirituelle du "Sultan de l'Islam".

Ce rôle des sultans mamelouks en tant que dirigeants universels de l'Islam est encore souligné par l'existence au Caire de quatre cadis suprêmes (sheyk ul-islam), d'après le nombre des mazhabs sunnites reconnus, ainsi que par la protection qu'ils accordent aux descendants des califes abbassides réfugiés en Egypte. En dépit de l'opinion répandue parmi les spécialistes, les califes abbassides n'ont jamais été, par opposition au sultan, les chefs spirituels du monde musulman, des personnages "identiques à ce qu'était le pape de Rome pour l'Europe catholique" [4, p.35]¹. Jamais les califes n'ont pris la tête d'une quelconque organisation spirituelle particulière, et de façon générale, jamais ils n'ont assumé de fonction ou de pouvoir religieux quelconque. Dans le meilleur des cas, il se sont présentés comme les chefs protocolaires de la communauté musulmane, ceux qui personnifient la véritable magnificence et le rang. Ils figurent aux cérémonies, font prêter serment aux nouveaux sultans et se joignent aux sheiks ul-islam pour venir chaque mois leur présenter leurs vœux. Sous cet aspect, les Abbassides seraient comme le symbole de la pérennité des principes supérieurs de l'Islam, ils donnent à sentir le caractère exclusif de l'Egypte en tant que "terre du califat", et communiquent tout l'éclat voulu à la légitimité des aspirations hégémonistes des Mamelouks.

Les sultans d'Egypte ne se soucient absolument pas de l'existence d'autres califes, fusent-ils d'origine kurayshite, et moins encore de voir s'attribuer le titre de calife les gouverneurs d'Etats musulmans amis. Il est certain que ce n'est pas sans leur aval qu'à la Mosquée du Vendredi de Médine, une inscription glorifiant le sultan ottoman Bayazid II (1480-1512), venue s'offrir aux yeux des pèlerins du monde entier, le désigne comme "Maouliana amir al-muminin as-sultan al-malik al-muzaffar" [77, p.146] - "Notre souverain, chef des Croyants, sultan et roi invincible". En revanche les Mamelouks veillent jalousement à leur droit exclusif au titre de "Sultan de l'Islam" et de "hadim al-khurameyn", et là rien ne pouvait les arrêter, pas même le risque d'un conflit armé. "Le fond de l'affaire, écrit az-Sahiri

¹ Un point de vue figurant dans les ouvrages de V.V.Barthold, ainsi que chez Van den Berg et Georges Marçais. L'erreur fut ensuite démontrée par N.Arnold, M.Godefroid-Demombine et Preach, qui insistent sur l'absolue indivisibilité en Islam des principes temporels et spirituel (voir à ce sujet [125, p.p.244-245]).

(1372-1468) en se faisant le porte-paroles de leurs intérêts, c'est qu'en vérité seul le maître de l'Égypte a droit au titre de sultan, Dieu lui porte assistance; à présent il se situe plus haut que tous les rois et apparaît comme le plus noble de tous, en suite de sa qualité de chef des premiers et des derniers, et de ce que l'émir des Croyants lui fit l'honneur de remettre le sultanat sur une base légitime, conformément au décret des quatre imams (c.-à-d. des principaux représentant des quatre justes interprétations musulmanes)...” (cité d'après [4, p.41]).

Encore que la prétention mamelouke à l'imamat universel soit loin d'être admise par tout le monde. Les gouvernants musulmans les plus puissants des XIVe-XVe siècles la contes-tent vivement, y compris le statut de protecteurs privilégiés des villes saintes. Ceci est cause de toute une chaîne de conflits ayant trait à l'envoi du voile sacré à la Kaaba, mais reflétant en réalité la lutte qui se déroule autour du leadership dans le monde musulman. Timur, ce féroce "vengeur des crimes perpétrés contre la Foi" [4, p.47], son fils Shahruh et plusieurs sultans "impies" des dynasties turkmènes Kara Koyunlu et Ak Koyunlu refusent de reconnaître la primauté religieuse de l'Égypte. Shahruh en 1429, en 1435-1436 et en 1443, Uzun Hassan (gouverneur de l'Iran appartenant à la dynastie Ak Koyunlu) en 1472, tous se livrent à des attaques en règle contre les Mamelouks et déclarent hautement leur droit à la protection des villes saintes. Et chacune de ces prétentions est lourde d'une guerre. "Toutefois, écrit V.V.Barthold, la position exclusive des sultans égyptiens en tant que protecteurs des villes saintes, ne put longtemps être remise en question, ni par le "califat" de Timur, Shahruh et leurs successeurs, ni par les Turkmènes du Béliet noir, ni par la dynastie venue à leur suite (dans la seconde moitié du Xve s.) des Turkmènes du Béliet blanc" [4, p.52].

Or la situation change à la fin du Xve siècle et au début du XVIe. L'incapacité des Ma-melouks à faire pièce à l'Europe occidentale devient flagrante."Le Sultan de l'Islam" s'avère impuissant à défendre la vie, les biens et la Foi même des musulmans. Plus encore, celui qui est le patron et protecteur des villes saintes n'a pas pu garantir la sécurité du Hadj. Comme on l'a vu, les pèlerins tombent par centaines aux mains des Portugais, d'autres sont victimes des exactions bédouines lors de la révolte du Hidjaz de 1502-1508. En 1503 La Mecque subit un sac que les contemporains ne peuvent guère comparer qu'à celui, de triste mémoire, des Karmates. Pour la première fois sous le règne mamelouk, le pèlerinage du hajd est provisoirement interrompu. Le monde de l'Islam est atterré. Dans toute son acuité se repose la question de savoir qui peut et qui doit être considéré comme l'Imam authentique du temps, le

chef du monde musulman.

La désintégration morale de la société

Trois siècles durant les Mamelouks se voulaient donner de leur gouvernement l'image exemplaire de la juste société musulmane. Au dire des ulems mamelouks, on y observait scrupuleusement tous les principes de la sheria et combattait les innovations impies (bida), ici régnaient dévotion et Foi authentiques, animées par des savants, des justes et des califes abbassides véritables, que le peuple ne se lassait pas de porter dans son cœur. "Et à présent, croit pouvoir constater as-Suyuti (1445-1505), il est certes des pays dont les rois possèdent plus de forces et de troupes que les rois d'Egypte, tels la Perse, l'Irak, le Roum, le Maghreb; mais ils n'ont pas la Foi comme en Egypte, on n'y voit pas la même observation de la Loi islamique, la même diffusion de la Hadith, de la Sunna et des études. Au contraire, chez eux sévissent ouvertement toutes sortes d'innovations" (cité d'après [4, p.42]).

Toutefois la réalité est fort loin du tableau brossé par le bon as-Suyuti. Dans l'esprit d'une majorité de musulmans l'Egypte est carrément le pays de l'illégalité. Abu el-Mahasani ibn Tagridi (1411-1470), par exemple, écrit avec amertume qu'on dit à propos de l'Egypte que "son cadî serait un musulman de la dernière pluie, son sheik - un chrétien, et son pèlerin - un espion" (cité d'après [83, p.570]). Les voyageurs étrangers sont choqués à la vue de la cupidité de la soldatesque égyptienne, de la corruption des fonctionnaires et de la course générale au profit facile. L'iniquité des tribunaux égyptiens est un lieu commun. Les cadis du haut de l'échelle et leurs nombreux assistants jouissent d'une solide réputation d'affairistes corrompus. Un procès en justice n'est pas vu autrement qu'un tournoi entre bailleurs de bakchiches. Les derniers califes abbassides, et ceci jusque dans les textes d'Ibn Iyas, font figure d'intrigants il-lettrés, portés à la menue escroquerie et à l'obéissance servile vis à vis des autorités. De haut en bas de la hiérarchie, tout le monde pille les biens de l'Etat et le wakf. L'abus de la bière, du vin et du hashich est général. Le sultan Kansuh al-Guri lui-même s'en irrite un jour, et accuse les aides des cadis supérieurs de s'enivrer, de se livrer à l'adultère et de dilapider le wakf. En 1513 il ordonne de faire ramasser dans la rue les fakihs ivres et de leur infliger un châtement exemplaire [51, t.4, p.p.343, 347].

L'état de dissolution de la société est tel qu'il prend rapidement un caractère irréversible. Hypnotisés par le souvenir de la grandeur passée, les dirigeants soutiennent sans y réfléchir, aveuglement, des idéaux qui depuis belle lurette ont perdu pour eux tout attrait et

toute substance vitale. Evanouie, la capacité de faire œuvre créative, de trouver aux problèmes qui se posent des solutions hardies et neuves. En même temps que la faculté de création, ils ont perdu, selon l'expression de A.Toynbee, l'ancien "pouvoir de fascination" [122, p.5] sur les masses et par conséquent, le prestige social, l'autorité morale et l'influence naturelle sur les diverses couches de la société.

Le peuple déteste ses gouvernants. Que ce soit en Orient arabe ou au Maghreb, partout les simples gens pensent que la sharia est jetée aux orties, qu'il n'y a plus en terre d'Islam ni vérité ni justice. Les couches populaires les plus démunies sont persuadées que les musulmans n'ont plus de calife. Pour ce qui est des Abbassides égyptiens, ils ne sont plus, selon la formule de Kutb ad-Din al-Makka (1511-1582), qu'un son creux, "rien qu'un nom (ism) dénué de sens" (cité d'après [4, p.42]). Les chefs, de l'avis général, se sont égarés en chemin. "Depuis que les chargés du saint ministère ont disparu, écrit en 1526 Hasan al-Wazzan as-Zayati (1489-1554)², nos souverains, comme nous l'avons déjà dit, ont adopté des mesures tyranniques. Non contents d'usurper la totalité de ces profits et de les dépenser selon leur bon vouloir, ils leurs ont ajoutés de nouveaux impôts, en sorte que dans toute l'Afrique on ne trouvera pas, à de rares exceptions près, de paysan capable de simplement préserver ce qu'il lui faut pour se vêtir et vivre" [57, t.1, p.239].

Ceci, alors que les justes gouvernants musulmans, poursuit Hasan al-Wazzan, doivent se soucier du bien-être de leur peuple, ne lever que les impôts autorisés et les dépenser pour le bien de tous, notamment en prêtant assistance aux pauvres, aux malades, aux veuves, et faire la guerre aux impies [57, t.1, p.238]. Ayant oublié ces grands préceptes, les sultans égyptiens et maghrébins sont devenus, de l'avis du pieu musulman, des usurpateurs et des tyrans. "Parmi tous les souverains d'Afrique, écrit encore le même auteur, vous n'en trouverez pas un seul qui soit devenu roi ou prince en vertu du choix populaire, ou qui soit reconnu par la population de quelque province ou de quelque cité. Pas un seigneur terrien, à l'exception du calife, ne peut se dire légitime selon les préceptes de Muhammad" [57, t.1, p.235].

Misère et disette sévissent dans tous les pays arabes. Il n'est jusqu'au Caire le Magnifique où les difficultés d'approvisionnement ne soient un phénomène endémique. L'immense métropole qui fait trois fois la taille du Paris de l'époque, foisonne de mendiants, de stropiats, de drogués et de prostituées. Sur le fond de l'indifférence générale, les fastes typiquement orientaux dont s'entoure l'aristocratie mamelouke s'affichent de façon particulièrement pro-vocante. Le bon musulman ne décolère pas devant le luxe criant étalé à

² Hasan al-Wazzan as-Zayati (Léon l'Africain, Johannes, Al-Hasan ibn Muhammad Al-Fasi) - Espagnol musulman d'origine, vécut longuement en Afrique du Nord et en Egypte (voir à son propos [62])

la cour du sultan. Au Caire, on raconte non sans sarcasme que même les esclaves affranchis mangent là-bas dans de la vaisselle d'or. Les chanteurs, conteurs, poètes et musiciens qui affluent en masse à la cour et prospèrent aux dépens des obscurs et des démunis, s'attirent la réprobation universelle [109, p.190].

Les gens de religion s'efforcent de se tenir à l'écart de gouvernants qui ont abandonné le chemin de Dieu. "Les hommes de bonne réputation et de solide situation sociale, poursuit Hasan al-Wazzan, répugnent à prendre du service à la cour. Ils vont jusqu'à refuser que leurs filles se marient avec un courtisan" [57, t.1, p.235]. Jamais semblable désintégration n'avait frappé la société. On peine à se représenter un marasme social plus avancé que celui qui s'empare du monde arabe à la fin du XVe siècle. Toutes les couches de la société tournent le dos au gouvernement. Non seulement les musulmans d'Afrique du Nord ne croient plus en leurs dirigeants officiels, mais ils commencent même à les tenir pour une clique de vils usurpateurs. La charge publique est désormais considérée comme honteuse, ceux qui l'assument sont des pestiférés dont le commerce serait fatal à des personnes moralement saines. "De cet état de chose, affirme Hasan al-Wazzan, il suit qu'on ne trouve plus un seul homme honnête et cultivé pour accepter d'entretenir des relations de famille avec les souverains temporels, de manger à la même table et moins encore, d'accepter leurs présents et leurs offrandes. Et en effet l'opinion prévaut que les biens de ces sires sont encore plus entachés de vilenie que le produit du vol" [ibid., p.239]. Un état d'esprit similaire prévaut en Syrie et en Egypte. Abd al-Bakhhad ash-Shaarani (1493-1565), soufi égyptien particulièrement apprécié et vénéré à ce moment dans le peuple, écrit de son côté que "quand un homme se voit offrir le manger et le boire par personnes interposées, il doit être sûr que lesdites personnes se sont procurées la nourriture ou l'argent qui a servi à l'acheter, par un moyen licite" [43, p.170]. Aussi recommande-t-il de faire preuve de circonspection à l'égard de la pitance offerte "par les impies, les fonctionnaires du gouvernement et autres personnages pervers" [ibid., p.171].

Le spectacle de ces gouverneurs aux mains sales et moralement entachés aux yeux de la société musulmane engendre la nostalgie aiguë d'un califat authentique, d'un royaume de "justice" où il n'est de place à l'arbitraire et à l'illicite. Dans le contexte de l'apathie générale du moment, ceci crée un terrain favorable à la large diffusion du mysticisme, qui se mue parfois en la superstition primaire et naïve - on se met à croire aux miracles, à la venue de sauveteurs aussi improbables que nébuleux.

La turcophilie

Du fond de leur désolation, les musulmans tournent toujours plus souvent les regards du côté de l'étoile montante "du califat islamique levantin" [44, p.123], lequel, dans leur esprit, s'incarne en le puissant Etat ottoman guidé de main divine. Au XVI^e siècle le prestige des Ottomans est considérable. Les Turcs possèdent de nombreux admirateurs, tant en Orient qu'en Occident, surtout parmi les populations opprimées et exploitées. Dans les Balkans et en Hongrie, en Europe occidentale et en Russie, "on trouvait - pour citer A.E.Krymski - d'importants groupes de population qui, conduits chacun par des considérations et un état d'esprit fort dissemblables, non seulement songeaient à l'éventualité menaçante de l'invasion et de la conquête turques sans horreur excessive, mais qui la souhaitaient même carrément" [22, p.151].

Une situation analogue est alors observée dans le monde arabe. Paysans et citadins du Maghreb appréhendent les Turcs comme des protecteurs et des sauveteurs, exclusivement. L'historien tunisien Ibn Abou Dinar (XVII^e s.) relève avec joie chaque victoire des armes ottomanes [54, p.164]. Chez l'anonyme arabe du même siècle qui est l'auteur d'"al-Gazawat", relation héroïque des exploits des frères corsaires Barberousse, ou encore dans les chansons populaires kabyles, les Turcs osmanis font figure de défenseurs des petites gens, de guerriers habiles et courageux, sabrant avec abnégation les ennemis de l'Islam. Dans le folklore kabyle, il n'y a pas plus haute louange que d'être comparé au Turc. Le même état d'esprit prévaut en Orient, et notamment en Egypte. Avec le temps, cela prend les dimensions d'une tradition irréfléchie, qui pousse de profondes racines dans la conscience des générations. Jusqu'à un historien de condition aristocratique comme Abd ar-Rahman al-Djabarti (1754-1825) qui, tout en détestant cordialement les Turcs, ne leur rend hommage de ladite tradition. Dans la première période de leur gouvernement, écrivait-il, ils (les Ottomans - N.I.) étaient les meilleurs de ceux qui se trouvaient à la tête de l'umma, après les califes guidés par la juste voie" [49, p.21].

Le phénomène turcophile, dans le monde arabe comme en Europe, repose sur l'idéalisation à outrance de l'ordre osmani. Le peuple voit dans l'arrivée imminente des Ottomans le remède à tous les maux et tous les vices qui accablent la société arabe dans sa version féodale levantine. Contrairement à ses propres gouvernants, les Ottomans sont

imaginés comme les champions de la Vérité et de la Justice, les défenseurs de la sharia auxquels Allah donne la victoire. La prise de Constantinople en 1453 et les succès turcs consécutifs ne reçoivent pas d'autre explication: le résultat de la Providence divine. De l'avis général, Dieu en personne conduit les armées ottomanes. "Les Turcs, écrit Dm.Kantémir (1673-1723), voient en la Providence divine l'unique raison de leurs victoires, ils ne prêtent aucune importance au nombre, au savoir-faire et à la vaillance des hommes" [69, t.1, p.270]. Nombre de personnes, sinon la majorité, sont persuadées que les Turcs bénéficient de la protection du Très-Haut. On en vient à les considérer comme le simple instrument de la Providence. A la veille de l'occupation ottomane, les caiotes parlent à qui veut les entendre de visions et de rêves prophétiques annonciateurs de la fin du sultanat mamelouk. Selon la rumeur populaire, Sidi Mahrez en personne, saint protecteur de la cité qui serait apparu en

songe à Sélim II, l'aurait requis de prendre Tunis en 1574, et ainsi de suite.

De même qu'en Europe, les victoires turques sont considérées comme le châtement divin, la punition méritée de chefs impies. Même un Ibn Iyas, qui ressortit pourtant à la haute aristocratie mamelouke, conclut en ces termes sa relation de la bataille du Champ de Dabik (Merj-Dabik, 1516): "Et ceci se trouvait dans le Livre des prescriptions. Personne, ni le sultan ni ses ennemis ne montraient d'impartialité et d'esprit de justice dans les affaires musulmanes. Et ils furent payés en conséquence de leurs actions et de leurs projets; et Dieu tout-puissant les remit au pouvoir du fils d'Osman, pour qu'il arrive ce qui leur est arrivé" [51, t.5, 73].

En un mot, il est convenu que les Turcs osmanis accomplissent certaine mission divine. En particulier, ils châtent le mal et apportent avec eux l'équité. Les légendes les plus fantastiques circulent à propos de l'amour du peuple qui caractériserait ces justes. On peut s'en faire une idée au vu de la littérature turcophile qui fleurit alors en Europe. Le "Turc" du drame du même nom de H.Rosenplütt (XVe s.), se fait le défenseur des commerçants et paysans "en butte aux pires turpitudes". Il est invariablement aux côtés des pauvres hères qui du fruit de leur labeur nourrissent les maîtres et "n'en reçoivent en échange que tracasseries supplémen-taires" [22, p.157]. Le Turc en question promet de "réformer et punir le monde des aristocrates" [12, p.6]. Chez I.S.Péresvétov qui, avec T.Campanella (1568-1639), est l'un des turcophiles les plus emballés d'Europe, Mehmet II, selon A.E.Krymski, "est campé avec amour, comme le type de monarque qui exécute sans pitié les hauts dignitaires indignes, mais par sa cruauté même, instaure sur la terre la justice universelle" (22, p.160). I.S.Péresvétov relate avec chaleur comment Mehmet II ordonne de faire "égorcher vif" de mauvais juges et

écrire sur leur peau: “hors un supplice comme icelui, on ne saura instaurer justice en le royaume” [30, p.153].

Ce mythe de l’amour du peuple qui caractériserait des Turcs combattant implacablement princes, seigneurs et autres oppresseurs, s’accompagne d’une idéalisation non moins effrénée de la société et de l’Etat ottomans. Ainsi que le souligne D.N.Iégorov, l’idéalisation porte sur tout: le mode de vie, les mœurs, la coutume, les lois, l’ensemble du régime politique [132, p.9]. La terre des Osmanis fait figure d’une espèce de “pays juste et heureux” [22, p.157.] où, “tout le monde en est convaincu, la confrontation sociale est inexistante” [12, p.10]. Aussi T.Campanella, ce philosophe utopiste et rêveur social, recommande-t-il d’imiter les musulmans et de “procéder à des réformes à la manière turque” [ibid.]. Ce mouvement en faveur d’une refonte de la société selon le modèle ottoman est sensible de même dans les projets de F..Alberghati, L.Cuccolo et les autres utopistes italiens du XVIe siècle et du début du XVIIe (voir à ce sujet [40, p.p.27 et suiv.; 41, p.p.35-36]).

Dans la quasi-majorité des pays féodaux d’Europe la population, principalement dans les milieux paysans, attend avec impatience l’arrivée des Turcs - voilà ceux qui sauront la délivrer, est-elle convaincue, du joug féodal. “Nombreux sont ceux qui réclament la venue des Turcs et leur gouvernement”, note Martin Luther (1483-1546). “J’entends dire, ajoute-t-il ailleurs, qu’il y a en terre allemande des gens qui souhaitent la venue et la souveraineté des Turcs, qui préfèrent vivre sous le Turc plutôt que sous l’Empereur et les Princes” (cité d’après [12, p.6]. Ce désir “d’être sous le Turc” est fort répandu de même parmi la population orthodoxe de l’Union polono-lithuanienne, surtout en Ukraine (cf.[22, p.p.155-156]) et, plus généralement, dans plusieurs pays méditerranéens.

A la lumière de la littérature turcophile européenne du XVIe siècle, on peut se faire une idée plus concrète de ce à quoi songe Ibn Iyass quand il déclare qu’en Egypte “circulaient des rumeurs sur le grand esprit de justice des gens du fils d’Osman” [51, t.5, p.162.]. Toujours à ce propos, on comprend mieux pourquoi les paysans des terres d’Alep et des autres territoires syriens, désirent l’avènement du pouvoir turc, pour autant qu’ils éprouvent “du penchant envers le fils d’Osman, pour son attitude juste envers le Paradis” [ibid., t.4, p.463]. Ce qui est parvenu jusque sur les bords du Rhin et jusqu’en Moscovie, ne pouvait ne pas être connu de même dans le monde arabe. Il n’est donc pas fortuit qu’on voie se multiplier à la Mecque et au Caire les pamphlets et les écrits anonymes à la gloire des Osmanis. On y lit entre autre que le sultan mamelouk n’est pas un musulman et qu’il n’y a dans son cœur le moindre sentiment religieux [ibid., p.282].

Un élément non moins important de la mythologie turcophile au XVI^e siècle est cette autre légende de la tolérance religieuse des Ottomans. En réalité, on se trouve là devant une simple tentative d'exploiter à ses fins les mouvements antiféodaux et anticatholiques d'Europe. Car à la différence des Mamelouks, les Ottomans interviennent activement dans les affaires européennes, où ils tentent de s'attirer les faveurs des forces d'opposition les plus diverses.

Dans le monde orthodoxe, tout particulièrement Ukraine et terres des Slaves méridionaux, et en dépit de la mise en garde passionnée d'un Maxime le Grec (1475-1556), le mythe de la "prospérité de la foi chrétienne" en Turquie³ est largement accrédité. Au sein des communautés juives, on relève aux XVI^e-XVII^e siècles un véritable accès d'euphorie osmanophile. Les Juifs d'Europe voient en l'Empire ottoman quelque chose de fort proche du Paradis sur terre (cf. [21, p.213]). Après le cinquième Concile de Latran (1512-1517), les Turcs osmanis se présentent comme les actifs protecteurs de la Réforme. Sans discrétion "ils soutiennent l'œuvre protestante et sa direction, partout où la chose est faisable" [95, p.241]. Dans ses messages (name-i humayon) aux "beys luthériens de Flandre et des autres wilayates espagnoles", les sultans ottomans condamnent le catholicisme, "rejeté tant par l'Islam que par le luthérianisme", et convient les chefs des Gueux néerlandais à coordonner leur action avec celle des moriscos d'Espagne et de tous ceux qui combattent "le pape et sa mazhaba" [84, p.p.19-20]. La nuit de la Saint-Bathélémy en 1572 et le départ ainsi donné en France à la persécution des huguenots, ces protégés des Turcs, suscitent le vif mécontentement d'Istanbul et mettent un terme à l'alliance militaire franco-ottomane.

Au Proche-Orient, les Turcs osmanis bénéficient du soutien de la communauté juive et de la chrétienté levantine, plus particulièrement des églises arménienne et orthodoxe. Les chrétiens de Syrie et d'Egypte pensent que les Mamelouks, et leur roi "illégitime" appelé "Gabriel", n'ont d'idée en tête que faire périr leur église.

Même à la fin du XVI^e siècle, les populations slaves vivent encore dans la conviction que les Mamelouks sont "plus mauvais que les Turcs actuels" [18, p.60], et ceci ne doit rien au hasard. Les Ottomans en effet parviennent à faire pencher en leur faveur les communautés chrétiennes d'Orient. Les Mamelouks sont donc assez fondés d'accuser Sélim Ier de lancer contre les terres musulmanes ses armées innombrables, dans les rangs desquelles combattent "beaucoup de chrétiens arméniens et autres", "sous la bannière fallacieuse de l'Islam". On sait

³ Pour plus de détail consulter l'ouvrage de A.Krymski "Sur la "turcophilie" en Europe et en Russie moscovite au XVI^e siècle", où il est fait référence notamment à la "Palinodie" de Zacharie de Copystène, au "Péréstorog" et autres pièces maîtresses de la littérature ukrainienne, ainsi qu'au "Livre de la Foi" moscovite de 1648 [22, p.p.154-156]

aussi que “la langue dont use en majorité l’armée turque, est le slave” [4, p.p.60-61]. Et pour compléter le tableau, les sipahis (cavaliers) ne sont pas rares à conserver leur foi orthodoxe.

Ces multiples légendes concernant la tolérance confessionnelle et le populisme des Turcs se répandent partout et gagnent les cœurs des opprimés et des démunis. Mais l’élément le plus important de ce qu’avec complaisance on appelait en Russie “le charme de Mehmet” [10, p.42], est le mythe de la “justice” paysanne. Les dignitaires ottomans, d’origine paysanne pour la plupart, se présentent à qui veut les entendre comme les défenseurs des intérêts des simples travailleurs de la terre. A grand renfort de gestes spectaculaire, au reste. Par exemple, Süleyman le Magnifique (1520-1566) demande à ses pachas de “traiter nos sujets en sorte que les paysans des royaumes voisins envient leur sort” [13, p.144]. Quand il entre en Egypte, Selim Ier (1512-1520) ordonne de grandes distributions de viande au petit peuple, il décharge fellahs et pauvres de la ville du service du travail auquel ils étaient astreints au bénéfice de l’armée et en transfère l’obligation aux *ayans* et gens aisés [51, t.5, p.p.191, 205 et autres]. Son poème gravé à proximité du Nilomètre, est signé humblement “*Hadim al-fukara Selim*” (Le serviteur des pauvres Selim) [111, t.1, p.382].

Avec une férocité intentionnelle, les Ottomans répriment les moindres atteintes à la dignité du labeur paysan. Durant la campagne de Perse de 1533, Bartolomeo Ghéorghévitch “a vu un sipahi décapité avec cheval et serviteur, parce que sa monture qu’il avait omis d’attacher s’était aventurée dans un champ cultivé” (cité d’après [104, p.109]). La même cruauté concernait les nomades. “Le facteur turc, note aujourd’hui l’historien tunisien T.Bachrouch, se greffe ainsi sur le vieil antagonisme structurel qui oppose ces deux modes de vie” [59, p.10]. Cette haine des Bédouins ne peut que renforcer l’opinion favorable que la paysannerie arabe se fait des Ottomans. Sa turcophilie, pour reprendre les mots de T.Bachrouch, “était à la mesure exacte de sa bédouinophobie” [ibid., p.10].

Cette attitude visant l’alliance avec les populations paysannes et leur soutien, est l’une des constantes les mieux avérées de la politique ottomane au XVIe siècle. Quand il se prononcera contre la guerre faite en 1578 aux Séfévides, le grand vizir Mehmet-pacha Sokollu (Sokolovitch) avancera l’état d’esprit de la paysannerie en tant qu’argument décisif. A une réunion du divan impérial, rapporte l’historien Ibrahim Petchevi (1574-1650), il déclarera que “les paysans vont souffrir des déprédations et des raids de l’armée, et même si la Perse est conquise, sa paysannerie refusera de se soumettre à notre autorité” [95, p.45].

Dans les pays arabes, la paysannerie est donc en faveur des Ottomans. On peut en tout cas affirmer que dans son écrasante majorité, elle désire “être sous le Turc”. Autrement, il serait impossible de s’expliquer comment les paysans de Syrie et de Palestine ont pu “se

soumettre” aux nouveaux venus dès avant le déclenchement des hostilités, les louer dans la prière du Vendredi [51, t.4, p.463], comment avant la bataille du champ de Dabik ils ont pu aider les Turcs à rouler leurs canons, munitions et bagage. Ni de comprendre pourquoi les fellahs d’Egypte refusent à la fin 1516 de payer l’impôt [51, t.5, p.133] et bénissent Selim Ier quand les armées ottomanes font leur entrée sur leurs terres [ibid., p.141], pourquoi en Tunisie les paysans creusent les tranchées et acheminent les convois turcs, pourquoi en Algérie ils rejoignent les rangs des unités que commandent les chefs militaires ottomans et finissent par en constituer le contingent essentiel.

Défiance sinon franche hostilité envers les Turcs n’émanent plus guère ici, outre les milieux gouvernants, que des Bédouins et des représentants des classes possédantes. A proprement parler, ce sont les seuls qui opposent quelque résistance aux Ottomans. Ceux-là portent une haine viscérale à “la puante soldatesque osmani”. Pour la haute société mamelouke, habituée à vivre dans le luxe et le raffinement culturel, Selim Ier est un barbare, une brute qui ne saisit ni les bonnes manières ni ce que dignité veut dire. Selon Ibn Iyass, quand ils s’empare de l’Egypte on découvre un personnage ressemblant fort peu aux sultans précédents. “Il n’avait pas idée de ce qu’est le rang (nizam), explique l’historien, ni lui, ni ses vizirs, ses émirs et ses soldats. C’était une horde de racaille qui ne faisait pas la distinction entre le serviteur et le maître” [ibid., p162].

Et néanmoins l’engouement général pour les Ottomans a des conséquences désastreuses sur l’état d’esprit et le moral de la classe dirigeante. L’ancienne unité de vues a volé en éclats. Nombreux sont ceux qui pensent que les Turcs osmanis défendent vraiment l’Islam, qu’ils sont bel et bien les promoteurs de la Justice et de la sheria authentique. Pris ensemble, tout ceci sème le trouble et l’incertitude au plus haut niveau, voici que les gouvernants eux-mêmes ne croient plus en la justesse de leur cause et cela ne peut que se répercuter gravement sur l’issue de leur combat contre les Ottomans.

Les sources du conflit ottomano-mamelouk

Dans une rétrospective historique, les Etats mamelouk et ottoman présentent de nombreux points de ressemblance. Ici et là dominant des rapports caractéristiques du féodalisme oriental (cf. [16, p.p.54-66; 2, p.p.40-47; 11, p.p.4-8 et suiv.]). L'un et l'autre sont des théocraties militaires⁴ agissant sous la bannière de l'islam sunnite orthodoxe. Pendant une période prolongée, rien ne les oppose au plan politico-idéologique, moins encore en ce qui touche au commerce et aux autres activités économiques. Jusqu'à la chute de Constantinople en 1453 les dirigeants ottomans reconnaissent la priorité politique et religieuse des Mamelouks en tant que chefs universels de l'Islam, et se contentaient quant à eux du rôle modeste de "beys frontaliers" (*utçh beyleri*), voués à la défense des frontières communes à tous les musulmans. Pour leur part, les Mamelouks considéraient leurs faits et gestes comme une contribution normale à la cause musulmane commune. La prise de Constantinople est donc notée au Caire comme la victoire du monde musulman dans son ensemble.

Or la situation change totalement à cette date. L'échange d'ambassades et les réjouissances qui célèbrent la prise de Constantinople seront les dernières manifestations de l'entente ottomano-mamelouk. Les gouvernants du Caire s'aperçoivent avec inquiétude qu'à leur frontière est apparu une puissance musulmane forte et dynamique qui avance dans une voie identique à la leur. Leur inquiétude ne fait que croître quand à Istanbul (c'est désormais le nom de Constantinople, nouvelle capitale de l'Empire ottoman), s'affirme la volonté de modifier l'ensemble du système des rapports qui règlent la vie de l'Islam, et même d'y prendre la place dominante. Auparavant, notent alors les auteurs mamelouks, "les beys frontaliers" n'avaient jamais pris le titre de roi (*malik*) ou de sultan [51, t.5, p.365]. Ils se

⁴¹⁴ En aucun cas le terme de "théocratie" ne doit être réduit au sens très convenu et simplifié qui fâcheusement s'est répandu ces derniers temps, à savoir une forme de gouvernement sous lequel le pouvoir appartient à la Prêtrise, à l'Eglise ou à quelque autre corporation religieuse. Il n'existe pas en Islam de semblable corporation et cependant l'Etat islamique, plus que tout autre, reflète de la façon la plus complète et adéquate le sens et la signification directs de ce terme: "pouvoir de Dieu", pour autant que conformément à l'Islam, ne peut être légitime que le pouvoir, et lui seul, qui se fonde sur le message coranique et les préceptes de Muhammad, Divin messager; autrement dit, qui émane immédiatement de Dieu. Conformément à la sheria, Dieu est l'uni-que source de l'autorité suprême, qu'elle a vocation de servir. De plus il faut avoir en vue qu'avec un Islam où les principes temporel et spirituel ne prêtent pas à séparation, tout exercice du pouvoir sur la base de la sheria par le gouverneur musulman, acquiert inévitablement un caractère religieux et le chef même de l'Etat - les fonctions de chef religieux.

contentaient de celui de ghazi (combattant de la Foi). Dans leur correspondance, les sultans mamelouks les appelaient “émirs” (princes) ou “hundakyar”⁵. Et voici que Mehmet II - le premier de la descendance d’Osman, comme le souligne Ibn Iyass, à le faire - s’attribue le titre de sultan [Ibid., p.364] et brigue une position au moins égale à celle des homonymes d’Egypte.

L’adoption du titre de sultan symbolise ainsi le passage des Ottomans à une politique de grande puissance. Il doit mettre en lumière le tout nouveau rôle planétaire auquel accède l’Etat ottoman. Les apologistes de sa politique de grande puissance représentent Mehmet II comme le souverain musulman le plus considérable depuis l’époque des quatre justes califes. Lui-même se considère comme l’héritier de Rome. Un de ses panégyristes grecs, un certain Georges de Trébizonde ne le nomme pas autrement: “Empereur des Romains”. Au dire de l’historien tunisien H.Inalcik, Mehmet II cherche à réunir en sa personne la tradition musulmane, turque et romaine de souveraineté universelle, et à faire d’Istanbul le centre du nouvel empire mondial [92, p.p.56-57].

Cette politique de grande puissance conduit tout naturellement à la brutale détérioration des relations entre Ottomans et Mamelouks. La lutte pour l’hégémonie, et tout d’abord pour la primat dans le monde musulman, devient la cause première et essentielle du conflit qui éclate. Les rapports se compliquent encore davantage du fait des rumeurs qui font état de l’origine arabe de la dynastie osmanli (tirant origine soit-disant de l’hypothétique tribu hidjaze des Wadi-l’Safra, [54, t.5, p.364]), et de l’extension prise peu à peu par la turcophilie, ce qui finit par compromettre tout l’édifice de la société mamelouke. Disons qu’objectivement, les Ottomans offrent une alternative à la crise morale et sociale qui s’empare du monde arabe au XVe siècle. Plus encore, en se gagnant les sympathies de la paysannerie, ils s’attirent l’animosité des classes privilégiées et communiquent au conflit tous les traits d’un antagonisme de classe.

En l’absence de divergences fondamentales d’ordre nationalitaire, racial ou religieux-dogmatique, diverses questions secondaires faisant figure de symbole des partis opposés, prennent une importance disproportionnée et dans ce nombre - les usages, les habitudes et les goûts de la population. Avec un ensemble presque parfait, les auteurs mamelouks accusent “les rois de Rome” de faire preuve de tolérance inconsidérée envers les diverses innovations (bida) hérétiques qui se propagent à l’envi. Car c’est la pure vérité que les Ottomans protègent derviches et anachorètes soufi. De fait, ils intègrent le culte derviche à l’ensemble du système

⁵ L’historiographie moderne n’a pas éclairci jusqu’à présent l’origine et le sens exact de ce terme de “hundakyar”, ou encore “hunkyar”. Pour l’une des suggestions, voir [4, p.61]

religieux. Les Mamelouks de leur côté montrent eux-mêmes de la condescendance à l'endroit du soufisme. Soumis à la pression de la masse, ils sont bien obligés d'admettre le rite derviche et doivent en tolérer les manifestations apparentes, construire des oratoires et rendre les honneurs dus aux chefs des confréries religieuses. Sur un point cependant ils demeurent inflexibles, et maintiennent jusqu'au bout l'interdit qui frappe les œuvres de Muha ad-Din Ibn al-Arabi (1164-1240), le grand théosophe andalou dont l'influence est considérable sur la formation et le développement de la pensée sociale ottomane. Et si au Caire on brûle ses livres et en efface les pages à grande eau, à Istambul et à Konya on les conserve pieusement et on les recopie [43, p.p.20-21].

La première manifestation au grand jour des contradictions ottomano-mameloukes date de l'incident diplomatique qui éclate en 1463, lorsque l'ambassadeur osmanli refuse de se prosterner devant le sultan d'Egypte. L'année suivante la lutte des prétendants au beylicat de Konya et le problème de l'héritage Karaman se soldent par le premier affrontement politique d'ampleur. La prise de Konya et l'annexion en 1468 du Karaman au territoire ottoman, donnent le départ de la confrontation ouverte. L'arène principale en sont les pays tampons musulmans des Ramazanides qui gouvernent en Cilicie (Petite Arménie) et des Zulkadirides en place dans l'Albistan (Cappadoce). Chacun des partis soutient ses protégés et ses créatures, leur fournissant l'argent, les armes et parfois la troupe.

Le Caire et Istambul deviennent respectivement le lieu de refuge politique des dignitaires déçus du camp opposé. Beaucoup d'entre eux sont assistés dans leur combat contre leur propre gouvernement. Les Turcs, qui contrôlent les voies commerciales et les sources de matières premières stratégiques d'importance vitale pour les Mamelouks (telles que bois de marine, par exemple), ne négligent rien pour saper le potentiel militaire de l'Egypte. En particulier, ils multiplient les entraves à l'achat et à l'acheminement des jeunes Mamelouks qu'on se procure généralement sur les marchés de la mer Noire. Pour Dm.Kantémir, c'est là une des principales raisons de la vive activité dont les Ottomans font alors preuve en Crimée et au Caucase, avec notamment l'expédition turque de 1484 en Circassie, à l'issue de laquelle furent dévastés les principaux centres fournisseurs de nouvelles recrues mameloukes [69, t.2. p.95].

Les affrontements armés de 1483-1485 avec Ala ad-Daul, le chef zulkadiride de l'Albistan qui requiert aussitôt le secours des Turcs, aboutissent à la première guerre ottomano-mamelouke de 1486-1491. Bien que largement vainqueurs des Turcs à trois différentes reprises, les Mamelouks n'obtiennent pas de succès décisif. Avec l'entremise de la Tunisie, la paix est conclue en 1491. Les Turcs renoncent provisoirement à leurs visées sur l'Albistan et

la Cilicie, qu'on décide en définitive de considérer comme placées sous la protection des villes

saintes de La Mecque et Médine, soit pratiquement sous protectorat mamelouk.

Cette paix de 1491 est on ne peut plus fragile. Sous le couvert de rapports renoués en apparence pacifiques et loyaux, la rivalité des deux puissances levantines se poursuit sans relâche. La grande diffusion de l'ottomanophilie, le renforcement de la capacité militaire de l'Etat protégé de Dieu, ainsi que l'Empire ottoman se dénomme très officiellement, et son prestige accru en tant que défenseur de tous les musulmans, préoccupent au plus au point les Mamelouks. Les ambassades ottomanes qui multiplient les relations de victoires, sont considérées au Caire comme l'étalage démonstratif de la puissance croissante de la Porte. A la différence des Mamelouks, les Turcs mènent une politique active en Occident et se mêlent toujours plus fréquemment des affaires européennes. En 1480 ils occupent pour un temps Otrante puis assistent Naples et Milan dans leur lutte contre la France et Venise; laquelle, soit dit à propos, est l'unique alliée européenne de l'Egypte. A la fin du XVe siècle, les Ottomans se sont constitué une puissante marine. Durant la guerre de 1499-1502 qui les oppose à Venise, cette flotte fait montre d'excellentes qualités combattives et s'avère capable de tenir la dragée haute aux meilleures marines d'Europe. Les unes après les autres, les communautés musulmanes du continent commencent à demander aux Turcs assistance et protection. En 1485 arrive à Istanbul l'ambassade de Grenade. Les Maures ibériques requièrent Bayazid II "de venir les secourir, en sa qualité de chef de la Foi musulmane" [69, t.2, p.96]. La Sublime Porte décide de ne pas décliner la requête et dans le courant de l'été 1486, elle envoie sa flotte en Méditerranée occidentale. Les raids turcs orchestrés par Kemal Ali-pacha (le célèbre Kemal Reïs) dévastent les côtes d'Espagne, d'Italie et de Malte. A partir de ce moment les escadres ottomanes et les corsaires isolés ne cessent plus de guerroyer avec les marines des pays chrétiens.

Pour les Mamelouks, chacun des nouveaux succès des Turcs se traduit automatiquement par un revers, et avant tout en ce qu'il porte atteinte, encore un peu plus, à leur prestige de "sultans de l'Islam". Et pour cette raison l'existence d'un ennemi commun, si paradoxal que cela paraisse, n'est d'aucun effet atténuant sur l'antagonisme qui oppose les deux pays sunnites "frères". Chacun d'eux s'obstine à n'agir que pour son propre compte. Les Mamelouks n'accordent pas la moindre assistance, encore qu'ils ne l'eussent pu accorder, aux Ottomans, ni en Europe, ni dans la Méditerranée. Les Turcs ont soin de leur rendre la pareille. Une seule fois, en 1511 soit deux ans après le désastre naval de Diu, Bayazid II fait don au Caire d'un important lot d'armes et d'équipement militaire (300 mousquets, de la poudre à

canon, des traits d'arbalète, 2 000 rames, de la corde, des ancres, etc.) pour la reconstitution de la flotte égyptienne de la mer Rouge (!).

Les relations prennent un aspect encore plus surprenant au Proche-Orient. A partir de 1502 les Mamelouks se refusent systématiquement à toute coopération avec les Turcs dans le combat contre les Séfévides leur commun adversaire. Les Ottomans se trouvant ici en position plus délicate, les Mamelouks auraient pu leur apporter sur ce théâtre une aide d'autant plus utile. Mais c'est ici, au contraire, qu'ils décident de donner la leçon aux gens d'Istanbul. En sa qualité de chef de l'Islam sunnite, Kansuh al-Guri était tenu, non seulement de "songer" à une campagne contre les Kyzylbaches [83, p.631], mais de la lancer bel et bien. Il préfère toutefois jouer les observateurs non concernés et laisse l'Etat protégé de Dieu en découdre seul avec les Séfévides.

En passant outre à l'agressivité croissante d'Ismaïl et à ses prises de contact avec les Portugais, les Mamelouks veulent apparemment provoquer un conflit entre l'Iran et la Turquie. Ils comptent ainsi faire anéantir un adversaire par l'autre, et se présenter ensuite comme les sauveteurs de l'Islam sunnite, peut-être même les héritiers de l'Empire ottoman. Il est sûr en tout cas, les textes d'Ibn Iyass l'indiquent clairement, qu'ils ne doutent pas un instant de leur puissance militaire, ni de ce que les Turcs ne sauront pas venir à bout des Séfévides. Les conséquences d'une telle politique sont paradoxales: le problème que pose le combat contre l'extrémisme shiite devient une autre pierre d'achoppement sur le chemin des relations qu'en-tretiennent les deux puissances sunnites. C'est la dernière goutte qui fait déborder le vase des contradictions ottomano-mameloukes.

Cette politique du tiers petit futé est jugée à Istanbul comme une manifestation d'hostilité non déguisée. Elle a pour effet objectif d'affaiblir la position des partisans d'un arrangement avec l'Egypte et de renforcer l'animosité générale à l'égard des Mamelouks au sein des milieux dirigeants ottomans. Ceux-ci inclinent toujours plus à les considérer comme leur principal et plus dangereux adversaire. Ce sont ces milieux, et principalement leur noyau de janissaires, qui amènent au pouvoir Selim Ier Yawuz (le Redoutable), lequel monte sur le trône de l'Empire ottoman le 24 avril 1512.

La campagne de Selim Ier. Annexion de la Syrie et de la Palestine

Ayant posé résolument la question de savoir qui peut et qui doit être considéré comme l'authentique calife et chef du monde musulman, Selim Ier se lance dans les préparatifs directs de la guerre. Dans les délais les plus courts il procède à l'indispensable réforme militaire, écrase les rebellions kyzylbaches à l'intérieur, équipe une armée colossale. En mai 1514, celle-ci part en campagne contre les Séfévides. Simultanément, une ambassade est envoyée au Caire pour proposer, une fois de plus, l'alliance dans le combat contre Ismaïl. Les Mamelouks déclinent l'offre et, fidèles à la politique qu'ils se sont fixée, campent sur des positions d'expectative. Le 10 juin 1514, le conseil militaire du Caire décide d'envoyer à Alep, à titre d'observateur, une armée qui par sa présence va agacer les deux belligérants, mais ne jouera aucun rôle dans la tournure des événements.

Cette neutralité ambiguë de l'Egypte et l'échec subi par la croisade européenne, avortée des suites de la révolte paysanne de cette même année en Hongrie, créent un terrain on ne peut plus favorable à la réalisation des plans de Selim Ier. Venant s'ajouter à la suprématie indiscutable des Turcs en matière d'organisation et d'équipement technique des armées, cette circonstance décide de l'issue de la campagne. Le 23 août 1514, à la bataille qui se déroule au champ de Tshaldyran, l'armée séfévide subit une défaite écrasante. Le 5 septembre, Selim Ier entre à Tabriz, capitale de l'Iran shiite.

La débâcle des Kyzylbaches qui laissent au champ de Tshaldyran, au témoignage d'Ibn Iyass, près de 50 000 morts [51, t.5, p.361], est une surprise totale pour les Mamelouks. Le Caire n'en revient pas. Les gouvernants égyptiens sont incapables de cacher leur consternation et, à la stupéfaction du monde musulman, ils s'abstiennent de célébrer la victoire.

La bataille de Tshaldyran aura des conséquences fatales pour les Mamelouks. Les premières informations faisant état de préparatifs militaires du côté ottoman parviennent au Caire: les Turcs équipent une armée et une flotte pour entrer en campagne contre l'Egypte. Le fait est qu'un véritable climat de Djihad s'installe à Istanbul. La guerre contre les Mamelouks y est présentée comme le devoir imprescriptible de tout musulman. Les ulems turcs publient trois fetvas en justification du caractère religieux et libérateur des hostilités qui s'annoncent.

L'une d'elle dénonce en les Mamelouks des traîtres à l'Islam qui accordent leur aide aux infidèles (en l'occurrence aux Séfévides). "Celui qui assiste l'impie est lui-même un impie", déclare le grand muphti d'Istanbul [4, p.60]. Le but déclaré de la campagne imminente est le suivant: délivrer les opprimés, défendre les musulmans contre l'ennemi extérieur.

Les troupes ottomanes disposent d'un bon armement et d'un équipement complet. A partir du milieu du XVe siècle, en tout cas, elles ont assimilé les procédés tactiques imaginés lors des guerres hussites par l'éminent capitaine tchèque Jan Szyska (1378-1424). A l'exemple des taborites, elles fortifient leurs positions en utilisant des "bastions" mobiles constitués de chariots solidarités entre eux. Dans la guerre contre les Mamelouks, une importance spéciale va revenir à des moyens de défense contre la cavalerie comme les crampons et les crocs en fer attachés à une corde. Les guerriers ottomans s'en servent habilement pour faire basculer au sol les cavaliers de l'ennemi lourdement harnachés, après quoi ils les tirent à portée de main et les achèvent. Enfin, les Turcs disposent de la meilleure artillerie du temps. Les troupes de Selim possèdent des canons de bronze d'un nouveau modèle, qu'on installe sur un chariot tiré par une paire de bœufs.

Bien que cette armée soit constituée d'hommes de races et même de confessions fort diverses, elle est hautement disciplinée et moralement unie. A côté des musulmans, il y a là un grand nombre de chrétiens, en provenance notamment de la péninsule balkanique. Selon P.Giovio, la langue que l'on entend le plus dans les rangs ottomans est la slave (voir [4, p.61]). Il a aussi des Arméniens et des Grecs. Un point commun unit tous ces gens disparates: leur origine paysanne. Ce sont des paysans qu'anime une haine identique pour les Mamelouks, ces riches oisifs qui, comme l'affirme Selim Ier, ont oublié à quoi ressemble le son de la corne militaire et qui coulent dans leurs cités opulentes une existence de luxe [121, p.45].

En février 1515 les Turcs attaquent l'Albistan. Au mois de mai, ils ont balayé les troupes du gouverneur zulkaride Ala ad-Daud qui jouissait du protectorat mamelouk, la tête du vaincu est livrée au Caire (juillet 1515). Pareille insolence s'identifie pratiquement à une déclaration de guerre. Mais les Mamelouks ne relèvent pas le défi, ils font le possible pour régler l'affaire par la voie des négociations. Il est intéressant de noter que le diwan qui siège à chaque information touchant aux actions agressives de Selim ne parvient pas à adopter, en ce moment crucial, de décision concertée.

La discorde qui s'installe parmi la direction mamelouke ne fait que refléter l'état de déliquescence morale et politique en lequel se trouvent l'armée et le pays. A partir d'avril

1515, Kansuh al-Guri décide tout de même de se préparer à la guerre et le 3 octobre, il décrète la mobilisation. A l'exemple des Turcs, les Mamelouks tentent de conférer aux hostilités un caractère religieux. Ils clouent au pilori un "roi de Roum" qui renie la Foi et la Coutume, qui se rase la barbe et préfère caftan et turban au vêtement traditionnel.

Mais dans l'atmosphère de turcophilie générale qui règne en Egypte, pareille accusation ne suffit plus à réveiller le fanatisme religieux. Ni l'armée ni le peuple n'aperçoivent de raison majeure pour un conflit armé et ne veulent pas faire la guerre. Plus encore, les paysans sabotent les mesures de mobilisation officielles et font le possible, au contraire, pour faciliter la tâche des Ottomans. La trahison guette dans chaque village, chaque cité. Au printemps 1516, les fellahs égyptiens abandonnent la récolte sur pied dans les champs et se dispersent par villages entiers. Au Caire, tailleurs et armuriers mettent la clé sous le paillason. La rue résonne de menaces et d'invectives à l'adresse du sultan (cf. [51, t.5, p.p.28, 31]). En Syrie la situation est encore pire. Ici les paysans, non seulement ignorent l'ordre de mobilisation, mais encore passent carrément à des actions antigouvernementales. Des villages, des districts entiers entrent en désobéissance ouverte. Le 7 août 1515, c.-à-d. peu après les événements d'Albistan, les émirs informent Kansuh que la Syrie est en proie à l'insurrection paysanne. "Notre seigneur et sultan invincible, disent-ils, la terre d'Alep nous a échappé des mains et est passée dans celles du fils d'Osman. Son nom est cité à la hutba, il est frappé sur la monnaie". Du fait des violences et du despotisme des naïbs, explique Ibn Iyass, la majeure partie des raïis d'Alep et des terres environnantes ont pris le parti du fils d'Osman [51, p.463].

Après la population, l'armée à son tour est gagnée par le vent d'insubordination. La discipline chute gravement dans toutes les unités. Les soldats réclament des sous, des primes et de la viande. Ils se mutinent et sèment le désordre dans la rue. En décembre 1515, des Mamelouks séditieux jettent à la face du sultan: "Pourquoi tu ne suis pas la voie des rois précédents et ne mets pas un terme à l'injustice flagrante?" [51, t.4, p.485]. A l'évidence la majorité de ces hommes ne veut pas aller au combat. Près d'un millier de maghrébins formant le noyau de l'artillerie mamelouke, refusent net de monter au front. "Nous ne livrerons bataille qu'aux francs, déclarent-ils. Nous ne ferons pas la guerre aux musulmans" [51, t.5, p.137].

Pareil état d'esprit au sein de l'armée et dans le pays ne fait qu'ajouter à la discorde qui déchire les milieux dirigeants. Plusieurs émirs accusés de haute trahison, sont passés par les armes. Nombreux sont les capitaines qui, tel le gouverneur d'Alep Haïr-bek, sont de cœur avec les Ottomans et, il se peut, entretiennent avec eux des contacts non affichés. Même parmi les conseillers privés du sultan, et notamment ses confidents les plus proches, il se

trouve, ainsi que la suite le montrera, des partisans de Selim Ier, qui l'informent sur ce qui se passe en Egypte [51, t.5, p.76].

Devant une telle situation, Kansuh al-Guri manœuvre pour retarder au maximum l'ouverture des hostilités. Même au moment où il est déjà entré en campagne, en mai 1516, il ne désespère toujours pas d'une issue pacifique. Trop heureuse de pouvoir désorienter l'adver-saire, la diplomatie ottomane ne se prive pas de l'encourager en ce sens. C'est un jeu habile, qui permet à Selim de conserver l'initiative puisque jusqu'au tout dernier moment il a la possibilité de choisir à sa convenance le lieu et la date de l'heure H. Au mois de juillet, soit à quelques jours seulement de l'offensive turque, Kansuh al-Guri reçoit la visite d'une énième ambassade ottomane, venue lui proposer de renouer le commerce et, en particulier, de lui acheter un lot important de sucre égyptien. L'heureuse surprise du sultan est telle qu'il ordonne au sheik shafiite ul-Islam de prononcer aussitôt une homélie sur les bienfaits de la paix [ibid., p.62].

Le 5 août 1515 les troupes ottomanes franchissent la frontière. Laissant là son négoce sucrier, Kansuh al-Guri se met à la tête de son armée de 60 000 hommes (y compris entre 12 et 15 000 Mamelouks) et prend position au nord d'Alep, à un jour de marche de cette ville [121, p.46]. C'est là, au champ de Dabik (Merdj-Dabik), que le 24 août 1516 débute l'une des plus grandes batailles de l'histoire. Selim Ier craignait par-dessus tout la cavalerie mamelouk. Il dispose donc ses troupes et son artillerie de façon qu'à tout moment elles puissent se retrancher derrière les trains de chariots attachés les uns aux autres, les barrages de troncs d'arbre, à l'abri de quoi elles ont la possibilité de mitrailler à loisir l'assaillant. Dans une première phase, les Mamelouks repoussent aisément l'assaut de la cavalerie turque, qui y perd près de 10 000 sipahis [ibid., p.69]. Toutefois ils ne parviennent pas à franchir ensuite les barrages de chariots et de troncs d'arbre. Pire, se trouvant à découvert sous le feu nourri des janissaires, ils rompent même les rangs et commencent à battre en retraite. A ce moment la troupe apprend que les Mamelouks de la garde du sultan sont restés en réserve et ne prennent aucune part aux combats. L'indignation gagne l'armée. Une partie refuse de poursuivre le combat. Le flanc droit abandonne ses positions. C'est ensuite Haïr-bek, auquel est confié le commandement du flanc gauche, qui replie ses hommes. Les Turcs contre-attaquent aussitôt. A la mi-journée les Mamelouks menacés d'encerclement, lâchent pied et fuient en désordre. Le sultan Kansuh al-Guri se suicide. Ibn Iyass témoigne: "On dit que s'étant persuadé de sa défaite, il a avalé le poison qu'il gardait toujours dans le chaton de sa bague, et que dès que ce fut fait, il a perdu connaissance, il est tombé de sa monture et il est mort sur-le-champ" [ibid., p.70].

A Alep, la nouvelle du désastre mamelouk donne le signal de l'insurrection. Ses habitants anéantissent la garnison mamelouke et ferment les portes de la ville. Leur exemple est suivi à Ayntabet et d'autres cités du nord. De nombreux émirs et hauts dignitaires, le calife Mutawakkil et trois des sheiks ul-Islam qui accompagnaient l'armée, se rendent à la grâce des vainqueurs. Un quatrième - le sheik hannifite - qui a réussi à prendre la fuite, est détroussé par les Bédouins. La panique s'empare des Mamelouks. Une partie d'entre eux, en septembre 1516, passe dans le camp ottoman. Les autres prennent la fuite. On ne compte plus les chevaux forcés, les armes abandonnées. Ce sont des hommes en haillons ou vêtus d'habits de fortune, voire complètement nus, les uns à pied, les autres à dos d'âne ou de chameau, que voient arriver sur la route les habitants de Damas [ibid., p.73]. Mais une nouvelle déconvenue attend ici les rescapés. La cité est en proie à l'anarchie. Abandonnés à eux-mêmes, ils se résignent, par petits groupes ou isolément, à reprendre le chemin de l'Égypte. L'armée mamelouke a cessé d'exister.

Le 28 août 1516 Selim Ier, acclamé par la population, fait son entrée à Alep. Le lendemain, qui est jour de la prière, il est proclamé "Serviteur des deux villes saintes" (Hadim al-hurameyn) [4,p.68]. Il s'attribue ainsi le titre que portaient les gouverneurs de l'Égypte depuis l'époque de Salah ad-Din, et s'affirme comme le chef temporel et spirituel du monde musulman. A l'exemple des Mamelouks, ils se fait appeler "Sultan de l'Islam", ou encore "padishah-i islam". De la sorte Selim Ier a atteint en une semaine tous les grands objectifs de sa guerre: les Mamelouks sont anéantis, l'hégémonie ottomane est une réalité.

Cette accession des Osmanis à l'autorité suprême en Islam est reconnue, pratiquement sur-le-champ, tant par le monde musulman que par le monde chrétien [4, p.p.69, 71, 72]. Mais surtout, elle est saluée par La Mecque et par Médine. Dès le mois de septembre, Selim annonce l'ouverture du pèlerinage, comme il sied au protecteur du Hadj. Et en 1517, pour la première fois dans l'histoire du monde musulman, c'est au nom des Osmanis que se présente ici le *mahmal* porteur du voile sacré de la Kaaba.

Mais tout en s'attribuant les droits et prérogatives des sultans mamelouks en tant que chefs universels de l'Islam, Selim Ier conserve l'intégralité de son rang de calife. Il lui confère même une nouvelle résonance, un sens et une portée inédits. Désormais, dans ses messages aux chefs des pays musulmans, il ne se dénomme pas autrement que "calife de Dieu sur Sa terre" [51, t.5, p.125; 111, t.1, p.127; 4, p.59]. Et il s'en recommande pour exiger d'eux les marques d'hommage et de reconnaissance de ses droits de suzeraineté, ainsi que cela se pratiquait depuis le temps du califat de Bagdad.

Pour Selim Ier le monde musulman ne peut avoir qu'un seul chef et qu'un seul calife authentique. La présence d'un second calife aussi docile que Mutawakkil ne soulève apparemment aucun problème. Ce descendant des Abbassides qui a salué chaleureusement son entrée à Alep, trouve aussitôt en Selim un protecteur attentionné. Et pour bien marquer qu'il le reconnaît, il lui fait présent des reliques de la maison abbasside: la cape et quelques cheveux de la barbe du Prophète, ainsi que l'épée du calife Omar ⁶. La satisfaction de Selim est évidente. Il multiplie ses bonnes grâces au calife, l'autorise à prendre place à ses côtés, lui fait présent d'une cassette et de son propre vêtement. Pour finir, il fait même la promesse de lui restituer Bagdad [51, t.5, p.74].

Mais quoique l'entrevue des deux hommes se soit déroulée on ne peut mieux, l'existence même d'un second personnage hissé à la dignité de calife ne correspond visiblement pas au projet du nouveau sultan. V.V.Barthold déclare à ce sujet qu' "il est décidé apparemment de faire le silence sur l'existence de ce personnage" [4, p.63]. Quoiqu'il en soit, le grand public ne sait rien de lui. Mutawakkil accompagne Selim Ier pendant son expédition en Egypte, il se trouve à ses côtés au Caire, mais à aucun moment il ne se manifeste en tant que dignitaire religieux. Contrairement aux Mamelouks les Osmanis n'ont que faire de son "nom", ils s'abstiennent de le charger de quelque rôle officiel que ce soit ⁷.

La victoire du champ de Dabik fait du nouveau chef des Croyants le maître de toute la Syrie. A l'exclusion des Bédouins qui se livrent à quelques incursions sporadiques, il n'y a plus personne pour lui offrir de la résistance. Bien au contraire, la population syrienne voit en Selim celui qui l'a délivrée du joug mamelouk, elle fait tout pour copérer avec les troupes ottomanes. Le pays était en proie à l'insurrection. Les habitants de Tripoli, de Safed et des autres cités de la Syrie du Sud, du Liban et de la Palestine réduisent les garnisons mameloukes, s'emparent des citadelles et renversent l'autorité en place. Dans les campagnes, on se livre à une véritable chasse au Mamelouk. Et l'on notera que les Syriens s'y consacrent avec plus de zèle et de cruauté que les Turcs même [121, p.61]. Dès que les troupes ottomanes sont en vue, ils ouvrent les portes des forteresses et des villes. Le 20 septembre 1516 Selim Ier entre à Hama, le 22 - à Homs. L'insurrection éclate à Damas. Les milices citadines (zouar) prennent le pouvoir, elles pillent les demeures des francs, des samaritains, des ulems et des riches

⁶ Au demeurant, il existe au sujet de la remise des dites reliques, qui jusqu'à la Première guerre mondiale se trouvaient à la mosquée Eyuba d'Istanbul, plusieurs versions non étayées de source sûre. On notera cependant que l'entrevue d'Alep fut l'unique rencontre protocolaire entre Selim Ier et Mutawakkil enregistrée par les contemporains

⁷ Sur le sort ultérieur du dernier Abbasside dont le califat, selon les termes de V.V.Barthold, "se sera éteint de lui-même", voir [4, p.p.64-67]

notables. Dans le sillage des Mamelouks en fuite, les ayans de Damas abandonnent la ville avec femmes enfants et bagage [51, t.5, p.p.84, 106].

Le 9 octobre Selim Ier entre solennellement dans une Damas aux rues tapissée de soie. Il y reçoit les délégations venues de Tripoli, de Beyrouth, de Saïd et d'autres villes syriennes qui n'ont de hâte que de lui faire acte d'allégeance. Arrivent dans la même foulée les émirs druzes du Liban, qui ont opté pour le camp turc. En échange de la reconnaissance nominale de leur vassalité, ils conservent l'autonomie intérieure. Le 30 novembre 1516, les Turcs sont en vue de Gaza, l'occupation de la Syrie et de la Palestine est achevée.

Quelques jours après son entrée à Damas, Selim Ier convoque en assemblée les représentants des villes et des territoires du pays. Le diwan siège au pied même de l'enceinte de la capitale. Le sultan écoute attentivement les délégués, tranche les conflits et reçoit les doléances. Il procède ensuite aux nominations indispensables aux grands postes gouvernementaux, non sans laisser intacte l'ancienne structure administrative [121, p.50]. Conformément aux vœux des Syriens, il revoit et précise les Canons (règlement) de Kaytbey. Une partie d'entre eux va former la base de la pratique gestionnaire et fiscale des Ottomans, l'autre est supprimée. Selim réduit l'impôt et les taxes marchandes (ramenés de 20 à 5%) et surtout, il procède à une nouvelle et radicale répartition de la terre. Des commissions sont mises en place, qui s'attellent à la rédaction de nouveaux Canons, au partage et à l'enregistrement des terrains conformément aux principes du système ottoman d'exploitation du sol. Dans la plupart des cas, ce travail est achevé en l'espace de deux ou trois ans. Le defter mufassal (Rtgistre détaillé) d'Alep est prêt en 1518, ceux de Tripoli et de plusieurs autres régions - en 1519 (cf. [99, p.p.149-155]). Simultanément Selim Ier abolit les plus iniques des interdits qui frappaient les chrétiens, les juifs et les marchands vénitiens de Syrie, il leur donne toute liberté d'exercer à leur guise leur culte [121, p.51].

Selim Ier se montre spécialement attentif envers les saints personnages, les reliques sacrées et les lieux de pèlerinage révéérés dans le peuple. La tradition orale rapporte que le redoutable conquérant s'étant un jour trouvé en présence, à la mosquée des Omeyyades, d'un derviche vêtu de guenilles, attendit humblement, avant de prendre la parole, que le miséreux eût parlé le premier [111, t.1, p.312]. Sur l'instance de ses conseillers, il fait un pèlerinage de trois jours à Jérusalem. Et ce que la renommée relève surtout, c'est le geste du nouveau sultan lorsqu'il se rend, non loin de Damas, sur la tombe d'Ibn al-Arabi, pour s'y recueillir et donner ses dispositions pour la construction ici d'un superbe mausolée.

Jamais Selim Ier ne néglige son rôle de promoteur de la sheria et défenseur de la justice. Le sultan distribue ainsi l'obole des pauvres et multiplie démonstrativement les gestes

en faveur des miséreux, des veuves et des orphelins. En punissant sévèrement deux de ses soldats coupables de pillage et d'exactions, il se gagne définitivement les suffrages de la population syrienne. Toutes les sources s'accordent à le reconnaître: Selim Ier connaît en Syrie un accueil exceptionnellement bienveillant, tout particulièrement de la part des cultivateurs, des petits commerçants et artisans. La seule opposition aux nouvelles autorités est le fait des Bédouins, des Mamelouks et des ayans des villes.

Le passage de l’Egypte sous la suzeraineté ottomane.

Le Hidjaz

Selim Ier est à Damas jusqu’à la mi-décembre 1516. Déjà l’issue de la guerre est pratiquement tranchée. Le seul point qui reste à régler est le problème que posent toujours ses rapports avec les Mamelouks. Le sultan n’est nullement hostile à l’idée de conclure avec eux une paix des braves, pourvu qu’ils reconnaissent sa qualité de calife et de serviteur des deux villes saintes. Le 16 décembre 1516 arrive au Caire une ambassade ottomane qui propose aux Mamelouks de faire allégeance de vassalité au sultan osmani. En cas d’acceptation, il leur est accordé de gouverner l’Egypte par délégation de pouvoir au nom de Selim Ier, avec la réserve qu’il devront frapper monnaie à son nom, le citer à la prière du Vendredi et payer tribut “comme du temps des califes abbassides” [51, t.5, p.125].

Or les Mamelouks ne sont absolument pas prêts à accepter la défaite. Surtout, ils considèrent comme une opprobre insupportable d’avoir à plier genou et prêter allégeance au “ramassis de brigands et de brutes” à quoi ils assimilent les Ottomans. Le 11 octobre précédent, ils se sont choisis un nouveau sultan en la personne de Tumanbaï, le neveu âgé de 38 ans du défunt Kansuh al-Guri. Cet homme est un guerrier plein d’allant et de bravoure, qui incarne certes les meilleures qualités de la chevalerie mamelouke. Ne songeant qu’à vaincre l’assaillant, il rejette naturellement l’offre de paix. Les messagers ottomans qui, de l’avis des Mamelouks, se conduisent avec arrogance, sont passés par les armes.

La poursuite de la guerre devient inévitable. En fort peu de temps Tumanbaï rassemble les milices mameloukes et les équipe, il s’assure du soutien des sheiks bédouins et forme des unités de mercenaires. Et n’omet pas de reprendre à son compte les nouveautés techniques introduites par les Turcs, dont ces fameux canons arrimés sur chariot. Leur fabrication commence dès le mois de décembre [51, t.5, p.134]. Dans son esprit, la guerre sera longue et dure. D’ici le printemps, il paraît vouloir se contenter de harceler l’ennemi dans des escar-mouches sans portée décisive. Et pour commencer il décide de couper ses communications en Asie mineure [121, p.p.52-53]. A cette fin il envoie en Palestine un contingent de 10 000 hommes dont le commandement est confié à Djanberdi al-Gazali, l’ancien gouverneur de Damas qui s’était signalé à son avantage à la bataille du champ de Dabik. Mais le 25 décembre 1516, dès la première bataille qui se déroule à Beysan

(Palestine), les Turcs conduits par l'un des meilleurs capitaines de Selim Ier, Sinan Yussef-pacha, taillent en pièce les Mamelouks. La tactique n'a pas changé: désarçonner les cavaliers mamelouks à l'aide de grappins munis d'une corde, les achever au sol à coups de hache et de yatagan.

Mais ce n'est qu'un début. Le gros des forces ottomanes ont quitté Damas le 16. Il leur a fallu 10 jours pour traverser le désert du Sinaï et au milieu du mois de janvier 1517, les Ottomans se présentent dans le delta du Nil. A Bilbeys, Selim Ier fait lire en place publique son message à la paysannerie et au petit peuple d'Egypte. Il leur promet l'amnistie, l'immunité garantie de la personne et des biens, et déclare être venu faire la guerre aux seuls Mamelouks [51, t.5, p.141; 92, p.34]. Fellahs et petites gens de la ville font aux Turcs un accueil enthousiaste. Le paiement de l'impôt est partout boycotté, on chante louanges à Selim Ier [51, t.5, p.p.133, 141] et dans un second temps, on aide ses soldats à capturer les Mamelouks embusqués. Toumanbaï n'a plus pour lui que les Bédouins, auxquels il octroie une récompense en or pour chaque Turc tué, et les ayan's, les seuls d'ailleurs qui jusqu'au bout ne renieront pas

leur loyauté à l'endroit des Mamelouks.

Face à cette situation Toumanbaï préfère replier ses troupes sur Le Caire. Aux approches de Ridanyi (un faubourg du nord de la capitale), il fait creuser des tranchées et dresser des palissades, le tout nanti de positions de tir pour 100 pièces d'artillerie. Les fossés sont truffés de pointes anti-cavalerie, les batteries - protégées par des trains de chariots. Une partie des canons et falconets sont camouflés dans le sable. Autrement dit, la parfaite copie du dispositif turc au champ de Dabik. Ne manquent que les capitaines et soldats d'expérience. Toumanbaï décide d'incorporer dans ses rangs près de 6 000 esclaves noirs, il fait sortir de prison les criminels et distribue des armes aux notables, qui forment des milices d'appoint (zouar). Au total il réussit à disposer ainsi d'une armée forte de 40 000 hommes environ [69, t.2, p.200], constituée pour moitié de cavaliers mamelouks et bédouins [51, t.5, p.144].

Toutefois le moral de cette armée disparate laisse fortement à désirer. Il y a même des artilleurs maghrébins et des caiotes pour refuser de rejoindre les positions qui leur sont assignées. Chez les Mamelouks aussi, il y a des partisans cachés des Ottomans. Et la veille de la bataille qui s'annonce, Djanberdi al-Gazali fait parvenir à Selim Ier une information complète sur le dispositif égyptien et, renseignement d'une importance particulière, sur les positions de l'artillerie.

La bataille de Ridanyi a lieu le 22 janvier 1517. De Mataryi à Djebel-Ahmar, les troupes s'alignent de part et d'autre en formation de combat. Un duel d'artillerie s'engage.

Les Turcs n'ont aucune peine à faire taire les batteries adverses, le plus clair des canons égyptiens sont détruits. Se basant sur les renseignements fournis par al-Gazali et fort de sa supériorité numérique, Selim Ier exécute une manœuvre d'enveloppement en direction d'al-Mukattam, qui se termine par l'encerclement de l'armée de Toumanbaï. Toutes les contre-attaques entreprises par la cavalerie et les Bédouins sont inopérantes. "Tels une nuée de sauterelles" [51, t.5, p.145] les Ottomans avancent de tous côtés sur les lignes égyptiennes. Toumnabaï et ses Mamelouks se battent comme des lions au plus épais de la mêlée. Selon certaines sources, il aurait ce jour-là sabré à mort plus d'un millier d'hommes y compris le grand-vizir Sinan Yussef-pacha [73, t.1, p.50]. Mais ceci ne suffit pas à lui donner la victoire. Laissant sur le champ de bataille près de 25 000 cadavres [83, t.4, p.306], l'armée égyptienne se replie en désordre et se disperse. Les Ottomans investissent la capitale du sultanat mamelouk.

Dans la nuit du 29 janvier 1517 Toumanbaï récidive. A la tête d'un détachement de fidèles il fait irruption dans la ville endormie et proclame l'insurrection armée. Une bataille de rue s'engage qui va durer trois longues journées, de ruelle en ruelle, de terrasse en terrasse. Toute la population, sans discernement, est de la partie, femmes et enfants compris, ceux-ci lançant des pierres, des tuiles, tout ce qui leur tombe sous la main. Les Turcs ripostent sans pitié, ils tirent sur les fenêtres, éventrent à coups de canon les lourdes portes des riches demeures, mettent le feu à de nombreux édifices. Près de 50 000 citadins périssent dans l'affaire [82, t.4, p.308]. Au terme des combats de rue, Selim Ier proclame l'aman, la plèbe urbaine pourchasse les derniers cavaliers mamelouks, 800 d'entre eux sont capturés et exécutés publiquement.

Après la soumission du Caire, Alexandrie et les autres villes de Basse-Egypte commencent à se débarrasser des garnisons mameloukes. Les citadins multiplient les députations auprès de Selim Ier, pour l'assurer de leur loyauté. Pendant ce temps Toumanbaï sillonne la Moyenne-Egypte, s'obstinant à organiser partout la résistance, tablant pour l'essentiel sur l'appui des tribus bédouines khavvar et les Mamelouks qui arrivent des provinces éloignées de la Haute-Egypte. Mais les forces en présence sont trop inégales. D'autant que les Bédouins, pleins de courage lorsqu'il s'agit de dépouiller les fellahs, prennent le large aux premières salves de l'artillerie turque. Des frottements apparaissent bientôt avec les Mamelouks. Les sheiks bédouins considérant qu'il n'y a plus rien à espérer d'une poursuite de la guerre, sont enclins à trouver un arrangement avec les vainqueurs. En mars 1517, dans le secteur des Pyramides, une violente altercation éclate entre Bédouins et

Mamelouks en plein combat avec les Ottomans. Au plus fort de la bataille, les Bédouins tentent de passer dans le camp adverse mais ils sont accueillis par le feu des canons [82, t.4, p.315].

Lâché par ses alliés, Toumanbaï se fraie un passage vers le Nord et s'arrête à Boukhayra. Le 2 avril 1517, non loin de la bourgade de Ouardan, (à une cinquantaine de kilomètres au nord du Caire), il livre son ultime combat, perdu d'avance. Battu une fois de plus, il trouve un refuge au village de Buta, auprès de son proche ami Hasan ibn Muri, un des sheiks havvar. En violation de toutes les règles de l'hospitalité bédouine bien connue, l'ami viole le serment prononcé sur le Coran et livre son hôte royal aux Ottomans. Quelques jours plus tard les sheiks banu bakr, seigneurs de Sharkya, livrent aux Turcs Shadi-beck, le dernier des émirs mamelouks à encore refuser de se rendre aux janissaires.

Cette fois la guerre est bien finie. Le 9 avril, est mise en circulation au Caire la monnaie frappée au nom de Selim Ier, nouveau suzerain de l'Égypte. Le puissant empire des chevaliers mamelouks a cessé d'exister. Le 13, devant les caiotes rassemblés, le dernier sultan mamelouk Toumanbaï est pendu sous l'arc de la porte de bab Zuyela, comme un vil criminel de droit commun. "Ce spectacle qui parut horrifier les Égyptiens, leur fut en réalité un sujet de joie secrète, écrit Dm.Kantémir; on put voir ce peuple qui avait célé si longtemps sa haine de la tyrannie tcherkesse, accourir en foule devant Selim, prêter serment, à lui et à toute la maison Osmanli, de fidélité éternelle" [69, t.2, p.205].

En mai 1517, Selim Ier convoque au Caire une espèce de congrès du peuple. A côté des chefs de guerre ottomans, y assistent les cadis égyptiens, les représentants du monde du commerce, de l'artisanat et d'autres couches de la société y compris la communauté juive [51, t.5, p.78]. Le sultan formule les principes de sa nouvelle politique et annonce les nominations aux grands postes gouvernementaux. Les structures existantes ne connaissent pas de modifications majeures. En Haute-Égypte l'autorité demeure aux mains des sheiks bédouins, en Basse et Moyenne-Égypte, à celles des kyashifs mamelouks qui ont pris le parti de Selim.

Les principaux changement touchent au social. Et en premier lieu, la redistribution radicale des terres. Les Ottomans détruisent la propriété féodale mamelouke sous toutes ses formes. Maintenant qu'ils ont pris pied en Égypte, ils ne veulent plus entendre parler des droits

terriens et immobiliers des Mamelouks. Sont déclarés nuls et non avendus les actes qui établissent l'ikta et le risk, ces institutions mêmes sont supprimées [ibid., p.162]. Le produit de l'impôt levé en 1517 est partagé entre les fellahs et les moubashirs (gérants), que Ibn Iyass accuse de s'être appropriés les revenus légitimes des Mamelouks, de leurs épouses et de leurs

filis (awlad an-nas) [ibid., p.p.189, 194]. Au cours de l'été 1517, quand les Ottomans mettent en place leur premier cadastre de la Basse-Egypte, tous les ikta et risk mamelouks sont confisqués au profit du Trésor [ibid., p.p.189, 194, 247, 292 et suiv.]. Mais ce n'est pas tout: les moubachirs et "divers gredins du même acabit", pour user de la phraséologie d'Ibn Iyass, s'en prennent à l'intangible wakf et commencent à imposer la possession mamelouke. En 1518, à la suite d'une "vérification" des documents correspondants, la majorité des wakf et des risk al-akhbasya appartenant aux Mamelouks et aux awled an-nas sont officiellement transférés au domaine de l'Etat. En juin 1522 des mesures analogues concernent la Haute-Egypte [ibid., p.465]. L'institution de nouveaux wakf est catégoriquement interdite aux Mamelouks. Ne sont reconnus légaux que les wakf et les risk dont le revenu est versé intégralement à des œuvres religieuses [73, t.2, p.269]. Dès lors toutes les terres d'Egypte, à l'exception des wakf "légaux", sont collectivisées et remises à la gestion de l'Etat. De même sont supprimés tous les avantages et décharges fiscaux en vigueur sous les Mamelouks [ibid., p.241].

En juin 1517 Selim Ier collectivise encore l'habitat et les biens immobiliers urbains d'Egypte. Sont confisquées en premier lieu les demeures et autres possessions immobilières des Mamelouks [51, t.5, p.p.188-189], la mesure touchant aussi celles "dont ils jouissaient sous l'appellation fallacieuse de wakf" [73, t.2, p.273]. Les autres propriétaires sont tenus de présenter les actes justificateurs correspondants, propriété ou wakf. Quand ces documents sont en règle, ils se voient remettre l'ifradj, titre autorisant l'usage de la propriété après paiement de la taxe d'Etat. Dans le cas contraire, ces biens rejoignent l'habitat qui appartient à l'Etat et est cédé à bail aux "bons locataires" [ibid., p.274].

La nouvelle autorité déclare que la paysannerie et le rayia deviennent l'objet principal des ses soins et de son attention. Toute manifestation de brutalité et de violence "dommageable" aux fellahs est sévèrement condamnée. En août 1517, au moment où il va quitter Le Caire, Selim publie un manifeste qui déclare que nul n'est en droit de persécuter les fellahs et les gens de petite condition (al-avam, cf. [51, t.5, p.205]). Il est enjoint aux cadis et aux gouverneurs de s'occuper prioritairement de leurs besoins et de leurs requêtes. La première question à examiner à chaque réunion du diwan égyptien, déclare le Kanoun-name Misr [60, p.p.355-387 pour l'original, 73, t.2, p.p.195-278 pour la traduction], doit être la situation des raï [60, p.378; 73, t.2, p.247]. Toute atteinte aux biens d'un fellah, plus encore, la simple tentative d'exploiter la paysannerie, sont considérées par ce code comme un crime grave, puni dans la plupart des cas par la peine capitale. Les cadis reçoivent la mission de statuer attentivement sur les plaintes que déposent des paysans, surtout quand elles portent sur une

atteinte à leurs intérêts matériels. Tout retard apporté à l'examen d'une plainte, toute décision immotivée en faveur des puissants, peuvent valoir aux cadis des peines d'emprisonnement [73, t.2, p.262].

Selim Ier abroge les impôts et capitations (al-magarim) qui frappaient "illégalement" la population [49, p.20], il restreint les amendes en espèces visant les paysans et supprime la pratique des "présents" (en espèces et en nature) aux kyashifs et autres fonctionnaires de passage dans les villages [60, p.p.361, 373-374; 73, t.2, p.p.199, 233-234]. En juillet 1519, l'autorité décrète des prix fixes dans le commerce, mesure qui soulève la vive satisfaction de la foule, note toujours Ibn Iyass [51, t.5, p.304]. En décembre 1521, elle introduit une nouvelle parité monétaire or-argent. Une mesure qui a pour effet immédiat de réduire de moitié le montant de l'impôt et les créances. L'ancienne parité ne sera rétablie qu'en septembre 1523.

Les nouvelles autorités se préoccupent de repeupler les villages à l'abandon et de protéger les paysans contre les Bédouins. Le Kanoun-name Misr établit que toute personne qui livre la tête d'un pillard du désert peut s'approprier son cheval, ses armes et ses vêtements [73, t.2, p.202]. Ibn Iyass cite de nombreux cas de persécutions auxquelles les bédouins sont alors en butte. Les coupables d'infraction à la loi ottomane se voient confisquer chameaux, esclaves et armes, étoffes, bijoux. Leurs femmes sont vendues en esclavage. Les hommes sont torturés et exécutés. Le 31 janvier 1520 on promène par les rues du Caire 12 têtes coupées et 6 mannequins de sheiks bédouins de la tribu Savalim. Pour que chacun se le tienne pour dit, le bourreau les écorche, les bourre de paille et leur passe le vêtement bédouin [51, t.5, p.325].

Des mesures non moins radicales visent à renforcer la morale musulmane. En 1519 les établissements de boisson, les boutiques de vin et les fumeries de hachisch sont fermés sur tout le territoire égyptien, les maisons closes - supprimées; cousues dans un sac, les patronnes de ces établissements sont jetées dans le Nil [ibid., p.305]. Les danses lascives qu'Ibn Iyass admire tant, les coutumes du même ordre jugées condamnables sont catégoriquement interdites. Par exemple le Kanoun-name Misr prévoit de lourdes amendes pour "l'indécemment étalage de ses charmes" de la jeune promise. Il s'agit de la coutume qui veut que pendant la cérémonie des noces la jeune mariée se présente à sept reprises devant les invités, à visage découvert et porteuse chaque fois d'un nouveau vêtement "voluptueusement suggestif" [73, t.2, p.251].

Où sont les fastes d'antan? où les beaux jours? s'exclame Ibn Iyass. Les mamelouks et les ayans rescapés haïssent ce Selim Ier qui, toujours selon notre auteur, a tué les héros de l'Égypte, fait de ses enfants des orphelins, réduit ses hommes en esclavage. On n'avait rien vu

de semblable depuis Nabuchodonosor, affirme-t-il. L’Egypte, “ce pays du monde le plus beau” [51, t.5, p.206], a perdu son indépendance, est ruinée et mise au pillage. “On dit, poursuit l’historien, qu’en s’en allant d’Egypte le fils d’Osman a emmené un millier de chameaux chargés d’or et d’argent, et ceci sans compter le butin composé d’armes, de porcelaines, de bronzes, de chevaux, de mulets, de chameaux et de tant d’autres choses, sans parler de nos superbes marbres. Et de tout ceci il a emporté le meilleur, des biens dont jamais ses pères et aïeux n’ont eu le plaisir de connaître l’usage” [ibid., p.207].

Pareille saignée réduit les Mamelouks à la misère. Ibn Iyass précise qu’ils ne possèdent plus ni chevaux ni habit décent ni armes ni même un coin où trouver la tranquillité; on leur a pris leurs domestiques et leurs esclaves. Alors même que les Ottomans se pavant sur un cheval racé, ils sont réduits, eux, à faire les marchés à pied. Il est vrai que peu après Selim Ier va “accorder son pardon” aux Mamelouks. On en constitue alors des milices spéciales incorporées à l’armée ottomane et appelées “corps circassien” (*djamad al-djerakis*). On leur restitue leurs armes, on leur octroie une modique solde. Mais pour cela, ils doivent renoncer à l’élégante tenue de chevalier et passer le caftan, le bonnet et les bottes turcs. De leur splendeur passée il ne leur est accordé que le port de la barbe. Ce dernier détail est ce qui permet de les distinguer des sipahis ottomans, lesquels se rasent méticuleusement le menton.

En tant que le légitime héritier des sultans mamelouks, Selim Ier reprend à son compte leurs prérogatives et engagements touchant à la politique extérieure. En particulier, il s’approprie la suzeraineté des territoires vassaux d’Afrique et d’Arabie. Les uns après les autres, les petits seigneurs des pays concernés envoient leurs émissaires à la cour du sultan, lui faire acte d’allégeance et confirmer la volonté de reconduire avec lui les relations nouées auparavant avec les Mamelouks [121, p.56].

Le voyage au Caire des ambassadeurs du sharif hashimite de La Mecque et gouverneur temporel du Hidjaz Muhammad Abul-Barakat, revêt à cet égard une signification particulière. Les sharifs mecquois sont en effet parmi les premiers à reconnaître en Selim Ier le nouveau chef de l’Islam et protecteur des villes saintes. Ils sont de même parmi les premiers à venir le féliciter de sa victoire. Le 5 juillet 1517 le fils et héritier d’Abul-Barakat, Abu Numey Muham-mad arrive à son tour au Caire, à la tête d’une importante délégation [51, t.5, p.189]. Outre les compliments et les cadeaux de rigueur, il remet à Selim les clefs de la Kaaba, en confirmation de ses prérogatives de Sultan de l’Islam et calife de tous les Croyants [111, t.3, p.p.202-203].

Pour les affaires intérieures toutefois, le Hidjaz garde son entière autonomie. Selim Ier reconnaît le statut spécial du pays, ainsi que le primat successoral de la dynastie Hashimite. Il

confirme Muhammad Abul-Barakat à la dignité d'émir, il lui envoie le caftan et la *berat* (charte) d'investiture. A partir de 1517, les émissaires spéciaux du sultan font chaque année le voyage de la Mecque, où ils distribuent présents et argent. Et selon l'habitude instaurée par Selim, les miséreux rassemblés à part, hors les murs de la ville, touchent la pièce d'or. L'organisation intérieure et la gestion administrative du Hidjaz ne subissent aucune modification conséquente. Les Turcs n'empiètent pas sur les prérogatives des sharifs mecquois, ceux-ci continuant de gouverner selon les vieilles coutumes et la tradition. En fait, ils se contentent de surveiller le littoral, d'assurer la sécurité des pèlerins et l'acheminement des vivres indispensables aux villes saintes. L'autorité ottomane est tenue de veiller au bon état des sanctuaires de La Mecque et surtout, d'assurer la maintenance des routes, des greniers et des réservoirs d'eau. La situation générale du pays est contrôlée par le gouverneur de l'Egypte. Ce dignitaire répond également de la défense du Hidjaz placé sous sa juridiction militaro-politique [104, p.p.258, 260]. Lui sont subordonnées toutes les garnisons ottomanes cantonnées dans le pays et en premier lieu celle de Djedda, devenue le principal bastion de la suprématie ottomane en mer Rouge. C'est aussi à Djedda que se situe la résidence du pacha turc, commandant les forces armées de la Sublime Porte. De tels moyens lui procurent une influence considérable sur le pays et lui permettent, en manœuvrant souvent à sa guise, de transformer la citadelle en la véritable métropole politique et commerciale du Hidjaz. La Mecque et l'émirat vassal des Hashimites coulent ainsi une existence sans problèmes à l'ombre de la puissance ottomane. Les Turcs ne se mêlent pas de leurs affaires intérieures, ni de ce qui se passe dans la cité sainte et moins encore des questions de succession. D'ordinaire ils se bornent à avaliser celui des prétendants qui sort vainqueur de la lutte intestine. On lui envoie aussitôt la charte d'investiture, les subsides et les présents [111, t.3, p.278].

Après qu'ils ont opté pour le parti turc, Abul-Barakat et ses successeurs coopèrent loyalement avec la Porte. Ils entretiennent l'autorité du sultan, ils garantissent la sécurité du Hadj et obligent les tribus bédouines à garder un profil bas. En 1517 les chefs des principales tribus du Hidjaz et de Syrie prêtent serment d'allégeance au sultan, aux côtés du sharif de La Mecque. Selon Dm.Kantémir, "les tribus d'arabes sauvages et errants" qui peuplent le désert entre Le Caire et Damas se soumettent de leur propre gré à Selim Ier, signent la charte de fidélité absolue et libèrent leurs otages [69, t.2, p.208].

L'abolition de l'autonomie de la Syrie et de l'Egypte

Après la débâcle mamelouke, la Syrie et l'Egypte conservent donc une marge d'autonomie interne considérable. L' "ottomanisation" sociale de ces pays ne se double pas d'une intégration au système administratif de l'empire. Ces deux parties de ce qui fut l'Etat mamelouk sont remises au gouvernement à vie des chefs de guerre mamelouks qui ont opté pour Selim Ier: Djanberdi al-Gazali en Syrie, Saïf ad-Din Khayr-beck en Egypte. Ainsi les Ottomans occupent-ils les villes et les citadelles d'importance stratégique, mais laissent à ces gouverneurs une indépendance quasiment totale au plan intérieur. Au point que Khayr-beck ne verse pas même tribut à la Porte. Les deux gouverneurs disposent de leurs troupes, de leur appareil administratif, lequel reste pratiquement inchangé. "Les sujets de Selim, écrit V.V.Barthold, sont indignés de voir leur sultan n'avoir pris leur royaume aux tcherkesses que pour le leur restituer sans le moindre profit pour les Ottomans [4, p.63].

C'est le 16 février 1518 que Djanberli al-Gazali est nommé gouverneur de Syrie. Dans un premier temps il applique loyalement la politique ottomane et réprime sans pitié les révoltes et séditions bédouines. L'année suivante, par exemple, il écrase devant Baalbek le sheik bédouin Ibn al-Hanash qui tentait de maintenir son pouvoir sur la plaine de la Bekaa, et mène deux expéditions punitives au Haouran. Dès lors une telle sécurité règne sur le pays que, selon Ibn Iyass, "loup et agneau peuvent aller de paire"[51, t.5, p.382]. A côté de l'armée ottomane, al-Gazali constitue sa propre troupe de Bédouins et de Mamelouks, avec notamment un corps de mousquetaires.

Or les représentants des anciens milieux privilégiés passés au service de Selim Ier et regroupés autour d'Al-Gazali, n'arrivent toujours pas à se pénétrer des avantages de l'idéal ottoman d'égalitarisme et d' "amour du peuple". Supportant difficilement le nouveau régime, ils ont la nostalgie de leur brillant passé et n'hésiteraient pas, le cas échéant, à récupérer l'ancien pouvoir et les anciens privilèges. Selim Ier meurt le 22 septembre 1520. Aussitôt Bédouins et Mamelouks de Syrie se saisissent de l'occasion pour lever l'insurrection armée. Ils refusent de prêter serment à Süleyman, le nouveau sultan ottoman qui bientôt ne sera plus dénommé autrement que le Magnifique, et tentent de restaurer l'Etat mamelouk d'avant la défaite.

La rébellion est conduite par Djanberdi al-Gazali en personne. Pariant sur l'inévitable désordre qui va s'installer au cœur de l'empire et sur l'aide des frères mamelouks égyptiens, il proclame la sortie de la Syrie de l'Empire ottoman. Le 31 octobre suivant il prend le titre royal mamelouk de "al-malik al-ashraf" [51, t.5, p.370], ordonne que son nom soit cité à la prière du Vendredi et frappé sur la monnaie syrienne. Il massacre la garnison ottomane de Damas, chasse les Turcs de Beyrouth, Tripoli, Hama et quelques autres villes. Mais les insurgés ne reçoivent pas l'aide escomptée. Les Mamelouks d'Egypte, en effet, n'ont pas répondu à l'appel d'Al-Gazali, la paysannerie et la population urbaine de Syrie se montrent indifférentes, voire hostiles. L'insurrection éclate à l'improviste et, selon Dm.Kantémir, "surprend le pays" [69, t.2, p.283]. Seuls les Druzes, les Bédouins de Djebel Naplouz et quelques autres tribus rejoignent la rébellion. Et les Hospitaliers de Rhodes veulent bien lui envoyer quelques canons [4, p.62].

Djanberdi al-Gazali finit cependant par réunir une armée de 23 000 hommes et au début novembre 1520, il marche sur Alep qui a refusé de le reconnaître. En dépit d'un bombardement intense, la citadelle tient bon jusqu'à l'arrivée des troupes ottomanes d'Anatolie. Et le 22 décembre, Al-Gazali doit battre en retraite. Ses partisans en place à Tripoli, Beyrouth et d'autres villes, s'esquivent de même sans combattre dès que les Turcs sont en vue. Enfin, le 27 janvier 1521, une bataille décisive se déroule à Mastaba non loin de Damas - les troupes d'Al-Gazali subissent une défaite écrasante [82, t.5, p.13]. Lui-même, travesti en derviche, essaie de prendre la fuite, mais il est reconnu, arrêté et, le 6 février, exécuté. Les Turcs entrent de nouveau dans Damas. Cette fois l'autonomie de la Syrie est bel et bien abolie. Le pays est divisé en trois eyalets ayant pour chef-lieu Damas, Alep et Tripoli, gouvernés par des pachas ottomans directement subordonnés à la Sublime Porte. Systématiquement dispersés, les Mamelouks se fondent peu à peu dans la classe dominante ottomane. Tout au long du XVI^e siècle leurs noms se rencontrent assez fréquemment encore sur les listes des détenteurs de timars syriens [99, p.149].

Saïf ad-Din Hayr-beck qui gouverne l'Egypte depuis le 10 septembre 1517, est resté loyal envers les Turcs pendant la rébellion d'Al-Gazali, et même, il a marché sur lui avec sa troupe. A la différence des autres gouverneurs mis en place par les Ottomans, il possède le titre de "malik al-umara" - roi des émirs. Ceci le situe plus haut que le beylerbey (emir al-umara) mais moins haut que le sultan. Apparemment, il doit symboliser la position particulière de l'Egypte, à la fois l'alliée et la vassale de la Sublime Porte, et la détacher par rapport aux simples provinces de l'empire. Khayr-bek possède sa cour à l'étiquette typiquement mamelou-ke, il entretient sa propre armée et est entièrement indépendant en matière de

gestion intérieure. Il conserve l'ancienne structure religieuse et administrative et garde les traditions locales de la vie officielle. Les janissaires cantonnés en Egypte, à la différence de leurs pareils d'Istanbul et des autres villes ottomanes, reçoivent leur solde chaque mois, en tant que "*mamluk hundakyar*" [51, t.5, p.p.367, 409].

Khayr-bek trouve son principal soutien auprès des Mamelouks égyptiens et des sheiks bédouins. Il réussit à les faire pencher en sa faveur et les nomme à des postes militaires et administratifs. Contrairement aux sipahis et janissaires ottomans qui tiennent garnison dans les grandes villes d'Egypte et sont périodiquement relevés, les Mamelouks sont des gens du pays et ils représentent l'autorité locale. Le système traditionnel qui régit l'acquisition, la formation et l'avancement des Mamelouks fonctionne ici dans son intégrité. A partir de 1519, ceux-ci vont recevoir leur solde précédente, ainsi que la ration de viande et le fourrage; en 1520 ils retrouvent leur ancienne tenue. Seule la terre et les possessions sont perdues sans retour.

Mais sous le règne de Süleyman le Magnifique, l'Egypte va connaître l' "ottomanisation" progressive de son administration. Au mois de mai 1522 a lieu la réforme des tribunaux ordonnée par le sultan. En lieu et place des quatre grands kadis (*sheykh ul-islam*), il ne reste qu'un poste unique de kadi général de la ville du Caire (il revient au début au kazi-asker), lequel rend désormais ses verdicts dans l'ensemble des quatre mazhabas [51, t.5, p.453]. Est supprimé simultanément l'appareil encombrant des assistants et secrétaires des kadis, qui comptait plusieurs centaines de fonctionnaires. Le tribunal est rapproché des couches modestes de la population. On institue des kadis ruraux. La gestion des wakf et des biens de l'Etat est restructurée à la manière ottomane.

Un pas de plus dans la voie de l'ottomanisation de l'Egypte est accompli avec la suppression du royaume vassal mamelouk. Le 5 octobre 1522 le malik al-umar Saïf ad-Din Khayr-bek expire. Le 27, est désigné pour lui succéder au poste de gouverneur du sultan en Egypte le grand-vizir Mustafa-pacha, qui va réorganiser de fond en comble l'administration du pays. Tout en conservant la division politico-administrative existante, il l'adapte aux exigences de la nouvelle autorité. L'Egypte devient une eyalet ottomane ayant à sa tête un beylerbey auquel obéissent les kyashifs, les sheiks bédouins et les chefs de garnison locale. La garde mamelouke et les milices de mercenaires du roi (constituées de maghrébins, de awlad an-nas entre autres) sont dissoutes ou versées dans l'un des sept corps (djemaat) de l'armée ottomane d'Egypte. Le règlement intérieur et la solde des janissaires sont réglés sur le modèle appliqué à toute l'armée turque. Dans les campagnes le maintien de l'ordre est confié aux sheiks bédouins et aux Mamelouks qui ont gardé leur organisation corporative. De ce fait le

Le système des timars devient superflu et n'est pas étendu à la vallée du Nil. Désormais l'Égypte verse à la Porte un tribut annuel de 100 000 dinars et met ses troupes à la disposition de l'État central. Les kyashifs mamelouks et les sheiks bédouins doivent aligner leurs fonctions sur celles des sandjak-beys ottomans. Les dispositions correspondantes sont portées dans le kanun-name Misr publié le 18 juillet 1523 [73, t.2, p.278]⁸. Dans son travail à ce document, Mustafa-pacha s'inspire largement des kanuns du sultan mamelouk Kaytbaï, lesquels reflétaient la coutume séculaire de la vie rurale égyptienne et de sa gestion. À vrai dire, le nouveau code se contente d'apporter quelques révisions et précisions destinées à le mettre en conformité avec la pratique ottomane de la vie de la société et de l'État.

L'abolition du royaume vassal mamelouk suscite le profond mécontentement des Mamelouks et des Bédouins. Ils se lancent dans une nouvelle conjuration, sous la conduite cette fois de Djanim as-Sayfi, un adepte inconditionnel de Khayr-bek, et kyashif du Fayyum et de Behnessavie. Un grand rôle y revient de même à Inal, kyashif de Garbie. En 1523 les deux kyashifs proclament la rébellion. Chemin faisant réglant leur compte aux traîtres à "la cause mamelouke", ils marchent sur Sharkia où leurs troupes opèrent la jonction, et campent là en attendant que d'autres rebelles viennent leur prêter main forte. La réaction de Mustafa-pacha est immédiate: il jette contre les séditeux le meilleur de ce qu'il possède - près de 5 000 janissaires et mousquetaires montés. Les kyashifs sont défaits, Djanim est tué au combat, Inal prend la fuite.

En dépit de cet échec, le climat en Égypte reste tendu à l'extrême. Le 20 août 1523 Mustafa-pacha est rappelé à Istanbul. Lui succède Kassim-pacha, qui fait très vite savoir à la Porte qu'il n'est pas en mesure de maîtriser la situation [73, t.1, p.95]. Une nouvelle nomination intervient, et c'est Ahmed-pacha, Géorgien d'origine auquel l'historiographie ottomane attache le surnom de "Caïn" (hayn), qui devient beylerbey d'Égypte. Ce vainqueur des Chevaliers de Rhodes convoitait le poste de grand-vizir, mais Süleyman le Magnifique réserve cette fonction à son favori Ibrahim-pacha et propose à Ahmet l'Égypte. Bien que ulcéré, celui-ci accepte, et arrive au Caire au mois de décembre 1523. En peu de temps il se découvre un terrain d'entente avec les Mamelouks et les sheiks bédouins séditeux. Le désir de vengeance qui habite cet homme n'est pas un secret, apparemment, pour le sultan. Les sources turques notent en tout cas que dans le sillage d'Ahmet-pacha prend aussitôt le chemin de l'Égypte un courrier porteur d'un hatti-sharif secret qui ordonne au chef des janissaires

⁸ Dans la publication de O.L.Barkan [60] cette disposition du kanun-name est datée de 1524. Peut-être s'agit-il de la date d'enregistrement ou d'avalisation du règlement à Istanbul?

caiotes Kara Musey de prendre en charge les fonctions de beylerbey et de supprimer Ahmet [73, t.1, p.p.69, 96] ⁹

Kara Mussa de se charger des fonctions de beylerbey et de supprimer Ahmet [73, t.1, p.p.69, 96] ².

Or le message est intercepté par Ahmet-pacha et celui-ci y trouve un excellent motif pour donner le signal de la nouvelle rébellion. Il arrête et fait exécuter Kara Mussa et quelques supérieurs janissaires par la même occasion. Son action est immédiatement soutenue par ceux des Mamelouks et Bédouins qui entendent tenir les grands rôles dans la nouvelle conjuration. En janvier 1524 Le Caire est investi par la troupe des émirs bédouins Ahmet ibn Bakr de Sharkya et Ibn Omar de Saïd (Haute-Egypte) [82, t.5, p.52, note 1]. Fort de leur appui, Ahmet-pacha se proclame sultan d’Egypte, annonce la fin de l’allégeance à la Sublime Porte et la restauration de l’Etat mamelouk. En particulier, il démet le kadi ottoman et rétablit le système des quatre sheiks-ul-islam. Il n’est pas jusqu’à l’intrônisation du nouveau sultan qui ne reproduise dans le moindre détail le protocole en vigueur à l’ancienne cour mamelouke. Outre les quatre sheiks-ul-islam, y participe aussi le calife abbasside al-Mutawakkil rentré en Egypte après la mort de Selim Ier [4, p.67; 73, t.1, p.p.97-99].

S’étant ainsi emparé du pouvoir, Akhmet-pacha destitue tous les fonctionnaires ottomans, fait exécuter les janissaires et s’attelle à la reconstitution de l’armée mamelouke. Les domaines de l’empire (emanet) retrouvent leur statut de ikta et leur distribution aux Mamelouks et aux Bédouins est amorcée [120, p.89]. Mais il faut aussi se trouver des alliés à l’extérieur, et Ahmet-pacha tente d’entrer en contact avec la curie romaine, le Grand-maître de l’Ordre des Hospitaliers et le shah séfévide Ismaïl. C’est pour cette raison, en somme, que les Turcs le surnommeront “Ahmet-Caïn”.

Mais l’abolition du pouvoir ottoman et l’émergence des Bédouins au premier plan soulèvent la réprobation générale de la population égyptienne. Les paysans refusent de payer l’impôt. Des désordres éclatent dans les villes. La confiscation de leurs biens, la pratique des emprunts obligatoires et la mise à mort des ayans vaut aussi à Akhmet-pacha la vive hostilité de la bourgeoisie patricienne, des commerçants et des communautés de confession non musulmane. Il en résulte que dès le début, la rébellion prend l’allure d’un coup d’Etat au sommet privé de tout soutien sérieux à la base.

⁹

² Sans l’argumenter davantage, P.M.Holt tient l’information de “certaines sources” concernant l’envoi du hatti-sharif secret pour “peu vraisemblable” [90, p.49]

L'armée que Süleyman le Magnifique envoie pour mater les séditeux est commandée par Ayas-pacha. Mais celui-ci s'est à peine mis en marche qu'il reçoit l'ordre de faire demi-tour. La révolte a fait long feu. Le 23 février 1524, en effet, les cairotes ont pris les armes à leur tour et renversé "le tyran insolent". Surpris dans son bain, Ahmet-pacha a toutes la peine du monde à se réfugier dans sa citadelle et dès le lendemain, il prend la fuite [73, t.1, p.p.103-104]. Il sillonne encore quelque temps le pays à la recherche d'un asile mais finit par être capturé par les Ottomans et , le 6 mars 1524, exécuté [90, p.50].

Afin d'en terminer de la pacification de l'Egypte, Süleyman le Magnifique missionne ici son favori le grand-vizir Ibrahim-pacha. Celui-ci arrive au Caire le 24 mars 1525. Il a assez de trois mois pour rétablir la loi ottomane, passer par les armes les sheiks du Havvar et de Bakr qui ont pris une part active à la rébellion, et chasser les Mamelouks qui se sont compromis dans cette affaire. Simultanément Ibrahim-pacha proclame haut et fort la volonté de la Porte de gouverner en stricte conformité avec les principes de la sharia et de la divine justice. Tous ceux qui ont eu à pâtir du fait d'Ahmet-pacha sont largement dédommagés. On met en route d'énergiques travaux de réfection des systèmes et ouvrages irrigatoires, les villages sont repeuplés, les defters recomposés, etc. Les miséreux jetés en prison pour endettement retrouvent la liberté. Des directives spéciales règlent la prise en charge par l'Etat des orphelins, la reconstruction des mosquées, asiles et autres établissements musulmans. Les crieurs se répandent dans la rue pour annoncer que tout un chacun peut adresser ses doléances et requêtes directement au grand-vizir [82, t.5, p.p.57-59; 120, p.p.89-90].

Faisant ainsi aller de paire un "amour du peuple" typiquement ottoman et largement connu sous le nom de *istimalet*, d'un côté, et la répression la plus brutale de l'autre, Ibrahim-pacha pacifie l'Egypte en un délai remarquablement court, et le 14 juillet 1525 il quitte le Caire pour rentrer à Istanbul. De ce moment et jusqu'en 1587, le pays ne connaîtra plus de troubles politiques majeurs. Le gouvernement central n'aura pas de problème de quelque gravité à régler ici. Deux générations d'Egyptiens vivront dans la paix et la tranquillité. Les crues du Nil, les fastes organisés à l'occasion des déplacements officiels du pacha, le départ des corps expéditionnaires, les séismes et les incendies seront à peu de chose près les seuls événements qui viendront troubler le cours de l'existence sans histoires de la province docile et prospère que l'Egypte sera devenue sous les premiers beylerbeys ottomans.

Le rattachement de l'Irak et de l'Arabie orientale à l'Empire ottoman

L'instauration en Irak du pouvoir ottoman apparaît comme le résultat subsidiaire de la lutte que les Osmanlis mènent contre l'Iran séfévide et le Portugal. Quoique l'histoire de cette période comporte beaucoup de points restés inéclaircis, on peut affirmer sans crainte que la population chrétienne (les Assyriens pour l'essentiel) et sunnite considérait la Sublime Porte comme la seule force réellement capable de délivrer son pays de la mainmise étrangère. La conquête de l'Irak par le shah Ismaïl avait donné lieu à des répressions massives contre les sunnites et les chrétiens, toute espèce d'hétérodoxie avait été féroce­ment écrasée, les lieux saints sunnites - démolis. L'envahisseur n'avait pas laissé pierre sur pierre du tombeau d'Abd al-Kader al-Gaylani, le saint irakien le plus révé­ré, et du grand imam sunnite Abu Khanif, père du mazhaba hanifite adopté par l'Empire ottoman. Les restes de l'imam furent exhumés et brûlés, les cendres - dispersées dans la plaine. Nombre de mosquées et couvents de derviches sunnites furent transformés en sanctuaires shiites. Chrétiens et sunnites périrent par dizaines de milliers. Parmi les victimes figuraient des ulems, des soufis et des poètes notoires. Quelques-uns seulement parvinrent à trouver refuge en Syrie ou en territoire ottoman. Le shiisme fut partout implanté par la force. Toute la population de l'Irak ne put faire autrement que se convertir à la nouvelle foi. Les Perses vinrent s'installer en nombre à Bagdad et dans les autres grandes ville irakiennes; leur langue commença à se répandre. Les sanctuaires shiites de Nedjef, Kerbela et Samarra bénéficièrent de riches dotations. Le shah Ismaïl donna personnellement l'ordre de mettre en chantier un vaste mausolée sur la tombe du septième imam shiite Musa al-Kazym, considéré comme l'ancêtre des Séfévides. Les tribus kizilbashes bénéficièrent des meilleures terres et pâtures, leurs khans reçurent toute autorité pour gouverner le pays.

Le génocide qui frappait les sunnites atterra littéralement le monde musulman. Les persécutions religieuses, les mises à sac systématiques et toutes les autres exactions dont les Kizilbash se montraient coupables, leur valurent la haine de la population en sa partie non shiite, de loin prépondérante. La nouvelle de la victoire remportée par Selim Ier, en 1514, à la bataille de Tchaldiran, est donc accueillie avec enthousiasme par les communautés

hétérodoxes de la haute et de la basse Mésopotamie, soit l'Irak et la Djezireh ¹⁰. Les premiers à s'insurger sont les Kurdes, qui deviennent les sujets du sultan ottoman en 1514. En même temps que les seigneurs kurdes de Bitlis qui sont au premier rang des princes kurdes du Kurdistan occidental, la suzeraineté ottomane est reconnue par les principautés kurdes d'Irak d'Amadya et de Djazirat ibn Umar, ainsi que par les beks kurdes de Ardalan. Tout en passant sous la tutelle et protection de la Porte, ces principautés gardent leur régime intérieur, leurs lois et leur coutume. En somme, la passation de pouvoir se résume, selon la phrase de St.Longrigg, "à une distribution de robes et de firmans, à la réception des présents et aux assurances de loyauté" [101, p.20].

En 1515 la rébellion éclate en Djezireh. Elle est conduite par les chefs sunnites locaux, et plus particulièrement les grandes familles kurdes. Y prennent une part considérable les Assyriens ou Mèdes Noirs, ainsi que les dénomme Dm.Kantémir. Les rebelles chassent les Kizilbash de plusieurs localités de la Djezireh et prennent sa capitale Amida (ou Kara-Amida, ultérieurement Diyarbakir), un des grands centres religieux et culturels du peuple assyrien. De là ils envoient à Istanbul une députation chargée de requérir aide et protection. Selim Ier met un certain temps à réagir et une année durant, il s'abstient de toute ingérence dans les affaire de haute Mésopotamie. Toujours d'après Dm.Kantémir, il se défie de ce peuple et redoute même de se rendre à sa requête [69, t.2, p.186]. Et puis, il n'entend pas disperser son armée alors qu'il se prépare à porter le coup décisif aux mamelouks. En 1515-1516, les rebelles doivent donc mener seuls un combat difficile contre les troupes du gouverneur séfévide d'Amida, Kara-khan qui, avec l'appui des Ustadjlu, une des sept tribus kizilbash, parvient à se retrancher solidement dans Mardin. Le pays est alors dévasté. Combats de portée locale et escarmouches se poursuivent sur tout le territoire, les Kizilbash continuant à tenir la majorité des villes et des forteresses de haute Mésopotamie.

En 1516 les rebelles envoient une nouvelle ambassade à Selim Ier. Cette fois les Turcs acceptent de leur venir en aide. "Sur la foi du serment et en vertu de l'accord mutuel" [ibid.], le sultan prend les rebelles sous sa protection et proclame la suzeraineté de la Sublime Porte sur la Djezireh. Pour le représenter il envoie à Amida le prince kurde Mehmet-bek Biyiklu auquel il décerne le titre de beylerbey et détache une petite suite. Avec le consentement de tous les groupements séditieux, Mehmet-bek se charge de la direction du pays et prend la tête

¹⁰ La Djezireh (haute Mésopotamie) est la région historique de l'Asie Antérieure qui englobe la vallée du Tigre et de l'Euphrate selon la ligne approximative Takrit - Ana au sud, et jusqu'aux monts du Taurus arménien (ou oriental) au nord, et correspond en gros au territoire de l'ancienne Assyrie. Présentement le secteur nord de la Djezireh fait partie de la Turquie, et le sud - de l'Irak et de la Syrie. Ce qu'on appelait au Moyen Age "Irak al-Arab" correspondait au territoire de l'ancienne Babylonie.

du combat contre les Kizilbash. Il forme une petite armée et part en campagne contre les forces principales de Kara-khan. L'affrontement général a lieu près de la localité de Kotsh-Hyssar, à 17 kilomètres au sud-ouest de Mardin. Si l'on en croit la légende turque, lui prélude une autre bataille, celle que se livrent deux vols de papillons venus se poser entre les troupes rangées en ordre de combat de Mehmet-bek Biyiklu et de Kara-khan, les blancs du côté des rebelles, les rouges du côté des Kizilbash. Ce sont les premiers qui l'emportent et les guerriers de Mehmet-bek y voient un signe du ciel, l'armée shiite est taillée en pièce. Kara-khan est fait prisonnier et décapité. Les rebelles marchent alors sur Mardin et y mettent le siège. Les Kizilbash commandés à présent par le frère de Kara, Süleyman-khan, se défendent avec acharnement. Le siège s'éternise. Ce n'est qu'avec l'arrivée de la grosse unité ottomane que Selim Ier envoie à la rescousse immédiatement après la victoire du champ de Dabik, que Mehmet parvient enfin à s'emparer de Mardin. Sur sa lancée, il prend d'assaut Mossoul et étend son autorité à tout l'Irak du nord.

La haute Mésopotamie constitue dès lors une eyalet de l'Empire ottoman à régime spécial. Jusqu'en 1534 Mossoul, Ana et les autres districts du nord irakien en font partie avec le statut de sandjak. Sur ces terres limitrophes des domaines séfévides viennent prendre leurs quartiers de fortes garnisons turques. Près de 10 000 sipahis sont cantonnés dans les villages, on introduit le système des timars [104, p.258]. Dans un premier temps les Ottomans appliquent une politique de stricte tolérance religieuse et protègent l'église nestorienne. Après quelques hésitations, Mossoul, la cité la plus chrétienne de la Djezireh, est choisie pour être la résidence du catholicos nestorien.

Le passage de la haute Mésopotamie à l'autorité ottomane revigore certainement la vie économique de cette riche région agricole. Les champs à l'abandon sont remis en valeur par les paysans assyriens qui quittent les secteurs montagneux d'accès difficile et s'installent à discrétion dans les vallées de la Syrie et de la haute Mésopotamie [37, p.231]. L'usage de la terre obéit partout à la règle ottomane et des cadastres sont systématiquement dressés. Les Turcs suppriment les impôts et capitations "injustes" qui frappaient les paysans du temps d'Ak-Koyunlu et des Séfévides. En 1518 apparaissent les premiers kanun-name ottomans d'Abida, de Urfâ, de Mardin et d'autres sandjaks de Mésopotamie (cf. [60, p.p.145-171]). Par le biais des kanun d'Uzun-Hasan, encore dénommé par les fonctionnaires turcs padishah-Hasan, ils intègrent de nombreuses normes et clauses du droit coutumier autochtone. Toutefois les régions centrales et méridionales de l'Irak restent toujours sous autorité séfévide. Les gouverneurs mis en place par Bagdad qui s'y succèdent et auquel le shah, sans doute par dérision des justes sunnites, donne le titre de "calife des califes", appliquent une

politique d'extrémisme shiite. Persécutions et exécutions pour motifs religieux, extorsions de biens et exactions continuelles font progresser régulièrement l'ottomanophilie au sein de la population. Les Turcs ne se privent pas de l'encourager dans cette voie, et ils font valoir en toute occasion qu'ils sont les adversaires irréductibles des Séfévides. Une large audience revient alors au message que Süleyman le Magnifique envoie en 1525 au nouveau shah séfévide Tahmasp Ier (1524-1576). Le sultan y fait alterner menaces et railleries. Il termine en suggérant au jeune shah d'Iran de décoiffer la couronne et à l'instar de ses ancêtres, de passer la guenille du derviche [82, t.5, p.p.63-65].

Au sud, Basra et Arabie orientale, ce mouvement en faveur des Ottomans est encore plus profond. Ici c'est pour mettre un terme aux pillages et aux violences des "francs" qu'on attend le salut par les Turcs. Dès 1515, les croisés se sont solidement implantés à Ormuz, centre de la domination portugaise en Oman et Arabie orientale. Depuis, les caravelles du Christ emmenées par des équipages portugais sillonnent à leur guise les eaux du golfe Persique. En 1522, les croisés écrasent l'insurrection générale qui, commencée le 30 novembre de l'année précédente, s'est étendue à Ormuz, Suhar, Mascate et d'autres cités de la côte arabique de Bahreïn à Kalhat (voir [127, p.123; 107, p.p.156-160]). Les Portugais renforcent leurs garnisons et majorent le tribut d'Oman, El-Katif et Bahreïn. En 1526-1527, ils matent une nouvelle révolte, à Mascate et à Kalhat cette fois, et en 1529, encore à Bahreïn. La même année les Portugais se présentent pour la première fois à Basra. Le gouverneur de l'endroit, vassal des Séfévides, est mis en demeure de leur remettre les sept navires turcs mouillés dans le port et d'interdire aux sujets ottomans de venir faire ici leur commerce à l'avenir. Sur son refus, les Portugais bombardent la ville, s'engagent dans le Chatt al-Arab et incendient plusieurs localités irakiennes [127, p.124].

Tandis qu'ils imposent leur autorité sur Oman et l'Arabie orientale, les Portugais se contentent de s'emparer des ports marchands côtiers. Ils y bâtissent leurs forteresses en des points qui commandent la ville, ils en contrôlent la douane, lèvent le tribut et perçoivent de lourdes taxes commerciales. Il leur arrive aussi de procéder à des confiscations de biens. En haute mer ils s'attaquent aux navires marchands musulmans. Les capitaines les plus entreprenants multiplient les raids côtiers, ils capturent et torturent l'habitant, en quête de trésors et de caches lucratives. Les pêcheurs de perle, une gemme particulièrement prisée des conquistadors, sont leurs victimes de choix.

Mais en s'assurant du contrôle des principautés et des villes du littoral, les Portugais toutefois n'interviennent pas dans leur vie intérieure. En général ils se contentent de nouer des intrigues, de prévariquer et d'assassiner. Et il est rare de les voir s'aventurer sur terre ferme

hors de portée des canons de bord. Leur but exclusif - s'approprier tout l'or possible, tous les objets précieux, étoffes rares et autres denrées de prix (médécines, épices, etc.) qui leur tombent sous la main.

Après le krasch du sultanat mamelouk, les Ottomans restent ainsi la seule force réelle sur laquelle reposent les espérances des musulmans du golfe Persique. D'autant que les Séfévides ne font guère obstacle à la colonisation portugaise. Aux termes d'un accord passé en 1515, et en échange de son assistance militaire contre les Turcs, d'Albuquerque en obtient la reconnaissance des droits de la couronne portugaise sur Ormuz [127, p.121]. Les Séfévides cèdent aux Portugais la perception des taxes de douane dans tous les ports d'Arabie orientale et donnent le feu vert à leur "activité" dans le golfe Persique. Les uns après les autres les gouverneurs de la région demandent l'aide d'Istanbul. En 1526, ils envoient à Süleyman le Magnifique des messagers porteurs d'un véritable appel au secours [46, p.87]. Basra et Bagdad les imitent peu après.

En 1529 l'Irak central est le théâtre d'une vaste révolte antishiite. L'événement reste mal connu. Les sources persanes disent que la sédition est emmenée par Zulfikar-bek, un seigneur nomade lur [31, p.257]. Ce chef de guerre surprend et annihile la troupe du gouverneur séfévide dans un col de montagne, entre dans Bagdad et avec l'assentiment de la population, établit son autorité sur tout l'Irak central. Il proclame la rupture totale avec les Séfévides et envoie les clefs de Bagdad à Süleyman [82, t.5, p.204]. L'ordre est donné de dire la hutba dans toutes les mosquées en l'honneur du sultan ottoman et de frapper la monnaie irakienne à son nom. Une ambassade arrive à Istanbul, la Sublime Porte est requise de prendre l'Irak sous sa haute protection et de lui porter secours [101, p.p.20-21].

Mais Zulfikar-bek échoue à garder le pouvoir jusqu'à l'arrivée de l'armée ottomane. En 1530, celle du shah Tahmasp Ier prend pied en Irak, elle bat les rebelles et met le siège devant Bagdad. Ses habitants repoussent plusieurs assauts. Et seule la mort de Zulfikar-bek, traîtreusement assassiné par ses propres frères, permet aux Perses de venir à bout des assiégés et prendre enfin Bagdad. Muhammad-khan, seigneur d'une tribu tekelu ressortissant aux Kizilbash türks, en devient le nouveau gouverneur. Secondé par les hommes de sa tribu, il rétablit la terreur séfévide sur tout le pays.

Durant cette période les Ottomans n'en avaient que pour leurs démêlés avec le Ponant, en Hongrie et en Allemagne notamment, où, de l'avis de la Porte, se jouait le destin de l'Islam.

Ce n'est donc qu'après la conclusion de la paix avec les Habsbourg en été 1533 qu'ils retrouvent leur liberté d'action au Levant.

Au mois de septembre de la même année, Süleyman le Magnifique entame sa première campagne de Perse. Il envoie contre les Séfévides une immense armée, forte, selon certaines estimations, de 140 000 hommes [82, t.5, p.533]. Le commandement en est confié au grand-vizir Ibrahim-pacha. Celui-ci réussit à récupérer avant l'arrivée de l'hiver Bitlis et tout le territoire situé entre Erzurum et le lac de Van. Au printemps 1534 il passe à l'offensive générale. Les Kizilbash doivent battre en retraite en toute hâte. Tahmasp préfère céder des territoires met sauvegarder son armée et son Etat. Le 13 juillet 1534 les Ottomans entrent à Tabriz, la capitale séfévide. Süleyman choisit ce moment pour venir prendre lui-même la direction des opérations. Après avoir opéré la jonction de toutes leurs colonnes, les Turcs marchent au sud, sur le Khamadan. Mais comme l'adversaire se dérobe systématiquement, ils décident de prendre leurs quartiers d'hiver en Irak.

La traversée des Monts Zagros est en définitive l'épisode le plus éprouvant de toute cette campagne. Progressant sous une pluie glaciale ininterrompue, le long de versants rendus glissants par la boue, l'armée ottomane est à rude épreuve. Les torrents instantanément grossis par les intempéries emportent pièces d'artillerie et bagage. Les bêtes de charge sont les premières victimes, on les abandonne sur le terrain par centaines. Afin d'alléger au maximum le mouvement, il est décidé de brûler plus de cent chariots d'artillerie et pour éviter qu'ils ne tombent aux mains de l'ennemi, les canon sont enterrés.

Après être venue à bout d'innombrables obstacles, l'armée ottomane débouche enfin dans les plaines de la Mésopotamie. La population fait un accueil chaleureux à Süleyman le Magnifique. Et en dehors de quelques harcèlements qui sont le fait des Tekelu kizilbash, celui-ci ne rencontre plus de résistance. A Bagdad la prêtrise sunnite prend la tête de l'insurrection civile, le plus clair de la garnison perse est massacré, les prédicateurs shiites les plus odieux connaissent un sort identique. Trahissant la confiance des hommes de sa tribu qui ont juré de se battre jusqu'au bout, Muhammad-bek fuit la capitale et gagne l'Iran par des voies détournées. Les unes après les autres les villes irakiennes déclarent se placer sous l'autorité de la Sublime Porte. Bagdad dépêche à la rencontre du sultan une délégation qui lui remet les clefs de la ville. Le 2 décembre 1534, Süleyman le Magnifique fait son entrée triomphale à Bagdad. Il y reçoit les représentants des principales tribus bédouines et des cités de l'Irak central, tous lui prêtent serment d'allégeance [101. p.23].

Süleyman reste en Irak quatre mois et consacre tout ce temps à la mise en place d'une gestion reposant "sur les principes les plus équitables" [82, t.5, p.220].

Il commence par rétablir la paix religieuse et restitue aux sunnites leur position dominante perdue. Il fait ensuite relever les deux grands lieux saints des sunnites, les

mausolées d'Abd al-Kader al-Gaylani et d'Abu Khanif. Un pieu frisson d'extase religieuse s'empare de l'armée et de la population à la nouvelle de l' "invention" des restes du grand imam, miraculeusement sauvés. Le prêtre qui avait à garde le tombeau d'Abu Khanif reparait alors qu'on ne le croyait plus en vie, il déclare sur la foi du serment que sur l'ordre du Ciel il a fait le nécessaire pour sauver la dépouille sacrée. "Obéissant à la prescription céleste, nous disent les historiens ottomans, ce juste avait substitué au corps du bienheureux Abu Khanif celui d'un infidèle, et l'avait caché en lieu sûr" [ibid., p.222]. Peu après les ulems les plus autorisés, puis le grand-vizir et, enfin, le sultan même, peuvent "se convaincre" de l'authenticité de ce récit. Devant un concours de population peu commun, Süleyman descend sous les voûtes des ruines indiquées par le prêtre, et c'est au Magnifique qu'il revient d' "inventer" là les saintes reliques. "Toute l'armée fait alors le pèlerinage de la tombe de l'imam", relate J.Hammer [ibid., p.223].

Il convient de souligner que la restauration du sunnisme sous les Ottomans ne se double d'aucune sorte de persécutions d'ordre religieux à l'encontre des autres confessions. Les Turcs accordent attention et protection aux shiites irakiens et, bien entendu, aux juifs et aux chrétiens. Il n'est jusqu'aux Esides qui, dans un premier temps, ne bénéficient des bonnes dispositions du sultan. En 1534, le chef de la communauté éside Hussein-bek ad-Dassini est investi par le sultan gouverneur du sandjak de Erbil [46, p.p.43, 250]. Les shiites gardent l'entière liberté de leur culte et de leur autogestion intérieure. Süleyman se rend encore sur la tombe de Mussa al-Kazym et donne l'ordre que l'on termine la construction du mausolée mis ici en chantier sous le shah Ismaïl. Il effectue ensuite le pèlerinage de Karbal et de Nedjef. Shiites ou sunnites, tous ces lieux saints se voient attribuer indifféremment des wakf considérables [101, p.23].

Parallèlement, il est procédé à la refonte totale de l'appareil administratif. On crée les eyalets de Bagdad, de Mossoul qui en 1534 avait été séparé du Dyarbakyur, puis (en 1554) celui de Shahrizor. Les principautés autonomes kurdes et bédouines leur doivent désormais obédience, avec le statut de sandjaks successoraux. La mise en place de la nouvelle légalité s'accompagne de la création de kanun-name locaux (à Mossoul, Tikrit, Bagdad et ailleurs) [99, p.149]. Ceux-ci ont pour vocation d'abroger les pratiques tyranniques et les "innovations" hérétiques introduites sous les Kizilbash. Tous ces codes proclament les principes ottomans ordinaires de l' "amour du peuple" et de la "justice" (adalyat). Dans son firman du 14 février 1537, par lequel il enterrine le kanun-name de Bagdad, Süleyman le Magnifique déclare: "De ce jour il est interdit à quiconque de traiter les habitants des villes et des villages à l'encontre des prescriptions du kanun et de la sheria". Le kadi et beylerbey de

Bagdad est chargé de porter la chose à la connaissance de tout un chacun. Le sultan ordonne que soit donnée lecture du kanun-name (“du début à la fin”) dans toutes les cités, bourgades et lieux habités [93, p.134]. Simultanément entrent en vigueur les principes ottomans de la fiscalité et de l’exploitation du sol, on procède à l’établissement du cadastre et dresse la liste des defter avec indication précise de tous les mukata et mulk [46, p.35].

Süleyman le Magnifique quitte l’Irak en avril 1535. Il y laisse une armée de 32 000 hommes, et dans ce nombre un millier de janissaires armés de mousquets. Avec les détachements des princes kurdes et bédouins, ceci représente une force non négligeable, l’Irak devient le principal argument de la puissance ottomane au Moyen-Orient.

L’instauration de l’autorité osmanli en Irak central délivre Basra et l’Arabie orientale de la tutelle illusoire des Séfévides. Toutefois la menace que représente le Portugal, qui dispose d’importantes forces navales dans le golfe Persique, incite les gouverneurs de cette région à établir sans attendre de solides liens avec la Porte. Sitôt après la prise de Bagdad, ils font connaître à Istanbul leur satisfaction face aux victoires des armes turques et multiplient présents et messages de félicitations. Dans leur esprit, l’Empire ottoman est la seule force qui puisse les protéger contre la pression portugaise, les uns après les autres ils décident donc de reconnaître la suzeraineté du sultan.

En 1538 arrive ainsi dans la capitale turque l’ambassade du gouverneur (hakim) de Bahreïn Rashid ibn Muhamis. Elle présente une requête en sujétion ottomane. La délégation, où l’on remarque le fils du gouverneur Manya et le vizir Amir Muhammad, déclare que la population de Basra désire passer sous l’autorité de la Sublime Porte, elle remet au sultan les cadeaux et les clefs de la ville [46, p.p.46, 284]. Süleyman accède à la requête de Rashid ibn Muhamis, il le comble de ses bontés et le nomme gouverneur à vie des terres de Bassora.

Des demandes similaires suivent alors en flot continu, émanant des seigneurs du Luristan, du Huzistan, de Bahreïn, d’El-Katif et d’autres principautés du Nedjd et du bas Euphrate. Ils deviennent tous les vassaux de la Porte, reçoivent les titres ottomans adéquats et se voient garantir aide et protection du puissant suzerain [101, p.p.25-26].

Au début, cette suzeraineté s’exprime essentiellement dans la lecture de la prière au nom du sultan osmanli et la frappe de la monnaie à son nom. Dans le meilleur des cas, les Turcs envoient des armes, construisent des forts et fournissent de modestes garnisons. Mais ensuite les intérêts généraux de l’empire les amènent à s’ingérer peu ou prou dans les affaires intérieures des vassaux et d’en régler les rapports réciproques. De même, donnent lieu à de nombreux incidents les contacts autonomes que les gouverneurs autochtones viennent à nouer

avec les Portugais, ou encore le refuge qu'ils peuvent être amenés à accorder à divers individus fuyant l'ire du sultan et la justice ottomane.

Un de ces incidents se mue bientôt en conflit véritable entre l'autorité ottomane et le gouverneur de Basra. La Porte accuse Rashid ibn Mugamis de complot. Des troupes terrestres et une flotte commandées par le gouverneur de Bagdad Ayas-pacha se mettent en campagne. En quelques combats les Ottomans défont les milices indisciplinées des mutins, incendient leur marine et le 15 décembre 1546, ils entrent à Basra. Rashid ibn Mugamis et ses partisans fuient se réfugier à el-Hasa.

L'Irak du sud devient alors un eyalet ordinaire au sein de l'Empire ottoman. Ayas-pacha réduit les impôts et supprime les tributs "illégaux" que prélevait le gouverneur déchu, il met en place le régime terrien et fiscal commun à tout l'empire, rédige le kanun-name de Basra et, surtout, le règlement douanier de cette cité qui retire des profits non négligeables de l'importation des marchandises hindoues. En 1551 est achevée la rédaction du premier defter ottoman, avec inventaire détaillé de tous les has, mukata et timar de l'eyalet bassorien [99, p.150].

Basra devient alors la deuxième base maritime et militaire (après Suez) de l'Empire ottoman dans les mers méridionales, celle sur laquelle il compte pour tenter d'expulser les Portugais du golfe Persique et assurer la sécurité de son eyalet d'el-Hasa. Celui-ci englobe le Nedjd et tout le littoral du golfe, de Kuweït au cap de Musandam (la côte arabique du détroit d'Ormuz) ^{11 2}. Certes, en l'état actuel de nos connaissances on ne peut dater avec exactitude le moment où la Porte étend son autorité de fait à l'Arabie orientale, ni en

¹¹

Avec cette réserve que certains chercheurs doutent que l'autorité réelle de la Porte se fût jamais étendue au secteur situé à l'est de Sebha Mutta (frontière géographique naturelle entre le Nedjd et Oman)

décrire le mode. Il reste que depuis le milieu et jusqu'à la fin du XVI^e siècle l'eyalet d'el-Hasa est gouverné par les beylerbeys (emir al-umar) osmanli, dont le pouvoir n'est nullement aussi illusoire et nominal qu'on l'estime généralement. Les vestiges de mosquées et de forts turcs témoignent d'une large activité religieuse et militaro-administrative dans une région où ils appliquent une politique en gros identique à ce qu'ils font dans les eyalet arabes voisins (cf. [46, p.284]).

Et une fois qu'ils ont l'intérieur des terres d'el-Hasa bien en main, les Ottomans entreprennent de bloquer les forteresses portugaises de la côte par la terre. Un grand nombre d'entre elles tombent aux mains des Turcs. En 1550 ceux-ci s'emparent d'El-Katif, bastion névralgique des Portugais dans le golfe Persique. La population insurgée massacre la garnison portugaise, occupe la citadelle et appelle les troupes ottomanes à la rescousse. Mais à peine celles-ci pénètrent-elles dans la ville qu'au large d'El-Katif paraît la flotte portugaise d'Antonio de Noroña. N'ayant rien à opposer à ses canons, Turcs et insurgés soumis à un déluge de feu, se retirent. Les Portugais récupèrent El-Katif mais n'ayant ni les moyens ni la possibilité de s'y maintenir, ils prennent le parti de faire sauter la forteresse et après avoir rasé en outre les fortifications urbaines, ils reprennent la mer.

Cet épisode démontre aux Turcs que sans disposer d'une puissante marine ils ne peuvent compter sur un succès de quelque durée dans le golfe Persique. Et ils entament les préparatifs fiévreux de leur guerre sur les mers. Des arsenaux et des chantiers navals sont construits à Basra. Et surtout, les Turcs décident de regrouper tous les vaisseaux dont ils disposent dans l'océan Indien, et de les placer sous l'unique commandement d'un amiral, ou kapudan-pacha, de la mer Rouge (kapudan bahr al-Kilmiz).

Le premier nommé en 1547 à ce haut poste est le navigateur et cartographe notoire Piri Reïs. En 1552 l'amiral est chargé de constituer la puissante couverture navale qui doit empêcher que ne se répète dans le golfe

Persique une déconvenue aussi cinglante que celle d'El-Katif. A la tête d'une escadre forte de 30 navires de guerre et de 16 000 hommes, Piri Reïs appareille de Suez et cingle vers les côtes d'Oman [107, p.168]. Là il anéantit plusieurs factoreries portugaises, puis, après un bombardement de 18 jours, prend Mascate, principale place-forte des Portugais aux approches d'Ormuz, et pénètre dans le détroit du même nom. Passant outre aux ordres formels d'Istanbul, Piri Reïs décide alors d'attaquer la capitale des possessions portugaises du golfe Persique. Mais au bout d'un mois de siège, il doit se rendre à l'évidence: les fortifications d'Ormuz restent inébranlables. Ayant subi de fortes pertes, il se retire sur Basra. Mais la flotte portugaise l'y surprend et le bloque. Piri Reïs réussit avec trois de ses navires à forcer le barrage adverse, il gagne la haute mer et rentre à Suez. Aussitôt mandé à Istanbul, il est exécuté pour l'attaque non sanctionnée d'Ormuz, qui a causé la perte de la flotte et sérieusement lésé le prestige militaire de l'Etat protégé de Dieu [cf.[46, p.88; 1, p.389]).

Le commandement de la flotte de Basra est confié maintenant à Murat-pacha, un ancien corsaire et wali d'El-Katif. Au mois d'août 1553, il appareille de Basra, avec la ferme intention de conduire ses navires en mer Rouge. Mais l'escadre portugaise de Diego de Noroña veille, qui le rattrape dans le détroit d'Ormuz. La bataille navale qui se déroule au large du cap de Musandam se solde pour Murat-pacha par une défaite sans appel, avec le peu qui reste de sa belle flotte il doit regagner le port de Basra.

Mais les Turcs ont assez d'une année pour reconstituer une marine de guerre valable. En juillet 1554 celle-ci reprend la mer sous le commandement de l' "illustre amiral et homme de lettres" [101, p.32] Sidi Ali (ou Kyatib Rumi). La Sublime Porte espère beaucoup de ce marin qui navigua autrefois sous le commandement de Khayr al-Din Barberousse. Et en effet, Sidi Ali réussit à prendre Bahreïn et y dispose une garnison turque. Mais par la suite, le nouvel amiral n'est pas plus heureux que ses prédécesseurs. Le 25 août, a

lieu la bataille navale de Mascate, une fois de plus les Portugais écrasent leur adversaire. Avec une poignée de navires rescapés du naufrage, Sidi Ali s'enfuit vers les côtes de l'Inde, et ne reparaitra à Istanbul qu'après trois années d'errance à péripétie diverses [1, p.333; 107, p.p.173-177].

Les Turcs n'ont donc pas réussi à ébranler la puissance navale du Portugal. Et ils re-noncent pratiquement à l'ambitieux projet qui consiste à en finir de la marine portugaise en une opération ponctuelle. De ce moment, ils préfèrent agir à partir des bases de Suez et des autres ports de la mer Rouge. Le golfe Persique, quant à lui, devient le théâtre d'une guerre navale de harcèlement, prenant la forme, essentiellement, d'attaques sur les vaisseaux marchands et les caravanes isolées de l'ennemi.

Sur la terre ferme, en revanche, les Turcs confortent pleinement leurs succès. A l'occasion de sa deuxième campagne de Perse, puis de la troisième (respectivement 1548 – 1549 et 1554 – 1555), Süleyman le Magnifique inflige de nouvelles défaites aux Séfévides. Cette fois l'issue de l'affrontement se décide loin au nord, en Transcaucasie et dans l'Iran central. Les Turcs prennent une seconde fois Tabriz, ils dévastent l'Arménie et l'Azerbaïdjan. L'Irak est pratiquement exclu du théâtre des opérations militaires. On n'y observe guère que des escarmouches d'importance locale, ainsi qu'une activité subversive dont le but est de susciter des troubles dans le camp adverse.

L'un des épisodes notables est alors la rébellion qui éclate à l'instigation de Ulayan parmi les Arabes des marais et qui concerne en 1549 une grande partie de l'Irak du Sud. Les rebelles sont soutenus par les Séfévides et ont partie liée avec l'ancien gouverneur de Basra, Rashid ibn Mugamis qui, avec l'aide des Portugais, est parvenu à soulever quelques tribus arabes de la steppe. Le chef séditieux promet aux Portugais, en cas de victoire, tout un paquet de privilèges y compris le droit d'élever à Basra une citadelle fortifiée [127, p.125].

Mais la rébellion de Ulayan tourne court. Les Turcs mobilisent rapidement les troupes de l'eyalet de Bagdad, lesquelles, avec le soutien de la flotte ottomane, n'ont pas de peine à mater les mutins. A l'issue d'un assaut de trois jours, ils prennent Madin, le quartier général de Ulayan, ville située sur l'Euphrate en amont de Kourna, dispersent le gros des forces rebelles et prennent le contrôle du réseau fluvial de l'Irak du Sud. Quand en 1550 Antonio de Noroña, après avoir détruit El-Katif, arrive avec son escadre devant Basra, force lui est de constater qu'il n'y a plus trace ici de désordres, moins encore de rébellion armée organisée [101, p.32].

Ainsi Portugais et Séfévides n'ont pu ébranler les positions ottomanes ni en Irak ni en Arabie orientale. La Porte s'y est confortée assez pour en définitive obliger les Kizilbash à renoncer à la lutte armée. Aux termes du traité de paix de Amasiya, conclu le 29 mai 1555, les Séfévides abdiquent leurs droits en Irak et reconnaissent ce pays partie intégrante de l'Empire ottoman.

L'instauration du pouvoir ottoman en Algérie

Le rattachement de l'Algérie à l'empire du sultan ottoman fut le résultat d'une lutte longue et acharnée menée par la paysannerie algérienne, avec le soutien des Turcs, contre la mainmise à la fois étrangère et féodale. C'est en 1486 que pour la première fois, les Turcs se manifestent au Maghreb en tant que facteur militaire et politique avec lequel il va falloir compter, lorsque, sur l'ordre de Bayazid Ier, l'escadre de Kemal Reïs vient prêter main-forte aux musulmans d'Espagne. A partir de ce moment les Ottomans seront présents en permanence dans les eaux de la Méditerranée occidentale. Ils capturent les navires marchands des chrétiens, livrent des armes aux Andalous (musulmans espagnols) et défendent à l'occasion les ports nord-africains contre les raids des corsaires d'Europe. Une partie des équipages ottomans opèrent au nom de la Sublime Porte, une autre partie est au service du sultan hafside de Tunis et d'autres seigneurs du pays. Dans la majorité des cas, les reïs (capitaines) turcs agissent en toute indépendance, et font souvent figure de corsaires guerroyant pour leur propre compte, le nom du sultan hafside ou ottoman ne servant alors que de couverture de circonstance.

Depuis l'époque de Kémal Reïs, rappelé en 1495 à Istanbul, les Turcs entretiennent des liens serrés avec les musulmans d'Espagne, qu'ils soient demeurés sous l'autorité des rois catholiques ou qu'ils aient trouvé un asile en Afrique du Nord. Ces Andalous sont leurs alliés les plus fidèles et sûrs dans l'Ouest du monde musulman. Les Turcs reçoivent un appui non moins précieux de la part de la population musulmane locale, qui voit en eux ses seuls défenseurs face à l'arbitraire des seigneurs féodaux et des tribus bédouines. Les reïs qui réussissent le mieux deviennent de véritables héros

populaires, on les entoure de l'aura romantique des braves qui combattent pour la sheria authentique et la justice. Ils sont reçus avec chaleur dans les cités portuaires où ils ont l'habitude de passer l'hiver. Le temps de radouber leurs vaisseaux, d'écouler le butin et de compléter les effectifs de l'équipage au regard des pertes subies.

Les grandes bases des corsaires turcs sont l'île de Djerba au large des côtes sud de la Tunisie, La Goulette et Porto-Farina. Jusqu'en 1510 les Turcs usent aussi des ports d'Annaba (Bône), de Bejaia (Bougie), de Cherchell et de quelques autres havres de la côte algérienne. En contrepartie des avantages qui leurs sont ici accordés, les reïs cèdent d'ordinaire aux gouverneurs de l'endroit le cinquième (*hums*) du butin, parfois distribué aux miséreux, aux marabouts et au clergé. Les ministres du culte donnent la bénédiction aux corsaires qui partent faire la course, ils organisent en leur honneur des offices religieux et autres cérémonies d'accueil. Selon A.Hesse, tout ceci témoigne de l'existence de "liens considérables entre les Ottomans, les leaders religieux du peuple maghrébin et ceux qui faisaient la guerre sainte" [85, p.60].

Après la conclusion en 1502 de la paix avec Venise, la Méditerranée occidentale voit arriver une nouvelle génération de corsaires ottomans. S'y distinguent tout particulièrement les frères Arudj et Khayr Barberousse, fils d'un certain Yakub de l'île de Lesbos (Mytilène) – sipahi et peut-être janissaire turc à la retraite qui consacrait ses loisirs au commerce de la poterie et autres objets de céramique. Ce surnom de Barberousse, les frères le doivent à la barbe flamboyante de leur père, natif de Enidj Vardar (Macédoine). Leur mère Catherine était veuve en première noce d'un prêtre orthodoxe. Conformément à la coutume de l'époque, les filles de la famille avaient été élevées dans la foi chrétienne, et l'une d'elle prit même le voile. Les garçons, en revanche, étaient considérés comme de bons musulmans. Trois d'entre eux optèrent pour la marine, un autre se fit charpentier et le dernier se consacra aux études coraniques. Suivant en cela l'exemple de l'aîné Ilyas, Arudj et

Khayr s'engagèrent dans la marine ottomane, où ils furent mousses puis matelots et combattirent notamment les Hospitaliers. Aussi vaillants qu'avisés, ces deux jeunes gens montèrent en grade et devinrent vite des capitaines prestigieux, navigateurs de premier ordre et possédant de larges connaissances en divers domaines. Outre l'arabe et le turc, les deux frères parlaient couramment et même lisaient l'italien. L'historiographe de la cour d'Espagne écrira par la suite que Khayr, par exemple, "estimait encore pouvoir parler castillan" [86, t.2, p.98]. Pendant des années les deux hommes choisirent de se tenir à distance d'Istanbul, ce pour quoi ils avaient certainement de sérieux motifs. On sait notamment que Orudj entretenait des liens étroits avec Korkut, un des fils de Bayazid II, si bien que tombé un jour aux mains des Hospitaliers, ce fut le prince qui racheta le captif, pour user même de ses services, il se peut, dans sa lutte ultérieure pour le pouvoir, en particulier contre Selim Ier. Quoi qu'il en soit, en 1509 Orudj et Korkut sont tous les deux en Egypte. Et l'année suivante le sultan mamelouk Kansouh al-Gouri autorise Orudj, qui vient d'avoir 37 ans, à gagner les côtes tunisiennes pour y retrouver un Khayr en situation pareillement délicate avec les autorités ottomanes. Au Maghreb les deux frères choisirent de se lancer dans la course; en échange du hums versé au sultan hafside de Tunis, ce dernier leur accorda le libre accès au port de La Goulette, après quoi ils purent se constituer des bases solides dans l'île de Djerba, repaire bien connu de la flibuste de l'époque. En 1512 ils avaient ici sous leur commandement déjà 12 galères d'attaque et environ un millier de moudjahids [79, p.18].

A ce moment l'Algérie offre le pénible spectacle d'un pays ruiné, réduit en esclavage et démembré. Sur la côte sévissent les Espagnols, à l'intérieur des terres – les Bédouins. Les derniers foyers d'une grande civilisation agricole s'éteignent peu à peu. Des villes et des cités à la vieille histoire servent de refuge aux bêtes sauvages et aux corbeaux. Objet d'un pillage systématique, réduite à la misère et au désespoir, la population des villes et des campagnes

est prête à toutes les extrémités pour se soustraire aux exactions des nomades. Or les gouvernants ne font rien en ce sens. Quand ils ne sont pas les faire-valoir des Bédouins, ils en sont les otages. Les tribus arabes qui nomadisent sont le principal fer de lance de tous les petits et grands féodaux d'Algérie, ceux-ci leurs distribuent icta et sahm en quantité, les autorisent à faire paître les troupeaux sur les sols les plus fertiles, ferment les yeux sur le pillage et les exactions dont les nomades sont coutumiers.

En fait, ils n'existe plus au Maghreb moyen de pouvoir d'Etat unitaire. Le pays s'est scindé en une multitude de domaines seigneuriaux autonomes, émirats nomadisants et despoties urbaines. A l'ouest d'Alger ce sont le sultan abdalwadide de Tlemcen, Abu Abdallah Muhammed (1505-1516) et le maître de Ténès, Mulay Abu Abdallah qui règnent sans partage, ce dernier ayant le contrôle de la plaine du Cheliff avec les villes de Medea et Miliana. Les terres situées à l'ouest de l'Oued el-Kébir (Oued Summam), sont considérées comme ressortissant au sultan hafside de Tunis [57, t.2, p.325]. Pratiquement, se sont constitués ici des émirats indépendants ayant leur centre à Bejaïa (jusqu'en 1510) et Constantine, et gouvernés par les princes hafsides locaux. Pour ce qui est des "sultanats" kabyles de Kuko (Grande Kabylie) et de Labès ou Banou Abbas (Petite Kabylie), ceux-là ne reconnaissent aucune autorité et dans les meilleur des cas, n'acceptent d'admettre que la suzeraineté purement nominale des Hafsides. Au sud, le Zab, le Hodna et les autres terres limitrophes du Sahara sont sous l'autorité des émirs bédouins. De multiples sites et villes, sur la côte en particulier, plus généralement n'appartiennent à personne, le pouvoir revient ici aux marabouts et à divers aventuriers en quête de bonne fortune. A Cherchell, par exemple, s'installent en 1492 des Andalous qui ont fui Grenade, et ces gens constituent ici une sorte de libre république des muhadjirs (réfugiés). A Alger, s'impose en 1510 un certain shaykh Salem at-Tumi tirant toute sa force de ses congénères de la tribu Saalib (une ramification makile) qui ravagent les plaines de la Mitidja.

En 1509-1510 l'Algérie désintégrée et "bédouinisée" devient la proie facile du cardinal Jimenez. Forts de leur grande supériorité militaire, due essentiellement aux armes à feu parfaitement inconnues des nomades, les Espagnols n'ont aucune peine à étouffer les principaux foyers de résistance. "Le début de la guerre est un triomphe complet", écrit C.-A. Julien [14, p.299]. Les colonnes espagnoles traversent le pays de bout en bout, semant partout la mort et les destructions, et ne s'arrêtent qu'au sud des piémonts du Djebel-Amour [79, p.19]. Les Algériens tombent par milliers sous les coups des Croisés. Les localités mises à sac et incendiées se comptent par dizaines, de nombreuses villes sont dévastées. A Oran, le cardinal Jimenez "sanctifie" les deux principales mosquées, devenues du même coup sanctuaires catholiques.

Dès lors l'instrument de la domination hispanique se concentre à Oran à l'Ouest et à Bejaïa à l'Est. Ne disposant d'aucun appui à l'intérieur, les Espagnols sont obligés de s'en tenir à "un système d'occupation limitée" [14, p.300]. En gros il consiste à maintenir un contrôle superficiel sur les territoires du Maghreb moyen. Dans les localités d'importance stratégique (Oran, Mers-el-Kébir, Mostaganem, Ténès, Alger et quelques autres), les Espagnols élèvent des forts bien défendus, avec une garnison complète, des réserves de vivres et de munitions. Les Musulmans y sont interdits d'accès. La sécurité des approches et des lignes de communication est assurée par les "Maures pacifiques", c'est-à-dire les tribus bédouines qui ont pris du service chez l'occupant. Les gouverneurs en place sont démis, c'est le cas, par exemple, de celui de Bejaïa, ou contraints à se reconnaître les vassaux de l'Espagne, à payer tribut à l'envahisseur et à entretenir avec lui "des relations amicales".

Avec ce régime d'occupation restreinte qui n'envisage apparemment pas d'enracinement profond et prolongé au pays, les Espagnols s'abstiennent de créer leur propre administration, celle-ci reste aux mains des seigneurs vassalisés qui ne font nul secret de leur goût pour l'or et l'épée espagnols.

L'existence quotidienne et le régime civil du "royaume" algérien de Ferdinand V ne connaissent pas de changements substantiels. Les seigneurs locaux flagornent l'étranger, multiplient les intrigues et les complots, se renversant périodiquement les uns les autres avec l'aide de l'occupant et des nomades. L'Algérie n'est plus qu'un nid d'ambitieux à la solde du plus offrant, d'espions et de principicules chassés de leur trône et qui sillonnent villes et campagnes dans l'espoir qu'un quelconque étranger, espagnol, tunisien et même corsaire turc, les remette dessus.

Les simples musulmans – paysans, commerçants et artisans avant tout – ne nourrissent à l'égard de ces redoutés personnages que mépris et haine. Mais la coupe de la patience populaire est déjà prête à déborder. L'Algérie est au bord de l'insurrection générale. Il ne lui manque qu'un chef et un objectif unificateur.

Cet idéal commun capable d'enflammer les masses et de les mettre en marche existe, et c'est indubitablement le fameux "charme de Mahmet". Dans la situation où l'ordre ottoman est l'objet de l'idéalisation générale, et alors que les populations opprimées et misérables de l'Italie du Sud et des autres pays de la Méditerranée occidentale guettent avec espoir l'apparition des vaisseaux turcs au large de leurs côtes ¹², le seul fait d'appartenir au monde ottoman suscite envers quiconque la plus franche sympathie. On voyait en les Turcs ceux qui pouvaient mettre un terme à la tyrannie des seigneurs, à la misère et à l'indigence. On leur dépêchait des émissaires pour implorer leur assistance. La rumeur populaire fit état de songes prophétiques, de prédictions annonçant l'arrivée prochaine du Libérateur. Il devait venir de l'Orient et prendre en main la destinée de l'Algérie et des pays voisins. Une des légendes précisait que ce serait un étranger venu de très loin, et même, que son visage serait envahi de taches de rousseur [86, t.1, p.144]. Saints marabouts et ulems

¹² Sur le littoral du royaume Napolitain, par exemple, au XVI^e siècle, on a pu voir les aborigènes accourir se poster sur les points hauts à chaque apparition de vaisseaux de guerre turcs, et les acclamer bruyamment en lançant les couvre-chef en l'air en signe de bienvenue (voir [97, p.p.792-793])

cultivent à qui mieux mieux cette sorte de rumeurs. D'une façon générale, le clergé joue alors un rôle très actif, et, selon l'historien tunisien moderne T.Guiga, "parvient à montrer la voie du devoir à la population du littoral" [81, p.16]. Entrant en d'étroits contacts avec les corsaires, les mêmes informent ces derniers sur la situation au pays et coopèrent avec eux dans toute la mesure du possible. C'est ce dont profitent habilement les frères Barberousse quand pendant l'hiver 1510-1511 ils entrent en rapports confidentiels avec le clergé musulman et l'année suivante, soulèvent la population contre la domination espagnole au Maghreb.

En août de la même année Arudj et sa petite troupe de corsaires débarquent dans le secteur de Bejaïa et attaquent la garnison espagnole. Aussitôt se joignent à eux près de 3 ou 4 mille paysans de Petite Kabylie [79, p.19]. Les galères ont livré des canons et tout le matériel d'assaut indispensable. Au huitième jour de siège, une brèche est percée dans l'enceinte du fort, les insurgés se ruent à l'attaque. Mais à ce moment Arudj a un bras emporté par un boulet; l'hésitation s'installe dans le camp des assaillants, ils reculent d'abord puis fuient en désordre.

Ce premier échec ne décourage cependant pas les frères Barberousse. Ils décident de se préparer avec un soin redoublé pour une nouvelle campagne. Ils continuent de se livrer à la course, s'emparent des navires ennemis, stockent des armes, mais surtout, ils entrent en contact avec la Porte, dont ils obtiennent l'aval officiel. C'est à Piri Reïs, neveu de l'illustre Kemal et célèbre cartographe appelé à devenir kaputan-pacha de la flotte de la mer Rouge, qu'il revient de faire le voyage d'Istanbul. Sa mission est couronnée de succès. Selim 1er pardonne "tous les errements passés" des frères Barberousse, il leur fait présent du caftan et des armes d'honneur et leur envoie en sus deux galères de matériel de guerre [82, t.5, p.237].

En 1515, Arudj et Khayr, auxquels se joindra peu après le troisième frère Iskhak, entament le second siège de Bejaïa. Cette fois encore les paysans

accourent par milliers leur prêter main-forte - “toutes les tribus des montagnes avoisinantes”, précise Hassan-al-Vasan az Zayati. Les assaillants pénètrent de force dans la ville, ils s’emparent de la vieille forteresse et mettent aussitôt le siège au nouveau château espagnol où se concentre l’essentiel du dispositif défensif de Bejaïa. Mais alors survient l’imprévisible: les derniers jours de septembre sont marqués par l’arrivée des précieuses pluies d’automne, comme un seul homme toute l’armée rentre à la maison, labourer et ensemercer les champs instantanément revigorés [57, t.2, p.p.348, 349, 361].

N’ayant plus à ses côtés que la quarantaine de ses compagnons les plus fidèles, Arudj est obligé de se retirer sur Jijel (Djidjelli), dont il sait la population acquise à sa cause. Là il attend que les travaux des champs se terminent, après quoi il bat le rappel de son armée paysanne et dans le courant de l’hiver 1515-1516, s’empare de la Kabylie qui devient de ce fait la principale base de la “conquête” ottomane de l’Algérie.

La population accueille partout Arudj en libérateur, comme le héros qui la délivre de la mainmise du “pharaon” espagnol et des usurpateurs nationaux. Et sur tout son itinéraire, celui-ci applique la politique du classique “istimalet” ottoman. Les deux Barberousse - tant Arudj que Khayr, prêtent une attention soulignée aux besoins des pauvres et des religieux. On sait par exemple que Khayr montrait les plus vives marques d’estime à un marabout des environs d’Alger, particulièrement révérend dans le peuple, et qu’il accédait à toutes ses requêtes [86, t.1, p.150]. Les miséreux, les petites gens - tous ceux qui souffraient plus que les autres des privations et de l’injustice des puissants, pouvaient en toute circonstance compter sur la compassion des frères Barberousse et surtout, sur leur assistance matérielle. La tradition historique maghrébine voit se former l’image quasiment chrestomathique de ce tandem, pieux chevaliers et défenseurs des pauvres et des opprimés. “Sa profonde piété (il est question de l’un des Barberousse - N.I.), les heures nombreuses que durant les longs hivers il passe en prière ou en causeries théologiques avec

les ulems de Tunisie et d'Algérie, lui valurent le respect des religieux et l'amour du peuple, poursuit T.Guiga. Il était sensible à la misère des humiliés et prêtait assistance aux opprimés" [81, p.35]. Chaque fois que ses galères rentrent de course avec du blé, du sel et d'autres vivres saisis en haute mer, il distribue ce butin à la population nécessiteuse. Et "à ceux qui pouvaient payer, précise un auteur arabe du XVI^e siècle, il demandait un prix fort modique; pour les pauvres, la distribution du blé était gratuite" (86, t.1, p.190). Chaque fois qu'un nouveau territoire passe sous l'autorité des frères Barberousse, ceux-ci suppriment tous les impôts que levaient les anciens seigneurs. Partout où ils gouvernent, il est interdit de prélever quoi que ce soit sur le paysan, excepté la dîme qui frappe la récolte des céréales et des fruits, chose qui, comme le rapporte Hassan al-Vazzan, a toujours été considérée comme parfaitement normale [57, t.2, p.362].

Apparemment, il ne faut pas chercher ailleurs l'origine essentielle des succès que remportent les frères Barberousse. "Quelle que fût leur valeur et quel que fût leur génie, observe très justement T.Guiga, les "gazis" ottomans ne furent pas les seuls promoteurs de l'essor nationalitaire et religieux au Maghreb, qui aux heures les plus noires de notre histoire signa l'échec de tant d'entreprises chrétiennes" [81, 9.167].

L'armée insurrectionnelle des Barberousse n'a pas d'effectifs numériques constants. Le noyau en est constitué par quelques centaines de Turcs et d'Andalous dotés d'armes à feu. S'y joignent les nombreuses milices paysannes qui par moments arrivent à représenter jusqu'à 85-90 % de toute la troupe. Au printemps 1516, lors de la marche sur Alger, elle était constituée par exemple de 800 yoldaches (Turcs et Morisques) et de près de 5 000 paysans kabyles [79, p.22]. En période de campagne, cette troupe reçoit l'appoint de centaines et de milliers de volontaires, originaires pour l'essentiel du pays traversé. Au total, l'armée des Barberousse représente une force assez

considérable, qui bénéficie du soutien de la population mais s'avère totalement impuissante face à un adversaire fort et bien instruit.

Le premier grand succès d'Arudj est la prise d'Alger. A la mort de Ferdinand V (23 janvier 1516), les citoyens qui ne supportent plus le poids du joug étranger, refusent de prêter allégeance au nouveau roi d'Espagne Charles Quint et demandent à Arudj d'intervenir. Celui-ci accepte aussitôt. Dès le printemps 1516 l'armée insurrectionnelle occupe Mitidja et Cherchell, et entre dans Alger où Arudj prend la tête du mouvement anti-espagnol. Toutefois, il ne parvient pas à prendre le fort insulaire du Peñon d'Arjel. Les canons espagnols bombardent sans discontinuer les quartiers populaires de la ville, faisant de nombreuses victimes et causant d'importantes destructions.

La guerre qui tire en longueur et les épreuves infligées à la population commencent à diviser le camp des insurgés. De nombreux citoyens, et même le gouverneur d'Alger sheik Salem at-Tumi, regrettent déjà d'avoir rompu un peu vite avec les Espagnols, ils inclinent à renouer avec eux les relations précédentes. Et puis on apprend que la puissante flotte ibérique a pris la mer afin de porter assistance à la garnison assiégée de Peñon. Arudj préfère ne pas tenter le sort, il assassine traîtreusement sheik Salem at-Tumi et s'arroge l'intégralité du pouvoir à Alger. Ses partisans le proclament sultan, ils font lire son nom à la prière du Vendredi et le frapper sur la monnaie locale [79, p.22; 57, t.2, p.349]. Arudj convoque en conférence au palais de la Djenina les représentants du clergé, de l'artisanat urbain et des marchands. Il leur demande "conseil et assistance", puis désigne le nouveau divan (conseil militaro-politique) et les nouveaux fonctionnaires, chargés de prendre aussitôt en main le gouvernement du pays (76, pp.38-39).

Et pour mieux asseoir son pouvoir, il multiplie répressions et exécutions de masse. Fidèle à son image d'ennemi juré de l'Espagne, il prend de nouvelles mesures visant au renforcement de la défense, avec blocus aggravé de Peñon d'Arjel. Les Espagnols assiégés ne peuvent plus compter que sur les

Baléares pour se faire approvisionner, même en eau potable. Et quand en septembre 1516 l'escadre royale de Diego de Vera arrive en vue d'Alger, nul ne se risque à se ranger à son côté, pas même les amis secrets de l'Espagne. Les Espagnols subissent une défaite mémorable. Le 4 octobre, Arudj écrase la troupe de 3 000 hommes qu'ils ont débarquée sur la côte algérienne, c'est la bataille de l'Oued el-Harrash. Les rares Espagnols qui n'ont pas été tués sont faits prisonniers. Diego de Vera n'en réchappe que par miracle.

Cette victoire donne des ailes aux insurgés et conforte considérablement le prestige d'Arudj. A présent qu'il est le chef reconnu de la Djihad, il exige de tous obéissance absolue et rupture totale avec l'Espagnol. Lorsque Mulay Abu Abdallah, seigneur de Ténès et vassal du roi d'Espagne, tente de lui tenir tête, Arudj n'hésite pas un instant, il lui marche sus. Dans le courant de l'hiver 1516-1517 il inflige une cuisante défaite à la troupe d'Abu Abdallah (bataille de l'Oued-Djer, à 25 kilomètres à l'ouest de Blida), s'empare de Medeïa, de Miliane et de Ténès, et étend son pouvoir à tout le Dahra, le Titteri et la plaine de Cheliff.

En 1516 meurt le sultan abdalwadide de Tlemcen Abu Abdallah Muhammad. Avec l'aval du marquis de Comarès qui gouverne à Oran, le pouvoir revient à son fils Abu Hammu III. Sa servilité à l'endroit des Espagnols, les impôts écrasants qu'il instaure aussitôt lui attirent la haine de la population. Au début de 1517, les envoyés du peuple demandent à Arudj de détrôner "l'usurpateur", au profit de son oncle Abu Zayan qui ronge son frein dans une cellule. Arudj ne se fait guère prier, et dès la venue du printemps les rebelles marchent sur la capitale abdalwadide. C'est la bataille de Sidi-Bel-Abès où Barberousse taille en pièces l'armée forte de 9 000 hommes d'Abu Hammu III, après quoi il entre à Tlemcen dont les habitants lui ouvrent les portes. Le tyranneau battu réussit de justesse à quitter la ville et court se placer sous la protection de ses patrons [76, p.36; 79, p.24].

Mais Arudj a d'autres projets. Tlemcen prise, il renverse la dynastie abdalwadide et fait pendre aux merlons du Mechvara (la citadelle fortifiée), non seulement l'infortuné Abu Zayan à peine sorti de cellule, mais aussi ses sept fils et 70 émirs appartenant à la famille régnante, tous accusés de "félonie". Dès lors le pouvoir passe entièrement aux mains des rebelles. Il leur a fallu moins de deux ans pour réussir à créer de toute pièce un vaste Etat. Désormais il englobe tout le territoire de l'Algérie centrale et occidentale, et par son régime social et politique, préfigure déjà "la Régence algérienne" qui durant trois cent ans fera trembler l'Europe occidentale.

Ces succès fracassants de Barberousse alarment pour de bon le gouvernement espagnol. H.-D. de Grammont précise que "pour reconquérir la province" Charles Quint détache un renfort de près de 10 000 hommes. En décembre 1517, le marquis de Comarès passe à l'offensive. Avec l'appui des mousquetaires espagnols, les Bédouins d'Abu Hammu III coupent les routes qui conduisent à Alger et le marquis vient mettre le siège devant Tlemcen. En janvier 1518, le frère d'Arudj, Iskhak est tué près de Kalaa Beni Rashid, au cours d'un affrontement avec la troupe du sultan. Six mois durant Arudj va faire échec aux assauts des Espagnols, d'abord à Tlemcen puis à Mechvara. Mais au mois de mai 1518, lorsque les vivres sont épuisés, il se faufile de nuit, avec une poignée de fidèles, à travers le dispositif adverse et prend la fuite en direction de Ayn-Temuchent. Toutefois l'alerte est donnée dans le camp espagnol et les fugitifs sont rattrapés au bord du Rio-Salado, au zavia de Sidi-Moussa. Un combat inégal s'engage, Arudj et ses compagnons tombent les armes à la main. La tête du chef rebelle est expédiée à Oran puis en Espagne, à la cour de Charles Quint. Un monastère de Cordoue a longtemps conservé comme précieux trophée le caftan ensanglanté de l'aîné Barberousse [76, p.41].

D'un commun accord, les chefs insurgés proclament Khyzir Barberousse nouveau sultan d'Algérie, ce frère d'Arudj plus connu sous son nom honorifique de Khayr al-Din. Le tout nouvel Etat se trouve en bien mauvaise

posture. Khayr al-Din dispose de 300 yoldaches en tout et pour tout. Les vieilles familles et tribus féodales lui sont carrément hostiles. Il réplique en les accusant et de n'être que des impies et des félons toujours prêts à prendre le parti des infidèles [86, t.1, p.150]. Les Bédouins sont en effet de toutes les conjurations et de tous les mouvements dirigés contre les Barberousse. L'âme de ces manœuvres est le sultan hafside de Tunis qui depuis 1515, c'est-à-dire depuis que Bejaïa est tombée et que la révolte paysanne est allée de succès en succès, a totalement changé d'attitude envers les Barberousse et n'a plus cessé de les combattre avec hargne. Il bénéficie en cela du soutien de pratiquement tous les seigneurs féodaux d'Algérie. Dans les cités, il peut compter sur la solidarité et l'appui déclaré des ayans, ces riches familles patriciennes, héritières et continuatrices de la culture raffinée du Moyen âge maghrébin. A leurs yeux les gazis ottomans sont de vils plébéens venu attenter à leurs droits et à leur dignité dynastiques. Le sultan abdalwadide de Tlemcen Abu Hammu III qui déclare défendre "l'héritage de ses pères", parle de Khayr al-Din comme d'"un barbare, une engeance de l'Enfer" [86, t.1, p.216]. Quant aux nobles dames algériennes, à en croire la légende romantique, elles préfèrent prendre le poison que se rendre aux visées matrimoniales de ces "grossiers barbares" [86, t.2, pp.161-162].

Les Espagnols sont informés de cette hostilité ouverte de la noblesse autochtone envers Barberousse et ils s'efforcent de l'exploiter à leur profit. Encouragés par le brillant succès du marquis de Comarès, ils décident en 1518 d'en finir une fois pour toutes de la rébellion paysanne. Le coup le plus puissant sera réservé à Alger, principal bastion de la révolte anti-espagnole. Sur l'ordre de Charles Quint, c'est le vice-roi de Sicile Ugo de Moncada qui prend la tête du corps expéditionnaire. Le 17 août 1518 la flotte espagnole forte de 38 bâtiments de guerre et d'innombrables transports débarque aux approches d'Alger un détachement de 8 000 hommes [57, t.2, p.350]. Mais Khayr al-Din ne songe pas à capituler. Il mobilise en toute urgence 5 milliers

de paysans kabyles et andalous et se retranchant sur les positions fortifiées de la capitale, attend de pied ferme la suite des événements. Le 25 août, qui est jour de la Saint Barthélémy, une forte tempête éclate brusquement au large d'Alger. Sous la ruée des éléments déchaînés les navires espagnols, toutes amarres rompues, s'entrechoquent violemment dans la rade et, selon le témoignage de l'historien espagnol du XVI^e siècle Sandoval, "volent en éclats comme une fragile verroterie" [86, t.2, p.188]. Mettant à profit ce grain inopiné qui prive l'assaillant du soutien de sa marine, Khayr al-Din lance ses yoldachs à l'attaque. La victoire est complète. Près de 4 000 Espagnols sont tués ou noyés en cherchant à reprendre la mer; 3 000 autres sont capturés. D'après la tradition orale, Barberousse refuse la rançon de 120 000 ducats d'or qui lui est proposée en échange de la libération des prisonniers de haute naissance, ceux-ci auraient été exécutés [76, p.43].

Mais la guerre ne se termine pas là-dessus. L'Espagne, qui est l'une des toutes premières puissances militaires du temps, n'a pas l'intention de renoncer à ses possessions africaines. Et dans le Maghreb moyen, la situation des rebelles n'est pas des meilleures. Abu Hammu qui a retrouvé son trône abdalwadide, reprend les hostilités contre Barberousse. Enfin, le sultan hafside de Tunis mobilise lui aussi ses troupes et incite les féodaux, y compris ceux qui ont opté pour le camp de Khayr, à s'engager ouvertement contre le pouvoir paysan.

Mis en situation délicate, Barberousse décide de demander l'aide de l'empire ottoman. Peu après la défaite infligée à Ugo de Moncada, il convoque à la Djenina les représentants les plus notoires du clergé musulman et de la population algérienne, et ayant brossé un tableau complet de la situation, leur propose de passer sous la tutelle de la Sublime Porte. L'assemblée se prononce pour cette solution, elle avalise le texte du message adressé au sultan osmanli Selim 1^{er}, par quoi celui-ci est sollicité de prendre l'Algérie sous sa haute protection [76, pp.43-46]. Un des compagnons de Khayr al-Din, Hadji Hussein

prend aussitôt la route pour porter le message. En attendant, Barberousse abdique ses pouvoirs de sultan et ordonne de faire dire le nom de Selim 1er à la prière.

La Porte accueille favorablement la requête des rebelles. Elle proclame sa suzeraineté sur l'Algérie. Suivant la coutume, Selim 1er nomme Khayr al-Din Barberousse premier beylerbey du Djezaïr-i Garp (Ouest algérien), et lui fait remettre le firman indispensable et les signes distinctifs du sabre, de la cravache et du tambour [82, t.5, p.239]. Simultanément il donne l'autorisation de frapper la monnaie au nom du nouveau suzerain d'Algérie¹³, et de le nommer à la prière du Vendredi. Enfin, Barberousse reçoit un lot de canons, mousquets et autre armement, ainsi que le firman l'autorisant à recruter les volontaires pour servir le pays. Comme une grâce exceptionnelle, ses gens se voient octroyer les droits et privilèges du foyer janissaire. Un peu plus tard, peut-être même avant la mort de Selim 1er, les premiers 4 000 moudjahids qui donnent naissance à cette institution en Algérie, viennent prendre leurs cantonnements sur place [76, p.46; 79, p.30].

De la sorte le pays devient une possession vassale de la Porte, conservant toutefois une marge d'autonomie interne considérable. La tutelle officielle du sultan conforte l'autorité de Khayr al-Din, mais surtout, elle renforce ses positions dans la lutte contre l'Espagne. Et en 1518, il parvient enfin à battre Abu Hammu III qu'il oblige à reconnaître la suzeraineté de l'Empire ottoman et à lui payer un tribut de 10 000 ducats [82, t.5, p.239]. Mais ce succès est éphémère. L'entrée en lice des troupes hafside, la levée en armes des féodaux, la grave défaite qu'ils infligent à l'armée de Barberousse, la trahison du gouverneur de Cherchell Kara Hussein et celle du sultan de Kuko (Grande Kabylie) Ahmed ibn al-Cadi qui passe dans le camp hafside, tout ceci renverse complètement le rapport des forces. En 1519, Khayr al-Din

¹³ Les plus anciennes monnaies ottomanes d'Algérie que l'on connaisse sont datées de 927 de l'hégire (1520- 1521) et comportent le nom de Süleyman le Magnifique (cf. [85, p.229, note 76])

Barberousse doit même se retirer d'Alger et laisser la capitale à Ahmed ibn al-Cadi. Il trouve alors refuge un certain temps dans le Jijel, puis retourne dans l'île de Djerba. Mais le fait est là, il a perdu le contrôle de la partie Est du pays, puis de la partie Ouest où Abu Hammu III, réalisant son avantage, cesse de payer tribut et dénonce la tutelle de la Porte.

Tout est donc pratiquement à recommencer, et Khayr al-Din se remet à l'ouvrage avec l'énergie peu commune qui le caractérise. Deux circonstances non négligeables vont d'ailleurs jouer en sa faveur. Et tout d'abord les troubles intérieurs qui éclatent au même moment en Espagne et qui pour cinq années consécutives vont l'éliminer, en tant que facteur politico-militaire de première grandeur, du théâtre maghrébin. La révolte des Comuneros - 1520-1522 - et ses répercussions jusqu'en 1526 interdisent à Charles Quint d'entreprendre une quelconque action d'envergure en Afrique du Nord. En second lieu, le mécontentement des masses populaires qui ne veulent pas du régime restauré des féodaux et Bédouins. Quand en 1521 Barberousse et ses corsaires reparassent au Jijel, "de nouveaux aventuriers, écrit H.-D. de Grammont, accourent en foule se placer sous leurs drapeaux" [79, p.33].

Dans ces circonstances, Khayr al-Din n'a besoin que de quelques années pour reconstituer dans sa totalité l'héritage de son défunt frère Arudj. A l'appui du bastion de Jijel, il occupe Collo en 1521, Annaba et Constantine en 1522. Le petit peuple lui fait partout un accueil triomphal. Parallèlement, les agents turcs infiltrés en nombre lui recrutent de nouveaux partisans et constituent des groupes clandestins. La milice des seigneurs locaux est d'ailleurs peu fiable et bien souvent elle bascule dans le camp des rebelles. En 1525 Ahmed ibn al-Cadi, l'un de leurs adversaires les plus coriaces, est assassiné par ses propres gens. La Grande Kabylie déclare faire allégeance aux Ottomans. Cette même année 1525, Khayr al-Din Barberousse entre à Alger sans rencontrer de résistance, il y est salué en triomphateur par ses partisans qui lui ouvrent toutes grandes les portes de la ville. Khayr récupère ensuite

Ténès et Cherchell, avec la même facilité. Le félon Kara Hussein, livré au vainqueur par ses propres hommes, est supplicié à mort. Abu Hammu III, qui ne désarme toujours pas, est enfin défait, il reconnaît la tutelle de la Porte et s'engage à lui payer un tribut de 20 000 ducats (1 million d'aspres), ce qui représente le double de la somme prévue par l'accord de 1518 [76, p.51].

Khayr al-Din s'installe donc pour la seconde fois à la Djenina, il rétablit le divan et les autres institutions étatiques, ainsi que son noyau de janissaires. Pour les grandes occasions, il convoque en outre l'assemblée élargie de ce qu'on appelle "le grand divan". Y sont invités les figures les plus représentatives du clergé musulman, les notables de la ville, les sheiks, derviches, imams et autres ministres du culte, ainsi que les chefs janissaires [86, t.1, pp. 183, 287]. Le pays est partagé en provinces et arrondissements, gouvernés par des beys et des caïds. La perception de l'impôt est confiée aux cadis notoirement honnêtes et consciencieux [86, t.1, pp.202, 294]. Toute manifestation de désobéissance est punie sans ménagement. La politique de Khayr al-Din est celle de la dissuasion brutale, la terreur devient le principal instrument de la mise au pas de l'opposition. Au moindre soupçon, au moindre signe de désordre, il fait procéder à des arrestations massives. Ceux qui ont le malheur d'être confondus comme "traîtres" ou "laquais de l'Espagne" encourrent un châtement immédiat. Cela va de l'incarcération au supplice, de la peine du pal à la décapitation. Les esclaves chrétiens qu'on accuse de subversion et de sabotage sont brûlés sur le bûcher [86, t.1, p.227]. Ceux que frappe la répression perdent tous leurs biens, on emmène leur femme et leurs enfants. La répression frappe des territoires et des districts entiers. En 1526-1527, elle est particulièrement féroce en Kabylie et au Hodna, littéralement livrés au feu et au fer. La révolte qui éclate en 1527 à Constantine est écrasée avec tant de brutalité que l'année suivante "les jardins qui entouraient la cité se sont mués en forêt que hantent les brigands et les animaux sauvages" [79, p.34]. C'est dire que les provinces, aussi éloignées

qu'elles puissent être, se hâtent de venir témoigner à Alger de leur totale soumission. En 1527 les seigneurs de Touggourt et Ouargla (Sahara du Nord) reconnaissent l'autorité de la Porte et s'engagent à lui payer tribut. Ajoutons que les proches compagnons de Khayr al-Din sont des musulmans ibériques et des "renégats" européens, également d'origine espagnole pour la plupart. Beaucoup de yoldachs, et notamment ceux qui viennent de Turquie ou même de l'île de Lesbos (Mytilène) se plaignent souvent de ce que tous les hauts postes et fonctions, particulièrement de l'entourage immédiat du beylerbey, reviennent à des étrangers [86, t.1, p.294]. Le kahya de Khayr al-Din, l'homme auquel ce dernier confie les rênes du pouvoir en son absence, n'est autre que l'esclave Hassan-aga, originaire de la Sardaigne.

Au début de 1529 tout le territoire algérien, à l'exception des *presidios* espagnols, est contrôlé par Barberousse. Il ne reste plus qu'à le débarrasser des derniers vestiges de la domination espagnole. Le fort de Peñon d'Arjel, sur l'îlot qui fait face à Alger, à deux cent mètres à peine des quartiers urbains, indispose spécialement Barberousse. D'autant plus qu'il bloque les accès de la capitale par la mer et interdit l'entrée des navires dans la rade.

Ce voisinage irritant ne pouvait plus durer. Barberousse qui a médité son affaire pendant des années, qui s'est procuré des canons de gros calibre et constitué les stocks de poudre indispensables, déclenche enfin le pilonnage décisif. Nous sommes le 6 mai 1529. La forteresse de Peñon réplique par une grêle de balles et de gros boulets, un seul coup au but suffit à faucher les minarets d'Alger. Des incendies se déclarent en divers points de la ville. Des quartiers entiers sont la proie des flammes. Mais Barberousse réussit assez vite à faire taire la plupart des bouches à feu des Espagnols. Son artillerie se concentre ensuite sur les fortifications et bientôt les ramparts sont éventrés en plusieurs endroits. Le 27 mai les Algérois lancent l'assaut final. Sous le feu rageur des Espagnols les barques de Barberousse et de ses 1300 yoldachs forcent le bras de mer et prennent pied sur la falaise rocheuse de l'îlot.

Porteurs d'échelles d'attaque, les assaillants se ruent à l'assaut de la forteresse. Après plusieurs heures de combat au corps à corps, Peñon d'Arjel tombe, sa garnison est anéantie jusqu'au dernier homme. Barberousse fait aussitôt raser les fortifications et aménager à leur place un jardin public. Le bras de mer qui séparait la ville de ce qui avait été la forteresse espagnole, est comblé avec de la pierraille et les gravats de la place-forte disparue [86, t.1, pp.221-225; t.2, pp.200-201]. Les Espagnols faits prisonniers relèvent les destructions en ville, et en 1532 Barberousse qui s'est ravisé entretemps, ordonne la construction sur le site de l'ancienne forteresse, de nouvelles fortifications ramifiées, destinées à défendre la façade maritime d'Alger, faisant ainsi d'al-Djazair al-Gazi ("Alger le Guerrier") une forteresse insulaire imprenable, symbole de la nouvelle puissance militaire de l'Empire au Ponant du monde musulman.

La chute de Peñon d'Arjel a un énorme retentissement sur le destin de l'Algérie et de toute l'Afrique du Nord. "La Régence est définitivement installée", constate H.D. de Grammont [79, p.36]. Süleyman le Magnifique envoie à Khayr al-Din un hatti-sherif spécial, le félicitant de la brillante victoire qui permet de faire flotter les couleurs ottomanes au cœur même du Maghreb arabe. Pour certains historiens l'année 1529, précisément, est à considérer comme la date qui marque la conquête turque de l'Algérie [59, p.7]. Et il est vrai qu'avec la prise de Peñon, l'instauration du pouvoir ottoman dans ce pays est en gros achevée. Il s'y est constitué une communauté de terres nouvelle et relativement stable, qui forme un vaste eyalet ottoman correspondant dans ses grandes lignes au territoire de l'actuelle Algérie. Oran, Mostaganem, Bejaïa et d'autres presidios espagnols de moindre importance, sont réduits au rôle de simples enclaves bloquées du côté de la terre, parfois même entièrement isolées du reste du pays.

Quelques points obscurs demeurent toutefois quant au moment et à la forme exacts du passage de l'Algérie sous l'administration de la Sublime Porte. D'une façon générale, toutes les conquêtes turques permettent de

distinguer assez clairement deux phases successives: pour commencer, l'établissement d'un contrôle indirect de la Porte, suivi ensuite du rattachement du territoire concerné à l'ensemble du système des provinces turques (pour plus de détail, voir [93]). La transition à la seconde phase qui se traduit par la liquidation des autonomies et des vestiges de l'appareil étatique précédent, s'accompagne d'ordinaire de la mise à pied du vassal autochtone et de la désignation d'un seigneur gouvernant au nom du Turc en qualité de chef de la nouvelle administration provinciale. Pour l'Algérie qui, en 1518, se trouve déjà sous le contrôle indirect de la Porte, ce n'est pas le cas. Khayr al-Din Barberousse, du moins nominalement et jusqu'à sa mort, continuera d'être considéré comme l'homme qui gouverne seul l'Algérie. En ce qui concerne l'ancien système étatique, il avait été détruit à la faveur de la rébellion et de la guerre civile qui s'en est suivie. C'est ce qui rend sujette à caution toute datation précise du moment où s'opère le passage de l'Etat vassal algérien au statut d'eyalet ottoman ordinaire. Beaucoup d'historiens, surtout de ceux qui ressortissent à l'école française, ne remarquent simplement pas cette étape et se contentent généralement de constater le fait accompli de la conquête. L'historiographie turque moderne, de son côté, réduit l'affaire à "la visite historique" que Khayr al-Din Barberousse effectue à Istanbul (automne 1533), dans le but soit-disant d'"annoncer la décision librement prise de l'Algérie de rejoindre l'Empire ottoman" [75, p.48]. Quoi qu'il en soit, les événements de 1533 furent décisifs pour le destin de ce pays, car c'est le moment bel et bien où, pour citer l'Américain S.Shaw, "il est rattaché officiellement à l'Empire ottoman" [120, p.97].

On sait que le "Gazawat", annales anonymes arabes du XVIe siècle, relève qu'au cours de l'été 1533 (la date, il est vrai, ne figure pas dans le texte), Khayr al-Din est invité à se rendre à Istanbul. L'y convoque le sultan Süleyman le Magnifique qui, au dire de l'anonyme, "se proposait de partir en personne à la conquête de l'Espagne" [86, t.1, p.286]. Il avait donc besoin d'un

capitaine connaissant à la perfection les côtes de la péninsule Ibérique et les endroits propices à un débarquement éventuel. Son choix tombe sur Barberousse. Le messenger de la Porte, qui fait le voyage d'Alger à ce propos, remet au corsaire le firman du padishah, sur la teneur duquel le Gazawat garde le silence. Il est noté seulement que Khayr reçoit le firman "avec grande dévotion, le baise et l'applique à son front, puis en prend soigneusement connaissance" [86, t.1, p.287]. Peu après Barberousse réunit à la Djenina un divan élargi où il donne lecture du firman du sultan et déclare qu'il ne peut atermoyer davantage le voyage d'Istanbul. Il termine en déclarant que tout est prêt à cette fin et qu'il a déjà désigné "l'homme qui est digne de le remplacer à leur tête" [86, t.1, p.287].

Dans ces conditions, les ulems et capitaines de guerre ne peuvent que donner leur consentement à la décision du chef suprême. A la mi-août 1533 celui-ci se met en chemin, sans toutefois être entièrement rassuré, selon toute apparence, quant à ce qui l'attend sur les rives du Bosphore. En tout cas l'auteur anonyme souligne à plusieurs reprises que Barberousse table sur l'entremise du grand-vizir Ibrahim-pacha, qui le protège à l'occasion. De l'avis de la majorité des contemporains, à Istanbul Barberousse se comporte en courtisan accompli et fait le nécessaire pour s'attirer les bonnes dispositions du sultan et de son entourage immédiat. Süleyman le comble de ses bontés et lui confie "le soin de l'arsenal et de la construction navale" [86, t.1, p.30]. Ce qui n'enchant guère l'heureux élu, sans doute, car à la fin de l'année il prend la direction d'Alep pour y retrouver Ibrahim-pacha. C'est là que le rattrape peu après le messenger porteur du firman nommant Khayr al-Din kaputan-pacha de la marine ottomane et l'élevant au rang de pacha "des trois cravaches". Bien que propulsé ainsi à une haute fonction au sein du divan impérial, Barberousse ne s'ingénie pas moins à conserver pour lui le gouvernement de l'Algérie, une attribution qu'il parvient à faire entrer dans ses prérogatives maritimes. La gestion au quotidien du pays passe alors à son adjoint (le

galifeh), lequel assume le pouvoir sur place. Finalement Barberousse ne paraît plus à Alger qu'épisodiquement, et en 1535 il s'installe définitivement à Istanbul, avec "femmes, enfants et toute la domesticité qui compose sa maison" [86, t.2, p.16].

De ce moment débute l'ottomanisation systématique de la vie sociale et politique en Algérie. On y voit affluer des fonctionnaires turcs qui restructurent la gestion à la manière ottomane. De l'avis de A.Hess, le modèle sur lequel ceux-ci se guident est l'organisation militaro-administrative de l'Egypte ottomane [85, p.244, note 4]. L'armée et l'appareil bureaucratique deviennent les salariés de l'Etat. En conséquence on fait l'économie du système des timars. Dans les régions rurales, le maintien de l'ordre est à la charge de milices locales pour la plupart formées de Kabyles, lesquels constitueront plus tard l'ossature essentielle des tribus mahzenes.

La terre et les autres sources de revenu sont déclarées propriété de l'Etat; la pression fiscale est considérablement réduite. Comme dans les autres provinces, les Ottomans dressent l'inventaire des terres et établissent les defters. Ceci se fait dans le respect de la coutume locale et de la tradition en matière d'usage des sols, ainsi que des formes particulières à l'acquittement des impôts [85, pp.159-160]. D'ordinaire tout ceci est fixé par un kanun-name propre à la province. Bien qu'à ce jour on n'ait pas retrouvé le kanun-name algérien, rien ne permet de conclure à son inexistence. Au contraire, la remise à jour régulière des cadastres et des defters conformément aux normes appliquées aux autres parties de l'Empire ottoman, ce dont témoignent les archives d'Istanbul [85, p.245, note 12], laisse supposer que l'Algérie connaissait un régime terrien et fiscal identique à celui des autres provinces de l'Empire. L'autorité ottomane d'Algérie était tenue de se soucier du sort de la paysannerie (raïa), de ne l'opprimer en aucun cas, de faire preuve d'équité sociale, de veiller au bon état des ponts, routes et ouvrages d'irrigation, de

bâtir des mosquées, des caravansérails et autres aménagements d'utilité publique [85, p.156].

Les rapports avec la Porte acquièrent dès lors un caractère entièrement nouveau. Les prélèvements épisodiques sur la dîme et les présents au Sultan qu'on pratiquait jusqu'en 1533 [76, p.53] sont remplacés par un tribut régulier qui représente dans la deuxième moitié du XVI^e siècle un montant de 25 000 ducas (1,25 millions d'aspres). Une grande partie des rentrées est du ressort direct du kaputan-pacha et va pour l'essentiel à la maintenance de la marine ottomane. Chaque fois que nécessaire l'Algérie doit mettre des troupes à la disposition du gouvernement central, ceci concernant surtout ses vaisseaux de guerre. D'autre part sa flotte bénéficie d'une autonomie considérable et constitue un détachement distinct des forces de mer ottomanes, appelé Division marine de l'Ouest [79, p.50].

Entre temps, l'Espagne ne veut pas entendre parler d'annexion de l'Algérie. La question de la "restitution" de Peñon d'Arjel et du "sandjak Barberousse" est la pierre à laquelle achoppent les négociations qui ont lieu en 1533 entre la Sublime Porte et l'Empire catholique des Habsbourg. Les Turcs refusent toute discussion sur ce point et leurs interlocuteurs sont obligés finalement de le retirer de l'ordre du jour [82, t.5, pp.185-187].

Dans ces conditions la guerre au Maghreb se poursuit pratiquement sans discontinuer. Et sur mer, elle est particulièrement acharnée. La flotte algérienne harcèle sans discontinuer les communications de l'Espagne en Méditerranée, dévastant les côtes ennemies, livrant armes et munitions aux musulmans ibériques, notamment pendant les révoltes morisques de Valence. Elle évacue les réfugiés par dizaines de milliers. Khayr al-Din se rend lui-même à sept reprises sur les côtes espagnoles. D'après le Gazawat, son escadre de 36 navires aurait ainsi transporté 70 000 musulmans espagnols [86, t.1, p.282]. A partir de ce moment, la flotte algérienne se donne pour règle d'embarquer le plus de Morisques possible. Dans leur majorité ces gens

s'installent ensuite en Algérie, principalement dans la Mitidja devenue la grande zone de colonisation andalouse. Comme le note A.Hess, "les Hispano-musulmans deviennent ici le soutien loyal du régime ottoman, nombre d'entre eux servent dans l'armée et dans la marine, les autres, par leurs activités agricoles, assurent la prospérité de la province" [85, p.70].

Dans cette période les liens les plus étroits continuent à être entretenus entre la Porte et les musulmans d'Espagne. Comme le souligne l'Espagnol Juan Penella, la littérature morisque représente invariablement les Turcs comme "des alliés religieux et politiques prêts à les prendre sous leur protection et à les accueillir à bras ouverts" [113, p.196]. En Castille et à Grenade, à Valence et en Aragon, circulent dans les milieux morisques les rumeurs et les prophéties les plus fantastiques, des récits faisant état de visions et mêmes de hadifs annonçant prétendûment "le grand jour de la Délivrance". Son avènement se confond avec l'arrivée du Grand Turc et de ses glorieux guerriers. Pour les Morisques, ce sera le jour du Jugement, de la Vengeance et de l'Ire (70, p.44); et ils font tout le possible pour en accélérer la venue. Ils aident les Turcs, ils les conseillent sur le terrain, leur fournissent des informations à caractère militaire et politique. Ils se réjouissent de chaque défaite catholique et la considèrent comme leur propre victoire. En Algérie même, les moriscos, selon la formule de Denise Brahimi, sont "l'instrument politique de l'occupation turque". Ils fournissent à ceux-ci un grand nombre d'administrateurs et de soldats ce qui autorise cet auteur à parler d'une sorte de "colonisateurs européens" [65, p.135]. Sans insister sur l'aspect paradoxal de la métaphore, il convient de reconnaître qu'en effet, au même titre que les renégats d'origine européenne, les musulmans hispaniques formèrent l'ossature principale de l'administration ottomane. Et c'est encore eux qui constituaient une partie considérable des troupes "turques" en Algérie. Réputés être "les groupes antichrétiens les plus virulents d'Afrique du Nord" [84, p.7], ils jouèrent un rôle essentiel dans la guerre non déclarée en

mer Méditerranée, cette fameuse piraterie qui acquiert à ce moment une ampleur sans précédent. Dans l'esprit des Andalous, écrit H.H.Abdul-Wahab, "c'est l'unique moyen dont ils disposent pour se venger des pays chrétiens" [55, p.19], et de poursuivre le combat pour la patrie perdue.

Naturellement l'Espagne, dans la mesure du possible, riposte. En particulier, sa flotte se livre entre 1529 et 1532 à une série d'attaques peu concluantes sur Cherchell, Huneïn et d'autres bases des corsaires algériens. Et c'est face au gros des forces de la marine ottomane qu'elle essuie ses plus cuisants échecs. Le 27 septembre 1538 une grande bataille navale se déroule au large de Prévéza (sur la côte ouest de la Grèce), dans laquelle Barberousse coule toute la flotte hispano-vénitienne. Ce brillant succès modifie du tout au tout le rapport des forces sur mer et se traduit par l'établissement de la suprématie turque sur la partie occidentale du bassin méditerranéen. La maîtrise de la mer dont les Turcs viennent de s'assurer, place l'Espagne en situation fort délicate. Du moins exerce-t-elle une influence décisive sur Charles Quint quand en 1541 il dresse son plan d'invasion de l'Algérie. Afin de réduire au minimum les risques de rencontre avec la flotte de Barberousse, il prend cet autre risque calculé de procéder à son expédition en automne. Ceci, pour la raison qu'en prévision de l'arrivée prochaine de l'hiver et des tempêtes saisonnières qui en sont le prélude, les navires belligérants se hâtent alors de rejoindre leurs ports d'attache pour s'y mettre à l'abri. Sortir en mer à cette époque n'est pas sans danger majeur. Mais c'est aussi le moment où l'éventualité d'une rencontre avec l'ennemi est la plus faible, et Charles Quint, en dépit des mises en garde de son amiral Andrea Doria, donne l'ordre d'entamer l'opération.

L'armada espagnole est constituée de 516 bâtiments de guerre et de transport [96, p.41]. Elle emmène 12 000 hommes d'équipage, un important matériel de guerre et 24 000 hommes de troupe, dont 7 000 Espagnols, 6 000 Allemands, autant d'Italiens, 3 000 croisés d'autres nationalités et 400

chevaliers de l'Ordre de Malte [82, t.5, p.346]. Charles Quint en a pris le commandement lui-même, secondé de son chef de guerre le plus expérimenté – le duc d'Albe. "Toute la noblesse d'Espagne, d'Allemagne et d'Italie y a dépêché ses volontaires", note H.-D. de Grammont [79, p.58]. Les accompagnent une nuée de nobles dames, "comme s'il était question de couronner les vainqueurs d'un tournoi" [82, t.5, p.346].

Le 19 octobre 1541, les algérois découvrent au large les voiles innombrables de la flotte espagnole. Elles forment un écran qui court d'un bout de l'horizon à l'autre. Les navires sont si nombreux qu'il est impossible de les compter [86, t.2, p.272]. Hassan-aga qui remplace Khayr al-Din aux gouvernes du pays, est informé de l'intervention imminente des Espagnols, et il s'est préparé en conséquence. Toutes les fortifications de la ville ont été vérifiées, les hommes capables de porter les armes, consignés, et l'on a pris par précaution quelques mesures complémentaires. Par exemple, il est interdit d'entrer et de sortir d'Alger, et un certain nombre de suspects sont mis aux arrêts. Aux abords de la capitale on abat tous les arbres, à commencer par ceux du parc du calife. Six grosses milices bédouines et une multitude de paysans kabyles occupent leurs positions aux approches immédiates de la ville. Au total Hassan-aga dispose de 800 janissaires turcs, de 5 000 Morisques et de presque autant de citadins en armes. Pour ce qui est des Bédouins et des fellahs, nul n'en a fait le décompte [86, t.2, pp.270-272; 79, p.60].

Dès que les Espagnols sont en vue, Hassan-aga convoque à la Djanina les représentants du clergé musulman et de la population citadine. Il leur déclare qu'il n'y a que deux "possibilités également souhaitées: la victoire et la mort" [86, t.2, p.55]. Après quoi il fait ouvrir les portes de l'arsenal et procéder à la distribution des armes, et dispose les hommes en ordre de combat. Sur toutes "les fortifications, sur les tours, les batteries, les remparts, sur toute leur longueur" on hisse des drapeaux rouges, et quelques fois les trois couleurs de l'Algérie, ainsi que le rapportent les témoins [86, t.2, pp.272-274]. Dans

toutes les mosquées, on se met à prier pour la victoire. Un “fanatique marabout” prophétise même “l’assistance du Ciel” [82, t.5, p.347]. Voilà qui remet du cœur aux défenseurs d’Alger, que le spectacle de l’armada impériale avait quelque peu démoralisés.

Le 23 octobre 1541 les troupes de Charles Quint débarquent dans le secteur du cap de Matifa et avancent en formation allégée vers Alger. Décision a été prise de ne débarquer le gros de l’artillerie, les tentes et les vivres que lorsque la capitale sera à portée de canon. D’une façon générale, les Grands d’Espagne ont une piètre opinion des qualités guerrières de la troupe algérienne. Ils croient avoir assez d’une pichenette pour se débarrasser de cette foule de marauds en cavale et de la poignée de Turcs qui les surveillent dans leur dos. De fait, tout se déroule d’abord conformément à leurs prévisions. A l’aide de quelques salves de l’artillerie embarquées, les assaillants dispersent les Bédouins qui tentaient de s’opposer au débarquement; sans plus de difficulté, ils repoussent ensuite les coups de griffe nocturnes des milices algéroises.

Le 25 octobre, l’armée impériale est parvenue au pied des remparts d’Alger. L’Etat-major prend position sur la hauteur dénommée Koudiat as-Saboun (“Mont savonneux”), qui sera rebaptisé ensuite, en mémoire du séjour qu’y fait Charles Quint, Sultan kalassy (“Fort de l’Empereur”). Le débarquement de l’artillerie et du matériel de siège est prévu pour le lendemain. Et c’est là que se produit ce qu’on n’attendait pas. La prédiction du marabout s’accomplit, le Tout-puissant Allah, pour citer l’anonyme du Gazawat, vole au secours de son peuple [86, t.2, p.63]. Dans l’après-midi de ce 25 octobre, le ciel se couvre de nuages menaçants, l’air fraîchit brutalement et un orage épouvantable éclate dans la soirée. “De toute part, écrit l’anonyme, un vent furieux accourt, la nuée s’épaissit, les coups de tonnerre secouent les cieux, des torrents de pluie s’abattent sur le monde, comme au Déluge universel”. L’ouragan peuple la mer de creux épouvantables, soulève “des

vagues pareilles à des montagnes” [86, t.2, p.63]. Les amarres se rompent comme fêtu de paille, les navires sont arrachés à leurs ancrs et n’obéissent plus à la manœuvre. Près d’un tiers d’entre eux sont poussés à la côte où ils s’échouent et se brisent sur les rochers. Les rameurs musulmans des galères se mutinent et massacrent les équipages chrétiens. Il s’en faut de peu que ne périsse le célèbre conquérant du Mexique Fernand Cortez qui se trouve à bord de l’une d’elles. Les arabes achèvent les rescapés du naufrage au moment où ils tentent de prendre pied sur la grève. Après la tempête, “toute la côte qui va de Cherchell à Dellis est couverte de cadavres et d’épaves” [79, p.62].

Le bilan est terrible. Les Espagnols ont perdu toute leur artillerie. Il n’y a plus ni tentes ni surrois pour les hommes exténués par toute une nuit passée sous les trombes d’eau. La poudre est mouillée, les mousquets – inutilisables. Les soldats en lourdes cuirasses s’enfoncent dans la boue à hauteur de genou. La force du vent est telle que les vieux baroudeurs du duc d’Albe peinent à garder l’équilibre. Hassan-aga saisit fort bien la situation, dès le petit matin il entreprend plusieurs sorties. Simulant la débandade, les Ottomans attirent l’adversaire au pied des remparts d’Alger. Et si en rase campagne les deux partis ne peuvent guère s’affronter qu’à l’arme blanche, ici les Turcs, les Andalous abrités de la pluie ont beau jeu de faire usage de leurs armes à feu, ils abattent méthodiquement les Croisés. La situation des Espagnols devient de moins en moins tenable. Ni Albe, ni Charles Quint n’aperçoivent de solution valable. En désespoir de cause, le 27 octobre ils déclenchent l’assaut général. C’est donc sans artillerie, sans la préparation indispensable et sous un vent soufflant en tempête et une pluie cinglante que les soldats de l’Empereur se ruent sur les remparts de la citadelle. Les Italiens qui sont aux premiers rangs périssent par centaines sous le feu des batteries algériennes, les traits des arbalètes morisques et les sabres des sipahis turcs. Les chrétiens perdent pied et refluent en désordre. Même l’épée de l’empereur est impuissante à stopper les fuyards. Hassan-aga se lance à la poursuite des colonnes en retraite qu’il

cherche à acculer à l'oued el-Harrash, petit cours d'eau mué en torrent impraticable qui emporte dans la furie des flots hommes, montures et matériel. Sous la protection de la garde espagnole et des chevaliers de Malte, les soldats de Charles Quint doivent construire un pont pour pouvoir passer. Le travail dure toute la nuit, le bois de charpente est fourni par les épaves des vaisseaux rejetés à la côte. Le 28 octobre 1541, les troupes espagnoles peuvent enfin franchir l'obstacle, le contact est rompu avec les Algériens, lesquels sont arrêtés de même par la violence des éléments déchaînés.

L'ouragan accompagné de trombes d'eau sévit pendant trois jours entiers. Les Espagnols sont rapidement à court de vivres. Les dernières biscottes mangées, il faut se résoudre à se nourrir de la viande des chevaux abattus, de quelques tortues trouvées dans les rochers et des vestiges de la misérable végétation de l'automne. Quand enfin les éléments se calment, les soldats qui n'ont pas fermé l'œil de trois jours et trois nuits sont incapables de combattre. Charles Quint ordonne la retraite. De nombreux troupiers abandonnent leurs armes et deviennent la proie facile de leurs poursuivants [79, p.65].

Sous les murs d'Alger Charles Quint a perdu quelques 150 vaisseaux et 12 000 hommes. Ce qui reste de son armée se réembarque au début de novembre et après avoir laissé passer une nouvelle tempête à l'abri du port de Bejaïa et fait une escale aux Baléares, regagne Cartagène (1er décembre 1541). L'Algérie célèbre sa victoire. Le messenger qui en porte la nouvelle à Istanbul est présenté par Khayr Barberousse au padishah en personne. Hassan-aga est promu pacha et nommé beylerbey d'Algérie [86, t.2, p.68].

L'expédition désastreuse de Charles Quint est la dernière de ses tentatives sérieuses pour récupérer "le royaume algérien". Les opérations militaires que le général-capitaine d'Oran comte d'Alcodet mène en 1543-1546 dans l'Ouest du pays ne sont qu'un combat d'arrière-garde pour la survie. Ses raids sur Tlemcen, Mazagran et Mostaganem ne changent pas grand-chose à la

situation. D'autant que les 27-28 août 1546, il subit une grave défaite à Mostaganem et doit s'enfermer à Oran, la seule ville que l'Espagne tient encore ici solidement. Bejaïa bloquée de la terre, se trouve en état de siège pratiquement permanent, ne recevant plus ses vivres et ses munitions que depuis les îles Baléares.

Des années durant les Espagnols possédaient un atout sérieux en la personne du sultan abdalwadide de Tlemcen. Les seigneurs qui se disputaient le pouvoir et leurs alliés bédouins demandaient fréquemment l'aide d'Oran et même de Fez, auprès des sultans saadis du Maroc. Et chaque fois les Turcs devaient envoyer de la troupe au secours de leurs partisans. En 1551 ils nettoient enfin Tlemcen de la milice marocaine qui y fait la loi, déposent définitivement la dynastie abdalwadide et placent la ville sous leur administration directe. Au Sahara de même le pouvoir des beylerbeys ottomans se conforte considérablement après les campagnes couronnées de succès que Salah Reïs lance dans l'été 1552 sur Touggourt et Ouargla. Dès lors tout le nord du Sahara, el-Goléa, Touat et la majorité des terres de l'Ouest saharien jusqu'au littoral atlantique font partie de l'Empire ottoman, ou du moins reconnaissent la tutelle de la Sublime Porte.

Après l'échec cinglant de l'expédition de Charles Quint, l'Espagne se résigne pratiquement à reconnaître la perte de l'Algérie et s'en fait une raison. La mort de Khayr al-Din Barberousse qui s'éteint le 4 juillet 1546 dans son palais du Bosphore tombe au plus fort des pourparlers hispano-turcs, qui s'achèvent par la conclusion d'un accord d'armistice d'une durée de cinq ans. Dès l'année suivante le divan algérien fait savoir à Charles Quint qu'il entend respecter scrupuleusement les termes de l'accord et s'engage à ne pas reprendre les opérations militaires passé le délai [85,p.75].

Ainsi ce vaste pays retrouve enfin la paix et la stabilité intérieure. Après ces événements glorieux, écrit l'anonyme du Gazawat, l'Algérie, "semblable à la jeune mariée qui s'esjouit de ses charmes et de sa beauté, peut goûter

pleinement son paisible bonheur sous un gouvernement sage et bon qui lui assure l'aisance et la tranquillité" [86, t.2, p.69]. De fait, les luttes féodales intestines cessent à peu près totalement. Les Bédouins sont bien obligés de prendre en compte l'ordre ottoman et de respecter l'intangibilité déclarée de la population rurale. Les quelques actes de banditisme et de pillage incontrôlés qui s'observent ici et là sont durement châtiés. Vivre en Algérie devient relativement supportable. De l'avis unanime des contemporains, auquel se réfère H.-D. de Grammont, "l'occupation" turque vaut mieux que les régimes anarchiques qui l'ont précédée. "Les raïas, ajoute-t-il, retirent de ce retour au calme une sécurité relative" [79, p.413].

Conquête du Yémen. Le Hadramaout

A la chute de l'empire mamelouk, la plupart des pays du bassin de la mer Rouge reconnaissent la suzeraineté nominale de Selim 1er. Les agents de la Turquie propagent non sans succès l'idée illusoire d'un nouveau califat ottoman tout-puissant et ami du peuple. D'autre part la permanence du péril portugais, la faiblesse et l'incapacité à se défendre des gouvernants autochtones; la crise enfin des institutions traditionnelles, créent un terrain favorable à l'essor de l'ottomanophilie la plus débridée. Outre la paysannerie, bien des seigneurs locaux tablent eux aussi sur l'aide et le secours des Turcs. Ils y voient une possibilité de rénovation de la société musulmane, et surtout – la force qui est en mesure de repousser l'assaillant portugais.

La déstabilisation générale que connaît cette région est particulièrement sensible dans les secteurs maritimes du Yémen et du

Hadramaout. Ceux-ci pâtissent plus que les autres des attaques des croisés et de l'insécurité des routes maritimes. A l'intérieur des terres la situation n'est guère meilleure. Dissensions religieuses, pillages nomades et absence d'autorité forte, créent une atmosphère d'incertitude et de peur, suscitent d'innombrables conflits et confrontations féodales.

Au début du XVI^e siècle, la première puissance du Sud de l'Arabie est le sultanat sunnite des Tahirides tenant capitale à Zabid, principal foyer religieux et culturel du pays. Il étend son autorité aux cités les plus développées et épanouies, ainsi qu'aux terres agricoles du Yémen, Taïz, Sana, Aden et Moka comprises. Les Tahirides s'appuient pour l'essentiel sur le clergé sunnite qui a opté pour l'école shafiite de la Cheria, ainsi que sur la nombreuse armée des Abides (Mamelouks noirs). Les ennemis traditionnels des sultans abides sont les sectes shiites rivales des Zayidites et des Ismaéliens, qui ont la main haute sur les montagnes du Yémen du Nord et du Centre. L'imamat zayidite, dont le foyer se trouve traditionnellement dans les terres du nord du Djebel (Yémen montagneux), se distingue plus que les autres par son agressivité et son obscurantisme. Le grand centre des Ismaéliens est Nadjran (secteur nord-est du Yémen médiéval, aujourd'hui partie de l'Arabie saoudite). Ils y ont constitué leur propre Etat, dirigé par le chef religieux et politique des Ismaéliens, qui porte le titre de moukaram - le Très-vénéré. Au moukaram sont de même subordonnés le Djebel-Haraz et quelques autres régions montagneuses. Au Hadramaout, à l'est des possessions tahirides, se distinguent deux autres sultanats relativement importants: celui des Yamanides avec sa capitale à Tarim et celui des Kassirides avec sa capitale à Ech-Chihr, la ville la plus grande et la plus riche du littoral sudarabique. Tant au Hadramaout qu'au Yémen, nombre de notables du pays, chefs de tribus bédouines, fakikhs et mansabs notoires (il s'agit de seigneurs spirituels analogues aux marabouts d'Afrique du Nord) se comportent en toute indépendance et en viennent souvent à ignorer toute autorité - soit-elle

tahiride, kassiride ou yamanide. Les plus influents sont les sharifs de Djizana qui règnent sur le sud de l'Assir, le fakikh Abu Bakr ibn Makbul qui gouverne à El-Loukhaïa, et les mansabs de la famille Amoudiya qui ont Beyda pour citadelle. Au Mahra et au Dofar le pouvoir appartient aux sultans du lieu, qui font parfois la politique des Kassirides ou des gouverneurs d'Oman.

Tout ce monde de menus et gros féodaux se dispute le pouvoir en Arabie du Sud, ils pratiquent les traités provisoires d'une extrême fragilité entre groupements adverses, selon la conjoncture du moment et ne font pratiquement rien pour combattre ensemble le Portugais. Plus grave encore, ils placent trop souvent leur intérêt dynastique plus haut que les intérêts de la lutte contre l'expansion portugaise.

Les Tahirides, par exemple, eux qui représentent la force principale et dominante en Arabie du Sud, refusent simplement de prendre part à la guerre sainte. Quand en octobre 1515 la flotte mamelouke de Hussein al-Kurdi cingle vers les côtes indiennes, le sultan Amir II ibn Abd al-Wahhab (1489-1517) refuse, en flagrante violation de ses engagements de vassal et d'allié, de lui ouvrir l'accès de ses ports et fournir hommes et vivres [82, t.6, p.356; 103, p.14]. La trahison du sultan tahiride compromet gravement le plan mamelouk. La campagne des Indes reçoit un coup d'arrêt. Pendant huit mois les navires mameloukes restent ancrés au large de l'île de Kamaran, ses équipages tuant le temps à des travaux de fortifications. Emissaires et délégations de divers groupements anti-tahirides affluent alors au camp mamelouk et condamnent avec ensemble, Zayidites compris, les prises de position d'Amir II. Ils demandent à Hussein al-Kurdi de "délivrer le Yémen des exactions tahirides" [49, p.21].

S'étant assuré de l'appui de l'imam zayidite Yahya Charaf ad-Din, du fakikh El-Doukhaya Abu Bekr et du sharif de Djizana Izz ad-Din ibn Ahmed, l'armée de Hussein forte de 6 000 hommes se met en campagne contre le tyranneau. La supériorité militaire des Mamelouks est évidente. Ils disposent

notamment d'armes à feu, chose inconnue à ce moment dans le sud de l'Arabie. Leurs mousquets et leurs canons sèment la terreur dans les rangs yéménites que Hussein al-Kurdi n'a aucune peine à défaire en quelques batailles. Le 20 juin 1516 il entre donc à Zabid la capitale. Tout le Tihama yéménite, les villes de Moka et de Taïz passent aux mains des Mamelouks et de leur allié le sharif Izz ad-Din ibn Ahmed.

Ce qui reste des troupes tahirides se réfugie dans la montagne. Une autre partie fuit vers le sud et Aden. Aussi cette ville stratégique devient l'objectif principal de la nouvelle campagne que le gros des forces mameloukes entreprend en juillet 1516. Le 2 août, la flotte et les troupes de terre de Hussein al-Kurdi sont devant la capitale. Mais en dépit des bombardements intenses auxquels elle est soumise de terre comme de mer, des nombreuses victimes et des importantes destructions, le gouverneur tahiride d'Aden, Amir ibn Daoud à la rescousse duquel accourent les troupes du frère du sultan Abd al-Malik, résiste avec succès. Le 10 août 1516, les Mamelouks lèvent le siège et regagnent leur base de départ [103, p.17].

Et pendant ce temps des changements cardinaux sont intervenus en Arabie du Sud. Les Mamelouks ont subi une lourde défaite à Alep. Leur sultan Kansuh al-Guri a trouvé la mort à la bataille de Mardj-Dabik. Les débris de son armée convergent sur Le Caire et dans ces conditions, Hussein al-Kurdi préfère évacuer le Yémen. Laissant à Zabid une petite garnison, il fait faire retraite à ses hommes sur Djeddah, pour se rapprocher de l'Égypte. A peine les Mamelouks se sont-ils retirés que paraissent en mer d'Arabie les navires portugais de Lopo Suarez. En mars 1517, ils jettent l'ancre au large d'Aden. Amir ibn Daoud ne tente pas de résister. Il remet les clefs de la ville à l'amiral et fait allégeance à la couronne portugaise [126, p.182]. Pour sa chance, Lopo Suarez connaît ici de gros déboires. Une partie considérable de ses hommes et de sa flotte disparaissent en mer Rouge, il est contraint de regagner bredouille l'Inde. Voici Aden livrée à elle-même. Amir ibn Daoud ne manque pas de

saisir l'occasion pour affermir son autorité et créer au sud du Yémen un émirat tahiride indépendant, qui existera jusqu'en 1538 et inclura, outre Aden, les terres de Lahidi et d'Abyan.

A Zabid, en revanche, les Mamelouks parviennent à maintenir leurs positions. L'émir Barsbay qui gouverne en leur nom, soutenu par la population locale et bénéficiant de l'aide du sharif Izz ad-Din ibn Ahmed, parvient à gouverner de façon satisfaisante et en dépit de l'évacuation du plus clair du corps expéditionnaire, tient les Tahirides en respect. Au printemps 1517, après que les armées de Selim 1er ont occupé l'Égypte, la majorité des Mamelouks qui ont suivi Hussein al-Kurdi dans sa retraite et redoutent à présent les représailles du nouveau pouvoir, s'en retournent de Djeddah. Avec leur assistance l'émir Barsbay repousse l'offensive d'Amir II et le 15 mai, à la bataille de Sana, il lui inflige une défaite écrasante. Le sultan Amir II et son frère Abd al-Malik périssent dans les combats. Le sultanat tahiride a cessé d'exister (cf. [48, p.22; 82, t.6, p.357; 103, p.15]).

Les Mamelouks ont donc conquis le Yémen, et connaissent maintenant une situation paradoxale. Il ont perdu en effet leur métropole égyptienne, et leur gouvernement est renversé. N'ayant donc plus où aller, force leur est de se fixer au Yémen. Ils y détiennent le pouvoir, s'y sentent maîtres de la situation - à quoi bon s'aventurer dans l'inconnu? En fait, ils ont fondé au Yémen un Etat mamelouk autonome qui, en juillet 1517, renonce à la confrontation politique avec les Turcs et déclare reconnaître la suzeraineté suprême de la Porte [121, p.28].

Selim 1er n'est nullement enchanté de ses nouveaux vassaux [48, pp.22-23]. Il confirme néanmoins l'émir Iskander, succédant à Barsbay tué peu après la prise de Sanaa, pour gouverner en son nom, et prend les Mamelouks sous sa haute protection. Objectivement, c'est le début de la présence politique et militaire de la Sublime Porte en Arabie du Sud. Le fait même qu'il soit apparu ici un nouvel Etat se trouvant sous son contrôle indirect mais lui

donnant la possibilité d'acheminer de l'armement et d'avoir regard sur les affaires intérieures des pays de la mer Rouge, renforce considérablement les positions turques. On voit alors accourir se mettre au service des seigneurs de l'endroit des petites troupes de mercenaires, des groupes d'aventuriers ottomans en quête de bonne fortune.

Une conséquence non moins importante de la chute des Tahirides est l'ascension symétrique de l'imamat zayidite. Au cours de sa lutte sans merci contre les shiites, Amir II a accompli plusieurs raids meurtriers dans le Djebel. En 1506 il s'emparait de Sanaa et anéantissait pratiquement le pouvoir des imams locaux. Ceux-ci ne gardaient le contrôle réel que sur Saad et quelques régions de montagne, principalement au nord du pays. Maintenant l'imam mutewakkil Yahya Charaf ad-Din (1507-1558) parvient à stopper la désintégration de l'Etat zayidite. D'abord allié aux Mamelouks, il fait la guerre aux Tahirides puis, quand cette dynastie s'écroule, se retourne contre ses alliés. En 1517, ses troupes reprennent Sanaa et peu après, établissent leur contrôle sur pratiquement toutes les terres zayidites du Djebel [48, p.17; 20, p.137].

Les tenants sociaux et politiques de la renaissance zayidite n'ont pas été étudiés, pratiquement, par l'historiographie moderne. Aucun analyste ne s'est penché notamment sur les rapports entretenus par Yahya Charaf ad-Din et les Séfévides. On peut supposer que le shah Ismaïl, et les Portugais par conséquent, tenaient les Zayidites pour leurs alliés, mais ce n'est qu'une hypothèse. A partir de 1513, en tout cas, les Portugais ne les portaient plus au nombre de leurs adversaires. Dès leur entrée en mer Rouge, ils se montrent fort bien disposés envers les habitants de l'île de Kamaran, en qui ils voient les sujets de l'imam zayidite et auxquels ils épargnent, ce qui n'est pas le cas des autres musulmans, les mises à sac et les mauvais traitements habituels [126, pp.155-156].

D'autre part, tout le long du XVI^e siècle l'imamat zayidite est le grand foyer d'où part le combat impitoyable contre le sunnisme orthodoxe en Arabie du Sud. Et ses interventions les plus musclées contre Amir ibn Daoud, les émirs mamelouks de Zabid et pour finir, les beylerbeys ottomans, se placent aux périodes d'aggravation générale de la confrontation sunnito-shiite. C'est ainsi qu'au milieu des années 30 de ce siècle, les Zayidites font campagne avec succès contre l'émirat tahiride du Yémen du Sud. En février 1535 ils prennent Taïz que contrôle alors l'émir d'Aden Amir ibn Daoud, et étendent leur autorité à la partie sud du Djebel. Dans le même temps, ils activent leur présence au Hadramaout et tentent de prendre Tiham. Les troupes zayidite que commandent al-Mutahhar et Chams ad-Din Ali – les fils de l'imam Yahya Charaf ad-Din – déclenchent une offensive en direction de la capitale du Yémen Zabid. Mais ils sont défaits en 1538 et doivent se retirer dans la montagne [82, t.6, p.360].

Comme précédemment, l'émirat mamelouk de Tiham demeure la base principale de l'Islam sunnite. L'influence de la Porte y croît de façon sensible après l'écrasement de la sédition de l'émir Iskander. A l'exemple de Djanberdi al-Gazani, ce dernier se rebelle à la fin de 1520 [121, p.88]. Il se proclame sultan et dénonce la tutelle de l'Empire ottoman. On cite son nom à la prière du Vendredi, on le frappe sur la monnaie locale. La cour se met à l'étiquette mamelouke, on désigne des davadars, des hadjibs et des émirs [51, t.5, p.414]. Mais Iskander ne parvient pas à se gagner l'adhésion populaire et les unités ottomanes dépêchées depuis Djeddah étouffent sans peine la sédition, entrent à Zabid et exécutent les meneurs du mouvement. Les têtes d'Iskander et de son davadar sont exposées au Caire [51, t.5, pp.414-415].

Après l'échec de la rébellion de Zabid s'engage une lutte ininterrompue pour le pouvoir. Se le disputent désormais les représentants des divers groupes militaires favorables à la Porte. En 1520-1529 on dénombre ainsi pas moins de cinq coups de force militaires et sept changements de

gouverneur. En règle générale, les leaders autochtones restent dans l'ombre. Au premier plan figurent le plus souvent des hommes venus d'outre-mer: Mamelouks, chefs de condottieri ottomans et même renégats d'origine européenne. Grande est la surprise des Portugais quand ils apprennent par exemple que dans le proche entourage du septième du nombre de ces gouverneurs Mustafa ibn Bayram qui, en 1529, se réfugie en Inde, figurent les renégats italiens Sifr-aga et Kara Hussein entre autres, qui en ce fin fond de l'Orient mettent sur pied des galas de poésie avec lecture de l'Arioste, Pétrarque et Dante [126, p.214].

La succession vertigineuse des événements au Yémen fournit aux Turcs un motif idéal d'intervention. Après l'expédition punitive de 1520, les beylerbeys égyptiens envoient au moins à deux reprises leurs troupes au Yémen, pour "mettre un terme à cette suite d'usurpations reposant sur l'assassinat" [82, t.6, p.358].

Après la désertion de Mustafa ibn Bayram qui redoute une vengeance pour le meurtre de l'homme du pacha cairote, le Yémen se retrouve sans gouvernement. Avec le consentement de la troupe et de la population, l'émir mamelouk Iskander Muz (1529-1536) prend alors le pouvoir. Il gouverne habilement le pays et applique une politique de coopération loyale avec la Porte. J.Hammer note que "par sa générosité et son esprit de justice il dispose à son égard les savants et les soldats" [82, t.6, p.359]. Son fils Ahmed qui tente de continuer la ligne paternelle se heurte en revanche à des difficultés inattendues, face notamment à l'expansion des Zayidites et, plus grave encore, suite au mécontentement qu'il suscite parmi les éléments osmanophiles.

La seconde base à partir de laquelle s'étend l'influence ottomane en Arabie du Sud, est le sultanat kassiride au Hadramaout. L'intervention des Turcs est liée ici à l'action du jeune et ambitieux sultan Badra III Bu Tuveyrik (1516-1568). Monté sur le trône à l'âge de 20 ans, il s'entoure de collaborateurs qui, avec l'assistance des Turcs, entendent mettre un terme au régime des

castes traditionnellement en honneur chez les Sabeïs, abolir le parcellement féodal et créer un Etat centralisé fort. Il commence donc par entrer en contact avec la Sublime Porte et en obtient l'autorisation de recruter une armée. Au mois de mai 1520, arrive à Esh-Shikhr un premier détachement de volontaires ottomans équipés d'armes à feu et commandés par un officier du nom de Redjab at-Turki. Ces mousquets jamais vus au Hadramaout et qui effraient, sont aussitôt baptisés "fusils roumi" et donnent à ceux qui les possèdent une indiscutable supériorité au combat. "L'épouvante et la terreur s'emparent de la population, signale Sayd Avad Bavazir. – On ne parle plus que de Redjab at-Turki, de ses longues moustaches et de ses gens" [47, p.121].

Grâce à ce capitaine redouté, Badr III brise en un tournemain la résistance des féodaux et pour la première fois dans l'histoire du Hadramaout, unifie le pays. En novembre 1521, après un siège de 20 jours, il prend Tarim et met un terme à la dynastie yamanide. Son dernier sultan Abdallah IV et les autres seigneurs du clan Al Yamani fuient à Aden [53, p.21; 47, p.121]. Par la même occasion est supprimé le pouvoir des petits princes kassirides et des tout-puissants mansabs. La troupe de Badr III, grâce essentiellement à ses "régiments roumi", prend Chibam, Haynin, Chabvou et plusieurs autres agglomérations du Hadramaout. Toute la contrée qui va d'El-Avalik à l'ouest, à Sayhut à l'est, et de la côte de la mer Arabique au sud, aux sables du Rub al-Hali au nord, est désormais sous l'autorité du sultanat kassiride [47, p.121]. Quelques raids sont encore entrepris à l'Est. Mahra et Dofar font serment d'allégeance à Badr III et s'engagent à lui payer tribut.

Cependant les seigneurs dynastiques, les principicules kassirides, les mansabs et chefs de tribus bédouines continuent à opposer une résistance acharnée. En 1530, l'armée de Badr III maintenant commandée par des officiers ottomans, défait les tribus al-Humum qui ravageaient le secteur d'Ech-Chihr, en 1531 – les sheiks Bavazir, en 1534 – les Bédouins Nahd entrés en sédition à l'ouest. La guerre est particulièrement acharnée avec l'émir

kassiride rebelle Ali ben Omar, cousin germain de Badr III, "sultan-soufi" qui bénéficie du soutien des derviches de Chibam, de même qu'avec l'un des seigneurs spirituels les plus notoires du Hadramaout – le mansab Beydy Osman al-Amudi, soutenu, lui, par l'imam zayidite Yahya Charaf ad-Din (voir [47, pp.128-129; 53, pp.32-33]).

L'alliance avec la Sublime Porte figure à la base de la politique étrangère et intérieure de Badr III. Le gouverneur du Hadramaout entretient des relations amicales avec l'Empire ottoman, considéré comme la grande puissance musulmane protectrice. Dans tous ses messages à Süleyman le Magnifique, il met l'accent régulièrement sur son dévouement à la Porte, brigue son aide et son soutien dans le combat contre un ennemi commun. Les Turcs lui envoient des armes et des instructeurs, et aux années de disette – des vaisseaux de vivres [47, p.126]. De son côté Badr III expédie à Istanbul des présents, et les têtes des ennemis exterminés. En 1536 il envoie même un contingent de 35 Portugais capturés sur les côtes du Hadramaout [126, p.255; 47, p.125].

En cette période le Portugal est l'adversaire commun de tous les musulmans d'Arabie du Sud. A partir de 1517 les caravelles aux voiles marquées de la Croix se manifestent presque tous les ans dans les eaux de la mer d'Arabie et de la mer Rouge, où elles brûlent et pillent les navires marchands musulmans et dévastent les villages et les villes du littoral. Rien qu'entre 1517 et 1531, la marine portugaise totalise cinq grandes expéditions vers les côtes arabiques de la Corne africaine. Encore plus nombreux sont les raids lancés par de petits détachements navals et des navires isolés qui prennent la mer avec l'autorisation très officielle du roi de Portugal. Depuis 1523 on voit s'y joindre des corsaires portugais qui piratent pour leur propre compte. En principe ceux-ci n'ont rien à voir avec les autorités légales, et sont même en butte à leurs poursuites. Mais en réalité ils bénéficient du soutien de l'administration royale avec laquelle ils partagent le butin et ils savent pouvoir

trouver refuge, chaque fois que nécessaire, dans les ports du roi. Au demeurant, distinguer nettement entre corsaires du roi et pirates s'adonnant à la course pour leur compte, n'était pas chose aisée. Tous les chercheurs notent que les capitaines des forts portugais accordaient si facilement licences et laisser-passer que souvent ces papiers n'étaient que la feuille de vigne qui masquait la piraterie la plus avérée. "La démarcation entre ce qui était activité corsaire légale et ce qui était franche piraterie était si mince que n'importe quelle prise pouvait être légalisée", écrit l'historien de l'expansion portugaise R.S.Whiteway [126, p.47].

La principale zone où sévissent les pirates portugais englobe la côte du Dofar, du Mahra, du Hadramaout et les régions attenantes au détroit de Bab al-Mandab. Les plus sujettes à de fréquentes attaques sont Qichn, Ech-Chihr et quelques autres villes d'Arabie du Sud, ainsi que Massaoua, Zeila et Berbera sur le littoral africain. La côte arabique de la mer Rouge et Souakin, protégées par les forteresses maritimes de Djeddah et de l'île de Kamaran, se trouvent en situation bien meilleure. Les corsaires isolés ne s'y aventurent jamais. Ce que les Portugais visent tout d'abord, c'est le monopole du commerce des épices. Dans ce but, ils se proposent d'anéantir la marine ottomane qui leur fait face, de réduire à néant le commerce maritime des arabes et de fermer de la sorte "la route marchande de La Mecque". D'Albuquerque estime déjà que la solution la plus simple et radicale du problème, serait de conquérir l'Arabie du Sud et de créer à Aden une puissante citadelle portugaise, dotée d'une garnison de 1 ou 1,5 mille hommes [126, p.172]. Mais la longueur des communications, la modicité des effectifs terrestres du Portugal dans le bassin de l'océan Indien font de ce projet un objectif pratiquement irréalisable. Et l'affrontement avec les Turcs s'avère non moins périlleux. La flotte portugaise ne parvient pas à détruire les bases militaires des Ottomans, ni à s'emparer de Djeddah et de l'île de Kamaran. En 1517, l'escadre de Lopo Suarez forte de 37 navires et 5 500 hommes de troupe stationne pendant 11 jours devant les

canons de Djeddah, sans se décider à passer à l'attaque [126, p.184]. En 1528, les caravelles d'Antonio de Miranda, "en raison d'un vent défavorable", ne peuvent approcher à portée de boulet des galères turques mouillées à Kamaran [72, p.385].

La route marchande de La Mecque continue donc de fonctionner. Les Portugais s'inquiètent de constater que les Arabes acheminent toujours d'aussi grandes quantités d'épices à Diu, à Ormuz, à Djeddah. Par-dessus le marché, l'arrivée des Turcs se solde par une évidente animation du commerce maritime [126, p.207; 72, p.411]. S'étant familiarisé davantage avec la caravelle, les Arabes en découvrent les points faibles. Au lieu des précédents gros tonnages, ils se mettent à pratiquer les navires légers et manœuvrables qui franchissent aisément les hauts-fonds, les rifs et les passes des zones côtières, périlleux pour les gros bâtiments.

La situation devient rapidement critique. En 1524, Vasco de Gama, le fameux navigateur qui vient d'être nommé vice-roi des Indes, fait mettre en chantier toute une flottille de vaisseaux légers susceptibles de pourchasser les Arabes dans les eaux côtières. Avec ce nouveau matériel il pense pouvoir changer le caractère et les méthodes de la guerre navale. "Vasco de Gama déclenche une guerre impitoyable contre tous les intérêts commerciaux qui contrarient le Portugal", note R.S.Whiteway [126, p.207]. En premier lieu l'amiral accentue brutalement la pression sur les producteurs et livreurs d'épices. En Inde, à Ceylan et dans la lointaine Malacca, seigneurs et commerçants du pays se voient interdire, sous peine de châtement sévère, de vendre leurs épices à des Arabes. En second lieu, il exclut toute éventualité d'accord ou de compromis avec les autorités arabes des Etats riverains, afin de leur interdire la moindre possibilité de maintenir une marine de guerre et de commerce. Troisièmement, il décide de renforcer le blocus des ports musulmans et de pratiquer le grand terrorisme en haute mer. Lopo Vaz de Sampayo (1525-1529) qui succède à de Gama aux fonctions de gouverneur des

Indes et continue sa politique, ordonne de “nettoyer” les mers du Sud de la présence marchande arabe. Les navires corsaires par dizaines et des escadres entières prennent la mer dans l’unique but de saisir et incendier tout navire musulman de rencontre. C’est une véritable chasse au navigateur arabe qui est déclenchée. En 1528, Lopo Vaz expédie ainsi en mission de croisière plusieurs escadres qui rentrent au port avec un riche butin. Une seule d’entre elles, peut-être la plus heureuse, réussit 50 prises en une saison [72, p.386].

Mais les musulmans ne se laissent pas faire. En riposte à la terreur sur les mers, ils engagent une guerre navale en règle, à laquelle participent les vaisseaux de Mahra, du Hadramaout et des autres Etats côtiers. Bien souvent cela prend l’allure d’une flibusterie inorganisée, avec pillage systématique des vaisseaux portugais ayant fait naufrage près des côtes. Et les pirates de Mahra, qui ne sont pas les seuls à le faire sans doute, détroussent sans vergogne le tout-venant, navires “francs” ou navires musulmans du clan adverse. Il se crée ainsi une situation fort embrouillée et dangereuse, où tout le monde se livre sur la mer une guerre féroce. Sur la terre les affrontements prennent une allure encore plus barbare. Les Portugais ne font pas de différence entre la troupe armée et l’habitant pacifique. Toute la population est impliquée dans les escarmouches et les combats qui se multiplient, les musulmans subissent des pertes énormes. Ce n’est pas le cas des Portugais qui, bien protégés par leur cuirasse et maniant parfaitement l’épée et le mousquet, s’en tirent souvent avec quelques bosses. Leurs pertes ne deviennent plus sensibles que là où ils ont affaire aux garnisons turques, équipées elles aussi d’armes à feu.

Les plus acharnées à résister s’avèrent les cités du Hadramaout. Les milices et la population d’Ech-Chihr repoussent à plusieurs reprises les attaques de la marine portugaise. Et par deux fois les assaillants subissent un grave revers. En 1523, lorsqu’ils tentent durant trois jours d’assaut incessant de briser enfin les vaillants défenseurs de cette ville (23-25 février), et en 1536, quand à la bataille du 5 ramadan (27 février) les troupes de Badr III Bu

Tuveyrîk anéantissent un détachement débarqué. Les hommes du sultan s'emparent de 14 vaisseaux portugais, tuent un grand nombre de "Francs" et en capturent 70. Un seul bateau portugais avec une centaine d'hommes à son bord parvient à leur échapper et regagner le grand large. Les prisonniers sont remis à la troupe comme trophée de guerre de grand prix. Quelques-uns sont expédiés en présent aux chefs des États amis, et notamment au sultan turc (cf. [47, pp.124-125; 53, pp.28-29]).

Le gouverneur tahiride d'Aden Amir ibn Daoud occupe en tout cela une position équivoque. D'un côté il semble soutenir les pirates et les marchands musulmans. Ses hommes capturent les navires portugais, en dévalisent et supplicient les équipages. De l'autre côté, il évite avec soin toute confrontation directe avec les forces régulières du roi de Portugal. Plus encore, Amir ibn Daoud autorise sa flotte à mouiller à Aden et y refaire ses provisions d'eau potable et de vivres. En somme la capitulation et le traité de 1517 n'avaient rien de fortuit. Et en mars 1524, le gouverneur d'Aden conclut un nouveau traité en reconnaissance de la suzeraineté du Portugal. Certes, Vasco de Gama refuse de l'avaliser, mais pendant qu'on attend la décision de Goa, les fonctionnaires portugais, se conformant par avance aux clauses parafées, prennent le contrôle du commerce et des profits de l'émir tahiride. Une brigantine portugaise mouille en permanence dans le port, terrorisant tout Aden par sa seule présence [72, pp.369-370]. En février 1530, Amir ibn Daoud conclut un autre accord avec le Portugal, aux termes duquel il se reconnaît pour la troisième fois vassal de la couronne portugaise et s'engage à lui payer tribut. En échange de quoi les navires marchands d'Aden sont libres de naviguer à leur guise, à la condition de ne pas entrer dans "les ports mecquois", autrement dit, de livrer épices et autres cargaisons à l'Empire ottoman [72, pp.399-400].

La flotte que la Sublime Porte maintient en ces années en mer Rouge, vieillie et peu nombreuse, vaque à des missions purement défensives. Dans la

pratique, elle ne quitte plus les eaux du bassin. Or le nouveau sultan, frais émoulu protecteur de l'islam, a le devoir de défendre les musulmans contre les infidèles, et par conséquent, de faire cesser les exactions des Portugais dans les mers du Sud. Et à partir de 1517 ce problème préoccupe sérieusement les hauts dignitaires d'Istanbul. Dans l'entourage de Süleyman se mettent à fleurir les projets visant au renforcement de la présence militaire ottomane dans le bassin de l'océan Indien. Les conclusions sont unanimes: il faut rénover et renforcer la flotte de la mer Rouge, sans quoi la guerre avec le Portugal est d'avance perdue. Les solutions les plus radicales sont avancées par les milieux directement concernés par les affaires de la mer. A l'exemple d'Amr ibn al-As, un des compagnons du prophète, ceux-là proposent de reconstituer le canal de Suez, comblé en 765 sur l'ordre du calife abbasside al-Mansour. Le canal rouvert aurait permis à la puissante flotte turque de la Méditerranée de passer en toute sécurité dans la mer Rouge, et inversement. A chacun de leurs échecs majeurs, les amiraux ottomans ressortaient ce projet. On sait par exemple qu'en 1556, peu après les défaites de Piri Reïs et de Sidi Ali, un des successeurs de Barberousse, Uldj Ali reposera la question du canal [83, t.6, p.236]. Et l'un de ses partisans les plus obstinés sera Mahmed-pacha Sokollu. Devenu grand-vizir (1565-1579), il tentera même de commencer les travaux [82, t.6, p.341]. Mais l'échec complet qu'il essuie avec le percement du canal qui doit relier la Volga au Don (1569), autre rêve grandiose de ce pacha visionnaire, persuadera la Porte de renoncer définitivement au projet de Suez.

La majorité des hauts dignitaires d'Istanbul et Süleyman le Magnifique lui-même, ont des vues beaucoup plus réalistes. Au lieu du canal de Suez, ils suggèrent de créer en mer Rouge une flotte océanique capable de faire front au Portugal. En 1532, le sultan donne l'ordre de remettre en état les chantiers navals mamelouks de Suez, et d'y lancer la construction de gros vaisseaux de guerre [82, t.5, p.299]. Or l'entreprise est loin d'être simple. Dans le plat désert où s'est perdue cette ville, il n'y a ni main d'œuvre, ni eau potable, ni

matériaux de construction. Il faut acheminer tout ceci de fort loin. En outre, les chantiers manquent de maîtres d'œuvre et d'ouvriers qualifiés, sinon de simples matelots.

Pendant ce temps les Portugais accroissent leur pression sur les seigneurs musulmans d'Arabie du Sud et d'Indoustan, ils occupent Bassayn (1534), Diu (1535) et plusieurs autres localités de la côte ouest de l'Inde. Les appels au secours fusent de toutes parts. A Istanbul, les ambassades se succèdent à un rythme accéléré, venues notamment de Calicut (1527), de Diu (1532) et du sultanat de Delhi (1536). Cette même année arrive l'ambassade du seigneur de Gujarat, Bahadur-shah (1527-1536) représenté par Safar-khan. Celui-ci distribue de généreux présents aux dignitaires de la Porte et leur promet de couvrir la totalité des dépenses engagées par l'envoi dans ses eaux de 10 000 soldats ottomans (voir [82, t.5, p.300; 121, p.89; 126, pp.239, 256]).

Mais à peine l'ambassade s'est-elle assurée du soutien de Süleyman, que parvient à Istanbul la nouvelle de la mort de Bahadur-shah, tué par les Portugais. Ailleurs aussi la situation s'est modifiée. Et beaucoup de seigneurs hindous ne tablent plus sur une intervention turque. Alors Süleyman le Magnifique, qui vient de remporter de brillantes victoires sur les Habsbourg et sur les Séfévides, décide d'accéder aux requêtes des musulmans du Levant, et de restaurer les positions de l'Islam dans le bassin de l'océan Indien. A cette fin il va essayer d'accomplir le vieux projet de Selim 1er. On se souvient qu'en 1519 ce dernier avait conçu d'en finir de la domination portugaise en une opération unique, consistant à détruire sa base de la côte de Malabar [121, p.88]. Ce n'est donc qu'à présent, quand la paix a été conclue en Europe, que le beylerbey d'Egypte reçoit l'ordre de forcer la construction de la nouvelle flotte et de débiter les préparatifs directs à la grande campagne des Indes [82, t.5, p.90].

Une activité fiévreuse s'empare alors de Suez. Ouvriers et marins y affluent de partout. Plusieurs centaines de matelots vénitiens sont enrôlés de

force à Alexandrie. Le Caire fournit l'eau et les vivres. Le bois d'œuvre, le grément et autre matériel naval arrivent par la mer de Cilicie à Alexandrie, puis sont acheminés sur le Nil jusqu'au Caire et de là, à dos de chameau, à Suez. Les travaux sont dirigés par un ingénieur génois de grande classe. Des maîtres fondeurs d'élite coulent les canons. Les espions portugais sont fort surpris de découvrir ici de monstrueuses pièces, au nombre de 9, capables de tirer des boulets de plus de 100 kilos. "Ce qui étonne, n'est pas tant que l'on coule des pièces d'artillerie pareilles, mais qu'on les transporte à travers l'isthme de Suez", commente J.Hammer [82, t.5, p.303].

Au mois de mai 1538, la flotte est prête pour l'essentiel. Mâts et canons seront installés plus tard, à Djeddah. Le commandement de l'expédition est confié au beylerbey d'Égypte Süleyman-pacha al-Hadim, un octogénaire auquel on ne connaît pas de talent particulier. Il a sous ses ordres plus de 70 vaisseaux de guerre et près de 100 transports embarquant 20 000 hommes, dont 7 000 janissaires [82, t.5, p.302].

Le 13 juin 1538 cette armada lève l'ancre pour les côtes de l'Inde. Le 3 août, après une brève escale à Kamaran, elle est à Aden. Sommé de se rendre, Amir ibn Daoud ouvre les portes de sa capitale et promet de coopérer avec les Turcs. Mais ceux-ci se défient de cet homme. Ils sont informés des liens qu'il entretient avec le Portugal et le tiennent apparemment pour un agent double qui mérite un châtement exemplaire. Le dénouement ne tarde pas. L'émir qui ne soupçonne rien, est invité à bord du vaisseau amiral et sans autre forme de procès, remis au bourreau. Au gibet installé pour l'occasion sous la porte de Bab as-Sahal, il est pendu haut et court en compagnie de deux de ses proches conseillers [47, p.127]. La population d'Aden reconnaît sans difficulté l'autorité des Ottomans. Süleyman-pacha al-Hadim occupe la capitale, l'émirat tahiride devient un sandjak turc, une petite garnison de janissaires prend ses quartiers à Aden [48, p.25; 82, t.5, p.302].

Mais en Inde, où la flotte ottomane jette l'ancre le 4 septembre 1538, le vieux pacha ne réussit guère. D'emblée s'installe une certaine tension avec les gouverneurs musulmans du pays, enclins à le soupçonner de vouloir s'emparer du pouvoir au Gujarat (voir [126, pp.258, 265]). D'autre part, la flotte portugaise s'étant repliée loin au sud, est hors de portée des Turcs. Ceux-ci doivent limiter leur action au golfe de Cambay où ils mettent le siège à Diu, la plus puissante des places-fortes que les Portugais possèdent dans l'océan Indien. Or les monstrueux canons turcs s'avèrent incapables de battre en brèche les fortifications de la cité, dont les défenseurs font d'ailleurs montre d'une vaillance sans faille. Comme les munitions menacent de s'épuiser, Süleyman-pacha juge inutile de poursuivre une guerre à l'issue victorieuse bien incertaine. Il lève le siège de Diu et le 5 novembre 1538, quitte les côtes indiennes [48, p.26; 72, p.426; 82,t.5, p.103].

Sur la route du retour, la flotte ottomane fait escale dans la rade d'Ech-Chihr, où les seigneurs du Haramaout viennent témoigner aux Turcs de leur loyauté, et après un autre bref arrêt à Aden, elle jette l'ancre à Moka (décembre 1538). Une partie des navires repart ensuite vers le Nord, où les Turcs occupent plusieurs localités du littoral, dont Djizan. Ne rencontrant pas de résistance, ils décident de s'enfoncer à l'intérieur des terres, et occupent la capitale du Yémen Zabid qu'ils placent aussitôt sous leur gouvernement direct. Süleyman-pacha al-Hadim convoque alors à Moka le dernier émir mamelouk du Yémen, an-Nahudu Ahmed et le fait exécuter sans autre forme de procès, avec les deux autres fils d'Iskander Muz. L'émirat mamelouk vassal cesse d'exister, ses provinces deviennent des sandjaks ottomans. Le pouvoir est remis à Mustafa-bey Biyiklu-oglu qui, dès que conforté à son poste, tente de pénétrer dans la montagne mais échoue à prendre Taïz et est repoussé par les Zayidites. Pendant ce temps la flotte ottomane a regagné Suez. Süleyman-pacha qui est descendu à terre à Djeddah, prend le temps de faire le pèlerinage

de la Mecque avant de rentrer, le 27 février 1529, à Istanbul. Il y reçoit l'accueil triomphal du conquérant de l'Arabie [82, t.5,p.303, t.6, p.361].

De la sorte, l'unique résultat de l'expédition des Indes de 1538 est la conquête du Yémen. Les formidables efforts consentis pour mettre sur pied l'armada navale, n'ont finalement servi de rien. En Arabie, exception faite des Zayidites et des Bédouins, les Turcs n'ont pas rencontré de résistance. Au contraire, la turcophilie profondément installée dans l'esprit de la population locale, s'est traduite par de véritables scènes de joie populaire. Bien entendu, les Turcs font le nécessaire pour entretenir cet état d'esprit, et se présentent comme les défenseurs du petit peuple musulman. Faisant jouer à fond les fameux principes de l'istimalet, ils se présentent comme les seuls détenteurs de la "vérité" et de la "justice". Tout en réprimant brutalement les féodaux et "les traîtres", ils manifestent une attention ostentatoire pour les petites gens. Quand la troupe occupe Aden, par exemple, des ordres sévères sont donnés pour prévenir quelque pillage et sévice que ce soit et un matelot ottoman reconnu coupable de maraude, est pendu sur l'ordre personnel du pacha [121, p.91]. Même chose à Ech-Chihr, en novembre 1538, où les soldats turcs descendus à terre vont et viennent sans le moindre incident dans les rues de la ville, faisant des emplettes et proposant leur propre marchandise [47, p.127].

Le passage des anciennes possessions tahirides au gouvernement de la Sublime Porte, s'accompagne de leur ottomanisation toujours plus poussée. Malheureusement, on ne sait pas grand-chose à ce sujet. Tout ce que l'on peut dire, c'est que les Turcs suppriment les institutions sociales de la période tahiride, qu'ils abrogent l'icta et les autres formes de propriété terrienne féodale, qu'ils confisquent enfin les biens des vieilles familles dynastiques – terres, douanes et autres sources de revenu deviennent du ressort de l'Etat. De même est-il certain que le vieux système d'imposition est révisé au bénéfice des principes de la fiscalité ottomane. On en veut pour témoignage,

notamment, le nom et le caractère même des impôts levés au Yémen à une époque plus tardive.

Une refonte complète touche au système de la justice et de l'administration. En 1539 est constitué l'eyalet du Yémen, et c'est Mustafa-pacha an-Naddjar qui en devient le premier beylerbey ottoman [82, t.6, p.361], en lieu et place de Mustafa-bey Biyiklu-oglu qui n'occupait les fonctions de gouverneur qu'à titre provisoire. Le modèle qui préside à la réorganisation militaire et administrative du pays est celui de l'Egypte ottomane. Ici, point de système des timars [38, p.92]. Comme en Egypte, le maintien de l'ordre dans les régions rurales est à la charge de milices militaires locales. Celles-ci se recrutent parmi la population autochtone et constituent la majeure partie des forces armées de l'eyalet. Une information fragmentaire laisse à penser qu'elles fournissaient de 68 à 70 % de l'effectif des troupes mises en campagne à partir de l'Arabie du Sud [39, p.60; 24, p.388; 126, p.227].

Conformément à la pratique gestionnaire et aux traditions politiques de la Porte, les beylerbeys yéménites doivent se montrer particulièrement attentifs au respect de la Cheria et du droit ottoman, tenir en laisse les pillards bédouins, veiller à l'entretien des voies de communication, caravansérails et mosquées. Brigandage et manifestations antiturques sont punis avec une brutalité tout particulière. D'après J.Hammer, le premier beylerbey ottoman du Yémen doit son surnom de Naddjar, c'est-à-dire "le débiteur", à sa féroce habitude de faire scier par le long les brigands qui lui tombent entre les mains [82, t.6, p.361]

Les changements qui surviennent dans la vie sociale et politique du Yémen concident en de nombreux points avec ce qui se passe au même moment au Hadramaout de Badr III. Ce pays développe très activement ses contacts avec la Sublime Porte. Lors de l'expédition des Indes de 1538, il dénonce le traité tout juste conclu avec le Portugal, et reconnaît la tutelle de l'Empire ottoman. En août de la même année, arrive à Ech-Chihr une

ambassade turque emmenée par Farhad Chumay, un des chefs mamelouks de Süleyman-pacha al-Hadim. Devant une foule immense et en présence du sultan du Hadramaout et de l'ambassadeur ottoman, une grande cérémonie se déroule en la mosquée cathédrale de la ville, et à cette occasion le nom du sultan turc est cité pour la première fois à la prière [47, p.127]. Au mois de novembre, le pacha confirme les pouvoirs de Badr III Bu Tuveyrik pour gouverner en son nom le Hadramaout et étend son autorité "des portes d'Aden aux confins du Dofar" [53, p.27]. Badr III s'engage à soutenir sans discrétion la Sublime Porte et à lui payer tribut au niveau de 10 000 ashrafis or.

La reconnaissance officielle de la suzeraineté de la Porte accélère le processus d'ottomanisation du Hadramaout. Faisant la politique des Turcs, Badr III s'attaque résolument aux institutions sociales traditionnelles et à tout le système coutumier en place. Il combat en premier lieu le système des castes¹⁴, ou plus exactement, les privilèges qui s'y attachent. En particulier, il ignore la prétention des sadas et des machaïkhs (les élites de caste) à l'exclusivité des fonctions politiques et religieuses. L'accès de l'armée et de l'appareil d'Etat est largement ouvert aux personnes de modeste origine [47, p.131], au vu uniquement de leur mérite. Badr III écarte du pouvoir les princes kassirides et engage une lutte sans merci contre les mansabs alides et leurs alliés bédouins. Il leur retire terres et revenus, les oblige à payer l'impôt au même titre que tous les autres musulmans. En lieu et place des petits domaines féodaux, il crée un Etat militaro-théocratique centralisé. L'administration des villes et des provinces est refondue selon le modèle ottoman. Toute l'autorité locale est concentrée entre les mains des amiles du

¹⁴ Au sujet du système des castes en Arabie du Sud et des divergences de vue qui se manifestent dans la littérature anglaise à ce propos et à celui de sa variante purement hindoue, voir [68, pp.190-191]. Chez les auteurs soviétiques, cette question est abordée pour la première fois par V.V.Naoumkine qui le décrit comme "un système hiérarchique de groupes endogames rappelant les castes" (voir [27, p.23]).

sultan, ceux-ci l'assument conjointement aux cadis nommé par le gouvernement central [47, p.133].

L'armée qui est le pilier du régime, subit une réforme en profondeur. Les anciennes milices féodales sont remplacées par une troupe professionnelle entièrement formée de recrues à la solde. Là encore, le modèle au départ est le corps de volontaires turcs, arrivé ici en 1520. On crée à son image les nouveaux "régiments roumis" qui sont dotés d'armes à feu. Les aborigènes du Hadramaout en sont soigneusement tenus à l'écart. Les mercenaires sont recrutés pour l'essentiel parmi les Turcs, les Yafiites (originaires de la montagne de Yafi, dans le Yémen du Sud), les Abides africains (ou encore Mullawades) et les Kabyles du Yémen du Nord [47, pp.120-122]. Ces hommes que rien ne lie à la population locale sont un instrument docile entre les mains du sultan. On construit de nombreux forts, surtout à la frontière de l'imamat zayidite, on développe la marine marchande et militaire. Cette dernière reçoit le renfort des vaisseaux pris aux Portugais [53, p.29; 47, p.122].

A l'imitation des gouverneurs ottomans, Badr III institue des impôts fixes, veille à la sécurité sur les routes, bâtit des mosquées et des medressas. Le clergé sunnite voit ses positions considérablement renforcées. Non sans fierté, les auteurs arabes parlent du gouvernement de Badr III comme du "siècle d'or de l'histoire du Hadramaout, une période qui vit s'épanouir les études religieuses et les lettres, où se signalèrent des ulems et des soufis d'envergure, où il y eut profusion de poètes, lettrés et historiens" [53, p.30; 47, p.123].

C'est donc sur la force de l'armée et sur l'autorité du clergé sunnite que le sultan du Hadramaout et les beylerbeys ottomans du Yémen assoient en premier lieu leur pouvoir. Mais leur politique a également le large soutien de la population des villes et de la paysannerie des régions shafiites. Avec cette réserve que les Turcs n'obtiendront jamais la totale adhésion des paysans, spécialement de ceux des régions montagneuses du pays. Sans qu'il soit

possible d'en préciser la raison, nulle part, ni en Anatolie même, ni en Iran, ni au Yémen les paysans shiites ne portent les ottomans dans leur cœur, et ils se montrent étrangement allergiques au fameux mythe de "la vérité paysanne" qui partout ailleurs ouvre aux armes turques une voie triomphale. Au Yémen, la paysannerie shiite reste insensible à l'engouement turcophile général et aux côtés de la majorité des tribus bédouines, c'est elle qui alimente le plus clair des mouvements anti-ottomans qui peuvent persister dans le Sud arabe.

Les Turcs se font des ennemis irréductibles des tenants du légitimisme et du système des castes alides, parmi lesquels les représentants des sadas et des machaïkhs se signalent plus particulièrement. La propension des Turcs à l'égalitarisme et à l'anti-élitisme, leur refus de prendre en compte la coutume des castes, sont donc à considérer comme la cause principale de la fragilité à venir du pouvoir ottoman au Yémen et au Hadramaout. A la différence de ce qui se passe dans d'autres pays arabes, les Turcs échouent ici à pousser des racines profondes. Dans ces deux pays, l'adhésion à l'intégration ottomane s'avèrent n'être l'expression que d'un phénomène artificiel et de surface, profondément étranger à la société arabe. Tous ceux qui restent attachés à la tradition des castes, indépendamment de la confession religieuse, font front commun contre l'ordre ottoman. Et ce qui les indispose surtout sont beaucoup moins les innovations auxquelles procèdent les autorités turques, que les institutions juridiques et religieuses régies par la Cheria qu'ils apportent avec eux. D.Cantimir rapporte qu'un imam zayidite conteste violemment la loi ottomane [69, t.3, p.6]. Les émirs kassirides, écrit de son côté S.A.Bavazir, n'ont jamais pardonné à Badr III Bu Tuveyrik "d'avoir agi selon son bon vouloir, et d'avoir pris appui dans les grandes affaires de l'Etat sur des personnages d'origine non-kassiride" [47, p.131]. Et là, les sadas du Hadramaout ne se cachent pas de faire bloc avec les imams zayidites du Yémen, en qui ils croient voir sans raison explicite les principaux dépositaires du système des castes. En 1538, ni les Zayidites, ni les sadas hadramaoutes n'acceptent de reconnaître la

tutelle de la Porte. Et quand Badr III proclame l'autorité de Süleyman le Magnifique, Osman al-Amudi réplique immédiatement en annonçant qu'il se fait le vassal, lui, de l'imamat zayidite [47, p.133].

Un autre facteur non négligeable qui vient fragiliser la position des Turcs, est la famine qui éclate en 1539. Elle sévit au même moment dans les possessions portugaises de l'Inde, dans le sud de l'Arabie et sur la côte est de la mer Rouge. Sur le littoral du Koromandel on relève des cas de cannibalisme [126, p.269]. Au Hadramaout, on mange le cuir bouilli. La disette générale a pour origine des calamités naturelles d'une rare violence dévastatrice. Autour de 1530 l'Arabie du Sud est le théâtre de pluies particulièrement intenses, qui délavent les sols et détruisent les habitations. Les palmeraies du Hadramaout sont en grande partie détruites [53, p.90]. Les rentrées fiscales chutent considérablement. Les soldats ne touchent plus ni solde ni vivres [47, p.128]. A Aden ils se mutinent et gagnent Zeila, sur la côte est de l'Afrique [126, p.269]. Des troubles identiques sont observés dans d'autres régions. A peine se sont-ils apaisés en un lieu, qu'ils éclatent avec une force redoublée en un autre, note S.A.Bavazir [47, p.128].

A l'origine, on trouve toujours les murides zayidites, les mansabs hadramaoutes, les émirs kassirides et les chefs de tribu bédouins, autrement dit – tous ceux qui combattent le nouvel ordre ottoman. Les difficultés économiques, la famine et les mutineries tombent à point nommé. Retranchés dans leurs châteaux-forts, les meneurs de l'opposition antiturque se préparent à une lutte longue et acharnée. Ils contactent les Bédouins, et forment des milices de combat qu'ils familiarisent avec le maniement des armes à feu ¹⁵.

Au début, les actions antiturbques restent localisées. L'imam zayidite Yahya Charaf ad-Din et ses nombreux fils, ses vassaux et ses murides, l'émir kassiride Ali ben Omar assisté des seigneurs kahtanides (les machaïkhs) du

¹⁵ Sur la présence de mousquets dans la troupe d'Osman al-Amudi, voir [47, p.154]; sur les stocks de poudre chez les Zayidites, voir [82, t.6, p.380].

Hadramaout et Osman al-Amudi, chef des sadas et seigneur du puissant clan dont il porte le nom et fait remonter l'origine au calife Abu Bakr, tous ces gens agissent chacun pour soi. En fait, ils campent sur des positions défensives. Ce n'est qu'en 1541, après avoir passé alliance avec les Bédouins et certains clans féodaux, que Osman al-Amudi s'engage dans la rébellion ouverte. Mais les troupes de Badr III qui reçoivent le soutien des Turcs d'Aden, ne sont pas longues à défaire les milices bédouines, elles ramènent les mutins à bonne composition et en décembre de la même année, prennent d'assaut la ville sainte du Hadramaout, Kaydoun [57, pp.129, 154]. Les années suivantes Badr III effectue quelques autres raids contre Osman al-Amudi, mais sans obtenir de succès décisif. En 1545 les deux parties signent la paix [74, p.130]. Et bien qu'Osman al-Amudi garde la main haute sur Beyda et les autres terres du Hadramaout occidental, Badr III consolide sensiblement ses positions.

Au Yémen montagneux, les Turcs progressent de même lentement. Le chef ismaélien Muhammad ben Ismaïl que Yahya Charaf ad-Din vient de battre, appelle les Turcs à son secours et reconnaît la tutelle d'Istanbul [48, p.28]. La société zayidite est alors en proie à la division, ce qui prend rapidement la forme d'une guerre fratricide sanglante. En 1545, le fils aîné de l'imam al-Mutahhar, furieux de voir son père lui préférer pour lui succéder son second fils Chams ad-Din Ali, passe dans le camp ottoman [82, t.6, p.361]. La population de maintes cités du Djebel, lassée de ces affrontements perpétuels, espère ardemment l'intervention des Turcs, et il n'est pas rare de la voir prendre les armes contre les gouverneurs de l'imam. Le beylerbey du Yémen Oveïs-pacha décide alors de mettre cette situation à profit pour étendre l'autorité de la Porte aux régions de montagne. Accourant au secours d'al-Mutahhar, il prend Taïz, Damar, Sanaa et en 1547, établit son contrôle sur la majeure partie du Djebel [48, p.28; 121, p.98].

Toutefois la dure discipline que le pacha impose à ses troupes soulève le mécontentement des soldats turcs, et plus particulièrement des mercenaires.

Un de leurs chefs, Hassan Pehlevan, fomente une conjuration et assassine le beylerbey d'un coup de poignard [82, t.6, pp.361-362]. Les mutins s'emparent de Sanaa et peu après, de la capitale de l'eyalet Zabid. Le meurtre du beylerbey et la mutinerie dans les rangs turcs fouettent le moral de l'opposition antiturque. En 1547-1548, elle multiplie les révoltes en différents points du Yémen et du Hadramaout. Au nord, ce sont les sharifs du Djizana qui attaquent les Turcs. Au sud, c'est Ali ben Süleyman at-Toualaki qui soulève les tribus nomadisant autour d'Abyan et de Lahidj, s'empare d'Aden et y proclame le pouvoir des Bédouins. Au Djebel, ce sont diverses factions zayidites qui prennent de nouveau les armes, avec parmi eux quelques partisans de al-Mutahhar, de Chams ad-Din Ali et d'autres seigneurs de la montagne. Au Hadramaout central, les chefs rebelles se rassemblent autour de l'émir kassidide Ali ben Omar, lequel s'empare bientôt de Chibam et s'y proclame sultan. En 1547 les troubles s'étendent à la partie orientale du pays jusqu'au Mahra, où Badr III Bu Tuveyrik doit faire face à une troisième rébellion armée successive. Dans l'ouest du Hadramaout, Osman al-Amudi, l'avversaire le plus acharné et féroce des Turcs, rompt le traité de paix de 1545 et prend la tête d'une nouvelle coalition de tribus et de clans féodaux. Ses milices armées, comme le rapporte S.A.Bavazir, "sévièrent dans tout le pays, terrorisent l'habitant, prennent Bur et multiplient les raids sur Tarim et Haynin" [47, p.130]. Les hordes bédouines investissent Chabvu de toute part et mettent le siège à cette place stratégique qui bloque la route du Yémen.

Les chefs rebelles attendent beaucoup de l'aide extérieure. Même les Portugais leur paraissent préférables à la mainmise turque. En particulier, le chef des insurgés mahras Saïd ben Afrar, et celui des Bédouins Abyan Ali ben Süleyman at-Taulaki, requièrent leur assistance en échange de la reconnaissance promise de la tutelle de la couronne portugaise [72, p.482; 126, p.316]. A Goa, on se saisit de l'occasion. Sur l'ordre du vice-roi, le capitaine commandant Ormuz envoie immédiatement à la disposition des rebelles trois

vaisseaux avec hommes et munitions, sous la conduite de don Payo de Noroña. Des renforts plus conséquents doivent être acheminés de l'Inde. Grâce à cet appui, Saïd ben Afrar prend la capitale du Mahra Kichn et massacre les soldats de Badr III [47, p.131]. De son côté don Payo de Noroña et ses trois caravelles jettent l'ancre à Aden, dont il s'engage à assurer la défense et par la même occasion, la sécurité de la famille d'Ali pendant que celui-ci s'occupe à guerroyer contre les Turcs et le sultan hadramaoute [126, p.317].

Cependant la position des rebelles et de leurs alliés portugais n'est pas aussi bonne qu'il paraît. Le gros de la population reste de cœur avec les ottomans et n'entend pas du tout les voir supplantés par les Bédouins. A Aden, par exemple, l'hostilité populaire est si vive que de Noroña craint sérieusement pour sa vie. Après une première nuit d'insomnie dans la citadelle, il décide de ne pas prolonger l'expérience et regagne son vaisseau.

L'étroitesse évidente de la base sociale de la rébellion permet ainsi à la Sublime Porte de rétablir la situation assez vite et à moindre effort. Le Tcherkesse Ozdemir-bey qui commande les troupes ottomanes stationnées au Yémen, écrase les séditieux de Sana et de Zabid avant même l'arrivée du nouveau beylerbey Farhad-pacha. Les meneurs Hassan Pehlevan et Haydar sont exécutés [82, t.6, p.362]. Les hommes du pacha marchent sur Aden, et de concert avec ceux de Badr III, infligent à Ali at-Taulaki une cuisante défaite. Au même moment paraît au large des côtes arabiques la flotte turque de la mer Rouge de Piri Reïs. Dès qu'informé, de Noroña préfère se retirer sur-le-champ - il abandonne les Bédouins à leur sort. Le 26 février 1548, Piri Reïs occupe Aden "avec une extrême facilité" [72, p.482], et opère la jonction avec les troupes du beylerbey à l'offensive sur terre.

Six jours plus tard, une importante escadre portugaise arrive à son tour en vue d'Aden. Mais comme le rapport des forces en présence n'est manifestement pas en faveur des nouveaux venus, leur commandant don Alvaro décide de ne pas livrer bataille. Il cingle vers Ech-Chihr, mais là encore

sans se risquer à passer à l'attaque. Ulcéré, l'amiral s'en prend alors à un petit fortin de brique crue qu'il découvre aux environs de cette ville. La place est défendue par 35 arabes. Après avoir brûlé une bonne partie de leur poudre à canon et perdu 40 hommes, les Portugais prennent pied dans cette fortification insignifiante. Ils en massacrent la garnison jusqu'au dernier et capturent le couple de vieillards qui leur a été dépêché pour parlementer. C'est avec ce riche trophée de guerre que don Alvaro rentre à sa base de Goa [126, pp.317-318].

La défection portugaise décide du sort de la rébellion dans les zones côtières du Hadramaout. La marine de Badr III établit son contrôle sur tout le littoral, puis achemine à Kichn les "régiments roumis" du sultan. Saïd ben Afrar cesse toute résistance et se présente de sa propre initiative devant son vainqueur, comme "le vieil ami" qu'il n'a jamais cessé d'être pour lui. Les deux hommes concluent la paix. Le Mahra reconnaît à nouveau la suzeraineté du Hadramaout et s'engage à ne plus attaquer ses ports et ses navires. En contrepartie, Badr III reconnaît le droit du Mahra à un gouvernement autonome [47, p.131].

Mais des combats acharnés se poursuivent pendant ce temps aux frontières occidentales du pays. Ici ni l'un ni l'autre des belligérants ne parvient à l'emporter de façon décisive. En 1548, les troupes du sultan assiègent sans succès Beida, la citadelle d'Osman al-Amudi. De leur côté, les milices de ce mansab échouent à prendre Chabv et se contentent de mettre à sac les terres de l'adversaire. De part et d'autre les pertes sont considérables et ceci les amène à signer en août 1549 un nouveau traité de paix qui, cette fois, tiendra jusqu'en 1568 [47, pp.154-155].

Ce traité permet à Badr III de ramener le calme dans les régions centrales et orientales du Hadramaout. En 1551, il écrase les derniers foyers de désordre à l'est du pays, puis reprend Chibam et incarcère Ali ben-Omar. Les

émirs kassirides cessent pour un temps la rébellion et se soumettent à la loi du sultan.

Au Yémen, les succès des Turcs sont encore plus significatifs. En 1548, à la bataille d'Abu-Arich, ils battent les armées unies des sharifs arabes du Djizana, puis investissent la montagne et prennent Saad, bastion zayidite dans le nord du Djebel. Toutes les principales cités et régions du Yémen retournent ainsi à l'administration des sandjakbeys ottomans. Toutefois l'imam-mutewakkil Yahya Charaf ad-Din et son fils al-Mutahhar, Chams ad-Din Ali et d'autres chefs shiites n'ont toujours pas déposé les armes. Retranchés dans les fiefs dynastiques, ils multiplient les raids de harcèlement contre les Turcs. Il s'agit maintenant de détruire ces nids irrédentistes, d'où les sectaires fanatisés sévissent contre les paysans, contre les postes de garde et les convois de vivres de l'armée turque. La mission est confiée à Ozdemir-pacha, ce chef militaire connu pour son audace et sa bravoure qui dans le courant de l'été 1549, "en récompense de son courage", dit al-Batrik, est nommé beylerbey du Yémen. Le Caire lui envoie un renfort de 4 000 hommes (3 000 fantassins et 1 000 cavaliers) sous le commandement de Mustafa-pacha an-Naddjar, le précédent beylerbey yéménite [82, t.6, p.362]. Et en 1549-1550, les Turcs lancent plusieurs expéditions dans le Djebel. Selon les sources ottomanes, Ozdemir-pacha prend l'une après l'autre 7 citadelles importantes (Haulan, Atra, Hanfar, Habach, Takeyn entre autres), qui sont toutes des bases vitales de la résistance shiite, et pacifie ainsi toute la région. Chams ad-Din Ali et Yahya Charaf ad-Din doivent se retirer dans le fin fond de la montagne où ils sont hors d'atteinte. Quant à al-Mutahhar, il préfère cesser le combat. "Ravalant sa rancœur", selon l'expression d'al-Batrik, il reconnaît la tutelle de la Sublime Porte. Au terme de l'accord de janvier 1551, il récupère le gouvernement au nom des Turcs des terres où il assumait déjà ses fonctions de chef religieux des Zayidites [82, t.6, p.362].

Désormais la rébellion des seigneurs d'Arabie et des Bédouins est matée bel et bien. Suite aux expéditions punitives de 1551, les Turcs rétablissent leur pleine autorité sur l'ensemble du territoire yéménite, à l'exception de petites poches isolées dans la montagne, restées sous le contrôle de Chams et d'Osman. Au Yémen et au Hadramaout commence une période de tranquillité relative.

Et néanmoins, on ne peut parler de paix véritable. La simple présence de Turcs qui refusent de tenir compte de la coutume des castes propre à l'Arabie du Sud, est déjà un facteur d'instabilité permanente. La Cheria ottomane, on l'a vu, ne s'inscrit d'aucune manière dans les mœurs de la société autochtone et représente une source constante de mécontentement. D'autre part, les hommes qui succèdent à Ozdemir-pacha au poste de beylerbey – Mustafa-pacha an-Naddjar, Mustafa-pacha Kara Shahin et Mahmud-pacha, sont des gouverneurs sans envergure ni talent. L'usage de la force brutale est la seule solution qui leur vient à l'esprit quand il faut régler un conflit. A ce jeu de la cruauté et de la trahison, Mahmud-pacha n'a rien à envier au "Débiteur", et son nom acquiert très vite une connotation péjorative. Longtemps les meurtres les plus odieux et perfides ne seront pas désignés autrement au Yémen: des "mahmudades" [82, t.6, p.364].

Parallèlement à cela, le pays doit faire face à des difficultés économiques croissantes. Dans les années 60, la monnaie connaît une dévaluation catastrophique. Aucun des successeurs d'Ozdemir ne sait où trouver le remède. Mahmud-pacha, par exemple, décide de combattre l'inflation de l'unique façon accessible à son entendement primitif: par la répression sanglante. Dès les premiers jours de son gouvernement, il ordonne de mettre à mort le gouverneur de l'Hôtel des monnaies. Curieusement, rien n'y fait – l'aspre continue à se déprécier. Comme le rapporte Kutb ad-Din al-Makki, si en Roumélie et en Egypte on donne alors respectivement 60 et 80 aspres pour un ducas du sultan, au Yémen la parité se situe déjà entre 300 et 2

000 aspres, qui plus est à faible aloi argent. Un salaire mensuel de 3 000 aspres (1,5 ducats en valeur réelle) suffit à peine à payer son café [82, t.6, p.520].

Pour tâcher de joindre les deux bouts, les fonctionnaires de l'administration ottomane trouvent la solution dans le vol des biens de l'Etat, la concussion et le bakchich. En février 1565 le nouveau beylerbey Rydwan-pacha qui découvre avec stupeur l'ampleur de ces pratiques illicites, envoie à Istanbul un rapport spécial sur la mauvaise gestion du pays [82, t.6, p.364].

La population et l'armée expriment leur mécontentement. Elles y sont largement encouragées par les meneurs de l'opposition antiturque. La Mort du sultan Süleyman le Magnifique, qui survient en septembre 1566, n'arrange pas les choses. La nouvelle parvient au Yémen au plus fort des intrigues et des scandales qui gagnent en coulisse toute l'élite gouvernante. Il faut dire qu'en riposte aux accusations formulées dans son rapport par Rydwan-pacha, Mahmud clame hautement ses arguments en justification. Il déclare notamment que les difficultés rencontrées par son administration découlent soi-disant des trop grandes dimensions de l'eyalet. Il est donc décidé de revenir à des proportions plus modérées, et au lieu d'une province, d'en avoir deux: le Haut et le Bas Yémen. Font partie du premier, avec la capitale à Sana, les régions montagneuses du centre et du nord. Le second inclut Tiham et la partie sud du Djebel. Zabid en demeure officiellement la capitale, mais dans la pratique le rôle en échoit rapidement à Taïz, où les beylerbeys ottomans se plaisent à résider. Le nouveau partage administratif soulève aussitôt de vives discussions à propos de l'armée, du Trésor, des biens de l'Etat et même, de l'appartenance administrative de plusieurs localités. Tout ceci débouche sur un conflit larvé qui va paralyser pour longtemps le travail efficace des autorités et leur capacité à faire face à l'opposition antiturque [48, p.29]. Lors du soulèvement ismaélien de 1565-1566, en particulier, Rydwan-pacha qui a pris les fonctions de beylerbey de Sana, ne parviendra jamais, en dépit des

multiples promesses de Murad-pacha, à obtenir le soutien du beylerbey de Zabid.

L'imam zayidite al-Mutahhar ne manque pas d'exploiter à son profit ces désordres au sommet, lui qui, malgré son statut officiel de sandjakbey ottoman, hait cordialement les Turcs et se prépare en secret à reprendre les armes contre eux. A la mort en 1558 de son père iman mutewakkil Yahya Charaf ad-Din, il est choisi pour lui succéder et devient rapidement le chef le plus écouté de la communauté shiite. Son jeune frère Chams ad-Din Ali renonce à ses droits à l'imamat et même, selon certaines sources, adjure la foi zayidite [82, t.6, p.367]. Ce qui ne l'empêche nullement d'apporter son soutien à l'aîné dans la lutte contre les Turcs. Celui-ci s'y prépare avec les plus grands soin et patience. Sous la bannière du combat contre la Cheria ottomane, il rassemble autour de sa personne les différentes factions zayidites, s'assure de la coopération des tribus arabes et accomplit le possible pour bénéficier d'un soutien dans d'autres parties de l'Empire ottoman. On a vu que même après que la paix ait été rétablie en Amacie (1555), la "cinquième colonne" shiite n'entend pas déposer les armes (voir [95, p.45]). Au Yémen trouvent asile ce qui est resté des rebelles sud-irakiens de 1549. Leur chef Ulayan-oglu, ainsi que les sources turques le désignent, a la confiance illimitée de l'imam, il se charge pour lui d'entretenir les contacts avec les pays du golfe Persique et les Séfévides. En 1567, ayant reçu d'al-Mutahhar "une aide en argent, en hommes et en armes" [1, p.331], il lève la révolte, simultanément à son protecteur, en Irak du Sud [121, p.83; 69, t.3, p.4].

Au Yémen proprement dit, le soulèvement est fixé au moment où Rydvan-pacha quitte son poste de Sana et regagne Istanbul. Tant que son successeur Hassan-pacha - Russe d'origine - est encore en route, le Haut Yémen est pratiquement sans gouvernement. Murad-pacha, beylerbey du Bas Yémen, ne doit pas suivre de bien près les affaires de l'eyalet voisin, selon les apparences. Le fait est qu'il ne remarque rien de ce qui se trame. J.Hammer

écrit: "Al-Mutahhar, qui jusque là menait Murad par le nez avec ses professions de fidélité et amitié, jette brusquement le masque et met le siège devant Sana" [82, t.6, p.365]. Ayant enfin compris de quoi il retourne, Murad-pacha part en campagne, mais tombe aussitôt dans une embuscade. Sa troupe est défaite, lui-même trouve la mort dans l'engagement. Sana capitule le 9 août 1567. Dès qu'entré dans la ville, al-Mutahhar enfreint les conditions de la reddition et soumet la capitale de l'eyalet haut-yéménite à un sac dévastateur. La garnison ottomane forte de près de 1 400 hommes est internée. Les Zayidites capturent 17 sandjakbeys et 4 agas. L'administration du pays est décapitée. Les quelques citadelles et garnisons qui continuent de résister, le font à leur corps défendant.

Sana prise, al-Mutahhar déclare le pouvoir ottoman renversé et le 15 août 1567, il est proclamé calife et chef des fidèles (emir al-muminin). Partout ses troupes célèbrent la victoire. L'un de ses capitaines, Ali ben Choweya s'empare le 7 octobre suivant, à l'issue d'un bref assaut, de Taïz puis pousse au sud, où il prend coup sur coup Aden, Moz, Moka et de là, marche sur la capitale Zabid (voir [82, t.6, pp.366-367]).

Sur ces entrefaites, Hassan-pacha arrivé sur place au mois de septembre, rassemble rapidement sous son commandement tout ce qu'il y a de troupe ottomane au Haut et au Bas Yémen. Comme ce n'est pas grand-chose, le nouveau pacha préfère ne pas s'aventurer dans la montagne. En fait, il se contente d'assurer la défense des approches immédiates de la capitale. Cela s'avère d'autant plus aisé qu'au Tiham les Zayidites n'ont aucun crédit. Au contraire, leur sectarisme les coupe d'une grande partie de la population sunnite. Comme précédemment, les chefs shiites du Yémen leur préfèrent le pouvoir des beylerbeys ottomans. Les Ismaéliens eux-mêmes qui en 1565-1566 ont passé alliance avec eux, reviennent sur leur décision et basculent dans le camp turc. Tout ceci fait que les troupes ottomanes du Yémen, toujours selon

J.Hammer, peuvent “recevoir le renfort d’un grand nombre d’Arabes” décidés à se battre contre al-Mutahhar [82, t.6, p.372].

De fait, Zabid est l’obstacle sur lequel achoppe l’armée zayidite. Aux approches de la capitale, les hommes d’Ali ben Choweya sont défaits et doivent fuir le champ de bataille. Hassan-pacha a réussi son pari, il tient la capitale et la côte attenante. Le Yémen montagneux, Aden et Moha quant à eux, restent provisoirement aux mains du calife zayidite al-Mutahhar et de ses murides.

Et néanmoins les quelques succès zayidites sont le signal auquel l’opposition aux Ottomans se généralise au Hadramaout. En violation du traité de 1549 le mansab de Beida al-Amoudi prend ouvertement le parti d’al-Mutahhar. La capitale Seyoun est le théâtre d’un coup de palais. En 1568 les conjurés kassirides emmenés par le fils de Badr III émir Abdallah mettent le sultan aux arrêts et l’enferment au château de Marima. L’émir mal en point est bientôt emporté par la maladie (février 1570, [47, p.132]). Encore plus tôt, en mars 1565, disparaît Bahrama, ulem shafiite notoire, compagnon d’idée et grand-vizir de Badr III Bu Tuveyrik. Dès lors les partisans des réformes se trouvent privés de leurs chefs les plus en vue. Les tenants du légitimisme alide et de la tradition sabei prennent le dessus. Le nouveau sultan Abdallah III (1568-1578), résolument hostile à tout changement, annihile pratiquement tout ce qui a été accompli par son père.

Après la disparition de Badr III le Hadramaout se démembré de nouveau en petites seigneuries féodales. Abdallah III tente certes de préserver l’unité de son Etat et réussit à neutraliser la rébellion de son frère Djafar. Mais il n’est pas en mesure, finalement, de vaincre les tendances centrifuges. A la fin du XVIe siècle, le Hadramaout entre dans une nouvelle phase de guerres féodales et intestines, entretenues tant par les turcophiles que par les tenants du légitimisme alide.

Et les Turcs continuent de consolider peu à peu leur potentiel au Yémen. En avril 1568 Selim II (1566-1574) annule la partition du pays en deux

provinces et cumule la plénitude du pouvoir entre les mains d'un unique beylerbey. Son choix tombe sur Osman-pacha, le fils d'Ozdemir dont le rôle avait été prééminent lors de la mise au pas du soulèvement de 1547-1551. En peu de temps, Osman parvient à gagner la confiance de nombreuses tribus et à rassembler autour de sa personne une partie considérable de la population sunnite. Grâce à ce soutien populaire, il restaure l'autorité de la Sublime Porte dans quelques autres territoires. Ses troupes reprennent notamment les villes de Moka et de Taïz [48, p.30].

Mais c'est sans compter avec la farouche résolution des Zayidites, qui obligent les Turcs à reviser leurs projets de victoire rapide. A Taïz, par exemple, la garnison zayidite se retranche solidement dans la citadelle d'El-Kahir et continue de résister même après la chute de la ville. Des renforts sont indispensables, et le divan impérial décide d'envoyer au Yémen sa flotte de la mer Rouge et un corps expéditionnaire spécialement recruté à cette fin. Pour l'essentiel, ce sont des contingents égyptiens, et notamment des Mamelouks [73, t.1, p.12; 121, p.100]. Le commandement en est confié au beylerbey d'Egypte Sinan-pacha, un des dignitaires les plus fortunés de l'Empire, de souche paysanne albanaise – personnage égoïste et parfaitement inculte.

Le corps expéditionnaire quitte Le Caire le 5 janvier 1569. La marine ottomane l'achemine en un premier temps à Yanbo; le reste de la route se fait par voie de terre. Sa tâche accomplie, la flotte vient jeter l'ancre à Moka. La conduite des opérations militaires se complique immédiatement du fait du différend qui éclate entre Sinan-pacha et Osman Ozdemir-oglu qui ressortissent l'un et l'autre à des clans distincts de l'élite ottomane. Leurs relations se dégradent à tel point qu'en juillet 1569 Sinan-pacha démet Osman de ses fonctions de beylerbey et l'expulse du pays. Le nouveau beylerbey yéménite est le renégat russe Hassan-pacha, qui effectue ainsi son retour aux affaires, mais, comme le note J.Hammer, "ne porte le titre que nominalement" [82, t.6, p.372].

A l'arrivée de Sinan-pacha, la garnison zayidite d'El-Kahir préfère signer sa reddition. Ceci permet aux Turcs de faire de Taïz la base opérationnelle principale de leur armée au Yémen. Et le gros de leurs forces commandé par Sinan-pacha en personne marche aussitôt sur Sana. Un autre détachement sous le commandement de Mimay-bey se dirige sur Aden, au large de laquelle la flotte ottomane a déjà pris position. A l'issue d'un siège bref, les Turcs prennent Aden (15 mai 1569) et rétablissent leur pouvoir au sud du Yémen. Ceci fait, ils se tournent vers Sana. Les troupes de Sinan-pacha défont les milices zayidites au mont Hutaysh et s'emparent de Damar, un des grands foyers du zayidisme. Le 26 juillet, ils sont sous les murs de Sana et s'en emparent sans difficulté majeure. Tout ce que al-Mutahhar tente pour reprendre la ville est sans effet. Pire encore, son fils al-Hadi est tué dans les combats. Finalement, les troupes zayidites qui rassemblent plus de 9 000 hommes (un millier de cavaliers et 8 mille fantassins) essuie une défaite écrasante lors de la bataille décisive qui se déroule sous les murs de la cité. Al-Mutahhar a toutes les peines du monde à éviter la captivité, il fuit se mettre en sûreté dans son fief de Soula (voir [82, t.6, pp.372-378]).

Mais ceci n'est pas encore la fin de la guerre. Incapables de tenir tête aux Turcs en bataille rangée, les rebelles changent de méthode et adoptent la tactique de la guérilla. Le relief montagneux du pays s'y prête à merveille. Les actions militaires s'allument simultanément en des lieux différents, notamment autour des petits châteaux de la montagne. A y bien regarder, il se forme plusieurs foyers de résistance autonomes, les affrontements prenant la forme d'une guerre locale.

Qu'ils le veuillent ou non, les Turcs sont obligés de s'adapter à cette forme de guerre d'épuisement promise à durer. Hésitant à éparpiller leurs forces, ils préfèrent anéantir les foyers de résistance un à un. Mais les longues marches, la lenteur de l'acheminement de l'artillerie, du train et du matériel de siège, tout ceci demande beaucoup de temps et exige de gros efforts. Aussi,

pour redonner moral à son armée, Sinan-pacha augmente la solde de ses soldats, il les autorise à mettre le sac aux villes et aux villages conquis. Haulan, Chibam et d'autres forteresses de la région de Sana sont ainsi gommées littéralement de la surface de la terre. Les localités détruites et incendiées se comptent par dizaines.

Mais les fanatiques religieux que sont les Zayidites continuent de résister avec le dernier acharnement. Ils puisent une force nouvelle dans les rumeurs qui se colportent dans la montagne, d'événements miraculeux, de présages célestes et même d'apparitions du Prophète venu leur apporter son soutien [82, t.6, p.378]. Et les fils d'al-Mutahhar, son frère Chams ad-Din Ali, Katran – celui que les Turcs surnomment "al-Medjnoun", le Forcené –, Ali ben Tahir et les autres chefs rebelles infligent aux troupes de Sinan plus d'un revers cuisant. Plusieurs détachements ottomans sont entièrement anéantis. Le 4 mars 1570, "du fait de la trahison du bey turc Mimay", Sana doit même être rendue brièvement aux rebelles.

Entre autres faits d'armes, le siège de la forteresse de montagne de Kaukaban qui en est proche, prend rapidement des dimensions épiques. Le siège débute le 17 août 1569. Les défenseurs de la place-forte que commande le fils Muhammad de Chams ad-Din Ali, vont repousser 9 mois durant tous les assauts des Turcs. Kaukaban se dresse au sommet d'un rocher à pic, à l'altitude de 2 700 mètres. De loin, le château paraît voguer au milieu des nuages. Les accès en sont protégés par de profondes douves au creux desquelles croupit une fange malsaine. Les douves communiquent avec les fortifications intérieures par des passages souterrains. Quand les Turcs tentent de combler l'obstacle, les défenseurs de la place jaillissent aussitôt du sous-sol et enlèvent les sacs de sable. Le roc, d'autre part, est si dur que les assaillants, en dépit de tous leurs efforts, ne parviennent pas à y forer leurs trous de mine. Canons et matériel de siège doivent être acheminés à la force des bras, les mécanismes de levage s'avérant le plus souvent inutilisables. Pour compléter

le tableau, quand on amène de Sana le lourd pont d'assaut en fer, il se brise sous son propre poids à la première tentative faite pour le jeter en travers de la douve, et bascule dans le précipice. Furieux, Sinan-pacha ordonne d'amener sur l'heure plusieurs centaines d'ouvriers qui, sous le feu d'enfer des assiégés, entament la construction d'un autre pont d'assaut (cf.[82, t.6, pp.377-379]).

Mais la guerre s'éternise. Des deux côtés des signes de lassitude se manifestent. Les chefs zayidites commencent à douter de l'issue promise à leur combat, face à l'acharnement d'une armée ottomane que rien ne paraît pouvoir ébranler. Des dissensions éclatent dans leurs rangs. Nombreux sont ceux qui désespèrent de vaincre un jour, et qui commencent à passer dans le camp turc, c'est le cas par exemple de Seïd Nassir, pourtant considéré comme l'un des plus fidèles et tenaces compagnons de l'imam [82, t.6, p.378].

Mais Sinan-pacha s'inquiète aussi de la tournure que prend sa campagne militaire. Ses troupes subissent de grosses pertes dans les batailles et menus affrontements, dans les embuscades et sur les sentiers de la montagne. Son Trésor est épuisé. Pour y remédier, il décide d'introduire des impôts extraordinaires, ce qui, bien entendu, soulève le mécontentement de la population et menace de compromettre définitivement le projet turc [48, p.31].

La situation en vient au point où les deux camps ne seraient pas fâchés du tout de mettre un terme aux hostilités. La voie de la paix est ouverte par la reddition de Kaukaban. Toutefois, moins que son succès militaire, c'est la volonté de compromis de Sinan-pacha qui s'avère ici décisive. Le 18 mai 1570, les turcs ont enfin achevé leur pont d'attaque. Avant d'ordonner l'assaut, le pacha propose une dernière fois à Muhammad ben Chams ad-Din de capituler et avance des conditions fort honorables. En échange de l'allégeance totale au sultan, il consent à en faire le sandjakbey ottoman de cette même place de Kaukaban, avec un traitement annuel de 600 000 aspres. Condition que Muhammad accepte immédiatement [82, t.6, p.379].

On aboutit d'une façon identique, à la fin de 1570, à une paix des braves avec l'imam al-Mutahhar et les autres chefs zayidites. L'imam reconnaît solennellement la suzeraineté suprême de la Sublime Porte. Les troupes ottomanes vont de nouveau tenir garnison dans toutes les citadelles et les villes où elles se trouvaient avant la rébellion de 1567-1570, les séditions qui s'obstineraient à poursuivre la lutte ne peuvent en espérer un quelconque soutien. En contrepartie, les Turcs reconnaissent sa qualité de chef religieux des Zayidites et lui confient le gouvernement de plusieurs districts du nord du Djebel. Notamment Soulya, Haddja, Saada, Affar, Hisn Di-Marmar et les terres attenantes. Les garnisons turques y sont partout présentes, mais le pouvoir local est la prérogative intégrale, en tant que le représentant nommé de l'administration ottomane, d'al-Mutahhar[48, pp.31-32].

L'accord de 1570 signe le retour de la paix au Yémen. Ne demeurent que quelques nids de résistance isolés, dont le principal se situe à Ibb, le fief familial de Chams ad-Din Ali. Sa réduction est confiée à Bahram-pacha, qui va gouverner le pays de 1570 à 1577. Sa mission accomplie, Sinan-pacha quant à lui repart le 1er mars 1571 pour Istanbul. Environ un an plus tard, al-Mutahhar meurt. Son frère Chams ad-Din Ali est empoisonné - Ibb ne résiste pas à l'assaut des Turcs (voir [82, t.6, p.380]). Une lutte féroce pour le pouvoir s'engage aussitôt entre les fils et proches parents de l'imam disparu, c'en est fini de l'imamat. La société shiite se désintègre en de multiples factions, et sous le gouvernement de Murad-pacha (1577-1580) son unité éclate définitivement. Un nouvel imam, un certain Hassan ben Ali al-Muayadi se manifeste à ce moment à Saada. Il tente à son tour de soulever la population, mais la majorité des shiites ne le suit pas. Bien au contraire, les ansars zayidites et les fils d'al-Mutahhar rendent aux Turcs un signalé service en se chargeant eux-mêmes d'écraser le soulèvement [48, p.32].

Il semble donc que la domination de la Sublime Porte est désormais solidement établie. Le pouvoir des beylerbeys est sans discrétion. Sous

Hassan-pacha (1580-1605), il s'étend aux terres les plus lointaines et isolées du Yémen, Djizan et Nedjran compris. Les rares récidives de désordre sont étouffées dans l'œuf. La plupart des tribus renoncent à la lutte armée, elles prennent le parti des Turcs et bénéficient de leurs subsides et de leurs présents [48, p.33].

Et malgré tout, les positions de la Porte restent fragiles au Yémen. La chute de l'imamat zayidite et la victoire des armes turques n'ont pas suffi à stabiliser définitivement le régime. Comme sous les premiers beylerbeys, l'autorité ottomane ne dispose pas de l'indispensable consensus social. Les héritiers de la tradition sabéenne ont certes dû reculer, mais cela ne signifie pas qu'ils acceptent leur défaite. Ceci fait que l'"ottomanisation" du Yémen garde un caractère purement rapporté et superficiel. Tant durant la période du contrôle indirect (1517) et de l'instauration du pouvoir turc (1538) qu'après les rébellions de 1547-1551 et 1567-1570, elle se heurte à des obstacles insurmontables. Dans la pratique, le pays n'a pu être intégré au système socio-politique de l'Empire. Il n'y aurait guère que les régions shafiites où l'"ottomanisation" signifie peut-être davantage que le simple contrôle militaire et politique de la Porte.

Le rattachement du Soudan et du littoral africain de la mer Rouge

Dans la perspective de la stratégie générale des grandes puissances du temps, la conquête du Yémen par les Turcs est à considérer comme une grave défaite du Portugal. En prenant pied en Arabie du Sud, les Turcs se procurent

une tête de pont fort avantageuse du point de vue militaire et qui représente une sérieuse menace pour les communications maritimes des Croisés. De plus, ainsi que le montrera la suite des événements, cela fait peser un péril réel sur les bases que le Portugal détient en Inde et sur la côte Est de l’Afrique. Afin de rétablir l’équilibre, et plus exactement, pour consolider leurs positions dans l’océan Indien, les Portugais décident donc de réanimer l’ancienne alliance avec l’Ethiopie, ce pays nimbé de mystère sur lequel ils avaient beaucoup misé à la charnière des XV-XVI^e siècles.

C’est en effet en 1490, soit 8 ans avant l’expédition de Vasco de Gama et au moment où celui-ci se prépare seulement à faire sa “découverte” de l’Inde, que le Portugal noue de premiers contacts avec l’Ethiopie. Ce pays qui craignait alors une invasion musulmane, se hâta d’accepter l’offre d’alliance qui lui était faite par Pedro di Coviljao, le premier Portugais à s’y rendre en voyage officiel. En 1509, une ambassade éthiopienne ayant à sa tête Mateos, un moine et voyageur arménien qui a pris du service auprès de la reine d’Ethiopie Hélène, arrive à Lisbonne pour conclure les pourparlers.

Mais cette alliance de 1509 restera pendant longtemps un simple accord sur le papier. En raison de leur éloignement géographique, le Portugal et l’Ethiopie peinent à maintenir des relations concrètes suivies. Mateos ne regagne l’Afrique qu’en 1520. Il est accompagné d’une ambassade portugaise emmenée par don Rodrigo de Lima qui apporte dans ses bagages un lot de mousquets, persuadé qu’il est de trouver sur place l’armée forte et belliqueuse des chefs légendaires de l’Afrique chrétienne. Mais “la première rencontre avec les Abyssins déçoit cruellement les Portugais”, écrit R.S.Whiteway [126, p.191]. Leur ardeur à pactiser est refroidie pour longtemps, les belles espérances entrevues par quelques têtes rapides à s’enflammer et qu’entretenaient l’urgente nécessité de se trouver un allié au Levant, sont réduites à néant.

Car ce sont des années où l’Ethiopie traverse une des plus graves crises de toute son histoire. A la fin du XVe siècle elle se voit privée de sa façade maritime. L’armée jadis toute-puissante du Négus contient difficilement la pression des troupes musulmanes. Les gouvernants éthiopiens ne comptent plus tant sur la force de leurs armes que sur la difficulté d’accès de leurs montagnes, qui assurent “à leur Etat une formidable protection naturelle” [3, p.128]. Mais le plus grave, c’est que ces gouvernants ont perdu la confiance et l’attachement de leur peuple. La population éthiopienne plie sous le joug de l’église et des seigneurs féodaux, elle refuse de faire la guerre d’un Négus qu’elle ne porte plus dans son cœur. K.Louknitski note: “La paysannerie abyssinienne, dans le meilleur des cas, fait preuve d’indifférence à l’égard de l’arrivée éventuelle des musulmans” [24, p.381]. De nombreux Ethiopiens se convertissent à l’Islam, se révoltent contre les chefs chrétiens et consacrent toute leur énergie à rapprocher la victoire des gazis musulmans.

Selon toute apparence, un état d’esprit similaire prime dans les pays chrétiens de l’Est soudanais. L’Eglise nubienne qui formait une entité avec l’Eglise monophysite jacobite d’Ethiopie, est à deux doigts de disparaître. Déjà au début du XIVe siècle cessait d’exister l’Etat chrétien de Makurra, dont la capitale était à la Vieille Dongola, sur la rive droite du Nil. A 1484 remonte la dernière évocation d’une présence chrétienne en Nubie du Nord [56, p.542]. En Nubie du Sud, existait encore à ce moment l’Etat chrétien d’Alwa, territorialement à cheval sur le Nil Blanc et le Nil Bleu. Au plan religieux et politique, il dépendait totalement du soutien de l’Ethiopie. Déchiré par les luttes intestines, l’Alwa bientôt désintégré en “capitanats” séparés, comme les désignaient les Portugais, résistait mal à la pression des musulmans qui, de même que dans l’Ethiopie voisine, possédaient certainement dans le pays un grand nombre de sympathisants.

Au plan économique, l’agonie de l’Etat nubien est préparée par le déclin des cités et de la civilisation rurale. Depuis plus de 400 ans le Soudan subissait

la mainmise des tribus nomades arabes, apparues ici au XI^e siècle. Des nomades qui vivaient de rapines et ravageaient le pays. Au tournant du XVI^e siècle, ils font la loi sur les vastes terres semi-désertiques qui s'étendent de part et d'autre du Nil. A l'orée des temps modernes, ils commencent à supplanter numériquement la population rurale de souche, indique W.Adams [56, p.590]. La vie des cités subit une régression parallèle. Les fouilles de Sobé "révèlent un déclin considérable de la culture matérielle" [56, p.537]. Un grand nombre de villes autrefois florissantes sont réduites à l'état de ruines, le commerce est inexistant. "Les marchands ont disparu en tant que classe" [56, p.545].

Sur les débris de la civilisation chrétienne du Soudan, on voit se former de nouveaux Etats musulmans qui prennent progressivement la place des embryons d'Etat primitif mis en place par les nomades. Au Berberistan, ainsi que les Turcs dénomment la basse Nubie située entre la première et la troisième cataracte, existent au début du XVI^e siècle plusieurs émirats bédouins. Ils règnent sur la population agricole de la vallée du Nil, composée pour l'essentiel de Nubiens (Barabras).

Sur le littoral de la mer Rouge, ce sont les Mamelouks égyptiens qui contrôlent le pays. En mai 1506, face à la montée de la menace portugaise, ils occupent Suakin [83, t.4, p.618] et y installent une importante garnison. De ce moment toute la côte de la mer Rouge, jusqu'à Suakin et plus au sud, se trouve de nouveau sous leur gouvernement direct. Finalement leur pouvoir s'étend de même à tout le territoire situé entre le Nil et le littoral soudanais de la mer Rouge. Le gros de la population est constitué ici de Bedjas, ethnologie nomade singulière qui parle la langue kushite du To-bedayé [36, p.4]. Les Bedjas ont formé plusieurs émirats dont l'influence fluctue avec le temps. Ils sont commandés par les émirs hadariba, en qui il faut voir une sorte de caste dirigeante d'origine himiyarite¹⁶. Venus du Hadramaout, ils ont conservé leur

¹⁶ Selon quelques sources, le mot de *hadariba* ne serait que la déformation bedja de *hadarma* – les habitants du Hadramaout (voir [112, pp.64-65, 70])

langue et leur coutume de caste, et assez vite adopté l'islam, bien avant le noyau principal des nomades bedja en tout cas, dont l'islamisation est datée d'habitude du XIVe siècle [112, pp.64, 65, 70].

En tant que vassaux des sultans mamelouks, les émirs hadariba assurent la sécurité côté terre de Suakin, cette ville qui au début du XVIe siècle est le grand centre commercial, religieux et politique de tout l'islam soudanais. Les Hadaribas s'appuient principalement sur les chefs de tribu bedja et les sheiks nomades arabes, comme par exemple Djuhaina et Awlad Kahil [110, p.21]. Leurs milices forment l'ossature des forces armées des émirs. C'est l'instrument qui leur permet de gérer leur pouvoir dans les vastes étendues du désert nubien et des plateaux bordiers de la mer Rouge, et de faire à l'occasion "la guerre sainte" aux pays chrétiens du Nord-Est africain, multipliant les raids dévastateurs en Nubie et en Ethiopie. A la charnière des XVe-XVIe siècles, les régions du nord du Tigré deviennent à leur tour la cible favorite de leur expansion [112, p.135].

Dans le Soudan central, ils ont pour alliés dans leur combat contre la chrétienté les tribus arabes nomadisantes et les bandes de pillards armés d'origine africaine, de ceux que les Portugais dénomment "les Maures noirs". A ce moment, ils constituent deux Etats musulmans autonomes qui vont entretenir d'étroits rapports de voisinage. L'un d'eux est fondé par les Bédouins racés djuhaina qui prennent du service auprès des émirs hadariba. Selon les chercheurs modernes, leur chef Abdallah Djamma (le Rassembleur) possédait des liens de sang avec "le roi de l'Orient" hadariba, et ayant entamé sa carrière du côté de Suakin, il est ensuite promu gouverneur hadariba pour la vallée du Nil [110, p.23; 56, p.599]. Il y constitue une puissante confédération de tribus arabes nomades et unit sous son autorité les divers émirats bédouins installés dans le méandre du grand fleuve, "les rassemblant" ainsi en un unique Etat. A la fin du XVe siècle, cet Etat assume le poids essentiel de la lutte contre l'Alwa, et élargit peu à peu ses frontières aux dépens de la Nubie

du Sud. Abdallah Djamma a la main haute sur les foyers de population arabe désormais sédentarisée qui peuple la région où confluent le Nil Blanc et le Nil Bleu, ainsi que sur les Bédouins du Soudan central [89, p.9].

Le second Etat musulman est crée par les “Maures noirs” alliés des émirs hadaribas et d’Abadallah Djamma. Cette ethnie est entrée dans l’histoire sous le nom mystérieux de “Funjs” (ou “Fundjs”) dont l’origine et le sens sont fort controversés. De toutes les hypothèses avancées par les spécialistes, la plus plausible nous paraît être celle du Soviétique S.Smirnov, qui s’est plus particulièrement consacré à l’étude de l’histoire du Soudan. Smirnov croit avoir établi que les Funjs sont les lointains descendants “des Meroïtes (tribus kushites éthiopiens s’étant mélangées aux Nubiens)” qui constituaient dans les temps reculés “le gros de la population agricole de la vallée du Nil” et ont subi par la suite “l’influence de leurs voisins du Sud, Nilotes puis Arabes” [36, p.69]. Une opinion avec laquelle converge entièrement celle du Britannique J.Spaulding. Celui-ci définit les Funjs comme “un peuple sudnubien originaire des terres qui bordent le Nil Blanc en aval des Grands marécages” [110, p.24]. Sur le fond, c’est aussi le point de vue des historiens anglais du Soudan W.Adams et J.Trimingham. Eux aussi pensent que les Funjs sont les représentants de la population autochtone, avec la réserve qu’il ne s’agirait pas là d’une désignation ethnique, mais “d’un terme politique”. Quoiqu’il en soit, assurent ces deux chercheurs, il n’existait ni langue ni tribu funj, et “en l’absence des témoignages ethnologiques et linguistiques requis, tous les espoirs de voir découvrir leur origine tribale particulière courent à l’échec” [56, p.600]. A leur avis, le terme gagnerait à ne pas être relié à une race ou une culture quelconque ¹⁷. Le plus probable est qu’il désignait “une petite minorité

¹⁷ Les autres approches se résument grosso modo à éviter de voir en les Funjs des conquérants venus de l’extérieur. James Bruce, par exemple qui a voyagé au Soudan en 1772, fut le premier à déclarer que les Funjs proviennent de la tribu nilote des Chillouks. Pour A.Arkell, ils arrivent du Darfour; pour Chitaway, Nalder et Crawford – des hauts plateaux abyssiniens. E.Birghaus, enfin, penche pour une position intermédiaire [6, pp.6-8]

dominante au passé non nomade” (J. Timingham [124, p.85]) ou encore, comme l’écrit son compatriote W.Adams, “une caste régnante dynastique s’étant soumise un groupe de tribus aborigènes non arabes du cours supérieur du Nil Bleu” [56, p.600]. Et dans ce cas, observe encore J.Trimmingham, les Funjs sont indissociables des habitants de souche du Gezireh, ceux qu’ils appelaient des “hamadjes” [124, p.85]. Les Hamadjes à leur tour, en tant que principaux successeurs des Funjs, pouvaient être, pense en bonne logique W.Adams, “les anciens sujets dissidents de l’Alwa” [56, p.600]. Quoi qu’il en fût, au début du XVIe siècle les Fungs font figure aux yeux des premiers voyageurs européens, de musulmans qui parlent l’arabe et prétendent même tirer origine des Omeyyades, bien que pas la moindre trace de sang arabe ne perce dans leur apparence physique, et que dans leur environnement immédiat, on continuera pendant longtemps encore à pratiquer la langue locale d’avant les Arabes (voir [56, p.600; 110, p.29]).

A la lumière de ce qui précède, on est en droit d’estimer que les Funjs ou “Maures noirs” prenaient leur origine dans la population aborigène de la Nubie du Sud (l’antique Meroé), ce sont eux qui ont constitué l’élite du mouvement musulman rébellé contre l’Eglise jacobite et les féodaux chrétiens de l’Alwa. Seuls ou de concert avec les milices bedjas des petits seigneurs hadaribas, ils multiplient des raids contre les citadelles et les villes de la Nubie du Sud, incendient les agglomérations chrétiennes, détruisent les églises et ravagent les deux rives du Nil, Bleu et Blanc. A ce jeu de la violence guerrière, un certain Oumar Dounkas s’impose bientôt aux autres seigneurs et devient par la suite le premier des sultans noirs du Sennar. Sans aucun doute, il s’agit d’un homme du pays. Ce dont témoigne notamment la tradition arabe qui tient que Oumar fut d’abord chrétien et qu’il n’a adopté l’Islam qu’ensuite, après avoir rejoint la rébellion [110, p.31].

La chute définitive de l’Alwa, comme le note W.Adams, est le résultat des attaques conjointes des Arabes et des Funjs – “la constante tradition

soudanaise" l'affirme [56, p.538]. Et le rôle directeur, à la première phase du moins, les historiens modernes sont enclins à l'attribuer aux premiers. Ce sont eux, croient-ils, qui ont aidé les Funjs à prendre pied au Gezirah et y fonder leur Etat [112, p.77]. Mais par la suite, à mesure que le nombre et l'influence des rebelles à la peau noire croissent, ce premier rôle passe aux Funjs. Il faut lire au sujet de leurs rapports avec les Arabes à la phase terminale de l'affrontement ce qu'on appelle la "Chronique funj", un texte du Sennar rédigé au XIXe siècle à partir de la tradition orale et de sources écrites depuis lors perdues. Ce document commence par narrer comment, après la prise de la capitale de l'Alwa Soba (proche de l'actuelle Khartoum), Oumar Dounkas et Abdallah Djamma passent un traité qui définit comme suit les rapports au sein du camp musulman:

"On sait que le gouvernement d'Oumar Dounkas débute du jour où il réunit autour de sa personne des hommes en nombre toujours croissant, avec lesquels il demeure à Djebel-Moié, à l'ouest de Sennar. C'est là que vient le trouver Abdallah Djamma, issu des Arabes Kawasma et qui était le père du sheik Adjib al-Kafouti géniteur des Avlades Adjib. Les Funjs avaient décidé de faire la guerre aux rois de Soba et de Kerri. Oumar et Abdallah Djamma sont alors parti en campagne avec leur troupe, ils ont livré bataille aux rois de Soba et de Kerri, ils les ont défaits et tués. Ceci fait, ils sont convenus de ce qu'Oumar doit régner à la place du roi de l'Alwa, c'est-à-dire de Soba, vu qu'il étaient le plus fort, et qu'Abdallah Djamma doit prendre la place du roi de Kerri. Se conformant à cette décision, celui-ci est allé fonder au Djebel-ar-Ravian, sur la côte Est, la ville de Kerri et il en a fait la capitale de son royaume. De son côté Oumar a fondé la ville de Sennar, à l'endroit où habitait une femme du nom de Sennar. Et c'est là qu'il a créé la capitale de son royaume. Ceci s'est produit en l'an 910 de l'hégire (1504). Et ils ont continué, Oumar et Abdallah, à se conduire comme des frères, encore que Oumar occupât une place plus élevée qu'Abdallah quand ils se retrouvaient côte à

côte en un même lieu. Mais quand ils étaient en des lieux différents, Abdallah était traité avec la même considération qu'Oumar" (cité d'après [124, p.74, note 3; 56, p.538]).

Nous voyons ainsi que Oumar Dounkas, premier sultan funj du Sennar (1504-1534), est reconnu principal chef musulman du Soudan central. Son autorité s'étend sur le territoire de la haute Nubie et de la Nubie du Sud, depuis la 3-ème cataracte jusqu'aux plateaux abyssins. Mais en conformité avec le traité de 1504, il ne gouverne directement que les terres bordières du Nil Blanc et du Nil Bleu, ce que les Turcs appelaient le Funjistan. Un territoire dont les frontières coïncident en gros avec celui de la Nubie du Sud (moins les régions du Nord), et ceci fait du nouveau sultanat musulman comme une espèce de successeur légitime de la chrétienne Alwa médiévale. Après la destruction de Soba, sa capitale est transportée au Sud, à Sennar, en plein cœur du Gezirah, principal foyer des possessions funjs.

De son côté, Abdallah Djamma devient gouverneur en second ou vice-roi musulman du Soudan central. Aux termes de l'accord de 1504, il prend sous son gouvernement direct la haute Nubie ou, plus exactement, toutes les terres qui vont de la 3-ème cataracte au confluent du Nil Blanc et du Nil Bleu. Il s'agit en gros du Bayouda, qui occupe dans le méandre du Nil un territoire allant de la Vieille Dongola à la 6-ème cataracte. En somme, Abdallah Djamma devient ainsi le successeur des seigneurs médiévaux de Makurra et en hérite même, dit la tradition arabe, "la couronne ornée de pierreries des rois nubiens" [56, p.599]. Il se choisit pour capitale, on l'a vu, la ville de Kerri, que de nombreux spécialistes croient pouvoir identifier à la localité actuelle du même nom, à environ 70 kilomètres au nord de Khartoum. Comme précédemment, Abdallah Djamma puise sa force principale dans les Bédouins

de la confédérations de tribus arabes créée à son initiative, qui désormais seront connus sous le générique d'Abdallabes – la descendance d'Abdallah ¹⁸.

Toutefois l'absence de quelconques documents complémentaires en confirmation de ce que nous rapporte la "Chronique funj" concernant l'accord de 1504, a conduit l'historiographie anglaise à multiplier les conjectures à ce propos. Disons qu'elles sont toutes à caractère spéculatif et ne peuvent, dans le meilleur des cas, être considérées que comme le fruit d'un esprit critique outrancier. Partant de vagues légendes historiques qui ne possèdent pas de repères datés avec précision et se rapportent le plus vraisemblablement à une période plus tardive, plusieurs auteurs britanniques ont cru pouvoir proposer une clé inédite au problème des relations entre Arabes et Funjs. Ils déclarent ainsi que ladite chronique n'est qu'un faux, créé de toute pièce à une date plus récente, soit dans l'intérêt de "la propagande abdallabe" désireuse de "cacher et évacuer la période de la domination funj" [110, p.191, notes 60, 76], soit, inversement, dans l'intérêt des sultans funjs désireux de "légitimer leur pouvoir" [56, pp.538-539].

La première de ces banderilles critiques fut posée en 1932, avec l'article sur "L'origine des Funjs" de A.Arkell qui, selon J.Trimingham, intentait un véritable procès à la "Chronique funj" en mettant en doute sa valeur de source fiable touchant l'histoire des XVIe-XVIIe siècles [124, p.74]. L'hypothèse d'Arkell est ensuite reprise et développée par P.M.Holt (1960), J.Spaulding (1971) et quelques autres chercheurs britanniques. Jetant au panier la tradition historique soudanaise qui, on l'a vu, reliait la chute de l'Alwa à une action conjointe des Arabes et des Funjs, ils prennent l'initiative de transférer les rapports de ces deux ethnies sur le terrain du conflit national et racial. Dans cette conception, ce n'est point Oumar Dounkas, mais les Abdallabes qui conquièrent d'abord l'Alwa puis se heurtent aux Funjs. Le chef de ces derniers,

¹⁸ Le professeur W.Adams explique que le suffixe *ab* emprunté à la langue bedj, signifie "descendant d'untel" (voir [56, p.762, note 13])

Oumar Dounkas pénètre au Gezirah soit par l'Est, soit par le Sud et "jette un défi" [110, p.24] aux troupes d'Abdallah Djamma. Lors d'une bataille imaginaire à Arbadj, datée ici de la même année 1504, les Funjs défont soi-disant les Abdallabes et leur arrachent "le fruit de leur victoire précédente sur Soba" [56, p.600], les forçant à reconnaître leur autorité. A défaut d'une telle victoire, jamais les Arabes n'eussent accepté "de servir" de vice-rois à la cour des sultans noirs [58, p.208]. Après quoi les Funjs, pour une raison au demeurant point tout à fait claire pour nous, auraient voulu enjoliver leur histoire des faits d'armes abdallabes par eux vaincus, et c'est là que serait née la "Chronique funj" [56, p.538].

Le point le plus faible de cette conception "à la confrontation" est évidemment le fait que les Funjs adoptent l'Islam. Comment l'expliquer, s'ils sont vraiment les ennemis inconciliables des Abdallabes? Il eût été bien plus logique de les voir conserver leur vieille foi, en manière de "symbole national" ou de "bannière de la résistance". Or les Funjs n'en font rien. Au contraire, ils mettent en exergue leur origine omayyade et n'en soulignent que davantage leur parenté arabe. Cette absurdité évidente incite P.M.Holt à faire intervenir un troisième élément, et expliquer l'islamisation des Funjs par des motifs politiques dépassant le conflit arabo-funj, soit "la peur des Turcs". Mais déjà J.Spaulding notait que cette hypothèse est de toutes la moins vraisemblable [110, p.32]. En effet, de quelle peur des Turcs peut-il aller, si en 1517 les Funjs ne les côtoient d'aucune façon et en tout cas, n'ont aucuns rapports avec eux. Sans oublier qu'ils en sont séparés par le puissant empire mamelouk, par définition hostile aux Turcs osmanlis et veillant jalousement à son droit de suzeraineté sur le Soudan. D'autre part P.M.Holt, curieusement, ne peut citer le moindre parallèle historique qui rendrait plausible la situation où la victime potentielle se hâte d'adopter le système religieux et socio-politique de l'agresseur supposé, sans qu'aucune sorte de pression ne soit exercée de sa part.

Et ne nous paraissent pas plus concluants les motifs économiques et linguistiques dont argue encore J.Spaulding. Ce chercheur pense que “le resserrement des liens commerciaux avec Suakin et la diffusion progressive de l’arabe en tant que *lingua franca* de l’administration et du commerce nubiens, sont les facteurs décisifs ayant incité les Funjs à adopter l’Islam [110, pp.32-33]. Mais si l’on se souvient du caractère hostile des relations entretenues pendant longtemps entre les chrétiens du centre du Soudan et les musulmans du littoral, n’est-il pas plus logique de supposer que les contacts commerciaux, linguistiques et autres ne sont pas la cause mais la conséquence de l’islamisation des Funjs?

A la lumière de tout ceci, nous préférons de beaucoup l’hypothèse totalement différente, qui explique l’adoption de l’Islam par les Funjs par des motifs d’ordre purement social et politique. A la façon des Malassais ¹⁹ de l’Ethiopie voisine, le plus probable est qu’ils se prononcent pour l’Islam parce qu’ils y voient une espèce d’idéologie “de choc”, battant en brèche l’ensemble du système moral, social et politique de l’Alwa chrétienne. Les Funjs adoptent l’Islam comme l’unique doctrine à leur portée qui sanctionne au niveau de la religion le combat contre l’oppression de l’Eglise et les féodaux nubiens si détestés. Et si les Turcs jouent ici un rôle quelconque, ce n’est qu’en tant que symboles de l’idéal de “justice sociale” et d’“amour du peuple” qui, en ces époques, donnait du cœur à la paysannerie de maints autres pays arabes.

Enfin, il convient de faire observer que l’hypothèse “à l’affrontement” de A.Arkell-P.M.Holt contrevient totalement à la logique des événements qui se déroulent dans cette région à la charnière des XVe-XVIe siècles. On voit à ce moment s’y développer une confrontation d’une violence sans précédent entre la Croix et le Croissant. La chrétienté jacobite est acculée au bord de l’abîme. Le négus et ses alliés contiennent difficilement la pression des nombreuses armées de musulmans plus agressifs que jamais. Pour la première fois dans

¹⁹ Les Malassais sont des musulmans d’Ethiopie appartenant à la population de souche amhar

leur histoire, ces derniers touchent du doigt la possibilité réelle d'en finir une fois pour toute du christianisme dans la partie Nord-Est de l'Afrique. Nul doute que la guerre en Nubie n'est qu'un épisode de ce drame historique en soi beaucoup plus large. Et les deux mouvements musulmans des Abdallabes et des Funjs qui figurent parmi ses acteurs et combattent le même adversaire, ne pouvaient guère se permettre le luxe d'une rivalité intestine.

La prise et la destruction en 1504 de Soby ne signe nullement la fin de la guerre nubique. Beaucoup de chercheurs s'accordent à penser qu'elle est suivie de la chute de Kerri, "dernier bastion chrétien au Soudan" [56, p.539]. Dater la chose, voilà qui, présentement, n'est pas possible. Mais même après la prise de Soby, les combats se sont poursuivis pendant un quart de siècle au minimum. Il fallait encore que chacun des 150 "capitanats" qui se groupaient autour d'un château fortifié ayant en son centre l'église de brique, partagent le sort de la capitale. Pendant tout ce temps les chrétiens de la Nubie du Sud ont certainement résisté avec la dernière vigueur, aidés en cela par l'Éthiopie voisine. Ce pays jacobite a évidemment pris part à la guerre contre "les méchants Maures noirs" dont on parlait tant dans l'entourage du négus [110, pp. 31-32, 34]. D'Éthiopie parvenaient les armes, l'argent, la troupe. Au mois d'avril 1520, quand l'ambassade portugaise arrive à Massaoua, elle constate que le gouverneur n'y est pas. Parti "en campagne en direction de l'Égypte". Une campagne pendant laquelle, rapportent les mêmes Portugais, périrent dans un seul engagement le fils du gouverneur et 400 de ses cavaliers [126, pp. 190-191; 110, p.34].

La guerre nubique est particulièrement sanglante. Elle donne lieu à des affrontements d'un exceptionnel acharnement et à des dévastations massives. On peut voir jusqu'à présent les ruines de Soby, devenues au Soudan, selon W.Adams, la métaphore courante pour désigner une destruction totale et sans retour [56, p.539]. On aperçoit aussi sur les rives du Nil Blanc et du Nil Bleu les décombres d'au moins dix cités chrétiennes anéanties par les Funjs [124, p.79].

Funjs, Abdallabes et Bedjas démantèlent les sanctuaires chrétiens, exterminent et persécutent les jacobites, convertissent de force à l'islam les rares survivants. La guerre est fatale à tout le clergé nubien. Elle ne laisse derrière elle un seul chrétien instruit et quant à la plupart de ceux qui ont adopté la nouvelle religion dans l'espoir secret, comme le rapporte un jacobite syrien, de recouvrer en des temps plus propices leur ancienne foi chrétienne, ils finissent par en perdre jusqu'au plus élémentaire souvenir. En 1520-1527, les Portugais qui séjournent en Ethiopie rapportent avoir vu arriver à la cour du négus une ambassade nubienne de six personnes "qui le prient de leur envoyer des prêtres et des moines pour les enseigner" [124, p. 77]. L'Egypte qui fournissait auparavant ces serviteurs du culte, n'est plus dans le jeu. Et le négus, tout semble l'indiquer, ne se risque pas à se rendre à la requête [58. p.204; 124, p.77].

Mais la chrétienté ne s'éteindra quasi totalement en Nubie du Sud qu'au début des années 1530 au plus tôt. Et à la même époque, c'est-à-dire sur la fin du règne d'Oumar Doungas, la guerre nubique se terminera. C'est aux victoires des musulmans afars et somalis qui en 1529-1531 conquièrent le Tigré et ruinent "toute la haute Ethiopie jusqu'aux frontières du Sennar" [39, p.58], qu'il reviendra de couper les jacobites soudanais de leurs coreligionnaires éthiopiens et de signer ainsi leur défaite définitive.

A l'Est, les plus proches alliés des Funjs et des émirs hadaribas sont les pays musulmans de la Corne de l'Afrique. Le sultanat d'Adal en est le principal. Ses grandes villes et sa capitale Zeila sont situées sur la côte du golfe d'Aden. A l'intérieur des terres, ils disposent du soutien des nomades islamisés et de la multitude des Malassaïs qui ont fondé la ville de Harar pour en faire le foyer de l'islam éthiopien [3, p.16]. Sous le règne du sultan Muhammad (1488-1518), le gouvernement est en réalité assuré par l'émir Mahfouz (Maffoudi) et c'est ce haut dignitaire qui prend la tête de "la guerre sainte". Autour de 1516 ou, plus exactement, peu après, le jeune négus abyssin

David III (Libné-Dynguil) réussit à battre sévèrement les troupes afarosomaliées. L'émir Mahfouz trouve la mort dans les combats. David III livre au feu et dévaste les villages musulmans. L'affrontement des deux partis n'y fait que gagner en acharnement, la situation en Adal se déstabilise encore un peu plus. Après la disparition du sultan Muhammad, la lutte pour le pouvoir reprend de plus belle à Zeila. Se manifeste alors l'émir Ahmed ibn Ibrahim al-Gazi, un des adversaires les plus résolus de l'Ethiopie, Somali d'origine plus connu sous son surnom de Gran' - le Gaucher. Il se fait en quelque sorte le successeur politique de Mahfouz. Se mariant à la fille de l'émir, Mahmed Gran' prend à son tour ce titre et s'arroge peu après la totalité du pouvoir en Adal, ce pour quoi il renverse le sultan Abou Bakr et le remplace sur le trône par Oumar ar-Din, un homme à sa dévotion (voir [3, p.131]).

Ahmed Gran' se fixe pour mission principale d'anéantir la chrétienté jacobite. A cette fin il entre en contact avec tous les adversaires politiques de l'Ethiopie et les rassemble au sein d'une coalition de pays musulmans aux objectifs belliqueux déclarés. Ils ont en commun un ennemi désigné, un but immédiat et tout porte à croire qu'ils s'apportent une entraide efficace dans le combat contre le christianisme. Il en résulte une communauté d'intérêts certaine qui se traduit logiquement par le très réel "alignement" de leurs positions respectives vis-à-vis des grandes puissances du temps et en premier lieu, du Portugal et de la Turquie.

Par rapport à l'Ethiopie, les Portugais représentent un péril combien plus sérieux. Leur marine sème la mort sur les côtes du Soudan et de la Somalie. Les navires des Croisés bombardent sans pitié et dévastent les cités côtières de ce pays: Mogadishu (1499), Brava (1506) et tant d'autres. En 1507, les Portugais se présentent pour la première fois dans la mer Rouge. En 1513, ils s'attaquent à Souakin, capitale de l'Islam soudanais. Cette ville les émerveille d'ailleurs par ses dimensions, sa richesse et sa splendeur [126, p.271; 72, p. 448]. Les émirs hadaribas ont toute la peine du monde à repousser

l'assaut, il y faut l'intervention musclée des Mamelouks. En juillet 1517, Lopo Suarez pilonne et incendie Zeila capitale du sultanat d'Adal. La citadelle ne résiste pas à l'assaut des Croisés qui la soumettent à un sac en règle. En 1518, le même sort est réservé à Berbera, l'un des grands ports de l'Adal. Les pirates lusitaniens qui entendent faire du golfe d'Aden leur chasse gardée, s'emparent de tous les navires marchands musulmans qui leur tombent sous la main. Ils pillent systématiquement les zones côtières, emmènent leurs captifs en esclavage, mettent la main sur les vivres et les objets de prix. En 1520, le sultan d'Adal Abou Bakr est obligé de transporter sa capitale à Harar, chez les Malassais [3, p.131].

Il n'est donc pas surprenant que l'apparition des Turcs en Egypte soit accueillie avec joie dans les pays musulmans d'Afrique. La chute (avril 1517) de l'empire mamelouk qui n'a pas su les défendre contre les attaques des "infidèles", est très certainement interprétée ici comme la manifestation de la volonté du Ciel et donc, un précieux facteur d'espérance. Car pour eux, la question de savoir qui détient le contrôle de l'Egypte n'a aucune espèce d'importance. L'essentiel est d'y posséder un protecteur fiable et puissant, sur lequel ils puissent compter pour conduire au succès le combat contre les chrétiens. Tout ceci explique assez bien selon nous pourquoi les gouvernants musulmans d'Afrique mettent tant de hâte à dépêcher des émissaires à la cour de Selim 1er et à reconnaître la suzeraineté de la Sublime Porte [121, p.56]. Avec ensemble ils jurent fidélité au sultan et se déclarent prêts à nouer avec lui des rapports identiques à ceux entretenus avec les précédents maîtres de l'Egypte. Même des néophytes immatures tels que Oumar Dounkas, préfèrent ne pas rester à la traîne et déléguer leurs envoyés au Caire. Ses gens présentent notamment au sultan des tables généalogiques établies par un certain as-Samarkandi, démontrant soi-disant l'origine des Funjs à partir du califat omeyyade de Mervana. Ceci, dans le but d'accréditer documentairement une antique solidarité islamiste [56, p.604; 58, pp.188, 208].

En définitive, dès 1517 tous les pays musulmans du Nord-Est africain passent, au moins juridiquement, sous la suzeraineté de l'empire ottoman. L'influence et l'autorité de la Sublime Porte en tant que facteur capital de l'évolution militaire et politique de cette région, s'en accroissent d'autant. Malheureusement, on dispose de fort peu de témoignages au sujet de la politique appliquée par Istanbul en cette première phase de sa domination au Soudan. Il faut penser qu'elle se distingue peu de celle qu'elle mène ailleurs, dans les autres pays arabes passés sous son contrôle indirect. Si c'est le cas, on imagine que les Turcs sont enclins à encourager l'"ottomanisation", ne serait-ce que partielle, de la société, à apporter leur aide à la construction de mosquées et autres établissements culturels, à fournir des armes, de l'argent et des prédicateurs. Et en leur qualité de nouveaux suzerains du Soudan, qu'ils se réservent de nommer les gouvernants du pays et d'en avaliser les pouvoirs²⁰. Pour se prémunir contre les Portugais, les Ottomans installent dans les ports de la mer Rouge et notamment à Souakin, Massaoua et Zeila leurs garnisons équipées d'armes à feu. Ces garnisons sont subordonnées au pacha de Djeddah, lequel, semble-t-il, possède ici ses représentants (les naïbs)²¹. Pour divers auteurs elles prennent leurs quartiers dès 1520 [112, p.77; 102, p.44], c'est-à-dire simultanément à l'occupation de Mogadishu par les Portugais ou peu après.

En échange de cette aide et de cette protection, les seigneurs vassalisés du Soudan expédient à Istanbul leurs cadeaux, et dans certains cas paient tribut. A Souakin, par exemple, les Turcs, affirment les Portugais, s'approprient à ce titre la moitié des rentrées douanières, soit environ 30 000

²⁰ Par exemple, Porphyri Ouspenski écrit qu'après la conquête de l'Égypte, les Turcs entendant parler des "exploits" de Mahfouz, décident de "reconnaître en lui le gouverneur de Zeila" (cf. [39, p.57])

²¹ A propos de la campagne de David III, A. Bartnitski et I. Mantel-Netchko parlent du "gouverneur turc de Zeila", qui "envoie en présent" à Mahfouz une arme à feu, une bannière verte et une tente (voir [3, p.118])

ashrafis or l'an [72, p.448; 126, p.272]. L'autre moitié reste à la discrétion du gouverneur hadariba.

La diffusion de l'Islam est menée avec une vigueur redoublée. Abdallabes et Funjs ouvrent grandes les portes – l'expression est de W.Adams – aux prédicateurs musulmans [56, p.604]. Et s'il s'agissait jusque là, pour l'essentiel, de voyageurs épisodiques venus du Yémen et d'Afrique du Nord pour le pèlerinage, désormais ce sont surtout des Soudanais qui ont reçu une solide formation théologique au Caire. Ces gens-là bâtissent des mosquées et des écoles coraniques, ils regroupent les élèves autour d'eux et leur enseignent le message du Prophète. Sur les terres abdallabes, on voit ainsi se distinguer par leur zèle missionnaire les fils de Djabir, qui créent dans la région de Dongola plusieurs foyers religieux [124, p.100]. Au Funjistan c'est le sheik Mahmoud al-Araki qui a réputation de premier prédicateur de la Cheria. Cet homme est né au Soudan, au bord du Nil Blanc, c'est là qu'il a étudié le droit musulman selon la mashaba malikite. Il poursuit ses études en Egypte. Rentré au pays, il élève en bordure du fleuve le château de Kasr-Mahmoud (autour de 1520) et en fait sa résidence principale. Au total il fonde 15 écoles coraniques [124, p.115]. Les sultans funjs, de leur côté, encouragent vivement l'islamisation du pays. Ils protègent Mahmoud al-Araki et les autres prédicateurs, ils veillent à la bonne observation des préceptes de l'Islam, en particulier du devoir de Hadj. Ils vont jusqu'à se charger des frais qu'entraîne le pèlerinage de La Mecque [124. p.100].

La Porte prête une attention spéciale au sultanat d'Adal. C'est en effet de là que partent les grandes opérations offensives contre l'Ethiopie. Il s'agit en outre d'une zone stratégique importante à l'entrée du détroit de Bab-al-Mandab. Les Turcs surveillent donc très attentive-ment tout ce qui se passe en Adal et apportent un total soutien au "parti du Djihad" d'Ahmed Gran'. De toute sa carrière celui-ci ne cessera d'en recevoir une aide considérable, notamment par l'intermédiaire du beylerbey égyptien, qui met à sa

disposition un détachement de Bosniaques et d'Albanais, ainsi qu'un fort lot d'armes à feu comprenant même des canons [39, p.58; 3, p.138].

En 1525, Ahmed Gran' rompt avec l'Éthiopie. L'année suivante, il défait le négus David III et refoule les éthiopiens à l'intérieur des terres. Ceci fait, il se contente trois ans durant de mener "une guerre de frontière" [3, p.132] et se concentre sur la réorganisation de son armée. Avec l'assistance des janissaires turcs [39, 58], il parvient à constituer une troupe assez peu nombreuse mais disciplinée et dotée d'armes à feu. Le noyau en est formé d'Arabes du pays, mais aussi de contingents afar et somali. Officiellement les Turcs ne participent pas aux opérations militaires et ne font pas intervenir leurs troupes régulières en Adal. Ils se permettent seulement d'envoyer épisodiquement des unités de volontaires et de combattants pour la foi, depuis l'Arabie du Sud principalement [3, p.158; 102, p.49; 126, p.269].

L'armée du négus est certes beaucoup plus nombreuse. Elle est par contre inorganisée et mal armée, se distingue par son manque de discipline et un moral au plus bas. Non seulement elle possède peu d'armes à feu, mais les Éthiopiens, par-dessus le marché, ne savent pas s'en servir et doivent faire appel aux bons offices de "canonniers arabes" [3, p.156].

En 1529 Ahmed Gran' qui en a terminé de ses préparatifs entreprend sa première grande campagne. Le succès est immédiat et à l'issue de nouvelles opérations non moins réussies, il accule inexorablement David III à la défaite. Les chrétiens perdent successivement le Choa (1529), le Daouaro et le Tigré (!531), le Amhara (1533) et plusieurs autre provinces. Des dizaines de villes dont Aksoum tombent aux mains des musulmans. Les soldats de Gran' procèdent au sac impitoyable des sanctuaires et des monastères chrétiens, et comme l'écrit K.Louknitski citant le "Futuh al-Khabach" d'Abd el-Kader Chyhab ad-Din, "pour la gloire d'Allah, arrachent les ors des plafonds et des murs des églises" [24, p.370]. Par dizaines de milliers, les populations vaincues sont converties de force à l'Islam. De nombreuses ethnies abandonnent d'elles-

mêmes David III et passent dans le camp de son adversaire. Aux premiers mois de 1540, Ahmed Gran' occupe déjà la quasi-totalité du Sud et de la partie centrale de l'Éthiopie, ainsi qu'une foule de localités du Nord. D'après certaines sources, 90 % de la population adopte l'Islam [24, p.381]. L'armée, pratiquement, n'existe plus, le peu qui en demeure tient avec difficulté des secteurs isolés de la montagne. Le négus et sa garde se réfugient "dans les lieux désertiques et les montagnes du Tigré" [39, p.59]. Ayant tout perdu, royaume, armée et sujets, il meurt le 2 septembre 1540 dans les confins nord de son pays, près du monastère de Debré-Damo [3, p.154].

Le trône laissé vacant est occupé par le fils de David, Claude (Guelaodeos, 1540-1559). Avec le nouveau négus la situation des Ethiopiens, dans un premier temps, change en mieux. Claude réussit à stopper la désintégration de l'armée et à regagner la confiance "des faibles et perfides Abyssins qui - nous citons P.Ouspenski - guettent un tournant décisif pour prendre le parti du seigneur le plus fort" [39, p.59]. Le 7 décembre 1540, le jeune négus remporte sa première victoire d'envergure. "L'issue de la guerre rebondit comme par enchantement", notent A.Bartnitski et I.Mantel-Netchko [3, p.155].

A cette phase cruciale, les Portugais interviennent enfin en faveur de Claude. Jusque là ils se sont limités à leurs opérations de diversion et de rapine sur les côtes du golfe d'Aden. Les raids les plus importants concernaient les environs de Massaoua (1520 et 1526) et Zeila (1528). Mais c'est le maximum de ce qu'ils se sont risqués à entreprendre. Et même lorsque en 1535 David III leur lance un véritable appel de détresse [58, p.206], ils ne bougent pas davantage. Il faut que les Turcs occupent le Yémen (1538) et que Ahmed Gran' cumule de nouveaux succès pour qu'ils décident enfin de s'impliquer vraiment dans le conflit.

En 1541, au terme de préparatifs qui se sont prolongés sur deux ans, la flotte levantine du Portugal entame une vaste opération en mer Rouge. En fait,

c'est une riposte à la campagne indienne de Süleyman-pacha al-Hadim et le but annoncé est l'anéantissement de la flotte turque de la mer Rouge. Le commandement en est confié au gouverneur des Indes don Esteban de Gama (1540-1542), qui n'est autre que le fils du fameux navigateur. De Gama dispose de 72 navires emportant une troupe nombreuse et un matériel de guerre redoutable. Le 11 février 1541 cette armada se présente à l'entrée de la rade de Massaoua. Les Croisés brûlent de se lancer à l'attaque. Et en dépit de l'ordre formel du commandant qui ne veut pas disperser ses forces, près de 100 mousquetaires portugais prennent l'initiative de débarquer aussitôt sur la côte pour courir à la rescousse de l'aboun (le patriarche éthiopien). Le frère du gouverneur don Manuel de Gama qui tente de les arrêter, est abattu par les exaltés. Bannière déployée et musique en tête, le cent de mousquetaires ont à peine foulé le sol africain qu'il sont anéantis par les janissaires retranchés. Deux rescapés seulement parviennent à regagner leur vaisseau [126, pp.271, 275].

Malgré ce fâcheux épisode qui endeuille quelque peu le début de l'opération, Esteban de Gama décide de la poursuivre conformément à son projet. Celui-ci consiste tout d'abord à détruire les forces navales des Turcs. Le 22 février 1541, sa flotte jette l'ancre devant Souakin. Les Portugais qui comptent obtenir ici une rançon et surtout des pilotes pour les guider jusqu'à Suez, base principale de la marine ottomane de la mer Rouge, tentent de parlementer. Mais le gouverneur de la ville leur oppose une fin de non recevoir. Les Portugais débarquent alors un détachement d'assaut et le 8 mars, passent à l'attaque. La petite garnison (une quarantaine de Turcs) et les habitants prennent la fuite. Pénétrant dans Souakin désertée, les assaillants procèdent à un sac dévastateur, après quoi ils mettent le feu à la ville et aux navires mouillés dans le port [72, p.448; 126, p.272]

Le 10 mars 1541, les Croisés reprennent la mer. Ne connaissant pas les lieux, ils n'avancent qu'avec la plus grande prudence entre les bancs de sable

et les rifs. Leur progression est d'autant plus lente qu'ils multiplient les haltes pour piller toutes les cités côtières qui se présentent sur le chemin. C'est le sort notamment de Kusseïr (14-18 avril) où les Portugais mettent la main sur d'importants stocks de l'intendance turque, et de Et-Tour (21-22 avril), la ville qui se trouve à la pointe sud de la péninsule du Sinaï. Quand enfin Esteban de Gama arrive devant Suez (26 avril), il est trop tard – les Turcs ont eu le temps de mettre leurs vaisseaux à l'abri, dans une rade protégée par des batteries côtières. Ce que voyant le gouverneur des Indes préfère ne pas prendre de risques et le 28, il ordonne à sa flotte de faire demi-tour (cf. [126, pp.272-274; 72, pp.448-449]).

Mais dès les premiers jours de juillet 1541, don Esteban de Gama est de retour à Massaoua. Cette fois il a l'intention d'y débarquer un corps expéditionnaire dont la mission consiste spécialement à secourir le négus. Il y a là près de 400 hommes, leur commandement est confié à don Christoban, le plus jeune frère du gouverneur. Leur dernière entrevue a lieu le 7 juillet, le 8 la flotte lève les voiles et met le cap sur Aden [126, p.275; 58, p.206].

Dès le lendemain 9 juillet, Christoban de Gama s'enfonce dans la montagne en direction de Dybaroa. Evitant soigneusement le contact avec l'ennemi, il progresse sans se soucier des unités d'Ahmed Gran' qui le poursuivent, moins encore des ultimamums des musulmans qui lui enjoignent de se retirer d'Afrique [24, p.387]. Quand l'hiver arrive, Christoban a réussi à se fortifier dans un secteur d'accès difficile de la montagne. Inquiet de cette présence dangereuse, Ahmed Gran', à son tour, demande aux Turcs de l'aider. Le beylerbey du Yémen lui détache sur-le-champ 900 janissaires et 2 000 cavaliers arabes. En attendant que ce renfort substantiel soit sur place, Ahmed Gran' n'entreprend plus d'action de quelque envergure.

A la mi-décembre 1541, don Christoban reprend sa chevauchée à travers la montagne éthiopienne. Le 4 avril 1542 il est à Anas et y fait sa jonction avec les troupes du négus. Mais celui-ci est encore en marche avec le gros de ses

forces. Peu importe, don Christoban qui a retrouvé toute son assurance décide de passer sans attendre plus longtemps à l'attaque. La première bataille livrée aux musulmans est un coup pour rien. La seconde permet aux Portugais d'infliger une sérieuse défaite aux milices afaros-somalis [3, p.157]. La saison des pluies qui commence oblige toutefois les belligérants à rompre le contact. Mais dès l'arrivée des renforts yéménites, Ahmed Gran', sans en attendre la fin, attaque à son tour, le 28 août 1542, le camp chrétien d'Anas. Les Ethiopiens ne résistent pas à l'assaut des janissaires, ils fuient en grand désordre. La panique s'empare alors des Portugais, laissant sur le terrain quelques 200 tués ou blessés, ils se lancent à leur tour dans une fuite éperdue. Don Christoban de Gama a subi une défaite complète. Sa troupe se disperse, lui-même blessé, est fait prisonnier par les Turcs et exécuté [3, p.158; 39, p.60].

Pendant ce temps don Esteban tentait de reprendre le contact avec son frère. Au printemps de 1542, il envoyait en mer Rouge une petite escadre commandée par Enrico de Vasconcelluz. Mais toutes les tentatives faites par ce dernier pour débarquer à Massaoua et à Souakin étaient repoussées par les Turcs, et il devait rentrer bredouille en Inde [72, p.451]].

Après son écrasante victoire sur les Ethiopiens et leurs alliés portugais, Ahmed Gran' donne congé à la plupart de ses janissaires et sipahis du Yémen, n'en gardant que 200 [58, p.206], soit à peu près autant qu'il restait de Portugais auprès de Claude après la bataille d'Anas. Et la guerre reprend en Ethiopie avec le précédent acharnement. Le 22 février 1543, c'est Claude qui livre bataille aux afaros-somalis à Zenteré, non loin du lac de Tana, et leur inflige une cuisante défaite. Au début de l'engagement une balle portugaise abat Ahmed Gran'; 40 janissaires turcs sont tués à ses côtés. L'armée musulmane est anéantie presque entièrement. Claude développe alors son succès et reprend une à une les positions et les provinces perdues (voir [3, p.158; 58, p.206]).

Le Portugal choisi ce moment pour essayer de négocier avec la Sublime Porte. Ce qu'il désire avant tout, c'est que les Ottomans reconnaissent son hégémonie sur le bassin de l'océan Indien. Une ambassade est donc dépêchée à Istanbul, peut-être avec l'aval de l'Espagne qui aimerait pactiser sur le théâtre européen. Les parlementaires arrivent en 1544 et proposent aux Turcs une paix de dix ans [82, t.5, p.389; 72, p.450]. Ils sont chargés de leur annoncer que le Portugal est disposé à livrer chaque année à la Porte (en le port de Basra) un lot de 127 000 kilos de poivre. En échange, il leur serait livré 20 000 quarts de blé (près de 2 500 quintaux). Mais à la condition que les Turcs s'abstiennent de revendre ce poivre à de tiers pays et qu'ils ne cherchent pas à s'en procurer d'autre ailleurs. Le libre commerce des épices est interdit sous quelque forme que ce soit. A cette fin, les Portugais réclament le contrôle du Bab-al-Mandab et le droit exclusif de visite sur tout le trafic marchand de passage. La Porte est invitée à désarmer sa flotte de la mer Rouge et à geler ses effectifs terrestres à Aden, reconnaître l'entière liberté de navigation et de commerce des Portugais le long des côtes arabiques et plus particulièrement à Aden, Zabid et Geddah. Les navires ottomans, par contre, doivent obtenir la licence portugaise payée à la taxe. A défaut de licence, le navire et la cargaison sont saisis. En outre le gouvernement ottoman doit s'engager à ne plus construire de vaisseaux de guerre et de ne plus fabriquer d'armement susceptible de menacer la libre navigation des Portugais dans l'océan Indien. Enfin, les Turcs doivent accepter de fournir au Portugal, chaque fois que la demande en est faite, 10 000 quarts de blé aux cours du marché (voir [72, pp.450-451]).

De pareilles conditions de paix sont à l'évidence inacceptables. Comme le note justement F.Danvers, "on ne pouvait compter les voir accepter que par un adversaire battu" [72, p.451]. Et Süleyman le Magnifique, naturellement, les rejette. Les hostilités se poursuivent donc comme devant. Au milieu du XVIe siècle, les Portugais parviennent à consolider notablement leurs positions en

Ethiopie. Outre les militaires, on voit s'y installer des colons et des missionnaires européens. La construction d'églises catholiques reprend. Claude autorise les chrétiens jacobites du pays à se rendre à la messe et à adopter la foi latine. Avec ce négus le clergé catholique retrouve sa place dominante dans la vie sociale et politique de l'Ethiopie, ce pays devient le solide bastion de la politique portugaise en Orient (cf. [33, p.249]).

La restauration de l'Etat éthiopien en sa qualité d'allié fort et militairement redoutable du Portugal modifie la situation régionale du tout au tout. La position des musulmans se dégrade un peu plus encore des suites des échecs systématiques qu'essuie la flotte ottomane, notoirement incapable d'ébranler la puissance navale du Portugal. Les défaites successivement de Piri Reis (1552), de Muhrad-pacha (1553) et de Sidi Ali (1554) ruinent les espoirs que les Ottomans attachaient à la création en 1547 de leur amirauté en mer Rouge. Plus sûrs d'eux que jamais, les Portugais ont la maîtrise complète des mers du Sud. Les Turcs ne peuvent rien leur opposer, sinon les quelques coups de main de leurs pirates dont peuvent être victimes les navires ou les ports isolés de l'adversaire. Le principal c'est qu'ils s'avèrent impuissants à assurer la sécurité des côtes de la mer Arabique et de la mer Rouge.

Dans ces conditions, les pays musulmans du Soudan et de la Corne de l'Afrique voient poindre la menace très réelle d'une conquête par les forces unies des Ethiopiens et des Portugais, d'autant plus sérieuse qu'ils ne disposent pas de défense digne de ce nom.

Pour y parer, la Porte décide alors d'occuper militairement le Soudan. Il s'agit de prendre solidement en main le contrôle de tout le territoire et assurer ainsi la sécurité des terres musulmanes de l'intérieur, en privant les Portugais de toute possibilité d'intervention au-delà de la ligne côtière. En outre, l'installation au Soudan de forts contingents de troupes ottomanes garantissait la bonne protection des musulmans d'Afrique contre les intrusions du voisin Ethiopien. L'auteur de ce plan n'est autre que Ozdemir-pacha, l'ancien

beylerbey du Yémen, qui connaît bien son Afrique. En 1555, Süleyman le Magnifique lui donne son approbation et par la même occasion, le nomme beylerbey de l'eyalet du Habesh (Abyssinie) nouvellement créé.

Mission reçue, Ozdemir-pacha forme en Egypte une armée de 30 000 hommes [82, t.6, p.363]. Outre les Mamelouks, il y a là des unités bosniaques et d'autres en provenance de Roumélie et des provinces asiatiques de la Porte. En 1556, ils se mettent en marche en remontant la vallée du Nil. Ozdemir occupe sans peine, successivement Assouan, Ibrim, Say et établit son contrôle sur toute la basse Nubie. Une partie de ses troupes continue en direction de Souakin, mais les difficultés soulevées par la traversée du désert de Nubie l'obligent à modifier l'itinéraire initialement prévu. Retournant avec le gros de ses forces en Egypte, c'est par la mer qu'il arrive l'année suivante à Souakin. De là ses troupes marchent au Sud et avec le soutien de la flotte, occupent Massaoua et Zeila, puis tout le littoral africain de la mer Rouge. Dès 1557, Ozdemir-pacha a donc accompli son plan sans rencontrer de difficulté majeure - la Sublime Porte étend désormais son pouvoir à toute la partie Nord-Est de l'Afrique (cf. [82, t.6, p.363; 89, pp.24-25]).

Le pacha choisit pour capitale du nouvel eyalet Massaoua, qu'il transforme en la puissante tête de pont de sa "guerre sainte". La situation des chrétiens devient périlleuse. En étendant leur autorité aux deux rives du détroit de Bab-el-Mandab, les Turcs le ferment pratiquement aux Portugais. De fait, 1557 est la dernière année où l'on observe une attaque portugaise dans le secteur de Souakin et de Suez [72, p.507]. En Ethiopie aussi le tableau subit des changements substantiels. Assistés par les Turcs, les musulmans repassent à l'offensive. Les milices bedjas des émirs hadaribas, et peut-être aussi les Funjs, reprennent leurs raids contre le Tigré et d'autres terres du nord de l'Ethiopie. En Adal, Ozdemir-pacha entre en contact avec l'émir Nour ad-Din ibn Mudjahid, neveu et successeur d'Ahmed Gran', qui, après la mort de l'oncle, prend la tête du combat contre les chrétiens d'Ethiopie. Avec sa

collaboration, les Turcs effectuent plusieurs expéditions à l'intérieur des terres, et en 1558-1559 ils étendent leur contrôle à tout le territoire qui va de Massaoua à Dybaroa, c'est-à-dire à toute l'Erythrée du Nord [82, t.6, p.363; 89, p.25]. Le 23 mars 1559, les troupes de Nour ad-Din écrasent l'armée du négus. Claude est tué dans la mêlée. Sur l'ordre du vainqueur, sa tête est exposée sur une pique à l'entrée de la ville de Harar [3, pp.159-160].

Mais cette guerre qui se poursuit sans interruption depuis trente ans a épuisé les deux adversaires. Chrétiennes ou musulmanes, les terres d'Ethiopie sont dévastées. Pour compléter le désastre, elles subissent au milieu du XVIe siècle l'invasion des nomades galla. L'économie du pays est définitivement ruinée. Une famine épouvantable se déclare dans les régions musulmanes. Dans de telles conditions continuer de faire la guerre devient pratiquement impossible et en 1559, les deux partis conviennent de conclure la paix. "De la sorte, écrivent A.Bartnitski et I.Mantel-Netchko, l'année 1559 met un terme à une guerre de trente ans qui pour l'essentiel ne modifie en rien le rapport des forces qui s'affrontent. Le sultanat de Harar continue de régner sur la partie orientale du haut-plateau éthiopien. L'empire éthiopien en occupe comme précédemment la partie occidentale. Cette situation va se perpétuer jusqu'en 1887..." [3, p.160]. Pour ce qui est de l'Erythrée et du Soudan, ceux-là passent définitivement sous le pouvoir musulman. Des Etats chrétiens qui y existèrent jadis, ne restent que ruines et cimetières à l'abandon.

La plupart des territoires musulmans de l'Afrique du Sud-Est sont ainsi intégrées à l'eyalet du Habesh. Au XVIe siècle, ses grands sandjaks sont Ibrim, Souakin, Arkiko, Massaoua et Zeila. Ils englobent la basse Nubie et toutes les terres du littoral de la mer Rouge, depuis la frontière de l'Egypte jusqu'au golfe d'Aden, ce qui correspond à peu de chose près au territoire actuel des provinces bordières de la mer Rouge du Soudan, de l'Erythrée, de Djibouti et de l'Arrondissement de Zeila, république Somalienne [94, p.11]. Pour des considérations d'ordre militaire et administratif, fait également partie de

l'eyalet de Habesh la forteresse de Djeddah au Hidjaz, où la résidence du beylerbey est parfois transférée. Les Turcs instaurent la Cheria et mettent en place une administration musclée. Le système des timars et des zeamets est laissé de côté [38, p.92]. De même qu'en Egypte, l'autorité locale est assumée par les kiashifs à l'appui des garnisons ottomanes ayant leurs quartiers dans les grands centres urbains et les nouvelles citadelles (kale). Dans la steppe et sur les pistes caravanières, la sécurité incombe aux milices des tribus bedjas et arabes qui gardent leurs structures gentilices et leur autonomie interne. De même que les kaledjes ("gens du fort", janissaires), elles sont exonérées de l'impôt et autres obligations sans rapport avec le service militaire.

L'Adal, le Funjistan et la haute Nubie ne sont pas inclus dans l'eyalet de Habesh, ils gardent leur autonomie en tant que possessions vassales de la Porte. Les sultans funjes Nayil (1534-1551) Abd al-Kader 1er (1551-1558) et Oumar II dit Abu Sakaïkin (1558-1569) semblent bien avoir coopéré avec les Turcs en toute loyauté. En tout cas ils implantent largement la Cheria et procèdent à l'"ottomanisation" suivie de la Nubie du Sud. On sait par exemple que sous le règne d'Oumar II, soit aussitôt après la fin de la guerre de trente ans avec l'Ethiopie, le sheik Ibrahim al-Boulad diffuse "la science du fikha" dans tout le Gezireh [124, pp.115-116]. En ce sens, une mesure encore plus importante est prise par Dekin (1569-1586). Celui-ci réorganise entièrement l'administration du pays selon le modèle turc et introduit au Funjistan "une législation unique fondée sur la Cheria" [36, p.10]. La "Chronique funj" déclare à ce propos que "il fut un des plus grands sultans funjs. Il a réorganisé de façon irréprochable le système administratif et instauré des lois fortes que nul individu dans son Etat ne s'est aventuré à enfreindre. Et il a mis un chef à la tête de chaque district de son Etat..." [56, p.601].

Pour ce qui concerne la haute Nubie, jusqu'à la campagne que va entreprendre Ozdemir-pacha les rênes du pouvoir appartiennent ici à Abdallah Djamma. Si l'on se fie à une des sources disponibles, il ne meurt que

sous le gouvernement d'Oumar II, c'est-à-dire à la fin des années 1550 [110, p.191, note 60]. Lui succède al-Adjib Abdallah ou Adjib le Grand, sous lequel les rapports entre Turcs et Funjs connaissent une sérieuse dégradation. A la différence de ses prédécesseurs funjs, Adjib se refuse à ottomaniser les terres abdallabes. L'ordre ottoman est en effet fort mal reçu chez les Bédouins, qui n'acceptent pas que l'on rogne sur leurs libertés et privilèges. Il faut y voir la raison suffisante de la rupture avec les précédents alliés.

Le début du conflit remonte à la première campagne d'Ozdemir-pacha. En 1556, celui-ci supprime les principautés bédouines semi-indépendantes de basse Nubie, lesquelles, indiscutablement, entretiennent des liens étroits avec les Abdallabes, ou en tout cas avec certains d'entre eux. On sait notamment qu'ils sont nombreux à prendre position contre les Turcs et à se porter au secours de leurs frères du nord. Ils multiplient les entraves à l'avance des troupes ottomanes et attaquent même quelques unités d'Ozdemir-pacha. Plus encore, et c'est J.Spaulding qui le rapporte à l'appui de la tradition orale recueillie par J.Burkhardt, les Abdallabes tentent d'étendre "leur influence" sur l'ensemble de la basse Nubie [110, p.35]. En conséquence de quoi il se forme à Dongola et à Kerri "deux partis", pour et contre les Turcs. En définitive ce sont les adversaires de la collaboration avec la Porte qui prennent le dessus. Le parti proturc est alors amené à demander l'intervention d'Istanbul, et en 1576 les troupes ottomanes s'embarquent de nouveau sur les galères pour remonter le Nil. A la bataille qui se déroule à Hannik, près de l'île Arkou, al-Adjib parvient toutefois à éviter la défaite, ceci bien que les Turcs se servent largement de leur artillerie, un matériel dont les Bédouins sont démunis [110, pp.35-37]. A peu près au même moment, "autour de 1580 et même plus tôt", déclare A.Paul, al-Adjib Abdallah effectue à son tour un raid contre Souakin, il y défait la milice bedja et prend possession de la ville [112, p77]. Au sud, les sultans funjs du Sennar sont entraînés à leur tour dans cette lutte fratricide. Sous le règne de Dekin, les relations déjà tendues entre

l'anarchie arabe et l'administration policée des Funjs, se transforment en conflit ouvert. Dekin battu, doit céder à al-Adjib plusieurs de ses districts et reconnaître l'autonomie des tribus arabes du Gezireh, soustraites dès lors à la juridiction des Funjs et payant l'impôt au gouverneur abdallabe de Kerri [110, pp.37,39]. Au nord de Dongola, les opérations militaires cessent pareillement, peut-être grâce à la médiation de "saints anachorètes". Sur les lieux de la bataille de Hannik on élève un koubba (mausolée du saint) marquant la frontière abdallabo-turque qui sera observée jusqu'en 1821 (voir [110, p.35]).

En dépit de ces rivalités féodales et de l'opposition ouverte des Bédouins, le Soudan passe pour l'essentiel dans l'orbite de l'influence ottomane. Le processus d'arabisation et d'islamisation du pays s'accroît. Le passage du Soudan à l'autorité de la Porte conforte ses contacts avec l'Egypte et le littoral ouest de l'Arabie. Le rôle des Arabes et de la langue arabe s'accroît. Les nombreux monuments des lettres arabes du XVIe siècle découverts à Ibrim "attestent le haut niveau atteint dans la maîtrise de la langue arabe", indique W.Adams [56, p.573]. L'agriculture, les activités citadines s'animent, on reconstruit les forteresses et les localités qui ont souffert de la guerre, on élève des koubbas, des zavias et des mosquées. Enfin, le passage sous l'autorité turque des ports de la mer Rouge et l'avènement d'un ordre élémentaire à l'intérieur, se soldent par la renaissance partielle des routes marchandes internationales qui traversaient le Soudan et l'Egypte [120, p.107]. Souakin reste l'important centre du commerce de transit qu'il a toujours été. On y amène les caravanes chargées de l'or et de l'ivoire de l'Ethiopie et du Funjistan, mais surtout les vaisseaux marchands musulmans, qui acheminent ici, non sans péril et au détour des barrages portugais, de grandes quantités de médecines diverses, d'aromates et d'épices. Toute marchandise acquise en contrebande à Cambay, à Péga et à Malacca [112, p.92]. Et comme les Arabes achètent ici à meilleur prix, ils sont servis en priorité et mieux que les Portugais.

On peut estimer qu'au milieu du XVI^e siècle le Portugal a perdu sa guerre des épices. En dépit des échecs de la marine ottomane, la conquête turque du Yémen puis du littoral africain de la mer Rouge porte un coup sévère aux prétentions de la couronne portugaise au monopole du commerce Est-indien. En ce sens, la campagne d'Ozdemir-pacha signe la victoire des musulmans dans une lutte dont l'enjeu sont les trésors exotiques de l'Orient. Le Français Fernand Braudel écrit qu'il y a des milliers de documents qui prouvent indiscutablement que "l'antique route des épices" est intégralement reconstituée en 1550-1570 [66, pp.423-426]. Espagne, Portugal et provinces de la façade française de l'Atlantique exceptés, de nouveau toute l'Europe occidentale se fournit en poivre des Echelles du Levant. Si ses achats sont en recul relatif à Alep et Trébizonde, en revanche des quantités d'épices sans précédent lui sont acheminées par les ports de la mer Rouge. De là arrivent "poivre et épices en quantité jamais vue jusque là", précise Braudel [66, p.429]. Les Portugais accusent le coup et craignent même que le poivre ne vienne à manquer sur leurs propres tables. "Ce fut quasiment une révolution économique" [66, p.430].

En 1554-1564, Souakin, Djedda et les autres ports de la mer Rouge expédient chaque années en Europe entre 20 et 40 mille quintaux d'épices. En 1554 les vénitiens à eux seuls en achètent à Alexandrie quelques 6 mille quintaux; entre 1560 et 1564, c'est-à-dire peu après la fin de la campagne d'Ozdemir-pacha, ce chiffre passe à 12 mille quintaux par an et retrouve ainsi le volume approximatif d'avant l'expédition de Vasco de Gama (cf. [66, p.428]). Ce n'est qu'après 1570 que les Portugais parviendront à rétablir quelque peu la situation et à prendre leur revanche dans cette guerre pour "les millions en or", ainsi qu'on désigne à l'époque la marchandise en provenance de l'Orient indien. Mais de toute façon, et jusqu'à la mainmise de la Hollande sur l'océan Indien (l'événement se place autour de 1625), les musulmans conserveront leur leadership dans le commerce entre l'Europe et l'Orient, ce

sont eux qui fournissent à l'Occident le plus clair des épices, des narcotiques et des aromates dont celui-ci est si friand.

Le père de l'eyalet de Habesh et de la "prospérité" du bassin de la mer Rouge Ozdemir-pacha meurt à Debaroa en 1559. Dix ans plus tard ses cendres sont transportées à Massaoua. Son fils Osman-pacha, beylerbey du Yémen en 1568-1569, élève ici une superbe mosquée dotée de la crypte qui reçoit les restes de l'illustre gazi, l'homme qui a su préserver l'islam de la conquête portugaise.

Les successeurs d'Ozdemir-pacha poursuivent sa politique de confrontation avec le christianisme. Mais ce que les Turcs tentent en 1561-1562, avec l'aide du rass bahyr-negash éthiopien Yiskhak entré en rébellion, pour s'implanter au Tigré, tourne à la confusion. Le 20 avril 1562, l'armée du négus Menas (1559-1563) bat les musulmans et leur allié bahyr-negash. La nouvelle guerre que vont alors se livrer la Turquie et l'Ethiopie (1572-1589), si longue et si acharnée qu'elle sera, n'apportera pas d'autres modifications territoriales et stratégiques [3, pp.173-175; 102, pp.52-62]. Le traité de paix conclu en 1589 confirme dans leurs grandes lignes les frontières constituées en 1559. La paix se rétablit également entre l'Ethiopie et le Funjistan qui sous le gouvernement de Dekin (1569-1586) cesse les hostilités avec le négus [58, p.210].

Pratiquement c'est par une partie nulle que s'achève de même la dernière phase de la guerre turco-portugaise sur les mers. Les Turcs n'ont aucune difficulté à repousser quelques attaques sans grande envergure de la marine portugaise, notamment sur Arkiko. Pour leur part, ils n'obtiennent rien de décisif non plus lors de l'offensive déclenchée en direction des mers du Sud sitôt après le rattachement du Portugal à la couronne espagnole en 1580. Le bilan de leurs coups de main sur Mascate (1580) et les factoreries portugaises de la côte ouest africaine, reste de même indistinct. Les succès turcs tels que l'extension de la suzeraineté de la Porte sur Mombassa en 1585 s'avèrent d'une

extrême fragilité [92, p.44]. En 1589 les Portugais anéantissent la flotte ottomane, reprennent le contrôle de Mombassa et obligent Istanbul à reconnaître sa défaite. Cette année-là les Turcs doivent pratiquement jeter l'éponge dans la lutte pour le contrôle de l'océan Indien et se satisfaire, par la force des choses, d'avoir conquis le Soudan et le littoral africain de la mer Rouge.

L'Espagne et les gazis ottomans en Tunisie

Dans le bassin méditerranéen, la guerre que se livrent la Croix et le Croissant n'est pas moins violente et acharnée qu'au Levant. Au XVI^e siècle son principal foyer s'identifie au triangle Tunis-Malte-Tripoli. Le contrôle de cette aire stratégique devient capital pour qui espère vaincre dans la confrontation. En s'y imposant, l'empire de la chevalerie chrétienne des Habsbourg aurait garanti la sécurité de ses côtes et de ses communications maritimes. Les musulmans, de leur côté, auraient consolidé en cas de succès leurs positions en Afrique du Nord et menacé sérieusement les pays les plus développés et dynamiques du monde catholique, cette Italie et cette Espagne qui à l'époque de la Renaissance constituent la base de la puissance montante de l'Occident.

A la charnière des XV^e-XVI^e siècles, la Tunisie et Tripoli font partie de l'Etat jadis vigoureux des Hafside. Ces héritiers spirituels directs des Almohades sont aussi les conservateurs de la coutume des anciens et fanatiques champions de l'Islam. Ils en observent la solennelle austérité

d'étiquette, ils en portent les titres pompeux de calife et de commandant des Fidèles (émir al-mouminin'), ils courtisent les sheiks almohades et autres zéloteurs du monothéisme (taukhid). L'unique chose qu'ils échouent à perpétuer serait la force barbare et l'énergie de leurs prédécesseurs. L'inertie et l'immobilisme politique et social finissent par saper les fondements de leur puissance. A la fin du XVe siècle, l'Etat hafside est définitivement putréfié et après la mort d'Osman [1435-1488], dernier des grands sultans de Tunis, ce qui n'était plus qu'un colosse aux pieds d'argile s'écroule.

Il pourrait sembler que la fin de la puissance des Hafsides est intervenue du jour au lendemain. En réalité elle est préparée par toute la marche de l'évolution précédente. Le système social et politique hérité des Almohades est totalement dépassé. Stagnation intellectuelle, agonie des campagnes, insubordination et soulèvements des Bédouins, complètent le tableau de la décomposition universelle. A la fin du XVe siècle, l'Ifrikiya frise le périgée "de la régression posthilyalienne" [115, p.162]. Depuis le milieu du XIe sa population, selon les estimations de M.Talbie, s'est réduite des deux tiers. Même les ruines des villes et des bourgades ont disparu, de celles que les voyageurs pouvaient encore observer au début du XIVe siècle. Vers la fin du XVe et au commencement du XVIe siècle, la population nomade devient prépondérante par rapport à la sédentaire [59, pp.27-28]. Des foyers de civilisation rurale ne persistent alors qu'autour des villes portuaires et des cités de la montagne. Les plaines se sont vidées de leurs habitants, broussaille et herbe folle les ont envahies. L'antique Ifrikiya s'est muée en une terre inhabitée où, à part quelques nomades, on ne rencontre que des bêtes sauvages. En 1573 don Juan d'Autriche chasse le buffle sauvage aux environs de Carthagène. Les lions rôdent à proximité immédiate de l'habitat humain. Hassan al-Vazzan az-Zayati (1489-1554) narre les curieux stratagèmes dont usent les femmes tunisiennes pour éviter de tomber dans les griffes du félin.

Les cités qui gardent encore des vestiges de l'ancienne civilisation, vivent pitoyablement. A Sousse, par exemple, Les 4 / 5èmes des demeures sont inoccupées. Les citadins assurent eux-mêmes leur sécurité. Ils élèvent des fortifications primaires – murs de brique, remblais de terre ou simple clôture de pierre entassée. Pour tâcher de s'éviter les exactions des seigneurs nomades, ils versent d'énormes rançons (hafara) aux sheiks des tribus. La population sédentaire déteste les Bédouins, procède lorsque l'occasion se présente à des exécutions sommaires. A ses yeux, ce sont des gens extérieurs à la communauté musulmane, les combattre est un acte de piété. Au XVe siècle les muftis tunisiens rédigent plusieurs fetvs qui "condamnent ces fauteurs de trouble et de décomposition, dangereux pour la société musulmane; ils interdisent qu'on leur vende des armes et de l'équipement militaire; ils recommandent de ne pas acheter le produit de leurs rapines" [67, t.2, p.160).

En attendant, les Bédouins se sentent les maîtres incontestés du pays. Ils disposent des ictas et des sahmas, ainsi que des subsides allouées par le gouverneur et des rançons versées par les habitants des villes. Toute tentative de leur retirer ces revenus abusifs suscitent des désordres qui dégénèrent généralement en actes de pillage et en révoltes. L'obéissance des tribus dépend entièrement du doigté politique des autorités, de leur capacité de manœuvre et de leur adresse à maintenir des rapports amicaux avec les chefs de clan bédouins les plus puissants (cf. [15, pp.152-192]). Les nomades interviennent en permanence dans les affaires intérieures de la Tunisie, ils soutiennent très volontiers tout nouveau prétendant au trône, pourvu qu'il s'engage à continuer de leur payer les prébendes et à les confirmer dans leurs droits et privilèges particuliers.

Après la disparition d'Osman, quatre sultans se succèdent en l'espace de 6 ans sur le trône hafside: Abu Zakaria Ahiya III (1488-1490), Abd al-Moumin (1490), Abu Ahiya Zakaria II (1490-1494) et enfin, le neveu de ce dernier Abu Abdallah Muhammad V (1494-1526). Tout ce que tente "ce sultan

faible et ami des plaisirs” [67, t.1, p.280] pour se débarrasser de l’encombrante protection bédouine, aboutit à une catastrophe irréparable. A la bataille de Kairouan, les nomades lui infligent une terrible défaite. Le sultan ne doit qu’à la chance de rester en vie, il regagne piteusement sa capitale en la compagnie de 8 cavaliers en tout et pour tout [50, p.190].

La déroute de Kairouan libère brutalement les forces centrifuges. L’Etat tunisien se désintègre positivement en une constellation de fiefs féodaux. Les sheiks Uled Meskin, Uled Abi l-Leil (Uled Belliles), Uled Ahya, Uled Aoun, Uled Saïd ²² et quelques autres font la loi dans leur watan, faisant figure, au mieux, de vassaux insubordonnés du sultan. Les gouverneurs hafside de Constantine, Bejaia et Annaba, qui sont pour la plupart des représentants de la dynastie régnante, n’estiment pas davantage être obligés d’obéir à l’autorité centrale. Dans les villes, et notamment au Djerid et au Sahel, la trahison couve. L’autorité des caïds du sultan est pratiquement balancée par l’influence des notables liés aux puissants clans des villes et aux sheiks nomades. Le rôle politique des marabouts monte en flèche. Des cités comme Ksour es-Saf et Kairouan deviennent les capitales d’une espèce de dynasties soufis que fondent Sidi Ali al-Mandjoub et Sidi Ahmed ben Mahlouf ach-Chabi [67, t.2, pp.349, 441]. Ces deux marabouts possèdent une énorme influence, particulièrement auprès des tribus nomades, à l’aide desquelles ils finissent par former un véritable Etat dans l’Etat avec prestation de serment, juridiction propre, collecte de dons etc. Après la mort d’Osman, les habitants de l’île de Djerba refusent simplement de reconnaître la suzeraineté des Hafside [87, p.1], ils fondent leur propre république. L’exemple est suivi sur-le-champ par la Tripolitaine. Sa population répudie les Hafside et passe sous l’autorité du

²² Il s’agit en fait des noms des vieilles familles seigneuriales ayant été durant des siècles à la tête des plus grandes tribus hilyali et sûleymidés. Au XV^e siècle, elles reçoivent généralement les noms des clans auxquels elles appartiennent, qui finissent par supplanter les vieux noms de tribu (Hakim, Kooub, Ryah etc.)

marabout du lieu. Entre ensuite en dissidence ouverte le maître de Touggourt, Muhammad ben Tillis, qui crée au Sahara son Etat indépendant. Jusqu'au Caire même parviennent les échos de la sanglante bataille qui oppose au mois de janvier 1520 les troupes hafside aux rebelles. Selon les renseignements invérifiés parvenus à la connaissance d'Ibn Iyas, elle fait dans les 40 000 morts [51, t.5, p.331].

Il est évident qu'Abu Abdallah Muhammad V n'a ni la force ni la possibilité de remettre de l'ordre dans son royaume. L'ossature de ses forces armées est constituée de ces mêmes milices féodales qu'il a tant à craindre. Le vieux djound almohade s'est désintégré et a perdu toute portée militaire. Le remplace une armée de profession relativement modeste, formée de condottieres andalous, d'abides noirs (des affranchis africains) et de mercenaires levantins [74, p.372]. Quand il y a menace extérieure, elle reçoit l'appoint des milices bédouines et citadines. La personne du sultan est protégée par une garde chrétienne d'environ 1 500 hommes.

L'équipement et la préparation des forces armées est loin de répondre aux exigences du temps. Seuls les mercenaires étrangers et les seigneurs nomades disposent d'armes à feu. Le gros de la troupe est armé de lances et d'arcs. Les fortifications défensives, même lorsqu'il s'agit des forteresses de la côte, laissent beaucoup à désirer. Les remparts de Tunis, par exemple, n'ont ni fossé ni parapet. La marine et l'artillerie hafside se trouvent dans un état encore plus lamentable. Les canons se comptent sur les doigts de la main, il sont d'un modèle périmé et mal entretenus. La citadelle de Tunis dispose de 8 modestes bouches à feu en tout et pour tout, privées d'affût et de roulement [59, p.127].

L'armée hafside, considérée pourtant comme l'une des meilleures d'Afrique du Nord, est parfaitement inapte à combattre un adversaire de taille. La flotte tunisienne est incapable de faire face aux marines d'Espagne et d'Italie, pas même ne peut-elle mater les corsaires chrétiens qui dévastent

continuellement les côtes du Maghreb Est. En 1510, le comte Pedro de Navarra n'a aucune peine à s'emparer d'Alger, de Bejaïa, de Tripoli et à s'attaquer à Djerba. Abu Abdallah Mohammed V ne tente rien pour récupérer ces villes. Les seuls à opposer quelque résistance sont les habitants mêmes, ainsi que la paysannerie des villages avoisinants. Sans que les autorités hafside fassent d'ailleurs quoi que ce soit pour les organiser et les armer. Lors du siège de Bejaïa, afin d' "éviter les désordres, les folies et les pertes inutiles" [76, p.27], le gouverneur hafside donne l'ordre d'évacuer la population. La mince garnison qu'il laisse dans la place "n'oppose qu'un simulacre de résistance" [14, p.300]. Pour ce qui est des paysans dont les milices accourent en nombre prêter-main forte aux assiégés, ils n'entravent que fort brièvement le déroulement de l'attaque des croisés. "Inorganisés et dépourvus de moyens, ils ne peuvent faire obstacle à l'assaut final et à l'occupation de la ville" (5 janvier 1510), constate un historien algérien [76, p.27]. L'émir hafside qui la gouverne s'enfuit à Constantine, laissant le soin de pourvoir à la défense de l'arrière-pays aux seigneurs kabyles de l'endroit.

Ces premiers combats contre les croisés à Bejaïa puis à Tripoli donnent le coup d'envoi à un ample mouvement populaire. Et celui-ci vise à la fois l'envahisseur étranger et les féodaux du pays. La dynastie et l'élite régnante s'est dérobée au combat contre les croisés. Dans ces conditions, la mobilisation populaire reste la seule force capable de sauver la Tunisie. "Seuls des soulèvements populaires, bien dirigés, contre les envahisseurs, pouvaient désormais conserver, sauvegarder et défendre l'originalité (musulmano-*ifrikiyenne*) déjà existante du pays", écrit à ce propos Mahmoud Bouali [64, p.136].

La valeureuse défense de Djerba en 1510 a une portée décisive sur la suite des événements. C'est là en effet que le peuple soulevé remporte sa première victoire et acquiert des alliés à l'extérieur. Aux yeux des Espagnols, Djerba est avant toute chose une des grandes bases des corsaires ottomans et

andalous. Raison pour laquelle, sitôt après la prise de Tripoli, Pedro de Navarra cingle vers l'île. Le 30 juillet 1510, ses huit galères se présentent devant Djerba [45, p.105; 64, p.137]. Les chefs de cette minirépublique dont le principal est le cheykh Abu Zakaria Ahya as-Semoumni, refusent la capitulation qui leur est proposée, assortie de la reconnaissance de la suzeraineté de la couronne espagnole. Les parlementaires dépêchés par le comte sont assassinés. De Navarra juge alors préférable de retourner à Tripoli afin d'y préparer une expédition plus musclée. Le 23 août 1510 sa flotte forte cette fois de 120 voiliers réapparaît devant l'île et le 30, le comte débarque ses troupes. Celles-ci sont au nombre de 15 000 hommes (12 000 en provenance de Tripoli et 3 000 - de Bejaïa). Il y a là une multitude de caballeros notoires, des gens comme don Garcia de Tolède ou le duc d'Albe qu'on reconnaît à leur riche cuirasse et leur superbe monture pommelée. Dès que débarqués, ces arrogants hidalgos marchent sus aux positions musulmanes, dédaignant de procéder aux nécessaires préparatifs d'attaque. Plusieurs kilomètres de marche dans le sable sous le double poids des lourdes armures et de l'impitoyable soleil africain suffisent à épuiser "les ennemis d'Allah". Les hommes exténués tombent comme des mouches, victimes d'insolation. Le reste est l'affaire des défenseurs de l'île. Quand les Espagnols touchent aux puits et rompent les rangs pour s'abreuver, les musulmans embusqués dans l'ombre des palmeraies et des oliveraies se lancent à l'attaque. L'avant-garde espagnole est encerclée et anéantie. Selon diverses sources, entre 1,5 et 3 mille croisés sont tués dans ce combat, et parmi eux don Garcia de Tolède. Pour achever le désastre, une tempête éclate en mer; 18 des navires espagnols sont drossés à la côte et deviennent la proie facile des musulmans, équipages et butin de guerre compris - "nul n'en vit de semblable", note un chroniqueur du cru [45, p.108].

Les gaxis ottomans ont pris une part active à la défense de Djerba, et il ne fait guère de doute que les frères Barberousse, arrivés sur l'île peu de temps

auparavant, en fussent [43, p.106, note 3]. Il se peut même que ce soit là qu'ils aient fait apprécier pour la première fois leurs exceptionnelles capacités d'organiseurs, celles qui vont les propulser rapidement aux premiers postes du mouvement anti-espagnol nord-africain. Quoi qu'il en soit, leur destin sera désormais inséparable du Maghreb. "On ne peut, sans commettre une injustice, ne pas les tenir pour d'importantes figures nationales du pays", pense à leur propos notre collègue tunisien T.Guiga [81, p.16].

L'alliance avec les gazis a été préparée en Tunisie par l'ample diffusion prise par l'ottomanophilie. La masse populaire nostalgique d'un juste califat voit dans "le grand Turc" un sauveur investi d'une mission divine. Ses loyaux pachas, ainsi que les voyaient les turcophiles de maints pays, ses cadis et ses amins incorruptibles apportent avec eux, le petit peuple en est convaincu, la vérité et l'équité. Ils rendent une justice impartiale, pense-t-il, ils châtient les impies et anéantissent "les ennemis d'Allah". Paysans et miséreux, et plus généralement tous ceux qui haïssent l'ordre féodal, sont profondément convaincus qu'avec le Turc la vie va changer pour le mieux, il leur apportera bonheur et tranquillité. Les habitants de Tunis, écrit l'anonyme du "Gazawat", "souhaitaient dans le secret de leur âme sa venue (celle de Barberousse. - N.I.) et ils étaient fermement résolus à l'assister dans ses entreprises" [86, t.1, p.315]. Ibn Abou Dinar, Husayn Hodja et d'autres chroniqueurs Tunisiens du XVIIe siècle et du début du XVIIIe partagent entièrement cet état d'esprit. Leur position, au dire de Mohammed Hadi Charif, est d'une "parfaite limpidité: Turcs et autochtones, ces frères en religion, s'unissent dans l'harmonie pour le bien de tous" [71, p.40]. Pareille turcophilie sans réserve des chroniqueurs tunisiens nous laisse rêveurs jusqu'à présent, nous autres historiens modernes. Taoufik Bachrouch, par exemple, ne laisse pas de s'interroger: "L'adhésion que l'auteur (il s'agit d'Abou Dinar. - N.I.) manifeste à l'égard de la domination turque est telle qu'il s'interdit d'y apercevoir la tyrannie, postulant qu'elle est dans la nature des choses, sans aucun doute en vertu de la doctrine

politique qui déclare que la soumission à l'opresseur est préférable au désordre de la foule" [59, p.10]. Vrai ou faux, le fait est que dans leur majorité les Tunisiens attendent avec impatience l'arrivée des gazis ottomans. Cette arrivée, écrit T.Guiga, "était appelée et saluée par les têtes conscientes de la population locale" [81, p.17]. La méfiance, voire l'hostilité envers les Turcs dont parle M.H.Charif à l'appui d'un texte de la fin du XVI^e siècle, sont apparemment non caractéristiques de la grande majorité de la population [71, pp.39-50].

La victoire de Djerba, la ferme riposte à laquelle les croisés se heurtent ensuite sur les côtes du Sahel, puis leur débâcle sur l'île de Kerkenna en la même année 1510, les faits d'armes légendaires sur les mers, l'implantation des Turcs à Alger (1516), les attaques espagnoles repoussées une première fois à Mahdia et une seconde à Djerba (1520) – tout cela ne fait que renforcer le prestige des gazis ottomans, que propager leur popularité extraordinaire. Ils deviennent partie indissociable et espérance de l'ensemble du mouvement anti-espagnol. Et il ne fait aucun doute que c'est en ces années précisément que se forge l'alliance la plus étroite entre les gazis ottomans et les rebelles tunisiens. Dès l'hiver 1510-1511 Khayr al-Din Barberousse est reçu à Tunis en héros national. Il y orchestre son triomphe, distribue le pain aux pauvres, converse longuement avec les ulems et les notables. Le sultan lui-même ne peut refuser de le recevoir et de lui rendre les honneurs (voir [86, t.1, pp.24-26]).

Tout ceci témoigne de la constitution au pays d'un puissant "parti proturc". Ses adeptes voient en les gazis ottomans l'unique force capable de tenir en respect Espagnols et Bédouins. L'influence des éléments proturcs devient considérable. Ils prévalent dans la conscience collective du peuple, ils en partagent les espoirs et les illusions. Leur base essentielle est formée de la paysannerie et des couches plébéennes de la ville. Les turcophiles ont à leur tête les ulems et les autres représentants du clergé musulman solidement liés à

la population sédentaire et entretenant des rapports suivis avec Khayr al-Din Barberousse.

A cet égard les couches possédantes de la ville et les patriciens nationaux, dépositaires du bon goût et du raffinement culturel du haut Moyen Age, font preuve de plus de prudence. Marchands, armateurs, administrateurs des biens de l'Etat et des wakfs, fonctionnaires des tribunaux et des chancelleries hafside, tous ces gens sont habitués à vivre à l'ombre d'un pouvoir ferme et fort. Leur seul désir est en somme de voir renaître la puissance passée des Hafside, en sorte qu'elle puisse à nouveau leur assurer la sécurité face aux seigneurs nomades et aux envahisseurs d'outre-mer. Au vrai, ces citadins raffinés se méfient fortement des Turcs, à leur avis ce sont des barbares, des individus culturellement inférieurs et incapable de respecter leurs valeurs morales et matérielles. Aux mieux, ils les identifient à ce Bab Osman que le folklore tunisien représente comme "un Turc grossier et mal décati, grand sabreur et coupeur de têtes, mais ingénu abruti qui offre une cible facile aux plaisanteries et aux entourloupettes des malicieux citadins tunisiens" [71, p.66]. L'un dans l'autre toutefois, et comparaison faite avec les conquistadors hispaniques, les gaxis ottomans sont pour eux un moindre mal, c'est certain.

Les émirs bédouins et les tribus qui leur sont dociles, n'ont pas de position clairement avérées. D'un côté, ils ont intérêt à affaiblir le pouvoir central, de l'autre ils partagent les mots d'ordre hostiles aux étrangers des marabouts. D'une façon ou d'une autre, les Bédouins tiennent par-dessus tout à leurs droits et privilèges féodaux. L'icta et le sahma sont leur bien le plus précieux, en conserver le bénéfice est en définitive ce qui décide de leur choix politique concret. En fonction des circonstances, ils prennent donc parti tantôt pour l'un des camps, tantôt pour l'autre. Mais plus généralement, les seigneurs nomades sont hostiles aux gaxis ottomans en qui ils perçoivent, non

sans fondement, la principale menace à leurs "libertés". Sous ce jour, ils sont tout à fait prêts à collaborer avec les Espagnols.

L'élite féodale urbaine et la dynastie, pour leur part, sont carrément hostiles au Turc. Des deux maux que représentent à leur yeux la mainmise espagnole et le pouvoir des gazis, leur préférence va manifestement au premier. L'élément déterminant est ici le mur qui les sépare de leur propre peuple, la haine que la population nourrit à leur égard. En somme, la turcophilie de la masse alimente leur turcophobie. Ils ont perdu toute confiance envers leurs sujets musulmans, ils s'entourent de mercenaires et de gardes du corps espagnols. Les Espagnols représentent leur dernier espoir, ils requièrent leur secours sans la moindre hésitation. Il y en a même qui se convertissent au christianisme. C'est le cas en particulier de l'émir Abdallah, fils du gouverneur hafside de Bejaïa désigné comme "le roi" dans les documents espagnols. Il se fait catholique et tente dès lors de promouvoir la politique espagnole en Kabylie, au titre d'"infant" Ernando [106, p.42; 79, p.67].

La véritable rupture entre les Hafsides et les gazis ottomans se produit, on l'a vu, en 1515. Sitôt après le deuxième siège de Bejaïa, quand les frères Barberousse amènent au pied des remparts des milliers de paysans soulevés, Abou Abdallah Mohammed V change brusquement son fusil d'épaule. Il déclare que les deux frères sont "des rebelles" et il entreprend de les combattre sans état d'âme. Le sultan multiplie les missives aux gouverneurs musulmans d'Afrique du Nord, qu'il tente de faire pencher en sa faveur. Les émissaires hafsides sont à Tlemcen, ils entrent en rapport avec le "sultan" Kouko Ahmed ibn al-Kadi, avec les notables algériens et même avec les proches compagnons des Barberousse. Toutes ces intrigues deviennent particulièrement périlleuses après la mort d'Arudj: Khayr al-Din en est assez préoccupé pour dépêcher, à l'automne 1518, un message spécial à Abou Abdallah Mohammed V [86, t.1, p.159]. En guise de réponse, le sultan hafside lance ses troupes à l'attaque.

Dans la montagne kabyle se déroule la bataille d'Umm el-Lil où elles sont défaites, et il faut la trahison d'Ahmed ibn al-Kadi qui passe dans le camp hafside, pour les sauver de la déroute totale. La riposte de Barberousse prend la forme d'une guerre des mers. Au printemps 1520 son escadre effectue un raid sur les côtes d'Ifrikiya et s'empare de plusieurs navires tunisiens et d'un grand nombre de captifs [86, t.1, pp.190-191].

Mais la population de Tunis ne veut pas faire la guerre au corsaire. Le "parti proturc" continue à entretenir avec lui les relations les plus cordiales. Durant l'hiver 1516-1517, il est même de passage dans la capitale hafside où "il écoute les conférences et les entretiens des ulems, et ceux-ci confortent ses vertus religieuses" [86, t.1, p.64]. En 1519, Barberousse trouve refuge à Djerba, l'année suivante il reçoit la délégation des cités du Sahel qui le visite à l'insu du sultan. Répondant aux vœux des habitants de Tunis, Khayr al-Din rend la liberté aux Tunisiens capturés en 1520. Neuf vaisseaux appartenant à des armateurs de Tunis se joignent à sa flotte, ce qui en double la capacité de combat. Les nombreuses recrues tunisiennes qui s'engagent dans son armée, contribuent pour beaucoup à ses succès de 1521-1525.

Le 8 février 1526, meurt le sultan hafside Abou Abdallah Mohammed V. Lui succède sur le trône son fils Moulay Hasan (1526-1543), 27^e sultan dynastique. Ce contemporain des Médicis et de Machiavel est un personnage complexe et contradictoire. Les textes espagnols et surtout ottomans le dépeignent sous des couleurs exclusivement sombres. A la différence des chroniques tunisiennes, ils en soulignent le cynisme sans borne et le désir de pouvoir qu'aucune morale ne peut contenir. A les lire, le trône pour lui n'est que le moyen de satisfaire son penchant au vice. "Le roi de Tunisie Moulay Hasan, déclare un rapport espagnol daté de 1533, est un homme d'environ 35 ans, plutôt blanc que noir. Il est efféminé, se préoccupe exclusivement de son plaisir et atteint à un tel degré de vice dans son mode de vie qu'il n'est pas possible de le dire. Il vit rarement à la ville et passe le plus clair de son temps

dans une de ses multiples villas, où il s'adonne à la chasse au faucon ou chante et gratte la guitare au milieu de ses femmes" (cité d'après [86, p.50]).

Ce personnage subit la forte influence de sa mère Djaziya, princesse bédouine de la tribu riyahide Ouled Yakhya. Une femme que rien ne peut arrêter dans sa volonté de pouvoir. On a même dit qu'elle a empoisonné son époux le sultan Abou Abdallah Mohammed V pour installer sur le trône, au prix d'obscures intrigues, son fils Moulay Hasan, lequel, dernier né d'entre ses frères, ne pouvait en aucun cas y prétendre [64, pp.134, 146]. Devenu sultan, il continue à s'en remettre au conseil de sa mère et "lui obéit comme un enfant en toute chose". Et c'est à son instance, affirment les textes espagnols, qu'il organise le meurtre de ses deux frères aînés puis de ses sœurs, lesquelles suscitaient de même la suspicion de la sultane mère. Les sources ottomanes, de leur côté, parlent déjà de 45 frères assassinés [82, t.5, p.246]. Un seul d'entre eux, Moulay Rashid, réussit à éviter le même sort. Il vit quelque temps chez les Bédouins, puis gagne Alger où il bénéficie de la protection certainement non désintéressée de Barberousse.

Une fois au pouvoir, Moulay Hasan, comme le notent les historiens tunisiens, tente de restaurer la grandeur passée des Hafside. C'est un projet qui lui tient particulièrement à cœur. En premier lieu, il entend relever l'autorité du gouvernement central, ressusciter les pieux principes du mouvement almohade et consolider ainsi l'Etat hafside. Il "essaie de mettre un frein à l'arbitraire, supprime tous les impôts illicites (le moukous) et gouverne les hommes selon la coutume de son aïeul Osman", écrit Ahmed ibn Abou Diaf [50, p.191]. Et ses débuts sont assez prometteurs. Une première lueur d'espoir s'allume dans les cités et les campagnes. Moulay Hasan retrouve la confiance de ses sujets, de ceux du moins qui ne veulent ni des Turcs ni des Bédouins. "Au commencement de son règne, il fit preuve d'équité et de bonté, et les cœurs de ses sujets s'ouvrirent à lui", note Hasan Housni Abd al-Wahhab [44, p.124]. Au point que même en Kabylie et dans le Constantinois,

qui se trouvent sous l'autorité de Barberousse, les partisans d'un gouvernement hafside reprennent du poil de la bête. Ils déclenchent plusieurs dissidences et chassent les chefs turcs et andalous; à Constantine les habitants soulevés tuent le caïd de la place.

Toutefois, reconquérir la sympathie de ses sujets n'est pas tout. Car la politique à la renaissance hafside se heurte aussitôt à la vigoureuse opposition des adversaires du régime. En 1526-1527 Khayr al-Din écrase impitoyablement quelques actions des partisans de la ligne hafside et annihile un soulèvement à Constantine, avec une brutalité sans précédent. Les provinces de l'Ouest et du Sahara sont alors définitivement perdues. Dans l'Est, ce sont les Bédouins qui entrent à leur tour en dissidence. Face à la menace d'une rébellion générale des tribus, Moulay Hasan doit abandonner ses innovations et revenir à l'ordre précédent. Pour apaiser les Bédouins, il leur octroie par-dessus le marché un droit de tribut complémentaire équivalent à 60 000 dinars, ce qui représente 40 % de ses propres revenus. Et comme les limites territoriales où le nouvel impôt est levé restent floues, les cheykh's se lancent dans le pillage systématique des campagnes [50, p.191; 64, p.134].

La capitulation de Moulay Hasan modifie brutalement les données. Des espérances levées dans la population, il ne reste plus trace. Les razzias et les exactions ininterrompues des nomades plongent le pays dans une nouvelle flambée de soulèvements et de désordres. Les Tunisiens qui s'étaient mis à aimer le nouveau sultan, s'en détournent rapidement. Selon T.Guiga, ses mesures coercitives et son flirt avec les tribus bédouines lui valent leur malédiction [81, p.50].

Il faut donc faire quelque chose, et Moulay Hasan décide de renouer avec les chrétiens, ces ennemis inconciliables de Barberousse et de ses yoldaches. A l'appui ds chrétiens, le sultan de Tunis entend reconquérir les provinces perdues, et en particulier la Tripolitaine. A cette fin, il n'hésite pas à conclure alliance avec l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem qui en 1530 a

transporté son quartier général à Malte. Aux termes de l'accord passé avec les Chevaliers de Malte, en 1532 il fait marcher ses troupes en Tripolitaine où, pendant deux années consécutives, elles vont livrer une guerre épuisante contre les rebelles lybiens [117, p.130].

Cette collusion, tout à fait conforme aux idées de Machiavel, avec l'Ordre de Malte, aboutit en fait à totalement isoler Moulay Hasan du reste du monde musulman. Les rapports avec la Sublime Porte se détériorent gravement. A la proposition de coopération qui lui est faite d'Istanbul, il répond par un refus arrogant. Il va même jusqu'à interdire l'entrée du port de Tunis aux deux gallions turcs qui amènent l'ambassade porteuse du message spécial de Süleyman le Magnifique (11 juin 1534). Les émissaires du sultan doivent se résoudre à lancer le rouleau sur la grève, ils repartent comme ils sont venus, criant leurs malédictions au félon [81, pp.15, 48].

Mais par cette hostilité affichée envers les Turcs Moulay Hasan creuse sa propre tombe. Khayr al-Din Barberousse rêve en effet depuis fort longtemps de s'imposer en Tunisie, pays qui l'intéresse, selon le chroniqueur musulman, "par l'importance de sa situation géographique, la multitude de ses ressources et la sûreté des ses ports" (cité d'après [64, p.145]). Les agents ottomans n'ont de cesse de dénoncer "l'usurpateur", tandis qu'ils préparent le terrain à l'arrivée du "libérateur si longtemps attendu". Nombre d'entre eux sont saisis et suppliciés. Mais chacune de ces exécutions, surtout si des mercenaires espagnols ou maltais y prêtent la main comme c'est le cas en Tripolitaine, ne fait qu'attiser le ressentiment de la population. Le mécontentement gagne à présent les notables eux-mêmes, qui tournent toujours plus souvent leur regard du côté de Moulay Rashid, le seul des prétendants au trône ayant échappé aux assassins et qu'en 1533 le prévoyant Barberousse a emmené à Istanbul.

Khayr al-Din Barberousse est l'un des hauts dignitaires de la Sublime Porte qui se prononcent pour une active expansion en Europe, et tout

particulièrement en Méditerranée occidentale. La possession de la Tunisie lui paraît plus spécialement utile à la réussite de ce projet. Il réussit à en convaincre le sultan, lequel songe depuis des années à une conquête de l'Espagne. Mais avant que d'entreprendre des opérations militaires d'envergure, lui souffle Khayr al-Din, il faut s'approprier la Tunisie et prendre solidement pied sur tout le littoral nord-africain. "Voilà où, selon lui, il serait possible de faire la conquête de l'Espagne avec autant d'aisance que l'accomplirent jadis les Maures du Maroc", écrit Sandoval [86, t.2, p.220].

Süleyman le Magnifique donne son aval au plan de Barberousse. Mais comme il fait déjà la guerre à l'Est, le sultan ne dégage que des forces relativement modestes pour les opérations à l'Ouest. Khayr al-Din reçoit à sa disposition 84 bâtiments de guerre, des navires de transport, quelques fonds et de l'artillerie en quantité. Son corps expéditionnaire compte 8300 hommes, dont 1 800 janissaires. Le reste est formé de contingents albanais et grecs, ainsi que de recrues du Maracha. Cette troupe reçoit en Tunisie l'appoint des rebelles nationaux [81, p.36; 82, t.5, p.247; 79, p.37].

Le 1er août 1534, la flotte ottomane franchit le détroit de Messine. Une première attaque contre les îles et les forteresses côtières du royaume de Naples provoque une panique à Rome, mais Barberousse vire déjà cap au sud et cingle vers l'Afrique du Nord. Profitant des vents favorables qui soufflent en tempête, ses navires traversent en trombe la mer Tyrrhénienne et le 13 août, se présentent en rade de Bizerte. La troupe et la population leur font un accueil enthousiaste, elles déposent le caïd hafside et proclament le pouvoir du sultan turc. Il faut dire que le moral de l'opposition anti-ottomane était au plus bas et que ce facteur joue grandement dans ce premier succès. Et là Barberousse se montre habile tacticien et maître en propagande. Dès leur arrivée à Bizerte, les Turcs font circuler le bruit qu'il débarquent en Tunisie à l'unique fin de mettre un terme "au règne éhonté" de Moulay Hasan. Ils entendent soi-disant le remplacer sur le trône par son frère Moulay Rashid, prétendument resté en

rade à bord de son navire [82, t.5, p.247; 106, p.34]. En réalité le malheureux Rashid est toujours à Istanbul et se morfond dans le donjon du château des Sept tours où il restera enfermé jusqu'à la fin de ses jours. On explique donc aux habitants de Bizerte que l'émir n'a pu descendre à terre "en raison de la chaleur excessive et d'un léger malaise" [86, t.2, p.227]. Et on a soin de prier l'épouse et la famille de songer à un repas de circonstance et préparer les appartements du futur sultan de Tunis.

Le stratagème fonctionne à merveille et joue un grand rôle dans le succès de l'expédition. Dans un premier temps, il a pour effet de neutraliser les partisans du pouvoir hafside. Il ne se trouve pas un seul homme, même parmi les ennemis irréductibles de la Porte, pour prendre les armes à la défense de Moulay Hasan. Les Turcs peuvent débarquer en toute quiétude la troupe, le bagage et l'artillerie. Pas un coup de feu n'est tiré par les Tunisiens, ceux-ci ne tentent rien pour organiser ne serait-ce qu'un semblant de résistance.

La rumeur a vite fait de se répandre dans tout Tunis: "le fils de la négresse", comme on appelle ici Moulay Rashid, est de retour. Immédiatement, la capitale se soulève. Une foule immense se répand dans les rues et marche en armes à la Casbah, résidence du sultan. Moulay Hasan et sa mère n'ont que le temps de prendre la fuite. Tunis est aux mains des séditieux, ceux-ci envoient sur-le-champ une délégation au triomphateur du jour Khayr al-Din Barberousse. Ils l'exhortent à venir sans délai en la capitale car, préviennent-ils, les Hafsides possèdent ici bon nombre de partisans camouflés [86, t.1, pp.315-316].

Barberousse ne se fait pas attendre longtemps. Le 15 août 1534, ses vaisseaux jettent l'ancre devant La Goulette (Khalk al-Wadi), la forteresse maritime qui commande l'entrée du lac de Tunis. La garnison en passe immédiatement dans le camp turc. Le 16, Barberousse pose le pied sur la grève et aussitôt entouré de 10 000 citadins en liesse, se rend à la Casbah où "il prend place sur le trône des sultans" [86, t.1, p.316]. Il annonce alors que la dynastie

des Hafsidés est déposée et que la Tunisie passe sous l'autorité de la Sublime Porte.

Dès que connues les véritables intentions des Turcs, les partisans des Hafsidés comprennent qu'ils ont été bernés. La colère gronde dans leur camp, des rixes et des affrontements armés éclatent dans la ville, qui se transforme bientôt en une vraie "guerre non déclarée". Les habitants des quartiers riches montent des embuscades, s'attaquent aux janissaires isolés et "aux hommes de l'armée de Khayr al-Din" qui se risquent à circuler en petits groupes. Il se trouve même des têtes chaudes pour envoyer chercher Moulay Hasan, lequel est prié de regagner au plus vite sa capitale. Il reste que "la partie la plus saine de la population", comme s'exprime l'anonyme du "Gazawat", préfère garder la maison. Ce sont ceux qui "souhaitent sincèrement le gouvernement des ottomans et le succès de ses troupes" (de Barberousse. - *N.I.* [86, t.1, p.318]).

Dans la nuit du 17 au 18 août, Moulay Hasan déguisé en quidam rentre donc à Tunis. Dans "certains quartiers" les partisans des Hafsidés commencent alors à se regrouper ouvertement et se former en ordre de combat pour marcher sur la Casbah. Simultanément, les Bédouins avancent en nombre en direction de la capitale. Barberousse ne prend pas la menace à la légère. Il commence par se rendre compte de lui-même de la situation en ville, ce qui le porte à constater qu'il est impossible "d'éteindre l'incendie" par des moyens pacifiques. Aussi ordonne-t-il à ses hommes d'évacuer immédiatement la voirie et de se positionner, d'une part, à l'intérieur de la citadelle et, d'autre part, aux approches de la capitale. Le reste de la nuit est passé dans les deux camps en fiévreux préparatifs de la bataille qui s'annonce. Celle-ci s'engage au matin du 18. Les Bédouins, au nombre d'environ 4 000 hommes, pris d'emblée sous le feu des canons turcs, "ne souhaitent pas l'engagement rapproché" [106, p.35], et tournent bride. Mais en ville, les partisans des Hafsidés montent à l'assaut de la Casbah. Sur le conseil d'un renégat espagnol du nom d'Ali de Malaga, Tunisien depuis 1510, Barberousse effectue une sortie qui lui permet

de prendre les assaillants entre deux feux. Le piège fonctionne parfaitement et si les Tunisiens repoussent la première charge des janissaires, le cœur leur manque ensuite, ils rompent les rangs et se jettent à la débandade. Les Ottomans les poursuivent à travers les rues et les ruelles de la capitale. Les témoins parlent d'une hécatombe. Il y a plus de 3 000 morts chez les Tunisiens et près de 400 autres dans les rangs des janissaires. Dès avant que le désastre soit consommé, Moulay Hasan a pris la fuite et après un bref arrêt à Béja il se réfugie à Biliad al-Jerid [86, t.2, p.299; 106, p.35].

Le soir même Barberousse proclame l'aman et donne l'ordre d'arrêter les combats. Le lendemain matin un calme complet règne sur la ville. Même les plus farouches partisans des Hafsides se sont rendus à l'évidence – leur cause est perdue. Et puis, nous citons une fois de plus le "Gazawat", "ce peuple ayant le sens des affaires et de la politique a saisi que ses liens avec le vaste empire ottoman lui procureront un accroissement considérable du commerce et que le nouvel état de chose lui deviendra source intarissable de richesse" [86, t.1, p.318].

Une fois installé à Tunis, Khayr al-Din Barberousse n'est pas très long à étendre son autorité à tout le territoire tunisien. Soumises à forte pression des milieux turcophiles, Sfax, Mahdia (l'Africa des auteurs européens du XVIe siècle), Monastir, Sousse, Annaba (Bône) et d'autres cités prennent la décision de reconnaître le pouvoir turc. Il n'est pas jusqu'aux marabouts Chabbiya de Kairouan qui ne préfèrent s'abstenir de jouer avec le feu. Ils reconnaissent à leur tour la suzeraineté de la Sublime Porte et acceptent la présence d'une garnison ottomane. Il n'y a guère que Béja, cette ville du cours moyen de la Medjerda à l'intérieur des terres, pour fermer ses portes et résister avec quelque détermination à un détachement turc d'environ 600 hommes.

Ainsi le dernier espoir du sultan déposé repose à présent sur les Bédouins. Ceux-là n'ont aucune raison de se réjouir du changement de régime et ils peuvent du jour au lendemain mettre en ligne 40 000 cavaliers. D'ailleurs

Moulay Hasan possède ici pas mal d'amitiés et de parenté. Une réalité avec laquelle il faut compter, et Barberousse se garde d'envenimer les rapports avec les tribus. Sitôt après la prise de Tunis, il leur offre de prendre son parti et joint à sa proposition les présents indispensables. Les Bédouins qui viennent d'expérimenter à leurs dépens la puissance de feu de l'artillerie ottomane, montrent une disposition à traiter identique. Les pourparlers sont couronnés de succès. A l'automne 1534, l'accord qui en sort stipule que les Bédouins reconnaissent l'autorité de la Sublime Porte. Ils font allégeance à Süleyman le Magnifique et promettent solennellement de ne de plus jamais soutenir Moulay Hasan. Surtout, ils renoncent à leur droit d'icta et de sakhm et s'engagent à cesser de rançonner les populations rurales. En contrepartie, Barberousse s'engage à leur payer annuellement sur le trésor des subsides équivalents aux précédents "awayids" (gratifications). Les Bédouins font en outre serment de ne plus harceler les rayis et de renoncer même à planter leurs tentes au voisinage des villes et des villages. Désormais leurs campements doivent se situer "aux confins du Sahara et dans les plaines loin des cités" [86, t.1, p.319].

Pour le juste calcul des sommes à percevoir, les cheykhhs présentent à Barberousse les manuscrits qui certifient leur droit d'"awayid". Au vu de ces textes, celui-ci déclare que ce qu'il leur a accordé les compense largement. Et pour la suite, il leur délivre le tezkireh (la charte) où figure la somme à percevoir et la forme dans laquelle s'effectuera le paiement. Toujours selon le "Gazawat", ceci "produit l'effet le plus favorable" sur les cheykhhs bédouins, ceux-ci commencent à se retirer dans le Sud, du côté de Biliyad al-Jerid, où ils ont d'ailleurs leurs pâturages d'hiver [86, t.1, p.321].

Le problème des Bédouins ainsi réglé, Barberousse s'attelle à la réorganisation de l'administration. Le modèle dont il s'inspire est sans aucun doute ce qu'il a déjà accompli en Algérie. Et c'est de là qu'en 1535 arrivent les premiers détachements de janissaires et de sipahis qui commencent à prendre

leurs cantonnements en Tunisie. La solde de ces militaires sera versée par les autorités locales. Il est vraisemblable que Barberousse aura gardé le précédent système fiscal. En tout cas, le montant des impôts qu'il instaure ne dépasse pas ce que " le peuple avait à payer d'habitude" [86, t.1, p.321]. Le nouveau régime est appliqué d'une main de fer. Les répressions ont pour but de châtier, mais aussi de dissuader par la terreur les opposants et trublions. Au mois de novembre 1534, tout un groupe de janissaires mutinés sont pendus publiquement aux merlons de la Casbah [79, p.38].

Dorénavant la totalité du pouvoir se concentre entre les mains de Khayr al-Din Barberousse. Il gouverne à l'appui des gazis qui lui sont tout dévoués, des Morisques et du clergé musulman. Il y a lieu de penser qu'un grand nombre d'Andalous et de renégats d'origine européenne accèdent aux postes de commande. Les autochtones doivent se contenter des fonctions subalternes, et là ils sont prépondérants. Ce qui est aussi vrai des formations militaires locales. Les troupes ottomanes de Tunisie, du moins celles qui prennent part aux combats de 1535 contre les Espagnols, sont constituées à 60 % de Tunisiens. La grande masse de la population s'abandonne aux plus belles espérances. L'anonyme du "Gazawat" poursuit: "Les Tunisiens apprécient avec gratitude les moyens par lesquels Khayr al-Din leur a procuré la tranquillité. Ils ne se lassent pas de vanter sa sagesse, son humanité, son désintéressement et ils sont heureux de vivre sous sa règle" [86, t.1, p.321].

Les Bédouins quant à eux sont d'un avis quelque peu différent. La vague d'euphorie nationale n'est pas parvenue jusqu'aux tentes noires et poussiéreuses de leurs campements. Ils n'ont aucun goût pour le régime ottoman. Ce ne sont pas les belles chartes, même frappées du sceau du pacha, qui peuvent compenser les libertés envolées en 1534. Et puis, Barberousse n'est pas pressé de verser les subsides promis. Préoccupé d'expédier en premier lieu de riches présents à Istanbul, il lui arrive même d'oublier de régler la solde de ses soldats. A deux reprises - le 23 octobre et le 28 novembre 1534 - les

janissaires en colère se mutinent, le retard apporté au paiement de leur service n'est pas du tout de leur goût [79, p.38].

Ce que voyant Moulay Hasan tente une fois de plus de profiter de la situation. Point de chartes, c'est de l'or qu'il distribue aux Bédouins. Et les promesses de les rétablir dans les droits et privilèges précédents, si bien qu'il finit par les faire pencher encore une fois en sa faveur. Ce qui suscite les réflexions mélancoliques de l'anonyme du "Gazawat": "Nul n'est plus futile et plus inconstant que le peuple bédouin, soupire-t-il. Ennemi de toute autorité, il est toujours enclin à écouter celui qui flatte son amour de la liberté. N'ayant rien à perdre de la révolution et tout à y gagner, il est toujours prêt à prendre le parti de celui qui lui offre les meilleurs avantages" [86, t.1, p.322].

Au printemps 1435, les milices bédouines se concentrent peu à peu dans les plaines de Kairouan. Leur nombre croît de jour en jour. Sans attendre qu'elles achèvent leurs préparatifs, Barberousse attaque le premier. Ses troupes avancent sur la ville à marches forcées. A cette occasion elles usent d'une nouveauté dont T.Campanella fera état par la suite dans sa "Cité du Soleil" (cf. [34,p.76]). Sur l'ordre du pacha, les canons sont arrimés à des chars munis d'un mât et d'une voile. Poussés par le vent, ces chars à voile sillonnent la plaine avec autant de facilité que le navire qui fend le flot [86, t.1, p.323].

A la bataille qui s'engage devant Kairouan, l'effet qu'ils produisent sur les Bédouins est décisif. Les cavaliers épouvantés tournent bride en désordre, les cheykh s'implorant qu'il leur soit fait quartier. Barberousse décide d'encore une fois faire étalage de son esprit de conciliation, il accorde l'aman "à ces gens qu'il est si difficile de poursuivre". Ayant de nouveau reçu d'eux serment de loyale allégeance, il regagne Tunis où, toujours d'après l'anonyme, dorénavant "il se repose de ses travaux et jouit du bonheur qu'il a apporté à ses nouveaux sujets" [86, t.1, p.324].

Moulay Hasan qui a subi une défaite de plus, se tourne alors vers l'ultime recours. Par l'entremise du Grand maître de l'Ordre de Malte, il entre

en contact avec le vice-roi de Naples et sur sa recommandation, envoie une missive à Charles Quint, empereur du Saint Empire romain germanique. “Barberousse, écrit-il, ce vil reïs turc enfanté sur le mont Magribou, s’est emparé de mes terres. Une des grandes raisons qui le poussent à me harceler est l’attachement sincère que j’ai toujours ressenti à ton égard. Il est de ton intérêt, ô grand souverain, de vouloir bien me venir en aide et me rendre usage de l’héritage paternel. Quand l’Etat tunisien sera de nouveau sous mon autorité, je te prêterai serment de vassale loyauté et aurai contentement de gouverner en ton nom” (cité d’après [76, p.55]).

Les tribulations de Moulay Hasan n’émouvaient guère Charles Quint. Par contre, le passage de la Tunisie à l’autorité turque le préoccupait sérieusement. Une menace réelle pesait sur Otrante, sur la Calabre et surtout sur la Sicile, ce Canada du XVI^e siècle qui fournissait son blé à une bonne moitié de l’Europe. Un non moindre danger planait sur l’Espagne. Ses populations musulmanes “clandestines” pouvaient à tout moment épauler l’armée du padishah, si seulement celui-ci se risquait à donner l’assaut à ce bastion du catholicisme.

Tout ceci fait que Charles Quint, avec une rapidité remarquable, répond positivement aux appels au secours que lui lancent Moulay Hasan et l’Ordre de Malte. Dès le 2 juin 1535 sa flotte appareille de Barcelone. L’armada qui est commandée par Andrea Doria, compte près de 400 navires de classes diverses, y compris 90 galères d’attaque. Elle emmène 26 000 fantassins (des Espagnols, des Allemands, des Italiens, des Portugais) et quelques 2 000 cavaliers [79, p.39; 106, p.37]. Une armée placée sous les ordres du duc d’Albe, du marquis de Guast, du prince de Salerne, du marquis de Mondejar et d’autres représentants de la haute noblesse espagnole et italienne. L’empereur en prend lui-même le commandement en chef.

Dès qu’à Tunis on a connaissance de l’expédition qui se prépare, Barberousse commence à fortifier la capitale. Les bastions et les batteries de La

Goulette sont d'urgence remis en état et bientôt sur le pied de guerre. Le goulot emprunté par la route qui conduit en ville est barré par un rempart avec parapet de pierre et palissade de rondins. On creuse tranchées et fossés. Douze des meilleurs vaisseaux de l'escadre sont ancrés devant La Goulette pour former une espèce de couverture d'artillerie flottante. Les navires anciens sont coulés ou échoués sur la grève. Les canons enlevés sont envoyés en renfort de la forteresse et du rempart, où sont ainsi concentrées plusieurs centaines de bouches à feu [106, pp.37, 38]. Dans les mosquées on dit la prière pour relever le moral des citadins et des moudjaheds, et les exhorter à "sacrifier leur vie pour l'Islam et la liberté" [86, t.1, p.333]. On forme des milices populaires. A Tunis et dans ses environs des mesures de sécurité exceptionnelles sont décrétées. Fidèle à sa réputation de méfiance suspicieuse, Barberousse donne l'ordre d'exécuter les 12 000 esclaves chrétiens détenus dans la capitale. Mais soit du fait du désordre consécutif au branle-bas qui règne dans la garnison, soit en raison de la cautèle des maîtres qui n'entendent pas subir sans compensation pareille perte sèche, l'ordre n'aura pas été exécuté. Les esclaves sont simplement mis aux fers dans les caves des particuliers ou dans les prisons municipales.

Le 14 juin 1435, la flotte de Charles Quint arrive en vue de La Goulette. Un premier débarquement a lieu dans les ruines de Carthage, à l'endroit même où en 1270 touchaient terre les croisés de Saint Louis. Tout ce que les Turcs tentent pour contrecarrer l'opération est repoussé par le feu de l'artillerie de bord. L'armée de Charles Quint emploie un mois entier à faire le siège de La Goulette et des fortifications attenantes. La défense turque est dirigée par Sinan Reïs, "l'un des plus valeureux capitaines de Barberousse" [82, t.5, p.249]. De jour comme de nuit les Turcs multiplient les sorties. A plusieurs reprises ils dévalent dans les tranchées de l'assaillant, mais le feu des vaisseaux espagnols les oblige à se retirer chaque fois avec de fortes pertes. Sur le petit bastion qui commande la défense de La Goulette, ils chargent leurs

canons avec des débris de fer et des fragments de chaîne; les salves tirées à coups de cette singulière mitraille fauchent les assaillants par files entières [86, t.1, p.331]. Tués et blessés, les pertes espagnoles se comptent par milliers. Lors de l'assaut du bastion de Borj-al-Aïoun, élément essentiel du système défensif de la forteresse, Charles Quint met en œuvre une tour mobile plus haute que ses remparts. En un mot, attaques et contre-attaques se succèdent sans interruption. Un mois durant le tonnerre de la canonnade n'arrête pas d'un instant. Ce n'est que le 14 juillet 1535, à l'issue d'un dernier assaut particulièrement violent, que les Espagnols réussissent à prendre La Goulette. Ce qui reste de la garnison parvient à refluer sur Tunis, mais au prix de grandes pertes. Charles Quint s'empare de 87 vaisseaux turcs et de près de 300 pièces d'artillerie; 140 de ces canons sont exhumés de sous les décombres des bastions et des redoutes [106, p.38].

Le 29 juin précédent, Moulay Hasan s'était présenté au camp de l'empereur. Il amenait avec lui 16 000 cavaliers bédouins. Le duc d'Albe les avait certes salués avec chaleur, mais décliné non moins catégoriquement l'offre d'assistance. "Sûr de la force de ses armes, écrit J.Hammer à ce propos, Charles Quint ne désirait pas du tout ternir son action en recourant aux services de ces aides imprévus nantis de piques, d'arcs et de flèches empoisonnées" [82, t.5, p.250].

La chute de La Goulette est durement ressentie à Tunis. La population "démoralisée" penche maintenant, dans sa majorité, en faveur "du parti chrétien" - toujours selon le "Gazawat". Barberousse convoque une assemblée des notables et essaie tout d'abord de dissuader "ses frères" de "composer avec les ennemis d'Allah". Les réponses sont plutôt évasives. Le pacha utilise alors la manière forte. Quand ils ont saisi que le yatagan vaut largement l'épée, les gens de Tunis se montrent raisonnables et font soumission à Barberousse. De la sorte, dit le "Gazawat", celui-ci "parvient à réveiller leur honneur assoupi" [86, t.1, p.333].

Ayant refondu en ordre de combat ce qui restait de son corps expéditionnaire, Barberousse prend donc la tête des milices populaires, de ses Turcs et des renforts algériens, et marche à la rencontre de l'armée de Charles Quint. Au total, il dispose de 16 100 hommes, dont 9 700 Tunisiens et 6 400 Turcs [86, t.1, p.334]. Le 19 juillet, il prend position à 6 kilomètres de Tunis, au lieu-dit Kherbet-el-Klah. C'est alors qu'aux dires de certains historiens, d'avis qu'il laisse ainsi échapper une victoire garantie, Khayr al-Din Barberousse ne fait rien pour empêcher les Espagnols de franchir les gorges escarpées où ceux-ci sont obligés de progresser en désordre [106, p.38]. Avec un sang-froid surprenant, il les attend plus loin, dans la plaine. Mais là les troupes de Charles Quint se disposent selon toutes les règles de l'art militaire et dès lors leur avantage tactique est indiscutable. L'affrontement est d'une rare violence. La fortune des armes oscille plusieurs fois d'un camp à l'autre. Pendant une attaque turque, plusieurs milliers de Bédouins s'enfoncent brusquement dans leur dispositif pour leur prêter main-forte. Jusque là ces cavaliers se bornaient à observer à l'écart le déroulement de la bataille, sans y prendre part. Mais pour ce coup il leur semble que Barberousse va l'emporter et ils prennent l'initiative "de soutenir ses efforts" [86, t.1, p.334]. Par crainte d'arriver trop tard pour la mise à sac du camp espagnol, ce n'est pas exclu. Quoiqu'il en soit, l'intervention des Bédouins sème le désordre dans les rangs musulmans. Et quand leurs premiers cavaliers tombent sous le feu des croisés, ils tournent bride en panique et entraînent beaucoup de Turcs et de Tunisiens dans la débandade qui s'ensuit. La victoire s'est envolée, même si à la fin de la journée Barberousse estime avoir gagné la bataille. Ses espions rapportent que le camp espagnol est en proie à la déception et au doute, et que de nombreux officiers sont même enclins à reprendre le chemin de la maison.

Mais à la surprise des Turcs, ils n'en font rien. Et dès le lendemain, Charles Quint décide de reprendre l'offensive. Une seconde bataille s'engage. Au plus fort des combats les musulmans s'aperçoivent que l'adversaire est en

train de les prendre à revers du côté de la ville. Dans un premier temps, nul ne peut comprendre comment Charles a réussi son coup [86, t.1, 336]. La nouvelle tombe comme un couperet: Tunis s'est soulevée, les 12 000 esclaves chrétiens ont brisé leurs fers et se sont emparés de la capitale [79, p.39]. I.Petchevi nous apprend [75, p.50] que ceci est l'œuvre "du traître et félon" Djafar-agma, un "franc" qui a feint de se convertir à l'Islam. Djafar-agma investit la Casbah et ferme les portes de la ville, coupant ainsi la retraite aux hommes de Barberousse. Les canons de la citadelle sont tournés contre ses musulmans.

Dès qu'on l'informe de la chose, Charles Quint donne l'ordre d'attaquer à outrance. A ce moment précis, il voit "approcher une nuée de hordes bédouines qui remplissent toute la plaine". Ce sont les Bédouins qui, sans en informer les Espagnols, viennent se joindre à ceux qu'ils voient déjà vainqueurs. L'empereur s'y méprend, il croit à une attaque et ordonne à ses troupes d'ouvrir le feu. Le massacre est épouvantable. "Il a plu ainsi à Allah, déclare le "Gazawat", de venger Khayr al-Din traîtreusement trahi par ces mêmes Bédouins" [86, t.1, p.338].

Désormais encerclés, les Turcs et les Tunisiens continuent de se battre avec le dernier acharnement, mais leur situation est sans espoir. Ayant réussi à tenir jusqu'à la tombée de la nuit, Barberousse parvient avec 4 000 de ses hommes à percer l'étau espagnol et à fuir le champ de bataille. Evitant les murs de Tunis, il galope en direction de la montagne, dans le Djebel Ressay, puis vire à l'ouest. Au cinquième jour, il est à Annaba et de là, rejoint Alger par la mer.

Le 21 juillet 1535 Charles Quint fait donc son entrée à Tunis. Après les folles journées qu'elle vient de vivre, la capitale s'efforce de retrouver son rythme de tous les jours. De grand matin des notables de la ville et les chrétiens révoltés se sont rendus en délégation au camp de l'empereur. Ils lui ont remis les clefs de la capitale, gage d'une capitulation sans effusion de sang. La plupart des fuyards ont regagné leur demeure, les commerçants lèvent

leurs stores, les artisans se remettent au travail. Autrement dit, les rues vivent de leur vie ordinaire au moment où les soldats de l'empereur y font irruption. Il s'avère que sur l'instance de ses généraux, Charles a décliné l'offre de reddition pacifique de la ville. Chose promise, chose due – pour trois jours il abandonne Tunis à la discrétion de la troupe.

Une des cités les plus opulentes du bassin méditerranéen devient ainsi la proie de la soldatesque déchaînée. Pendant trois jours et trois nuits (21-23 juillet) les croisés de toutes nationalités soumettent la capitale hafside à un sac impitoyable. La métropole du Maghreb est victime d'un déferlement de violence sans nom. Les soudards espagnols abreuvés d'eau-de-vie "fouillent de fond en comble, avec une avidité bestiale, les maisons, les coffres, les caves et jusqu'aux puits les plus profonds", écrit J.Hammer [82, t.5, p.253]. Ils saccagent les mosquées et les écoles, brisent tout le décor sculpté, déchirent et brûlent les livres précieux. De la bibliothèque al-Abdaliya, où Abou Abdallah Mohammed V a réuni une vaste collection "d'ouvrages traitant des diverses sciences" [50, p.190], ne demeurent que quelques décombres charbonneux. Des manuscrits d'une valeur inestimable disparaissent sans qu'on sache ce qu'il en est advenu [44, p.126]. Les plafonds noircis qu'on voit jusqu'à présent dans la chapelle az-Zitouni (Mosquée des Oliviers) gardent le témoignage indélébile de cet acte de vandalisme impardonnable.

Le pillage de la ville s'accompagne des exactions et des violences les plus barbares. Homme ou femme, vieillard ou enfant, les assassins ne font quartier à personne. Ils tuent tous ceux qui leur tombent sous la main, après leur avoir fait subir les plus horribles sévices. Pour satisfaire leurs instincts sadiques, ou pour ne pas avoir à convoier les prisonniers, simplement. Selon un historien tunisien, ce fut "un des carnages les plus épouvantables que l'histoire ait jamais connus" [64, p.151]. Les rues, les demeures, les mosquées où les malheureuses victimes tentaient de trouver refuge, sont jonchées de cadavres. Il y a beaucoup de femmes, certaines gisent nues, éventrées. Sur les

180 000 habitants que compte la population de Tunis, 60 000 ont été massacrés. Une quantité égale de captifs est emmenée en esclavage. 60 000 personnes seulement réussissent à échapper à la mort [44, p.125]²³.

Les Bédouins restés à l'affût aux abords de la ville ont une attitude ignoble. Ils s'attaquent aux habitants de Tunis qui ont réussi à échapper au carnage et qui, seuls ou avec la famille, cherchent à rejoindre Zaghouan, la cité de villégiature distante de 40 kilomètres au sud de Tunis. Les Bédouins leur donnent la chasse et, selon Abou ibn Diaf, y mettent "plus d'acharnement que les chrétiens même". Mille dinars est le montant de la rançon exorbitante qu'ils exigent pour prix de leur liberté. Ceux qui ne peuvent pas payer sont remis aux croisés, contre récompense en espèces [63, p.151].

"La conquête de la Tunisie, écrit J.Hammer, marque l'apogée de la gloire militaire de Charles Quint" [82, t.5, p.256]. Les Espagnols occupent toute la partie nord-est du pays, ils prennent Bizerte et Annaba. La nouvelle de ces victoires met en liesse l'Europe occidentale. Bien dans l'esprit de la Renaissance, Charles Quint est comparé à Scipion l'Africain. Les flagorneurs de la cour, faisant montre d'un amour de l'antique fort opportun, lui attribuent sans broncher le même épithète. Les inscriptions latines gravées dans le marbre glorifient les prouesses du nouveau conquérant de l'Afrique. Le voyageur russe P.A.Tchikhatchev (1818-1890) qui étudiera les châteaux espagnols du littoral nord-africain, en fera état en 1878 [42, p.166].

Moulay Hasan regagne sa capitale meurtrie alors que les vainqueurs fêtent encore leur triomphe. Le 6 août 1535, il signe au camp de la Goulette le traité par lequel il reconnaît le protectorat espagnol sur la Tunisie. Aux termes de ce document:

- le sultan Hafside se reconnaît vassal de la couronne espagnole et s'engage à verser tribut à raison de 12 000 ducats annuels, soit 600 000 aspres

²³ Quelques auteurs faisant référence aux chroniques arabes et espagnoles avancent le chiffre de 70 000 morts [64, p.151; 106, p.39]. L'historien ottoman I.Petchevi parle pour sa part de 30 000 tués et de 60 000 déportés (cf. [75, p.50; 82, t.5, p.252])

de l'époque (autour de 120-140 000 francs or). Et pour témoigner de sa fidélité vassale, il livre chaque année à la cour de Charles Quint 6 chevaux de race et 12 faucons;

- le sultan cède en possession exclusive aux Espagnols le fort de La Goulette et une partie de la côte au niveau de Carthage, ainsi que les villes d'Annaba, de Bizerte et de Mahdia. Cette dernière étant encore à conquérir, il est vrai;

- le sultan cède aux Espagnols le droit de s'installer et commercer sans obstacle sur le territoire tunisien et d'y confesser librement leur religion. Les litiges et conflits éventuels entre chrétiens sont à trancher par le consul et le juge espagnols;

- le sultan cède à Charles Quint le monopole de la pêche et du commerce du corail le long du littoral tunisien. Il libère tous les captifs chrétiens qu'il peut détenir et s'engage à ne pas coopérer avec les Morisques d'Espagne ni à abriter sur son territoire les corsaires musulmans;

- le sultan, enfin, reconnaît toutes les conquêtes espagnoles en Afrique du Nord, présentes et à venir;

- De son côté, Charles Quint s'engage à accorder protection aux sujets du sultan tunisien et à ne pas les retenir comme esclaves dans ses possessions. Et, point essentiel, il promet à Moulay Hasan de l'aider à rétablir son autorité sur tout le territoire de la Tunisie, à l'exception de ce qui est détaché à l'Espagne;

- Au cas où trois des clauses de ce traité viennent à être violées, le sultan hafside doit abdiquer son trône et quitter le pays [44, p.127; 106, pp.39-40; 82, t.5, pp.254-255].

L'empereur quitte les côtes de la Tunisie le 17 août 1535. Il laisse des garnisons espagnoles à La Goulette et dans quelques autres villes portuaires. Il met à la disposition du sultan un détachement de 200 Espagnols qui auront leurs quartiers à la Casbah et formeront sa garde personnelle. Il nomme au

poste de général-capitaine de La Goulette don Bernardino de Mendoza, marquis de Montejar et comte de Tendilia, lequel devient ainsi, en fait, le véritable gouverneur de la Tunisie. Le premier soin de celui-ci sera de bâtir des forteresses espagnoles à La Goulette, Bizerte et Annaba, et d'abattre les murailles qui entourent les quartiers musulmans de ces nouvelles presidios espagnoles (cf. [98, pp.115-116]).

Mais le pays est profondément hostile aux occupants. La population refuse de reconnaître le traité qui établit le protectorat, les soulèvements fusent de toute part. L'autorité de Moulay Hasan ne porte pas plus loin que le mousquet espagnol. Seules quelques tribus qui se sont compromises lors du sac de juillet continuent de le soutenir.

Les cités du Sahel et du Djerid, tout le Sud tunisien persistent à reconnaître l'autorité de la Porte. A l'appui des rapports de ses informateurs, don Bernardino de Mendoza écrit que les villes de Sousse, Monastir, Mahdia, Sfax et d'une manière générale, tout le littoral au sud de Kelibia, "sont pour les Turcs" [64, p.155]. Le 26 octobre 1535, il fait savoir à l'empereur que toutes ces cités "sont pour Barberousse et elles lui paient tribut sur le nom du Grand Signor" [81, p.49]. Dans les campagnes, l'autorité est prise en main par les marabouts, eux aussi partisans de Barberousse. Ils s'appuient sur les unités militaires constituées de rebelles tunisiens et de gazis ottomans. En règle générale, le commandement en est assuré par les caïds du pays (des hommes comme al-Abbas, Ahmed al-Achfi), pour la plupart notables de Tunis qui refusent de servir le Hafside. Ils continuent à mobiliser sous leurs drapeaux les paysans, les réfugiés de la capitale et quelques Bédouins fortuits [98, pp.119-120].

L'influence des Ottomans continue de s'exercer pour l'essentiel par le Sahel, terre de cultivateurs, de pêcheurs et de petits métiers. Il ne se passe pas de jour que les espions espagnols ne découvrent dans les ports de la région une ou plusieurs brigantines turques, d'autres navires de guerre et de

transport. Leurs mouvements, rapportent-ils, sont entourés du plus grand secret. On entend parfois parler de l'arrivée de forces navales ottomanes plus importantes [98, p.120]. Et les équipages se joignent aux gazis qui commandent les restes du corps expéditionnaire de Barberousse pour prendre part à toutes les actions montées contre les Espagnols. Ces hommes disposent d'armes à feu et ne représentant guère plus de 15 ou 20 % des effectifs rebelles, sont signalés dans les rapports de l'occupant comme des formations militaires spéciales [98, pp.119-120].

De tous les chefs du mouvement anti-espagnol de la fin des années 1530, se signale alors plus particulièrement un des proches compagnons de Barberousse, Dorgouth Raïs (en turc - Turgut, chez les auteurs européens - Dragout ou Dargout), auquel le roi de France n'hésite pas à donner du "Magnifique Seigneur de la mer". Celui que l'écrivain italien du XVI^e siècle Horacio Nucula appelle "le monstrueux archipirate" et la tradition orale tunisienne - "le faucon de la Syrte", tire son origine du sud-ouest de l'Anatolie. Il est né autour de 1485 dans la famille d'un paysan pauvre du littoral du Menteché, au village de Sarabalas [81, p.21; 117, p.136]. Ce surnom familial de Turgut indique peut-être une lointaine parenté avec une tribu iuruk (Turcs nomades) de souche Turgutogullari (ou Turgutlu) qui, selon une étude de V.A.Gordlevski, marque de son souvenir maints noms de famille turcs et même grecs [9, pp.43, 111]. Alors qu'il n'a que 12 ans, Dorgouth Raïs s'engage comme mousse dans la marine ottomane et gravit les échelons de la carrière qui l'amènent rapidement, de matelot en canonier puis capitaine de brigantine, à commander enfin les escadres turques qui opèrent en Adriatique et dans la partie Est de la Méditerranée. Il se signale notamment à la bataille navale de Prévèse (1538) où il commande l'aile droite de l'escadre de Khayr al-Din Barberousse.

Tôt expatrié d'Anatolie, Dorgouth Raïs s'est en fait naturalisé Tunisien. Il est très probable qu'il ait pris part à la défense de Djerba. L'île, en tout cas,

lui est devenue une seconde patrie. C'est là qu'il prend femme, acquiert une modeste demeure et qu'il retourne régulièrement après chacune de ses opérations en mer (cf. [81, pp.23-25])

Dès qu'il se fixe à Djerba, Dorgouth Raïs entre en contact avec les gazis ottomans et tout particulièrement avec Khayr al-Din Barberousse. Pratiquement il en devient le représentant dans l'île, et plus tard, après l'intervention de Charles Quint, il prend la tête du mouvement anti-espagnol dans le Sahel. Les événements de 1535-1540, écrit T.Guiga, mettent en lumière le rôle prépondérant qui devient rapidement le sien dans la défense des côtes tunisiennes [81, p.25]. Les Turcs sont loin, officiellement la Porte ne prend aucune part à la guerre. De plus, Dorgouth Raïs n'est pas tenu aux conventions de la discipline ottomane. Pour une grande part il agit à ses risques et périls, faisant figure, dans le meilleur des cas, de vassal et allié de Süleyman le Magnifique. Pour reprendre la phrase de Ch.-A.Julien, il "répéta sur les côtes de la Berbérie orientale les prouesses du vaillant Barberousse" [14, p.322]. A l'instar de son protecteur (avant 1533), il crée ici un état rebelle autonome qui reconnaît certes la suzeraineté de la Sublime Porte mais de façon purement nominale. Il se choisit pour capitale Mahdia, où "il vit du train d'un souverain indépendant", constate E.Mercier [106, p.56]. Dorgouth Raïs a son drapeau rouge et blanc frappé au centre du Croissant bleu, il a sa marine, son armée, il conduit sa propre politique extérieure. Comme tous les autres meneurs turcophiles, il promet aux Tunisiens "un tribunal bon et exact" [96, p.161], la justice envers les pauvres, la défense du droit des opprimés et des miséreux.

Dorgouth Raïs mène son combat contre les Espagnols en étroite alliance avec les marabouts Chabbia. Il s'agit d'un ordre religieux puissant, dont l'influence, écrit M.Bouali, s'étend "sur le vaste territoire délimité par les environs de Tunis, le Sahel, les frontières du Sahara, l'Aurès et les proches banlieues de Constantine" [64, p.153]. L'ordre est commandé par le second fils

du fondateur Sidi Arf ach-Chabbi qui en 1485 a succédé à ce poste à son frère Mohammed (1482-1485, [64, t.2, p.350]). Au dire d'un petit-fils de Sidi Arf, 114 000 hommes font le serment de le servir en fidèles murides [64, p.149]. Ils lui vouent la dévotion due au saint et si on fait foi au rapport de don Francisco de Tovarra, successeur de Mendoza au poste de capitaine-général de La Goulette, il use parmi eux "de plus d'influence que le roi ou quiconque d'autre" [64, p.154]. ,

Certains auteurs sont enclins à voir dans le mouvement de Sidi Arf quelque chose comme la manifestation "de la prise de conscience - vaguement nationalitaire - de l'authenticité musulmano-ifrikienne" [64, p.153]. M.Bouali écrit même que Sidi Arf désirait même étendre son pouvoir à la capitale Tunis [64, p.154], sous-entendant par là qu'il eût volontiers fondé ici un état national indépendant. Et certes les Tunisiens ne se privent pas de faire valoir leur originalité, mais ils ne le font pas du tout sous cette forme, en "manifestant" un quelconque sentiment national, même naissant, même inconscient. D'une façon générale, la chose était fort peu répandue encore, au XVIe siècle, et une thèse semblable prend l'allure, qu'on le veuille ou non, d'une modernisation de l'Histoire, tribut aux vues modernes ou à tout le moins relecture nationaliste des idées romantiques de Ch.Monchicourt, l'excellent historien et administrateur colonial français qui le premier s'est penché de près sur l'histoire des Chabbia (1450-1592) et a aperçu dans l'ordre religieux une troisième force faisant pièce à l'expansionnisme, tant espagnol que turc.

Les marabouts Chabbia représentent en premier lieu un mouvement religieux. Ils expriment sous une forme religieuse la conception populaire de l'originalité nationale et de la justice sociale. De ce point de vue, Dorgut Reïs et Sidi Arf ne diffèrent en rien. Avec la réserve que le second reflète l'état d'esprit qui règne dans les terres de régions plus arriérées, que les razzias hiliales du XIe siècle ont dévastées et ensauvagées. Dans ce monde désolé, les derniers foyers de l'ancienne civilisation rurale finissent de se consumer, les villes sont

déjà mortes, le gros de la population subsistante représenté par des tribus nomades et semi-nomades.

A Kairouan, la seule ville Chabbia, la majorité des habitants sont pour Barberousse ou alors, partagent leurs sympathies “entre les deux sofas (ligues. - N.I.) de force à peu près égale” [106, p.44], pour et contre les Turcs.

Les nomades constituent l’appui principal de Sidi Arf; il s’agit des tribus qui combattent le clan Ouled Saïd et ses alliés hafside. Bien entendu, les Bédouins ne peuvent jouer le rôle de foyer de convergence des aspirations populaires, tout particulièrement dans les villes et les régions agricoles. Les idéaux religieux des Chabbia sont en outre des plus primitifs. Les partisans de Sidi Arf professent un malikisme simpliste et sectaire qui a peu de chances de satisfaire la quête spirituelle de populations plus qu’eux instruites et civilisées. Tout semble indiquer que Sidi Arf confesse les idées anthropomorphistes des Almoravides qui, dans une Tunisie à la civilisation relativement évoluée, n’ont jamais eu de succès et n’ont pu recueillir un soutien assez large dans les territoires en décadence du centre et du Sud tunisien que du temps des Banou Gani (1184-1209).

Quoi qu’il en soit, après la conclusion du traité de 1535, Sidi Arf ne reconnaît plus la suzeraineté des Hafside et proclame l’indépendance. Afin de s’affermir définitivement comme un gouverneur qui ne doit rien à personne, il proclame, selon E.Mercier, “la restauration” des Almoravides et désigne au poste de calife “un certain Yahyia, simple figurant se prétendant natif du lemtune” [106, p.29]. C’est-à-dire, de la tribu sankhanjia saharienne qui au XI^e siècle produisit la dynastie des califes almoravides ²⁴.

Ceci fait que sitôt après le traité de 1535, l’autorité du sultan n’est reconnue que dans les territoires occupés. “Les terres des environs de Bizerte, de Mahdia, de Béja et quelques autres lieux se trouvant à un jour de marche de Tunis, reconnaissent le pouvoir de Moulay Hasan. Mais au-delà plus personne

²⁴ Sur les Almoravides, voir [14, pp.91-110]

ne lui obéit”, rapporte don Bernardino de Mendoza dans un message du 26 octobre de la même année (cité d’après [81, pp.48-49]). La population tunisienne tourne le dos au sultan, elle le méprise pour le rôle qu’il a joué pendant le pogrome de juillet. Hasan ne peut plus compter que sur les tribus riyakhides Ouled Saïd, Ouled Bellil et Ouled Meskin. Ce sont elles qui lui fournissent ses milices montées, elle prennent part aux actions qui visent à annihiler le mouvement populaire.

Mais c’est sur les Espagnols que Moulay Hasan table avant tout. Il ne se passe quasiment de jour qu’il ne les harcèle de ses suppliques concernant l’envoi d’armes et de soldats. Les Espagnols assurent la garde du sultan, ils participent aux expéditions punitives, ils tiennent garnison dans les villes du Sud-Est tunisien. Le sultan a toutes les peines du monde à faire revenir les réfugiés dans la capitale, à obliger les cultivateurs à reprendre le travail à La Marsa, Radès et les autres localités voisines de Tunis [106, p.40]. Paysans et citadins ne cachent pas leur hostilité pour le sultan. “Les faubourgs sont très mal disposés envers Moulay Hasan. Celui-ci a arrêté plusieurs Turcs qui se trouvaient secrètement dans la ville et ont monté un complot pour assassiner des marchands chrétiens”, signale encore Bernardino de Mendoza (20 décembre 1535, cité d’après [81, p.49]). Les informateurs espagnols rapportent qu’à Tunis les conversations roulent sur les confiscations de biens et la cupidité du pouvoir. On parle aussi d’assassiner le sultan [98, 9.119]. Sentant parfaitement cette haine générale, Moulay Hasan n’en recherche que davantage le soutien espagnol. T.Guiga signale la présence dans les archives de Parme de tout un paquet de lettres dans lesquelles la chancellerie et le sultan en personne supplient l’empereur de ne pas les abandonner à leur sort. Par moments, Hasan désespère carrément. En 1536, il écrit au commandeur de Leone de l’aider à quitter son pays au cas où Charles Quint ne faisait rien. “Je ne puis rester une seule heure en Tunisie si sa Majesté ne veut pas me secourir”, dit-il (cité d’après [81, p.47]).

Mendoza, comme il peut, s'efforce de rasséréner le sultan. Alternant promesses et menaces, il le pousse à agir. Dans la correspondance qu'il adresse à Charles, dans un premier temps du moins, le capitaine-général affiche son espoir de finir par pacifier le pays, avec l'aide des Bédouins (voir [98, p.119]). Ses priorités sont la mise au pas du Sahel et la prise de Mahdia. Mais le sultan tergiverse sans fin, il attend du renfort et d'ici là, se concentre sur la lutte contre Sidi Arf.

Entre 1535 et 1540, les troupes hafside formées de mercenaires espagnols, de fantassins "maures" et de milices montées bédouines accomplissent quatre marches sur Kairouan. Toutes les quatre font un fiasco complet. En septembre 1535, les hommes de Sidi Arf assistés des Turcs les battent une première fois, "à plate couture", à la bataille de Batn-el-Garn, localité située à 12 kilomètres à l'ouest de Kairouan [64, p.154]. Une deuxième expédition n'a pas plus de réussite. Devant les murs de Kairouan, le sultan subit dans la nuit du 28 janvier 1536 une autre défaite cuisante. Fuyant le champ de bataille, il se réfugie sous la tente du cheykh Baldiyaf, son allié de la tribu Ouled Saïd, saute sur des chevaux frais et regagne Tunis au bout de 14 heures de course ininterrompue au grand galop [98, p.118]. Au printemps 1540 a lieu une troisième tentative: les troupes hafside fortes de 8 000 hommes et commandées par le fils du sultan sont encore une fois enfoncées et défaites. Et au mois de novembre de la même année c'est une véritable déroute que subit Moulay Hasan. Cette fois il fait marcher sur Kairouan 2 000 espagnols et 15 000 Bédouins avec femmes et enfants - une horde de près de 60 000 âmes au total. Le 12 du mois, a lieu la bataille de Djemmal (à 19 km au sud de Monastir) où les troupes tuniso-ottomanes fortes de 38 000 hommes seulement mettent à mal l'armée de Hasan. A l'issue de combats acharnés qui se prolongent du lever au coucher du soleil, elles dispersent l'assaillant "comme feuilles au vent" [64, p.158].

Le fait est que le moral de l'armée du sultan est au plus bas. Les Bédouins ne se battent que dans la perspective d'éventuels pillages. Idem des Espagnols, auxquels il faut promettre de l'or, le sac des richesses de Kairouan et des esclaves. On chercherait en vain au sein de cette troupe vaillance militaire et discipline [64, p.155]. En ordre de marche, elle fait penser à une caravane marchande, pendant les combats - à une bande de pillards qui refluent à la première riposte sérieuse. A la bataille de Djemmal, comme en témoigne l'historien espagnol du XVI^e siècle Marmol-Carvajal, "tous les maures" de l'armée du sultan en péril d'être encerclés, "sont passé dans le camp ennemi" [81, p.54; 64, p.157].

Dans le camp des rebelles, la situation est très différente. Ici règne l'esprit de "la guerre sainte". Les guerriers de Dorgouth Raïs et de Sidi Arf se considèrent comme des chahids, les martyrs de la Foi. Il vouent une haine farouche à Moulay Hasan. Les marabouts condamnent le sultan comme un apostat qui a trahi l'Islam, passé alliance avec les infidèles et pris les armes contre ses frères (cf. [64, p156]).

La complexité de la situation n'échappe pas aux gouverneurs espagnols. Ils ont enfin compris qu'il est inutile de miser plus longtemps sur Moulay Hasan, et réclament des renforts en conséquence. La troupe espagnole est trop peu nombreuse en Tunisie, récriminent-ils, elle est formée de nouvelles recrues pour l'essentiel et manque d'approvisionnement. E.Mercier cite un inspecteur militaire qui "constate que les soldats réduits à la dernière misère, de ceux surtout qui ont pris femme et ont des enfants, sont tout prêts à se faire maures" [106, p.47]. Ils demandent leur retour au pays et qu'ainsi soit mis fin à leurs souffrances.

Entre temps, les rebelles accentuent leur pression sur Tunis. En février 1536, les milices de Sousse, soutenues par le feu de quatre vaisseaux turcs, prennent Hammamet et font leur apparition aux abords sud de la capitale [98, p.119]. L'inquiétude de Charles Quint est vive. Dès l'année suivante il ordonne

au vice-roi de Sicile Fernand de Gonzague d'entrer en action. En 1538, donc, une escadre sicilienne appuyée par les Bédouins de Moulay Hasan tente une attaque sur Sousse, attaque repoussée et qui se termine par "un échec pitoyable" [106, p.45]. Pour couronner le tout, le 27 septembre de cette même année la grande flotte de Charles Quint est anéantie à la bataille de Prévèse, l'Espagne perd la maîtrise des mers.

Ce n'est que deux ans plus tard que Fernand de Gonzague reprend les opérations offensives. Le 15 juin 1540, Dorgouth Raïs est capturé par les Espagnols. Surpris en Corse, il est mis aux galères et disparaît pour près de quatre ans de la scène politique (voir [81, p.43]). Le Sahel ainsi privé de son chef, de Gonzague entend faire tourner la situation à son avantage. Au mois de septembre, ses troupes constituées d'unités formées en Sicile, au royaume de Naples et en Hongrie, et épaulées par la flotte de Doria, cinglent vers les côtes tunisiennes où elles sont attendues par les milices bédouines indisciplinées de Moulay Hasan. A l'issue d'attaques conjuguées sur terre et sur mer, la coalition s'empare de Monastir, Hammamet, Sousse et Sfax. Conformément au traité de 1535, ces villes sont remises au sultan qui y rétablit l'administration hafside. Mais déjà l'hiver s'annonce et le 10 novembre Fernand de Gonzague, laissant au sultan près de 2 000 hommes, regagne ses ports d'attache.

Disposant enfin de l'assistance si longtemps attendue, Moulay Hasan s'engage sur-le-champ dans sa quatrième expédition contre Kairouan. Le 12 novembre 1540, nous l'avons vu, il y subit sa plus cuisante défaite. Son autorité au Sahel dès lors sérieusement ébranlée, au printemps suivant, elle s'effondre définitivement. Les unes après les autres, Sousse, Sfax, Hammamet et les autres villes du littoral chassent les caïds hafside et les remplacent de nouveau par des gazis ottomans [81, p.55]. Au mois d'avril, de Gonzague doit évacuer Monastir. Sur le chemin de la retraite les chrétiens attaquent Kelibia et

procèdent au sac de la cité. Près d'un millier de personnes, enfants compris, sont capturées; il y a autant de morts parmi les défenseurs [64, p.159].

Après le départ des Espagnols, les cités du Sahel accèdent à l'autonomie. Elles forment une espèce de républiques citadines, encore appelées seigneuries. Elles reconnaissent nominalement la tutelle de la Porte et paient périodiquement tribut aux Turcs, plus exactement aux gazis ottomans installés dans la place. L'autorité concrète est exercée par des juntes locales, quelques chefs (par exemple, Al-Gliaï à Sousse et Al-Mokni à Sfax) usant du soutien des puissants clans urbains, et des familles entières à l'instar des célèbres Banou as-Semoumni dans l'île de Djerba. Leur pouvoir reste toutefois d'une extrême fragilité, les rivaux le remettant sans cesse en question. La lutte des fractions n'arrête plus d'un instant, les uns sont pour les gazis ottomans, les autres s'orientent sur Kairouan, d'autres encore recherchent la protection des Bédouins.

L'anarchie qui s'installe au Sahel, les échecs successifs enregistrés par Moulay Hasan, la mort, enfin, du gouverneur de Kairouan Sidi Arf (1542) modifient les termes du jeu politique. De nouvelles nuances se font jour. En particulier, on voit réapparaître sur la scène le vieux "parti" hafside, appuyé par l'élite féodale et les familles patriciennes de la ville. Au début des années 1540, le fils du vieux sultan Abu-al-Abbas Ahmed ou Moulay Hamid, comme on va l'appeler à Tunis, annonce le "come back" en en prenant la tête. Selon la remarque de Cervantès, c'est "le maure le plus féroce et le plus brave au monde" [35, t.1, p.444]. Depuis plusieurs années il occupe le poste de gouverneur d'Annaba, il s'est forgé de larges liens dans les milieux ayanes et se présente comme le désigné défenseur de leurs intérêts. Il en appelle au "fanatisme musulman" (E.Mercier [106, p.56]) et fait connaître à plusieurs reprises sa sympathie pour ceux qui ont pâti de l'occupation espagnole [64, p.160].

Le paradoxe de la situation tient à ce que les Espagnols eux aussi sont mécontents de Moulay Hasan. Son évidente incapacité les irrite singulièrement. On a vite l'impression qu'il n'attendent que l'occasion pour le déposer et le remplacer sur le trône par une personnalité plus convaincante. Quoi qu'il en soit, don Bernardino de Mendoza relève plus d'une fois dans ses missives que "le roi (c.-à-d. Moulay Hasan.- *N.I.*) a fait tant de mal aux maures et il est devenu si peu supportable pour tous qu'il conviendrait d'en finir de cette situation non plus supportable" (cité d'après [81, p.50]).

Après la débâcle de Djemmal, Moulay Hasan se retrouve dans une isolation totale. Les Espagnols ne veulent plus lui confier ni troupes, ni matériel. Le sultan se sent très seul. En 1543, par exemple, il ne voit personne dans son entourage à qui confier la garde de ses trésors. Il les remet donc à celle du capitaine-général de La Goulette. Car depuis la défaite de Charles Quint sous les murs d'Alger (octobre 1541), Hasan est dévoré d'inquiétude. Une terreur panique s'empare de lui à l'idée de voir réparaître la flotte de Barberousse. Plus que jamais il réclame du renfort. Le silence de l'empereur lui paraît témoigner de la malveillance des maîtres de La Goulette, aussi dans l'été 1543 décide-t-il de gagner l'Italie pour l'y rencontrer lui-même.

A peine a-t-il quitté Tunis qu'un coup de palais éclate à la Casbah. Les ayanes et les dignitaires de la cour proclament la déposition de Hasan et l'investiture de Moulay Hamid. Epaulé par les citadins, le prince disperse les milices bédouines qui tentaient de lui barrer la route et entre dans la capitale. La garde espagnole, celle-là même que Charles Quint avait chargée de protéger le sultan, passe dans le camp séditieux et soutient le coup de force (voir [44, p.127; 106, p.56; 81, p.57]).

Voilà les Espagnols en grand embarras. S'ils partagent les sentiments de la garde et des notables à l'égard de Moulay Hasan, ils n'ont pas davantage confiance en Moulay Hamid qui représente à leurs yeux "le parti des mécontents" [79, p.105]. Ils décident donc d'opter pour un troisième homme,

pour le frère du sultan déchu Abd al-Malek et c'est lui qu'ils portent sur le trône. Or, événement imprévu, ce dernier meurt 36 jours plus tard. Les Espagnols investissent alors son neveu, un des nombreux fils de Moulay Hasan, émir Moulay Mohammed [106, p.57; 64, p.163].

Pendant ce temps l'oncle qui apprend en Italie la nouvelle du coup de palais, révisé immédiatement ses plans et joue son va-tout pour tenter de récupérer son trône. Il part à la reconquête de la Tunisie à la tête d'une troupe de 2 000 mercenaires recrutés en toute urgence à Naples - criminels de droit commun pour la plupart. La bataille qui se déroule sur les bords du lac de Tunis non loin de Herbet-el-Klah ne déroge pas à la règle: ses mercenaires sont écrasés, Moulay Hasan essaie de fuir, tombe dans un marécage nauséabond d'où "on le tire à grand peine" [106, p.56]. Sur l'ordre de Hamid, l'ancien sultan est aveuglé et placé en résidence surveillée. Ce qui ne l'empêchera pas, un peu plus tard, d'échapper à ses surveillants. Dans un premier temps il se cache alors en Tunisie, puis reprend le chemin de l'Europe. On le trouve successivement à Naples, à Rome, puis à Augsbourg où Charles Quint lui accorde une audience. L'empereur lui octroie une modeste pension et le renvoie en Italie. Son existence glisse dès lors dans l'anonymat de plus en plus complet. Selon certaines sources, il se serait converti au christianisme et peu avant d'expirer aurait même reçu la tonsure [79, p.106]; pour d'autres, il meurt en juillet 1550 dans un camp espagnol proche de Mahdia, rêvant jusqu'à son dernier jour de recouvrer le pouvoir perdu (cf. [81, p.58; 82, t.6, p.178]).

Moulay Hamid ou Abu-l-Abbas II Ahmed (1543-1570) ou encore simplement Ahmed Sultan, ainsi que le dénomment quelques sources tunisiennes, parvient assez vite à maîtriser la situation. Son frère Mohammed, à l'inverse, échoue à se gagner la confiance tant des citadins que de la population rurale. Non sans fondement, ceux-ci voient en lui une créature des Espagnols, continuateur par conséquent de la politique de Moulay Hasan. Car Moulay Hamid, en revanche, affiche hautement ses sympathies pour les Turcs.

Et son attitude envers les Bédouins est celle qu'on a "envers les infidèles ordinaires" [106, p.57]. Il s'appuie principalement sur les ayanes et l'ancienne élite hafside. Dans son gouvernement, il suit servilement les instructions du chef de la garde espagnole Juan qui, depuis le temps qu'il vit en Tunisie, s'est fait aux mœurs et à l'habit musulmans, qui jouit de la confiance totale du sultan et lui est personnellement tout dévoué. Selon E.Mercier, Hamid applique "une tyrannie sanglante", réprime impitoyablement les soulèvements des Bédouins et notamment celui des Ouled Saïd, et devient "le véritable maître de la Tunisie" [106, p.57].

La masse populaire, sans se dédire de son attachement pour les Ottomans, dans un premier temps adopte une attitude de loyauté envers le nouveau sultan. Elle le soutient notamment dans sa politique antichrétienne et antibédouine. Pour se gagner ses suffrages, Moulay Hamid déclare à toute occasion "être partisan de la présense ottomane au Maghreb" [81, p.58]. D'autant qu'il a besoin de l'aide turque dans sa lutte contre le sultan de La Goulette Moulay Mohammed.

Dans ces conditions, le grand allié naturel du nouveau sultan est Dorgouth Raïs. Dans les derniers jours de 1543 Khayr al-Din Barberousse rachète le captif pour 3 000 écus. Et en 1544 le prisonnier libéré rentre en Tunisie. Sans perdre de temps, il rétablit ses anciens contacts et avec une énergie redoublée, repart guerroyer sur les mers. Pour cela, Barberousse lui a remis 26 bâtiments de guerre [96, p.152]. Et surtout, ainsi que l'écrit J.Monlaü, la "licence" qui lui donne "pouvoir sur les corsaires turcs et maures de la Méditerranée occidentale" [108, p.25]. Et en 1546, à la mort de Barberousse, il en devient le chef. La Tunisie intéresse Dorgouth Raïs en premier lieu sous l'angle des bases dont il a besoin pour "la course". Aussi n'hésite-t-il pas à entrer en relations d'amitié avec Moulay Hamid. En 1548 il débarque à Tunis et porte au sultan ses riches présents, parmi lesquels figure aussi une beauté italienne capturée à Castellamare. La glace est rompue, Hamid s'engage à

subvenir à ses besoins en vivres, canons et gréements [81, p.65]. Les gens du sultan viennent en nombre prendre du service dans sa flibuste gazi et prennent une part non négligeable à son retour en force au Sahel.

Il se forme alors contre Dorgouth Raïs et Moulay Hamid une coalition réunissant les Espagnols et le sultan de La Goulette Moulay Mohammed, rejoints en 1543 par les marabouts Chabbia. Mohammed ben Abu-t-Tayeb qui succède à Sidi Arf à la tête de l'ordre, a brutalement viré de cap. Coupant court à l'alliance avec les gazis ottomans, il opte pour la lutte sans quartier contre les Turcs. Cet homme qui n'a certes pas les capacités de son prédécesseur, tente néanmoins d'en poursuivre la politique à la création en Tunisie d'un état almoravide. Son premier but est de s'emparer du Sahel qui est, selon J.Pignon, "tout à la fois grenier à blé, cave au trésor et porte maritime de ce roi de la steppe" [114, p.100].

Or au Sahel Mohammed ben Abu-t-Tayeb se heurte instantanément aux Turcs, en conséquence de quoi il ne trouve rien de mieux que de passer alliance avec les Espagnols et leur protégé Moulay Mohammed. Il reconnaît en le sultan de La Goulette le successeur légitime de Moulay Hasan, et pour bien le marquer, lui donne sa fille en épouse. Toutefois "cette alliance avec un roi sans couronne", pour citer encore J.Pignon, n'est sans doute pas la plus habile de ses successives manœuvres. Il n'en retire rien hormis des avantages provisoires, à caractère militaire principalement. L'Espagnol acquiert par contre les fameux "maures" sur l'aide desquels il compte fermement pour conquérir toute la Tunisie. Les rapports des deux coalitions vont donc s'envenimer d'année en année, jusqu'à se muer peu à peu en une guerre épuisante, "marquée par l'arbitraire, les exactions des Espagnols, les pillages, les razzias et rapines des nomades" [64, p.163]. Les premières victimes du conflit sont comme toujours les populations des villes et des campagnes. Tunis devient une authentique ville frontalière. Périodiquement les Espagnols procèdent à des raids sur les cités du voisinage, dévastant jardins et

plantations d'olivier. Les canonnières de l'autre camp pénètrent dans le lac et bombardent la ville. Moulay Hamid riposte en lançant des coups de main contre La Goulette. Bien entendu, il n'est pas de taille à la prendre, mais tous les habitants de la capitale prennent part à ces combats. "Même les enfants éprouvent les effets de cette guerre permanente, car les parents leur apprennent à lancer des pierres afin qu'ils puissent si nécessaire aller combattre l'ennemi", écrit Ibn Abu Dinar (cité d'après [64, p.164]).

Mais en réalité, le sort de la Tunisie se décide ailleurs. Car sur le fond, il dépend du rapport des forces en Méditerranée, et plus particulièrement de l'agressivité croissante des Chevaliers de Malte. Moulay Hamid, Dorgouth Raïs et leur entourage immédiat savent que le Grand maître de l'Ordre entend transporter son action sur le sol de l'Afrique. En 1548 Dorgouth Raïs apprend que les Chevaliers projettent de s'emparer des forteresses du littoral syrtien et faire de Tripoli leur capitale. Dans son esprit, il s'agit là d'"un complot international visant bien au-delà de Tripoli", "du prélude à l'occupation de tout le pays" [81, p.96]. Pour écarter la menace suspendue sur la Tunisie, il estime qu'il lui faut dévancer les Chevaliers et s'installer lui-même sur les bords de la Syrte.

En ces années 1544-1549, Dorgouth Raïs se fixe donc pour mission principale d'en finir avec l'arrogante Malte. Le libre flibustier qu'il est, n'ayant d'engagement autre que nominal envers le sultan turc, décide de ne tenir aucun compte de la trêve conclue en 1545 entre Charles Quint et l'empire ottoman. Et contrairement aux beylerbey algériens et aux autres représentants officiels de la Sublime Porte, il poursuit ses opérations militaires comme si de rien n'était. Bien plus, il développe en 1546-1548 une véritable offensive navale contre l'Italie, s'attaquant aux côtes de la Sicile, de la Sardaigne et de la péninsule Apennine [96, p.154]. En 1546, ses vaisseaux dévastent l'île de Gozo, en 1547 il débarque un commando à Malte, en 1548 il met la main sur le trésor de l'Ordre (20 000 ducats), lorsque ses hommes prennent à l'abordage le navire

maltais qui amène les profits tirés par les Chevaliers de leurs domaines italiens. En 1549, Dorgouth Raïs étouffe le soulèvement anti-ottoman qui éclate à Mahdia et au cours duquel le neveu de Khayr al-Din Barberousse, Hasan Tchelebi trouve la mort. Il s'empare de la ville et s'y installe à demeure, dans cette "excellente forteresse maritime qui permet de lancer des attaques sur Malte et les côtes siciliennes, de défendre Djerba et les côtes de la Libye" (T.Guiga [81, p.65]).

Les succès de Dorgouth Raïs sont quelque peu assombris par le refroidissement que connaissent alors ses rapports avec la Porte. Celle-ci observe d'œil sourcilieux ces manifestations d'indépendance. Le 12 avril 1550 Charles Quint proteste auprès du gouvernement ottoman, il qualifie les actions du flibustier comme une violation préméditée de l'armistice. Le grand vizir Roustem Pacha convoque le fauteur de troubles à Istanbul pour explications. Mais le fauteur juge préférable d'ignorer la convocation [82, t.6, pp.180-181; 81, p.74]. Les choses en restent donc là, quand elles se croisent en mer les escadres du kapoudan- pacha et du raïs se saluent certes fraternellement, mais passent leur chemin sans ralentir [96, p.152].

Les Espagnols jugent alors que Dorgouth Raïs est abandonné à lui-même et au printemps 1550, ils montent une forte expédition sur la Tunisie. Font partie de l'escadre des navires du royaume de Naples, de la Sicile, de Florence et du Saint-Siège, le tout placé sous le commandement du vénérable Andrea Doria - l'amiral est alors âgé de 83 ans. Cette escadre réunit 80 bâtiments de guerre, dont 52 galères de combat. Ils emportent 44 canons de siège, un nombreux matériel de guerre et une troupe de 4 000 hommes [81, p.75]. Cette dernière est commandée par le vice-roi de Sicile, don Juan de Vega. En Tunisie les attendent pour s'y joindre les troupes du capitaine-général de La Goulette, de l'Ordre de Malte où figurent 500 chevaliers, ainsi que les milices du gouverneur Chabbia de Kairouan Mohammed ben Abu-t-Tayeb fortes de 15 000 hommes [82, t.6, p.176].

Le 22 juin 1550 la flotte italo-espagnole arrive en vue de Mahdia (l'Africae des auteurs chrétiens). Hissar Raïs, neveu de Dorgouth qui dirige la défense de la ville ne dispose guère, outre les citadins et la milice arabe, que de 500 janissaires. Après un bref duel d'artillerie, une partie des navires chrétiens cingle au nord et, non sans l'aide qui lui est prêtée sur terre, s'empare des villes de Sousse et de Monastir où l'assaillant fait 1 200 prisonniers et met la main sur d'importantes quantités d'armes et de vivres.

Le 28 juin, don Juan de Vega débarque sa troupe sous les remparts de Mahdia et entame aussitôt le siège. Dorgouth Raïs informé des événements alors qu'il est à la course, rentre en toute hâte et se jette au secours des assiégés. Il amène avec lui 3 700 "maures", 800 Turcs et 60 cavaliers [96, p.181; 81, p.76]. Dans les bois d'oliviers des abords de la ville, s'engage une âpre bataille. Dorgouth est battu, il doit faire retraite sur Djerba. De Vega peut concentrer tout son effort sur Mahdia. En deux mois de siège, l'artillerie espagnole tire sur la ville 30 000 boulets dont 4 800 de très gros calibre, battant en brèche les doubles rempart de la place. Le 10 septembre 1550, à l'issue d'un dernier assaut particulièrement acharné, la ville tombe. Les rangs des défenseurs sont décimés, Hissar Raïs est parmi les morts. Près de 7 000 hommes sont capturés - autant d'esclaves que se partagent les vainqueurs [[82, t.6, p.179; 81, pp.77-79].

La défaite de Mahdia affaiblit brusquement la position des gazis ottomans. Ils perdent le Sahel, partagé entre les Espagnols et les marabouts Chabbia. Comme prévu au traité de 1535, Mahdia passe à l'autorité directe de l'empereur. Monastir, Sousse et les autres villes de la côte reviennent à Mohammed ben Abu-t-Tayeb. La plupart des tribus bédouines s'empressent de se ranger dans son camp. Une mutinerie éclate à Djerba, un notable de l'endroit se rend à Kairouan, demander assistance et protection contre les Turcs. Tozeur, Tunis et quelques autre villes qui ont reconnu Moulay Hamid,

sont en situation embarrassante et “commencent à céder à la pression du gouverneur de La Goulette” (T.Guiga [81, p.81]).

Avec ce qui lui reste d’hommes, Dorgouth Raïs se réfugie à Gabès, à l’extrême Sud de la Tunisie. Il tente encore un raid contre Gafsa, mais est battu de nouveau et bat en retraite. Il ne dispose plus que de 18 navires et d’une base de fortune dans l’embouchure de l’oued-Gabès, que les Espagnols peuvent anéantir à tout moment. La situation est assez grave cette fois pour qu’il appelle enfin la Porte à son secours [81, p.96]. Süleyman le Magnifique accède sans difficulté à la requête, il lui pardonne ses errements passés et le prend même à son service. Dorgouth Raïs est nommé “capitaine des cinquante galères” et sandjakbey de Kyrli-Ili (Lepante), autrement dit commandant de la division adriatique de la flotte ottomane. Le sultan lui promet par-dessus le marché son assistance directe dans le combat contre l’Ordre de Malte.

La libération de la Libye de la mainmise de l’Ordre de Malte

La seule possession de l’Ordre de Malte sur les côtes de l’Afrique du Nord est la Tripolitaine. Jusqu’en 1498, celle-ci fait partie de l’Etat hafside. Mais dans la suite, dès les premières années du règne d’Abu Abdallah Mohammed V (1494-1526), elle s’en sépare pour former un Etat autonome placé sous l’autorité des marabouts [67, t.1, p.280; t.2, p.351]. Sa partie Est, Cyrénaïque ou Barka, reconnaît la suzeraineté des sultans mamelouks d’Egypte. Pratiquement, ce sont les Bédouins qui y font la loi, eux qui sur trois siècles représentent la seule force réelle en Tripolitaine, en Cyrénaïque et au

Fezzan. A l'exclusion de quelques secteurs de montagne et d'une plage étroite au nord de la Tripolitaine, la totalité du territoire n'est plus qu'un vaste pâturage. La désertification avance avec une rapidité catastrophique. A la fin du XIe siècle et au début du XIIe, les troupeaux des nomades anéantissent les derniers jardins et bois d'oliviers de l'intérieur. Au début du XIVe, s'éteignent les dernières villes de la côte cyrénaïque. De tous les pays arabes, c'est la Cyrénaïque qui détient "le record absolu de bédouinisation, parvenue jusqu'au littoral même" (X. de Planhol [115, p.152]). Ce n'est qu'à la fin du XVe siècle que les mouhadjirs (réfugiés) andalous fondent Derna, puis Benghazi, où viennent s'installer de même des ressortissants de Tripolitaine, d'autres Levantins. Ces petites localités deviennent vite le point d'attache des pirates et des marchands musulmans qui font la navette entre Alexandrie et le Maghreb. L'unique ville digne de ce nom est Tripoli, qui doit sa prospérité au commerce de transit, en particulier avec les pays d'Afrique. Ici se termine en effet l'une des grandes routes de l'or africain. A l'intérieur, des cités-oasis comme Ouaddan, Sebha, Zaouila sont les points de transbordement du commerce caravanier et assurent la liaison avec l'intérieur du continent.

Le 25 juillet 1510, les Espagnols de don Pedro de Navarra prennent Tripoli. Leur but, entre autre, est de s'installer à demeure dans le pays et le peupler. Mais surtout, ils caressent le rêve de prendre en main le commerce de l'or qui fait la fortune de cette ville. Du point de vue administratif, Tripoli et la partie de la côte attenante passent sous l'autorité du vice-roi de Sicile [117, pp.120-121; 81, p.93]. En octobre 1511, celui-ci fait afficher à Palerme et d'autres cités siciliennes des placards invitant ses sujets à aller s'implanter en Afrique. Les colons se voient promettre un toit décent, de la terre et l'exonération complète d'impôt. Les marchands espagnols n'auront pas de taxe à payer, alors que tous les autres seront taxés à 50 % du coût de la marchandise (cf. [81, p.93]).

Mais ces projets ne devaient jamais voir le jour. Premièrement, du fait qu'il ne s'est pas trouvé en Italie d'amateurs à l'émigration en Afrique, pas même parmi les gens qui sont en délicatesse avec la loi et auxquels on promet l'amnistie. Deuxièmement, en passant sous l'autorité de l'Espagne, Tripoli perd aussitôt toute portée commerciale. C'est que les croisés prennent possession d'une ville pratiquement vidée de ses habitants. Six mille d'entre eux ont été tués lors de l'attaque espagnole, 10 000 autres ont été capturés et vendus aux enchères à Palerme, la majorité de ceux qui restaient ont fui, plus exactement - ont été évacués. La population avait été prévenue de l'opération qui s'enclenchait 35 jours avant l'arrivée de l'escadre espagnole, elle avait eu tout le temps de mettre ses richesses en lieu sûr. Les gens s'étaient réfugiés à Garian, à Missourata et Tadjoura, lieu de villégiature à 12 km à l'Est de Tripoli. Avec l'arrivée de ces réfugiés, cette dernière localité devient un centre commercial et politique des plus animés, et remplace en fait la capitale déchue. C'est ici que les marchands musulmans et leurs caravanes convergent désormais pour retrouver les partenaires commerciaux. Les plus prudents vont débâter leurs chameaux encore plus loin, à Missourata. Ils y sont attendus par les marchands vénitiens qui ont transféré leurs activités jusque là en signe de protestation face à la discrimination commerciale que leur imposent les Espagnols [81, p.94].

Le grand problème de l'occupant tient à l'isolement de ses possessions tripolitaines par rapport au reste du pays. "Les rebelles maures" coupent systématiquement les communications entre les terres libres et les territoires occupés. Au point que les citadins qui demeurent encore à Tripoli, à Zanzour, à Zavia et dans les autres localités côtières commencent peu à peu à gagner les régions sous contrôle des "rebelles" [117, pp.121, 124]. Les grands centres de la résistance sont Garian et Tadjoura. Ici se concentrent les principales forces des moudjahids libyens qui poursuivent leur guerre avec l'obstination farouche du fanatisme. A deux reprises, à la fin juin 1510 et en février 1511, ils attaquent

Tripoli mais échouent chaque fois à la prendre, la capitale est puissamment fortifiée. La défaite que les Espagnols subissent à Djerba (30 août 1510) soulève dans leurs rangs une véritable liesse. Le prestige des gazis ottomans fait un nouveau bond, ils sont partout les bienvenus, à Tadjoura, à Missourata, à Benghazi, dans les autres ports du littoral libyen. On réserve un accueil tout particulièrement chaleureux aux vaisseaux des frères Barberousse. En 1512 et 1515, ceux-ci approchent à plusieurs reprises les côtes tripolitaines et canonnent les fortifications espagnoles. Cette sorte d'actions conjuguées des gazis ottomans et des moudjahids libyens montrent qu'il y a étroite coopération entre les deux forces anti-espagnoles. Il est certain que comme les autres pays de l'ouest arabe, la Tripolitaine offre un terrain éminemment favorable à la diffusion de l'illusion ottomanophile. La population voit en les Turcs les "libérateurs qui vont la délivrer du joug chrétien", elle les entoure de l'auréole des "défenseurs de la Foi" [117, p.147]. On attend du Grand Turc, cette vivante incarnation de la puissance et de la justice du califat levantin, salut et assistance. Selon quelques sources, les habitants de Tripoli demandaient l'aide d'Istanbul dès avant l'occupation de leur ville [81, p.91].

L'influence et l'autorité des Turcs s'accroissent considérablement après la chute du sultanat mamelouk. En 1517, la Cyrénaïque, à l'instar des autres possessions vassales des Mamelouks, passe à la tutelle de la Sublime Porte. Officiellement, la Tripolitaine n'est pas rattachée à l'empire ottoman. Mais en 1520 une délégation des notables de Tadjoura se rend à Istanbul pour prier Selim 1er de lui accorder son assistance militaire. Ibn Galboun et d'autres historiens tripolitains relatent que le sultan répond favorablement à la requête [117, p.131]. Il fait expédier en Tripolitaine des armes, un détachement de volontaires turcs et nomme en poste à Tadjoura son représentant, qui devient "le chef reconnu de la résistance de la population locale" [32, p.207].

Jusque dans le détail, tout ceci rappelle de manière frappante ce qui s'est déjà passé en Algérie en 1518. Et permet d'avancer l'hypothèse qu'en

1520, la Tripolitaine, même si l'existence de la délégation, selon le mot de N.Prochyne, "reste à éclaircir" [32, p.207], reconnaît la suzeraineté de la Porte et devient une possession vassale des sultans ottomans, bel et bien. En tout cas, quand en 1526 le sultan hafside Moulay Hasan monte sur le trône et qu'il fait valoir ses prétentions au gouvernement de la Tripolitaine, les habitants de Tadjoura refusent de reconnaître son autorité et "font référence au Grand Turc" [117. p.130, note 76].

A ce moment Tadjoura est déjà le centre d'un Etat tripolitaïn rebelle rapellant fort la "régence" algérienne de Khayr al-Din Barberousse. Elle a pour la gouverner un raïs turc du nom de Khayr al-Din Karaman (ou Kirman, dans la transcription de Prochyne), homme de confiance et représentant de Barberousse en Tripolitaine. Les auteurs européens le désignent comme "le roi de Tadjoura". Les prouesses par lesquelles il s'est signalé à la course lui valent la disposition de la population musulmane. Un informateur européen écrit en 1531 à propos de la situation à Tadjoura: "Un Turc est devenu le seigneur de ce lieu avec le consentement de la population" [117, p.129, note 75]. Il paraît donc assez vraisemblable que c'est cet homme, conformément à la tradition de la Sublime Porte, qui aura été nommé son premier représentant à Tadjoura. Quoi qu'il en soit, dans les années 1520 Khayr al-Din Karaman prend la tête du combat contre la présence espagnole en Tripolitaine. Il fait de sa ville une forteresse convenablement fortifiée, dotée de batteries d'artillerie et de bastions, et aménage un port peu important mais bien adapté aux besoins de la course. Ses armes et son équipement sont fournis par Barberousse et, partiellement, le gouvernement d'Istanbul. Son armée est formée de Turcs et de "rebelles maures", des gens qui reçoivent l'active assistance des citadins et de la population rurale [117, p.130]. Avec l'appui de ses alliés de Garian et du Djebel Nefousa, Karaman fait le blocus des garnisons espagnoles du littoral libyen et les soumet à un harcèlement ininterrompu.

La situation des Espagnols devient assez délicate. Il ne peut plus être question ni de s'implanter au pays, moins encore de le peupler. Désormais l'essentiel consiste à conserver Tripoli, plus exactement d'empêcher qu'elle ne repasse aux mains des musulmans. La ville ruinée et désertée, subissant en outre les attaques incessantes des rebelles, est pratiquement condamnée. Et c'est là, selon T.Guiga, que naît l'idée de la laisser à l'Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem (les joannites), à ces Chevaliers qui brûlent de se réhabiliter aux yeux de la chrétienté [cf. [81, p.94]].

Car en décembre 1522 l'armée de Süleyman le Magnifique a littéralement culbuté les Chevaliers de Rhodes dans leur île même. Leur dernier bastion levantin est ainsi perdu. Les rescapés affluent alors à Messine où, à proprement parler, ils n'ont plus raison d'être. La question se pose de l'existence même de l'Ordre, et au mois d'octobre 1523 Charles Quint, sur l'instance du pape de Rome, accepte de céder aux joannites Malte et Tripoli. Le 24 mars 1530, après six ans de négociations serrées, l'empereur signe enfin la charte stipulant passation à l'Ordre des droits de possession vassale des îles de Malte et de Gozzo, et de Tripoli, avec tous les châteaux, forteresses et terres y ressortissant (cf. [117, pp.125-126]). En retour, les Chevaliers témoigneront de leur fidélité vassale en envoyant chaque année à l'empereur le faucon qui le confirme dans son droit de suzerain.

L'Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem est une entité militaro-politique autonome. Il est commandé par le Grand Maître qui en 1530 tient résidence à Médine, dans l'île de Malte. Ce chef est désigné à vie en assemblée spéciale des "Chevaliers de justice et de dévotion", comme on les nomme. Il doit être âgé d'au moins 18 ans, avoir participé à un minimum de trois expéditions contre les musulmans, et avoir vécu pas moins de trois mois au quartier général de l'Ordre [81, p.63].

Les "Chevaliers de justice" sont recrutés parmi l'élite de la noblesse catholique (il faut se prévaloir d'au moins huit générations de nobles ancêtres).

Beaucoup sont originaires du sud de la France et d'Espagne. Ceux-là dominent dans un Ordre divisé en huit "langues" ou "nations": Provence, Auvergne, France, Aragon, Castille avec Leone et Portugal, Italie, Angleterre, Allemagne. La "langue" est commandée par le bailli qui a autorité totale sur ses hommes, qui siège avec ses pairs au Conseil secret du Grand Maître et occupe dans la hiérarchie de l'Ordre un poste strictement défini par la tradition. Dans les pays où elle recrute ses membres, chaque "langue" possède ses propres domaines, les commanderies dont les revenus sont versés au Trésor de l'Ordre.

Les Chevaliers dont l'armure s'orne de la blanche croix de Malte à huit rais de lumière formant quatre branches égales, représentent une force militaire redoutable, sorte de "régiment d'officiers" du monde catholique. A la cérémonie de la consécration, ces nobles font serment "de ne jamais baisser le drapeau, ni demander quartier, ni reculer ni se rendre" [81, p.62]. Leurs écuyers et plus généralement les hommes du rang, sont recrutés parmi les paysans et les bourgeois. L'Ordre use aussi de troupe d'appoint formée de mercenaires venant principalement d'Italie et qui tient garnison dans les châteaux et les forteresses des Hospitaliers.

L'Ordre de Malte est sans nul doute la force de frappe principale de la chrétienté. A partir de 1530, on ne voit pas en Méditerranée occidentale d'opération militaire d'envergure à laquelle il n'ait pris part. En 1535-1540, les Chevaliers débarquent à plusieurs reprises sur les côtes tunisiennes, et en 1541, il sont sous les murs d'Alger. Les vaisseaux de l'Ordre sillonnent en permanence les eaux de la Méditerranée. Ils attaquent les côtes nord-africaines, et s'aventurent jusqu'aux Echelles du Levant. Pour le monde musulman ce sont des pirates non moins terrifiants et féroces que ne le sont Dorgouth Raïs et ses "faucons" pour les chrétiens [96, p.195].

En Libye, l'Ordre de Malte applique une politique faisant aller de pair terreur et diplomatie. Les Chevaliers fondent leurs espoirs sur le sultan hafside Moulay Hasan, avec lequel ils entrent en rapports amicaux et font même

alliance [81, pp.94-95; 32, p.203]. Malheureusement pour eux, en Tripolitaine le sultan est rapidement éliminé de la course au pouvoir. Tout d'abord Khayr al-Din Barberousse, en 1531, écrase le soulèvement de ses partisans à Tadjoura. Puis, au début de 1533, Khayr al-Din Karaman s'empare de cette ville qui au mois de décembre précédent, après un siège prolongé, semblait devoir tomber aux mains des troupes hafside [117, p.130]. Et pour finir, en août 1533 Barberousse prend Tunis et met ainsi un terme définitif aux visées des Hafside en Tripolitaine.

Sur les terres dont ils ont pris possession les Chevaliers gouvernent d'une poigne de fer. Le premier gouverneur de l'Ordre s'installe à Tripoli en juin 1530. Outre la ville, il étend son autorité à tout le littoral à l'ouest de la capitale avec Zanzour, El-Mai, Zouaga (Vieux-Tripoli), Zavia et quelques autres localités. Il entreprend d'y instaurer un régime fort, met en place un système de prise d'otages et d'amendes drastiques [32, p.202]. Et pour mater les mécontents, il utilise les "maures pacifiques", c'est-à-dire les tribus bédouines venues se mettre au service du plus puissant.

La main pesante de l'Ordre lui vaut immédiatement la haine de la population musulmane. En 1531, les habitants de la côte se révoltent déjà contre des étrangers qui les traitent en esclaves. Non sans l'intervention de Barberousse, accouru à la rescousse, ils éliminent les partisans des Hafside de Tadjoura et s'engagent dans "la guerre sainte". Khayr al-Din Karaman qui en prend la tête reçoit le complet appui de la paysannerie des terres du nord de la Tripolitaine, celui de plusieurs tribus nomades et des montagnards du Djebel Nefousa, de confession ibadite. Sur mer, il est épaulé par les gazis andalous et turcs basés à Misourata, Benghazi et Darna. Tous ensemble ils forment le noyau de l'armée du djihad, autour duquel se rassemblent les milices paysannes formées de volontaires des campagnes du nord de la Tripolitaine et provenant souvent des territoires occupés. Karaman reçoit de Barberousse "confirmation écrite des pouvoirs qui en font le gouverneur absolu de la

Tripolitaine" (N.Prochyne [32, p.205]). Tout musulman est tenu de lui obéir, de l'assister dans la mesure de ses possibilités, de lui payer le zakiat et la dîme, et de combattre dans ses milices.

En 1532-1534, Karaman repousse l'offensive des troupes hafrides et commence à resserrer l'étau du blocus autour de Tripoli. Le grand objectif que lui fixe Barberousse est la prise de la citadelle des croisés. Les musulmans multiplient les embuscades et les escarmouches, tout en avançant méthodiquement leurs positions fortifiées au-devant des remparts de la ville. En 1535 une tour baptisée al-Kaïd est ainsi construite à un mille seulement de Tripoli. Une batterie de pièces lourdes y est aussitôt mise en position, débute un bombardement systématique [81, p.94; 117, p.131].

Mais Tripoli tient bon. Son énergique gouverneur fra Aurelio Bottigella organise une défense sans faille, les Chevaliers n'ont pas de peine à repousser les assauts désordonnés des paysans de Karaman. En 1535 les Espagnols prennent Tunis et dès lors, les rebelles sont coupés du soutien direct de Barberousse. Bottigella en profite immédiatement pour passer à la contre-attaque. Malheureusement les auteurs ne donnent pas de relation complète et claire des événements. On sait seulement que les Chevaliers encerclent et prennent al-Kaïd, qu'ils brisent le blocus et défont les troupes rebelles. Khayr al-Din Karaman trouve la mort dans ces combats, probablement en défendant la fortification (T. Guiga [81, p.95]).

Après la mort de Karaman, le commandement de la lutte contre l'Ordre, au moins à partir de 1538, revient à Mourad-agma. Il s'agit de l'un des chefs les plus méritants du mouvement paysan de Libye. On ne possède pas de renseignements sûrs sur son origine, ce qui est d'ailleurs le cas de tous les autres chefs rebelles. Quelques auteurs pensent que c'est un renégat, c'est-à-dire un européen converti à l'islam [117, p.134]. Dans le peuple on le dit frère de Dorgouth Raïs [117, p.146, note 18]. Ibn Galboun et des chroniqueurs postérieurs voient une relation entre son nom et l'ambassade de Tripoli reçue

à Istanboul en 1520. Ils affirment que Mourad était l'“esclave” de Selim 1er, qu'il savait l'arabe et faisait office d'interprète pendant les pourparlers. Le sultan l'aura envoyé à Tadjoura en ambassade réciproque pour y représenter son “auguste pesrsonne” [117, p.131-132; 32, pp.207-208].

Il est toutefois plus vraisemblable que Mourad-agma ait été un raïs turc [117, p.131; 106, p.73]. Peut-être a-t-il été en effet de l'ambassade de 1520 et que dès lors il ait lié son sort au combat de la paysannerie tripolitaine. De toute façon, il est l'un des compagnons d'armes de Barberousse, et après la mort de Karaman il en devient le kahia, l'homme de confiance en Tripolitaine [117, p.132]. Ainsi que de son prédécesseur, les Européens le désignent comme “le roi de Tadjoura”. Son prestige est particulièrement élevé dans les campagnes du nord de la Tripolitaine [117, p.136]. A la différence de maints dignitaires ottomans qui, une fois parvenus à une fonction élevée, ne voient pas d'inconvénient à s'entourer de luxe, Mourad-agma mène un train de vie modeste. Selon le chroniqueur tripoliteain Karim al-Din al-Baramouni, il était “le plus fameux des gouverneurs turcs de Tripoli et vivait du labeur de ses mains, faisant métier de tailleur” (cité d'après [117, p.147, note 19]). L'homme est d'une impartialité remarquable. Le petit peuple lui fait réputation de sainteté, il reste dans les mémoires comme un grand gazi qui a délivré le pays de la tyrannie des “Francs” [117, p.147].

Mais en dépit de la victoire obtenue par Aurelio Bottigella, la situation des Chevaliers de Malte demeure des plus plus précaires. Après Prévèse (1538) et Alger (1541), la marine ottomane fait la loi sur les mers. En Libye Mourad-agma parvient à rassembler autour de sa personne les diverses forces rebelles. Faisant sienne la stratégie de l'étouffement progressif de l'Ordre, il multiplie ses fortifications, dresse des barrages sur les routes et place partout des postes de garde. Il coupe ainsi toutes les communications qui relient Tripoli à l'intérieur du pays (cf. [81, p.95]). Barberousse lui apporte une aide régulière. Certains renseignements indiqueraient qu'en 1542, une escadre

ottomane aurait débarqué une troupe importante à Tadjoura, qui se serait mise immédiatement en route pour effectuer sa jonction avec les milices paysannes [32, p.209].

Les chefs de l'Ordre de Malte sont conscients des nuages qui s'amoncellent sur leurs têtes. Ils sont loin de partager l'optimisme étalé par les hidalgos espagnols de la cour du vice-roi de Naples et de Palerme. Au moindre succès de leurs armes, ceux-ci lancent à grand bruit de nouveaux projets les uns plus fantastiques que les autres. Par exemple, le 18 novembre 1540, soit quelques jours seulement après son retour de Tunisie, le vice-roi de Sicile soumet à Charles Quint un nouveau plan d'expédition, contre Djerba et Tadjoura cette fois, afin d'en finir en une seule opération de Mourad-gha et de sa troupe troupe hétéroclite [81, p.54].

Les Chevaliers de Malte sont gens plus réalistes. Il voient fort bien que leurs chances de l'emporter sont fort minces. Et ils savent qu'après la débâcle d'Alger en octobre 1541, l'empereur a perdu tout intérêt pour le Maghreb, que, plus généralement, l'opinion prévaut au sommet que de nouveaux efforts militaires en Afrique du Nord sont inutiles, n'ayant aucune perspective du point de vue d'une implantation solide à l'intérieur des terres. Les dirigeants de l'Ordre sont conscients des difficultés qui les attendent, ils voient fort bien que les fortifications désuètes de Tripoli et sa maigre garnison ne sont pas en posture de résister à une attaque conjuguée de la marine ottomane et de l'armée des rebelles de Mourad-gha. En 1539 le Grand Maître Juan d'Omedès écrit à Charles Quint: "Soit Sa Majesté nous aide à entourer la ville de toute part de remparts neufs et solides, flanqués de tours puissantes et défendus par des fossés profonds, soit elle donne l'ordre... de faire sauter la forteresse, de combler le port et de saborder à l'entrée des navires chargés de pierraille et de sable" (cité d'après [81, pp.95-96]).

De fait, la situation des Chevaliers n'a rien d'encourageant. Au début des années 1540 Mourad-gha remporte de nouvelles victoires. En 1542,

l'arrivée de renforts ottomans déclenche dans les possessions de l'Ordre un soulèvement général. Les paysans ne veulent plus obéir aux autorités chrétiennes et refusent de payer l'impôt [117, p.133]. En 1545, Mourad-gha est proclamé chef des terres de Garian, ce qui fait passer sous son administration tous les territoires musulmans de Tripolitaine. Le 7 janvier 1547, d'Omedès lance au pontife romain un véritable appel au secours. Autour du "roi de Tadjoura" et d'une poignée de Turcs, déclare-t-il notamment, se sont rassemblés "tous les maures" du pays pour livrer aux Chevaliers une guerre ininterrompue. Ceux-ci subissent de grosses pertes. Les forces de Mourad-gha ne cessent de croître en nombre. En dépit de l'armistice Barberousse et après sa mort (1546) Dorgouth Raïs leur apportent une aide substantielle. Le Grand Maître demande au pape de lui envoyer les 4 ou 5 mille soldats sans lesquels il ne croit pas possible de pouvoir vaincre Mourad [117, pp.134-135; 32, p.210].

Mais la requête reste sans réponse et les Chevaliers doivent limiter leur action à d'épisodiques et modestes expéditions punitives. En 1545 ils s'avancent dans le secteur d'Al-Maï et Zanzour, brûlant tout sur leur passage. Les rebelles ont beaucoup de tués, 400 d'entre eux sont capturés. Ce genre de sorties limitées se poursuivent en 1546-1549. Elles ont pour but de détruire les points fortifiés musulmans proches de Tripoli (à 3 milles pour les plus avancés), mais sont impuissantes à desserrer l'étau qui se referme sur la ville.

En 1548, les projets de l'Ordre concernant le transfert de leur capitale à Tripoli parviennent à la connaissance des rebelles. Voilà qui incite Mourad-gha à resserrer encore plus sa coopération avec Dorgouth Raïs. Les deux chefs décident de se fortifier de toute urgence sur la côte de la Syrte et de défendre de concert le littoral de la Tunisie et de la Tripolitaine. Le premier met à la disposition du second un détachement de mille archers qui participent à la prise de Mahdia. Mais l'année suivante Juan de Vega parvient à reprendre la ville et cet échec jette le trouble dans le camp des rebelles. Les

deux gazis concluent à “un complot international” d’envergure et sans attendre davantage, ils requièrent l’aide militaire de la Sublime Porte [81, p.96].

Comme on l’a vu, le gouvernement ottoman accède immédiatement à la requête. Süleyman le Magnifique voit en la prise de Mahdia une violation de l’armistice, il décide en conséquence de reprendre les hostilités. Les préparatifs se déroulent dans le plus grand secret. Ils sont achevés à l’été 1551, quand une flotte ottomane de 140 navires appareille pour la haute mer. Elle est commandée par le kapoudan-pacha Youssouf Sinan, “amiral de cour” de la Porte et frère du grand vizir Roustam Pacha. En cours de route l’armada est rejointe par les escadres des divisions de l’Egée et de l’Adriatique, conduites par d’authentiques “loups de mer” celles-là, Salah Raïs et Dorgouth Raïs, sandjakbeys de Rhodes et de Lépante respectivement. Afin d’induire l’adversaire en erreur, l’armada exécute une manœuvre de diversion et le 28 juillet elle attaque Malte. Après un bref duel d’artillerie les Turcs mettent pied à terre dans l’île de Gozzo où ils font 5 000 prisonniers, puis repartent de façon imprévisible vers le Sud, cinglant toutes voiles déployées vers le golfe de la Syrte.

Le 5 août 1551 la flotte ottomane jette l’ancre devant Tripoli, son but principal. Sans perdre de temps, les Turcs font débarquer à terre leurs 10 000 hommes de troupe, dont 3 500 janissaires, ainsi qu’une grande quantité d’artillerie et de matériel de siège [96, p.196]. A Tadjoura et à Zouara ils font leur jonction avec les troupes de Mourad-gha renforcées des nombreuses milices de paysans et de citadins. Parvenus sans obstacle aux abords de la ville, les Turcs et les Libyens entament sur-le-champ les préparatifs de l’assaut, creusant des galeries d’approche, installant leur artillerie en position de tir, etc. La garnison de Tripoli est commandée par le bailli de la Langue d’Auvergne frère Gaspard de Valieux. Il dispose de 300 chevaliers de Malte, de quelques

600 mercenaires italiens et d'une centaine d'askers arabes ayant pris du service auprès de l'Ordre.

De Valieux refuse l'ultimatum que lui lance Youssouf Sinan – le 8 août 1551 les canons turcs ouvrent le feu. L'artillerie des assiégés qui dans un premier temps riposte du tac au tac, est rapidement réduite au silence. Les vieux remparts s'écroulent et pour couronner le tout, les entrepôts de poudre sautent. Surtout, les mercenaires italiens refusent de se battre, ils exigent une capitulation pure et simple et finissent par se mutiner. De Valieux est forcé de cesser toute résistance et le 14 août, avec les bons offices de l'ambassadeur de France d'Aramont, il capitule [117, pp.139-140; 81, p.97]. Les Chevaliers restés en vie, environ 200 hommes, sont évacués à bord de navires français. Ils regagnent le siège de l'Ordre, et sont déferés peu après devant un tribunal militaire. Les Italiens et les quelques civils restés dans Tripoli sont expédiés à Istanbul. Pour ce qui est des askers, "ces traîtres" sont découpés en morceaux.

Quelques jours plus tard la flotte chrétienne de Andrea Doria arrive en vue de Tripoli. Elle a perdu un temps précieux en cinglant tout d'abord sur Malte, du fait de la manœuvre imaginée par les Turcs pour donner le change. Quand les vaisseaux de Doria arrivent enfin devant Tripoli, tout est fini. La forteresse est tombée, la flotte de Dorgouth Raïs est allée se mettre à l'abri des canons de Djerba. [106, p.73].

De la sorte, la "conquête" de la Tripolitaine par les Turcs s'est faite en une semaine. L'homme choisi pour être le premier beylerbey du nouvel eyalet de Tarabulus al-Gharb (Tripoli ouest) est Mourad-acha, le chef des rebelles libyens. A la cérémonie d'investiture, il prête serment sur le Coran de gouverner le pays au nom du padishah et d'appliquer scrupuleusement la loi ottomane [92, p.215]. Ici encore, on possède très peu de renseignements qui permettent de juger ce que furent les premières mesures prises par les nouvelles autorités. Ce qui est sûr c'est que sous les premiers beylerbeys –

Mourad-gha (1551-1556), Dorgouth Raïs (1556-1565) et Euldj Ali (1565-1568) – se forment les bases du nouveau régime, avec création du divan de l'eyalet et du foyer des janissaires, probablement sur le modèle algérien. Dans un premier temps l'autorité des beylerbeys ne s'étend qu'aux terres du nord de la Tripolitaine, de Misourata à l'est à la frontière tunisienne à l'ouest. Au sud elle touche au Garian et aux piémonts du Djebel Nefousa, soit pour l'essentiel le territoire de ce qui avait été l'Etat rebelle de Mourad-gha. Sous Dorgouth Raïs et Euldj Ali s'y ajoutent les terres de la Tunisie du sud et du centre. Administrativement elles ressortissent au nouvel eyalet et sont assujetties au beylerbey de Tripoli.

D'emblée démarre la remise en état de l'économie du pays ruiné par la guerre. Sous Mourad-gha, l'agriculture, le commerce et l'économie citadine retrouvent de la vigueur. Les réfugiés qui vivaient en exil depuis des années, regagnent notamment leurs foyers. Ils contribuent puissamment à restituer à Tripoli son statut de centre marchand de première grandeur et, de fil en aiguille, son ancienne prospérité.

Mais le souci principal des premiers beylerbeys demeure la défense du pays contre les atteintes extérieures. En 1552, c'est-à-dire un an après la libération de Tripoli, Mourad-gha et sa troupe de 4 000 hommes font mordre la poussière à un fort détachement de l'Ordre de Malte (308 chevaliers et un millier de mercenaires italiens) venu s'attaquer à Zouara. Bien que moins importantes et prenant des formes variées, les tentatives d'intervention dans les affaires intérieures de la Tripolitaine ne cesseront pas jusqu'à la fin du XVI^e siècle. Ceci oblige les beylerbeys à constamment renforcer leur potentiel défensif. Dorgouth Raïs, cet ennemi juré des Chevaliers, fait beaucoup en ce sens. Sous son gouvernement Tripoli devient l'une des principales bases de "la guerre sainte" sur les mers, ainsi que la tête de pont de la pénétration ottomane en Tunisie. Dorgouth dote la capitale de nouvelles fortifications qui en font la citadelle imprenable de l'Islam africain.

En 1560 a lieu la dernière et la plus sérieuse des tentatives de reconquête de Tripoli par l'Ordre de Malte. Par son caractère et son ampleur cette expédition navale de forces coalisées rappelle dans une certaine mesure ce qu'avait déjà fait Charles Quint contre Tunis (1535) et contre Alger (1541). Y prennent part des troupes envoyées par l'Espagne, la Sicile, le royaume de Naples, l'Allemagne, l'Ordre de Malte, le Saint-Siège, Florence et même la principauté de Monaco – près de 40 000 hommes au total, soit une fois et demie de plus que n'en avait Youssouf Sinan en 1551. Le commandement de cette puissante expédition est confié au vice-roi de Sicile don Juan de la Serda, duc de Medina-Seli. Ce sire aux titres flamboyants se montre toutefois d'une complète incapacité, et qui plus est, traite l'affaire avec une légèreté peu croyable. L'insubordination et l'indiscipline de ses troupes frisent l'anarchie. Le commandement même n'a pas le moindre sentiment du devoir ni de la responsabilité personnelle pour l'issue de sa mission (voir [87, p.4; 106, p.98; 117, p.149]).

Le départ de l'expédition est reporté à plusieurs reprises. Et les musulmans sont parfaitement informés des péripéties qui précèdent et accompagnent le départ de la flotte chrétienne, lorsque le 10 février 1560 elle quitte enfin Malte, passe au large de Djerba et entreprend de longer sans hâte excessive la côte africaine. Pendant ce temps, les Turcs ont tout loisir de transmettre à Istanbul l'indispensable information et de se préparer au long siège en vue. "Avec des lenteurs inexplicables" [106, p.98], Medina-Seli arrive devant Zouara, il y débarque ses troupes qui, aussitôt renforcées des Bédouins, s'engagent sur la route de Tripoli [81, p.117; 87, pp.10-11]. Mais à la vue des fortifications toutes neuves de la ville, l'Espagnol juge que la prendre ne sera pas de tout repos, aussi, à la surprise générale, le voit-on prendre la décision de rebrousser chemin. Le 2 mars 1560 il est à nouveau devant Djerba et c'est là que quelques mois plus tard, il va subir une terrible défaite [82, t.6, p.191; 117, p.149].

Les chevaliers de Malte ne peuvent miser désormais que sur un renversement de situation consécutif à des troubles intérieurs. On sait en Europe qu'une importante opposition existe en Tripolitaine. Un anonyme italien du XVI^e siècle écrit qu'on observe de violentes dissensions dans le camp des "maures" de Tripolitaine et de Tunisie du Sud [87, p.9]. Ses dires sont corroborés par d'autres sources italiennes, celles notamment dont dispose Ettore Rossi. Selon cet auteur, les Bédouins Ouled Souleïman à l'est de la Tripolitaine, Ouled Nouveyr et quelques autres filiations al-Mahamid à l'ouest, ne reconnaissent pas l'autorité turque et faisaient acte d'insubordination déclarée [117, p.152]. En 1560, au moment où les troupes de Medina-Seli posent le pied sur le sol africain, ces tribus se soulèvent et viennent se joindre à l'armée du duc (voir [87, pp.10-11; 117, p.50]). Parmi les opposants virulents, il y a aussi les ayanes de Tripoli et de Tadjoura et, bien entendu, les communautés ibadites du Djebel Nefousa. Ceux-là en veulent tout particulièrement à Dorgouth Raïs, et selon un manuscrit du Vatican de 1562, ils s'insurgent contre lui [117, p.152]. En 1567, sous le gouvernement d'Euldj Ali, un autre soulèvement a lieu à Tadjoura, aussitôt soutenu par les ibadites Taorghî (cf. [117, p.167]).

La riposte des beylerbeys est impitoyable dans tous les cas. A cette occasion se signale par sa cruauté et une résolution implacable, un renégat d'origine russe qui en 1568-1572 assume la fonction de beylerbey du Tripoli ouest sous le nom de Djaffar-pacha. Sous sa poigne de fer l'eyalet est considérablement agrandi et définitivement "ottomanisé". Les Turcs éliminent notamment les principautés bédouines semi-indépendantes de la Syrte et de la Cyrénaïque et en 1570, ils les fondent dans l'eyalet. Dans les années 1670, le pouvoir de la Porte est de même étendu au Fezzan et aux autres territoires sahariens, jusqu'au Bornou [117, p.158]. En 1577-1578, on y lève déjà l'impôt et la redevance turcs. Ceci fait qu'à partir de ce moment et, comme le dit E.Rossi, au moins "en théorie", le pachalik de Tripoli ouest englobe tout le territoire de

la Libye contemporaine [117, p.173], ainsi qu'une grande partie du territoire tunisien (le Sahel jusqu'en 1588, Djerba et le Sud jusqu'en 1605). Il est vrai que quelques secteurs, et surtout dans la partie désertique et montagneuse du pays, comme par exemple le Beni-Oulid des Berbères ibadites, gardent une grande part d'autonomie interne et se trouvent en situation de dépendance vassale plutôt que sous l'autorité directe de la Porte.

Presque partout Djaffar-pacha et ses successeurs installent une administration ottomane efficace. Les quelques soulèvements qui s'allument ici et là (celui d'un certain Khadjadja à Garian en 1574-1575, celui des Ouled Nouveyr en 1577, par exemple) sont violemment réprimés. Le grand sujet de mécontentement des tribus est la nouvelle imposition. Tout laisse à penser que les principes en sont les mêmes que dans le reste de l'empire ottoman, fisc et usage de la terre compris. Les cadastres sont régulièrement mis à jour, l'un d'eux, comme en témoignent les archives ottomanes, est établi au lendemain de la prise de Tunis (1574 [85, p.161]). Ainsi qu'en Algérie et qu'en Égypte, le maintien de l'ordre intérieur est confié à des formations militaires locales et aux tribus mahzènes. Le système des timars est inexistant, toutes les terres et autres moukatas ont statut de khavas-i khumaïoun (domaine de l'empire) dont le revenu est directement versé au Trésor [85, p.156].

La prise de Tunis par les Turcs (1574)

L'élimination des Chevaliers de Malte et le passage de Tripoli à l'autorité de la Porte décident en fait du sort de la Tunisie. La défaite que Dorgouth Raïs subit en 1550 à Mahdia n'est pas plus qu'un revers provisoire. La victoire des Espagnols, en revanche, n'est pratiquement d'aucune signification concrète. Son unique résultat est de leur permettre d'occuper une partie du pays pendant quelque temps et d'en chasser les Turcs. Mais les vainqueurs ne parviennent ni à soumettre la Tunisie, ni même à assurer la sécurité de leurs garnisons ponctuelles.

Dans un pays sous domination étrangère, le retour au pouvoir des Bédouins et de vieux féodaux hafside comme le sultan de La Goulette Moulay Mohammed et les marabouts Chabbia se répercute par la montée sans précédent de la turcophilie. On peut dire sans hésiter qu'elle atteint son apogée en Tunisie au milieu du XVI^e siècle. Au point d'acquiescer la force aveugle du préjugé et de laisser des traces indélébiles dans la mémoire historique du peuple. Ce qui est reflété, sans exception, par toutes les chroniques tunisiennes du XVII^e et du début du XVIII^e siècle. Par exemple, le lecteur du "Kitab al-Munis" d'Ibn Abi Dinar – c'est T. Bachrouch qui témoigne – en retire "l'impression d'une adhésion inconditionnelle au pouvoir turc", au moins "d'une large partie de la population citadine" [59, 10]. Que dire alors de la paysannerie qui, elle, est intégralement proturque? Il n'y a pas une localité en Tunisie où l'on ne trouve un groupe de population suffisamment représentatif ayant une foi absolue en la mission divine des Ottomans. Ce sont ces gens qui saluent les Turcs comme les "libérateurs", qui les accueillent à bras ouverts, bannières au vent et reliques saintes sur présentoir. Les scènes, précisément, que représentent les miniatures coloriées d'un certain nombre de manuscrits ottomans des XVI^e et XVII^e siècles (cf. [75, pp.47-70]).

Au milieu du XVI^e siècle, la Tunisie pullule d'agents ottomans. Plus que jamais se répandent toute sorte de livres traitant de la djafra (prédiction de l'avenir). Il y est question de la très proche délivrance de la Tunisie des

“ennemis d’Allah”, on donne les noms des “sauveurs”, établis par combinaison magique de certaines lettres. Les têtes inspirées annoncent la venue prochaine du sultan ottoman à la rescousse des Andalous et autres musulmans opprimés du Maghreb, qu’il délivrera de la captivité espagnole. Un de ces ouvrages où le nom du “sauveur” se décrypte comme “Ali l’Algérois”, sera offert plus tard à Euldj Ali, kapoudan-pacha de la marine ottomane et beylerbey d’Algérie [75, p.52].

Pour les Espagnols, le plus préoccupant est que leurs propres troupes d’Afrique du Nord ne sont plus fiables. Les soldats éprouvent la puissante influence des idées ottomanophiles qui submergent l’Italie du XVIe siècle. Les textes secrets des archives vénitiennes que publie V.Lamanski témoignent de la large diffusion prise par ce genre d’idées et par cet état d’esprit. Et qui acquièrent une force sans précédent après la prise de Tripoli en 1551. La rumeur populaire va même plus loin, annonçant la chute de Malte soi-disant, ce qui suscite en Italie une explosion “de joie générale” [97, p.793]. Cette ottomanophilie sans rives trouve un terrain particulièrement favorable parmi les couches plébéennes de la ville et de la campagne, et notamment auprès des éléments déclassés que les documents officiels rangent sans égards excessifs mais sans ambigüité non plus dans la catégorie des “vagabonds, ivrognes et espions” [66, p.147]. Tout ce monde est expulsé sans façon des villes et des place-fortes. Et néanmoins, pratiquement tous les militaires du rang sont gagnés par “le charme de Mehmet”. Les officiers ne savent qui leur faut-il craindre davantage, leurs propres soldats ou l’adversaire. Un chercheur moderne écrit à l’appui du matériel réuni par V.Lamanski: “Les garnisons sont si peu sûres qu’on les voit à tout moment prêtes à rendre les forteresses aux Turcs” [80, p.133].

C’est un fait qu’en 1551 Tripoli tombe pour une grande part en raison du refus de la troupe de se battre contre l’armée de la Sublime Porte. En Afrique du Nord, le fléau le plus redoutable aux yeux du commandement

espagnol, selon F.Braudel, sont “les épidémie de désertion” [66, p.598]. Elles fauchent littéralement les rangs des garnisons espagnoles. Ils sont des centaines, et à l'échéance de quelques décennies, ils sont des milliers de déserteurs qui choisissent de passer dans le camp turc. En 1560, lors des combats dont Djerba est l'enjeu, un grand nombre de soldats refusent de se battre “pour le roi et l'Eglise”, et passent à l'ennemi “en abandonnant leur foi et leurs camarades”. En janvier 1563, on découvre à La Goulette, cette citadelle de la domination espagnole en Tunisie, un complot visant à rendre la place aux musulmans [66, p.598]. En 1554 les Espagnols, sans pression apparente de la part des Turcs, ont évacué Mahdia, une ville dont la possession leur a coûté si cher.

Cette atmosphère générale si favorable aux Turcs place en excellente position Moulay Hamid, le sultan hafside qui gouverne la Tunisie du Nord. Même quand Dorgouth Raïs n'est pas là pour l'épauler, il combat avec succès la créature des Espagnols Moulay Mohammed et les marabouts Chabbia. En 1552, il réussit à battre le gouverneur Chabbia de Kairouan Mohammed ben Abi-t-Tayeb, dont la politique est orientée sur les Espagnols et sur son beau-fils Moulay Mohammed.

Pendant ce temps Dorgouth Raïs continue à faire la guerre sur les mers. En 1552 il lance une attaque sur Naples; durant les deux années qui suivent, il sillonne les eaux italiennes, pourchassant et pillant les navires de l'adversaire. En 1553 il est nommé kapoudan-pacha de la marine ottomane. Mais à la différence de Khayr al-Din Barberousse, Dorgouth ne saura jamais se faire à la vie de cour d'Istanbul. Il n'a pas le moindre goût pour cette existence de courtisan, les finesses et les intrigues du harem lui sont insupportables. Marin et guerrier avant tout, il se brouille vite avec la plupart des hauts dignitaires du palais et se résout finalement à supplier le sultan de le laisser regagner son Afrique. Süleyman le Magnifique accède à la demande de “son loyal serviteur”, en 1556 il le nomme beylerbey de Tripoli Ouest.

De retour au Maghreb, Dorgouth se consacre entièrement à “la guerre sainte”. A l’automne 1556 il déploie sur Tunis le drapeau du djihad. Son premier acte de guerre est une expédition dans le Djerid. Le 20 décembre 1556, ses troupes occupent Gafsa qui les accueille “en libérateurs” [81, p.114]. Ensuite Dorgouth prend le contrôle de Djerba. Un des cheykh du lieu, soupçonné de collaboration avec Mohammed ben Abi-t-Tayeb, est convoqué à sa demande à Istamboul, où il est incarcéré puis exécuté. En 1557 une escadre turque forte de 60 navires et conduite par le successeur de Dorgouth au poste de commandant en chef de la marine ottomane Piale Pacha, effectue un raid sur les côtes tunisiennes et s’empare de Bizerte [82, t.6, p.188]. Dans la partie centrale du pays, Dorgouth Raïs prend successivement Sfax, Monastir, Sousse et les autres villes du Sahel qui se trouvent depuis 1550 sous l’autorité des marabouts Chabbia. Les puissants clans citadins qui nourrissent ici les tendances à l’autonomie, sont brutalement réprimés. De nombreuses familles influentes, tels les Al-Mokni à Sfax, sont déportées à Tripoli. Tout le pouvoir passe aux caïds et aux sandjakbeys ottomans qui prennent en main l’administration du pays à l’appui des chefs religieux locaux.

A l’automne 1557, Dorgouth Raïs frappe le coup décisif contre l’Etat des marabouts Chabbia. A ses troupes tunisiennes et tripolitaines se joignent celles du beylerbey d’Algérie qui attaque à l’ouest. Lui-même avance de l’est, à partir de Sousse où il a réuni sous son commandement 1 500 Turcs, 3 000 mousquetaires de Djerba, de l’infanterie tripolitaine et une nombreuse milice du Sahel et du Nord tunisien, avec entre autres les détachements de cavalerie non régulière des Bédouins qui sont au service du sultan hafside [81, p.114]. Le 26 décembre, l’armée de Dorgouth Raïs défait aux approches de Kairouan celle de Mohammed ben Abi-t-Tayeb. Perdant pied sous le feu nourri des mousquetaires turcs, les murides de ce dernier se rabattent en désordre sur la ville. Kairouan entre temps s’est soulevée, les partisans de Dorgouth en ont pris le contrôle. Quand les troupes en retraite de Mohammed ben Abi-t-Tayeb

veulent entrer dans la ville pour s’y retrancher, elles trouvent les portes closes. “Les habitants de Kairouan montés sur les remparts de la ville, l’injuriaient de là-haut et agitaient le drapeau rouge”, écrit T.Guiga [81, p.114]. Mohammed n’a d’autre solution que de chercher salut dans le nord. Le 27, Dorgouth entre à Kairouan “où il fut accueilli en libérateur” [81, p.115]. Il y met aussitôt en place sa garnison ottomane et nomme un nouveau gouverneur, “le saint cheykh” Mohammed al-Gariani.

A la mi-janvier 1558, Dorgouth Raïs regagne Tripoli. Il ne lui faut pas deux ans pour conquérir toute la Tunisie du centre et du sud. Mohammed ben Abi-t-Tayeb se retire avec ses troupes sur Hammamet, à la limite du territoire contrôlé par les Espagnols, où, comme l’écrit J.Pignon, “vient son tour de harceler le roi d’Espagne avec ses appels au secours” [114, p.100].

Ces campagnes tunisiennes sont marquées par l’émergence de plusieurs nouveaux chefs du mouvement populaire. C’est notamment le cas de l’un des plus proches compagnons d’armes de Dorgouth Raïs – Euldj Ali ou Ali Pacha (1508-1587), un Italien converti à l’Islam. Ce surnom d’Euldj indique qu’il était natif d’Italie du Sud, très précisément du village de Castelli, près de Capo delle Colonne en Calabre [117, p.155; 106, p.106]. Le petit berger qu’il fut dans son enfance connut les épreuves et la misère de la vie paysanne. Capturé et emmené par les pirates alors qu’il peut avoir entre 16 et 20 ans, il se convertit bientôt à l’Islam. Les envieux et les ennemis l’appellent “al-Fartash” ce qui signifie le Pelé. La légende circule parmi les hidalgos que le puissant commandeur des gazis maghrébins aurait longuement refusé de renier la foi catholique et que seules des considérations d’honneur l’y auraient finalement décidé. Miguel de Cervantes en parle ainsi: “Du temps que le Pelé était esclave, il a tiré la rame pendant 14 ans. Mais un jour, alors qu’il était âgé d’environ trente-quatre ans et qu’il brûlait d’une haine secrète pour un Turc l’ayant frappé sur sa galère, il renia sa religion afin d’avoir la possibilité de tirer vengeance de l’offenseur”. Ce qui ne l’empêchait pas, poursuit Cervantes,

d'avoir le cœur bon, en sorte que par la suite il réserva, même à ses esclaves, "un traitement humain" [35, t.1,p.449]. Energique, doué de nature d'une vive intelligence, Euldj Ali sut rapidement se mettre en évidence, il devient capitaine de galère et gagne la confiance personnelle de Dorgouth Raïs. En 1556 celui-ci le nomme caïd de Djerba, et en 1565, à la mort de son chef, le Pelé devient beylerbey de Tripoli Ouest. Au sein de l'élite des barbares du Divan, Euldj Ali se distingue comme le plus ardent adepte de la politique de Khayr al-Din Barberousse et Dorgouth Raïs, dont il partage sans réserve l'idée de la guerre populaire et de l'expansion illimitée au sud de l'Europe.

Maintenant que Kairouan appartient à la Porte, les Espagnols vont tout faire pour essayer de redresser une situation sérieusement compromise. En 1560, au terme de longs préparatifs, ils arment, nous l'avons vu, une grosse expédition navale placée sous le commandement du vice-roi de Sicile don Juan de la Serda duc de Medina-Seli. L'objectif annoncé est de défaire Dorgouth Raïs et de reprendre Tripoli. Mais Medina-Seli ayant renoncé à ce premier projet, décide de se tourner contre Djerba, la grande base du gazi en Méditerranée.

Le 2 mars 1560, la flotte des croisés forte de 90 navires dont 54 galères et galiotes arrive en vue de l'île [91, p.293]. Le 7 mars, Medina-Seli débarque à terre une troupe d'environ 14 000 hommes qui en quelques jours brise la résistance des défenseurs de Djerba et s'empare de leur principal bastion, la forteresse de Bordj-el-Kebir (près de Houmt-Souka). Ce qui reste de la garnison évacue l'île et le 14 mars les cheykhhs de Djerba emmenés par Massoud as-Semumni reconnaissent la suzeraineté de la couronne espagnole. Ils font serment sur le Coran d'être les loyaux vassaux du roi Philippe II, de lui payer tribut au montant de 6 000 écus et de livrer tous les ans à la cour du suzerain 1 chameau, 4 autruches, autant de gazelles et de faucons du Nabeul [82, t.6, p.191; 81, p.118].

Maintenant qu'il s'est rendu maître de Djerba, le duc de Medina-Seli devient la figure vers laquelle convergent toutes les forces anti-ottomanes de Tunisie. On voit accourir avec ses milices le sultan de La Goulette Moulay Mohammed, celui que les Espagnols appellent "l'Infant de Tunisie", on voit accourir son beau-père Mohammed ben Abi-t-Tayeb, le "roi de Kairouan" pour qui l'expédition espagnole représente la dernière chance de recouvrer le trône et le pouvoir (cf. [87, p.22]). Au total, le camp d'El-Kantara où les troupes des vassaux arabes de l'Espagne plantent leurs tentes rassemble bientôt près de 10 000 hommes y compris 2 000 cavaliers [81, p.121].

Autrement dit, ce qui se passe à Djerba prend une tournure menaçante. La nouvelle situation peut avoir des conséquences décisives pour le destin de la Tunisie du centre et du sud. Chose dont Dorgouth Raïs est tout à fait conscient, lequel prend immédiatement ses dispositions pour repousser le péril. En très peu de temps il bat le rappel des milices de Kairouan, de Sousse, de Sfax et des autres cités qu'il contrôle, met sur le pied de guerre la flotte et les troupes terrestres de Tripolitaine et surtout, il informe la Porte de la situation critique qui s'annonce.

Or les Espagnols font preuve au même moment d'une insouciance inexcusable. L'aisance avec laquelle ils se sont emparés de Djerba (entre 35 et 40 tués dans leurs rangs en tout et pour tout) se traduit par un fatal excès d'assurance. La discipline chute à la verticale. Soldats et officiers ont le sentiment de participer à une promenade de santé. La guerre est terminée, croient-ils, il est temps de rentrer chez soi. Leur grande préoccupation est de procéder à des achats avantageux - laine, huile d'olive, étoffe, chameaux et autres animaux exotiques qu'ils entendent revendre au prix fort à leur retour en Europe. Medina-Seli ne fait rien pour combattre un état d'esprit aussi malsain. Il n'est pas exclu d'ailleurs qu'il soit sur la même longueur d'onde et estime en tout cas que la situation au sein de son armée est normale. Les maures de Dorgouth Raïs ne sont aux yeux des hidalgos que "femmelettes"

que nul ne peut prendre au sérieux, quant à la marine turque elle est loin, pense-t-on, il ne faut pas l'attendre avant le début de l'été. Il s'ensuit que ni les navires, ni les fortifications de terre ne sont prêts pour le combat. Bondées de balles de marchandises hétéroclites, les galères ont perdu la manœuvrabilité qui fait leur force. "Les galères de Votre Altesse, écrit un officier espagnol dans son rapport au roi du 5 avril 1560, ne sont plus en état ni de combattre, ni d'attendre, ni de fuir" (cité d'après [81, p.119]).

Ceci alors qu'au même moment la marine ottomane est mise en état d'alerte de combat. Les manœuvres stériles auxquelles Medina-Seli s'est livré le long des côtes africaines durant tout le mois de février, se traduisent pour les Turcs par un gain de temps substantiel. Et puis, Piale Pacha qui commande la flotte, a su traverser la Méditerranée en un temps record. Aussi lorsqu'à l'aube du 11 mai 1560 les Espagnols découvrent à l'horizon la forêt des voiles turques, c'est comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Medina-Seli ne peut trouver rien de mieux que d'abandonner son corps expéditionnaire dans l'île et d'ordonner à ses vaisseaux de refuser le combat, de mettre en toute hâte cap sur l'Italie. L'embarquement des équipages se fait dans une pagaille complète, quand "chacun ne pense qu'à son propre salut et à celui de ses richesses" [81, p.120]. La flotte espagnole lève enfin les voiles et met le cap au nord.

L'escadre ottomane qui compte 5 navires de moins, s'engage aussitôt dans son sillage. Le 14 mai 1560 Piale Pacha cadennasse la flotte chrétienne dans le détroit de Kerkennah et l'anéantit en quelques heures. Sur ses 90 navires, les Turcs en coulent ou incendient plus de la moitié, soit 20 galères de combat et 27 transports; encore 21 galères et 12 navires de moindre tonnage sont capturés. Sept autres galères parviennent à rejoindre Djerba et seulement trois navires chrétiens réussissent à se frayer la voie vers le nord et à cingler vers les côtes d'Italie. Pour cette formidable victoire, Piale est promu pacha "à trois

cravaches”, ils se gagnent la gloire d’un des grands amiraux de la Sublime Porte (cf. [82, t.6, p.192; 91, pp.293-295; 79, p.92]).

L’issue de la bataille de Kerkennah change totalement la situation stratégique. La menace qui pesait sur Tripoli est levée et dès que la nouvelle lui en parvient, Dorgouth Raïs se met en campagne. Le 16 mai il est déjà à Djerba avec ses 5 000 Libyens. Piale Pacha, de son côté, fait débarquer sur terre ses 2 000 janissaires, 3 000 sipahis et 2 000 matelots. Dans les derniers jours de mai, cette troupe reçoit encore le renfort d’environ deux milliers d’hommes venus de Tripoli avec artillerie et matériel de siège, ainsi que des milices de Kairouan et de Sfax, et même d’un détachement de pèlerins marocains s’en retournant de La Mecque et ayant décidé de se joindre à la guerre sainte chemin faisant [91, p.293; 81, pp.121-122].

Le 28 mai 1560 les Turcs commencent à bombarder Bordj-el-Kebir. Rien que dans les 30 premières journées de siège, ils tirent sur la forteresse 12 000 boulets et quelques 40 000 traits d’arquebuse [82, t.6, p.193]. Le 31 juillet, au bout de deux mois de siège, Bordj-el-Kebir tombe. Dorgouth ne fait de quartier à personne, tous les survivants sont massacrés. Les têtes coupées sont entassées de façon à former une pyramide géante, la fameuse Tour des crânes (Bordj ar-ruus) – cette sorte de monument du triomphe de l’Islam subsistera à Djerba jusqu’en 1846.

Dès qu’informés de l’arrivée des Turcs, Mohammed ben Abi-t-Tayeb et les autres alliés de l’Espagne s’étaient hâtés de battre en retraite. Les marabouts Chabbia vont prendre position entre El-Kantara et Maret. Les troupes de Dorgouth les y laminent sur place. Mohammed trouve la mort aux côtés de ses murides. “C’en était fini du ‘royaume de Kairouan’ ”, écrit J.Pignon [114, p.100].

La débâcle de l’expédition de Medina-Seli et la disparition de Mohammed ben Abi-t-Tayeb confortent définitivement le pouvoir de la Porte sur les parties centrale et méridionale de la Tunisie. Et se répercutent au nord

par un regain de turcophilie. Istanbul est littéralement assiégée par les émissaires accourus de Tunisie et d'autres pays maghrébins. En juin 1561 une délégation des habitants de Tunis demande au sultan d'envoyer ses troupes expulser les Espagnols de La Goulette [82, t.6, p.167]. En mai 1562 on apprend à Madrid que l'ambassadeur du sultan hafside Moulay Hamid "lacère ses vêtements devant le Grand Seigneur" [66, p.816] tant il met d'ardeur à implorer son assistance.

Mais à côté des Tunisiens, d'autres envoyés arrivent d'Europe occidentale. En janvier 1563, on peut voir à Istanbul le chef du mouvement antiféodal corse Sampiero Corso. Les députations morisques sont présentes pratiquement en permanence. On peut voir des représentants des huguenots, des anabaptistes et des calvinistes néerlandais. Autant de mouvements avec lesquels la Sublime Porte entretient d'excellentes relations. Elle leur promet son aide dans le combat "contre les papistes", contre "tous ceux qui", selon le grand vizir Mahmed Sokollu, "obéissent au pape et à son mazkhaba" [87, p.19].

Inversement, les groupements dissident apportent leur soutien à Istanbul. Ils aident les Turcs du mieux qu'ils peuvent, leur fournissant une information précieuse et collaborant à l'occasion avec leurs agents. Le 12 juin 1564, Sampiero Corso donne le signal du soulèvement de la Corse, avec l'active assistance de l'Algérie. Pendant cinq ans (1564-1569) l'île sera l'une des bases les plus sûres des ottomans faisant la course loin des côtes nord-africaines. Dorgouth Raïs en profite largement, abritant ici ses navires, s'y procurant ses voiles, ses rames, sa poudre, y réparant les galères qui partent écumer la mer Tyrrhénienne et le golfe de Gênes [81, pp.129-130].

Toutefois la route de l'Ouest est toujours bloquée par Malte, ce véritable mur dressé sur le chemin de la Méditerranée occidentale. Non seulement l'île fait peser un danger permanent sur les communications avec l'Algérie, mais elle représente encore un péril constant pour les bases turques

en Afrique du Nord. “Une Malte puissante et fortifiée”, écrit T.Guiga, “c’est une menace mortelle pour Tripoli, Mahdia, Tunis, Bougie, Alger... Tout pouvait recommencer” [81, p.128].

Et Süleyman le Magnifique prend la décision d’en finir de cette citadelle de la chevalerie européenne. En avril 1565, la flotte ottomane forte de 181 navires, commandée par Piale Pacha et emmenant une troupe de 30 200 hommes, appareille de ses ports d’attache et met cap à l’ouest. Sur sa route, elle reçoit le renfort des escadres d’Egypte, de Tripoli et d’Algérie. Le 18 mai les Turcs prennent pied dans l’île. Quatre mois durant ils vont assiéger les forteresses maltaises, les pillonner à outrance, creuser des mines, multiplier les attaques de mer et de terre, lancer à dix reprises l’assaut général des fortifications adverses. Les opérations sont conduites par le seraskir de la Porte Mustapha Pacha en personne. Y prennent part les unités d’élite des eyalets maghrébins (13 400 homme au total) placées sous le commandement des beylerbeys d’Alger et de Tripoli. Le 23 juin, Dorgouth Raïs trouve la mort au cours des combats qui ont pour enjeu Saint-Elme. Sa dépouille mortelle est transportée avec les plus grands honneurs à Tripoli, où il est enterré dans une mosquée qui prend son nom.

Mais la bravoure des guerriers ottomans se heurte à la valeur légendaire des Chevaliers de Malte. Sous le commandement du Grand Maître Jean Parisot de la Vallette, les défenseurs de l’île repoussent les unes après les autres toutes les attaques des janissaires. Vingt mille musulmans gisent bientôt dans les douves de Malte. Et le 7 septembre 1565, quand le gros des forces de la marine espagnole commandé par le capitaine-général don Garcia de Toledo arrive sur Malte, Mustapha Pacha se résigne à lever le siège. En dépit de l’opposition des chefs de guerre maghrébins, le 8 septembre il évacue l’île (voir [82, t.6, pp.198-204; 66, pp.843-850; 81, pp.130-135]).

L’échec de Malte - “un véritable Stalingrad de l’armée ottomane”, selon l’expression de J. Monlaü [108, p.60] - refroidit quelque peu l’ardeur

offensive des Turcs. Mais ne suspend pas encore la menace qui pèse sur l'Occident. Les archives espagnoles et italiennes montrent assez à quel point les chefs des pays catholiques craignent une reprise de l'offensive turque. Pour leur chance, la mort de Süleyman le Magnifique (6 septembre 1566) et une série de calamités naturelles paralysent pour quelque temps l'effort militaire turc. En 1565-1567, à la suite de plusieurs mauvaises années, les provinces méditerranéennes de la Porte sont ravagées par la famine. En Egypte et en Syrie, les gens meurent dans la rue. En Grèce et en Albanie, le blé atteint des prix astronomiques [66, p.878]. En Algérie et en Tunisie, il n'y en a tout simplement pas. Les champs ne sont plus ensemencés, la famine et la peste déciment la population [79, p.100]. Les janissaires pillent sans distinction, ils s'arrogent le droit de partir à la course, en des expéditions qui n'ont souvent pour seul but que se procurer du blé.

Les Espagnols mettent à profit la trêve imprévue pour procéder à la modernisation de leurs forces armées. En Méditerranée centrale, Philippe II lance un vaste programme de construction de fortifications. En 1565 débute sur ses dispositions expresses le chantier de la nouvelle forteresse de La Goulette, qu'on va appeler Goleta la Nuova. Le plan qui en a été dessiné par l'illustre ingénieur italien Giacomo Paleazzo, aboutit en quelques années à ce que les contemporains tiennent pour "l'une des forteresses les plus belles et plus puissantes des chrétiens" [119, p.203]. Elle est dotée de 6 bastions et de fossés remplis d'eau.

En Tunisie même, les Espagnols tentent aussi d'élargir leur base politique. Ils entrent en contact avec Moulay Hamid et s'efforcent de persuader au sultan que sa position proturque est grosse de conséquences désastreuses tant pour lui-même que pour son pays. Mais Moulay Hamid, écrit J.Pignon, "se tient obstinément à son alliance, en partie, vraisemblablement, par penchant personnel, en partie par crainte de voir ses

sujets se soulever s'il entrait en relations contractuelles avec les chrétiens" [114, p.100].

En définitive, le sort de la Tunisie va se jouer dans le contexte général de la politique occidentale de la Sublime Porte. On n'y a pas oublié le vieux plan de Khayr al-Din Barberousse, pour qui la possession de la Tunisie était la condition obligatoire de toute guerre victorieuse à l'Occident. Encore que sur cette question fondamentale de savoir où faire la guerre, à l'est ou à l'ouest, il n'y ait pas unanimité à Istanbul. Il s'y forme bientôt deux partis. L'un subit l'ascendant du grand vizir Mehmet Sokollu qui en tient, selon son mot, pour "une politique d'aigle, en tout point digne de Süleyman Le Magnifique" [66, p.908]. Elle consiste à renoncer aux aventures de second plan au Levant, où la paysannerie shiite, de l'avis du grand vizir, n'est pas encline à soutenir les Turcs [95, p.45], et à concentrer les efforts sur l'Occident. En même temps Mehmet Sokollu insiste sur l'alliance avec toutes les mouvances anticatholiques d'Europe, et sur le respect de la neutralité des pays qui appliquent la politique "de la sage courtisane", ce qui concerne en premier Venise [66, p.911; 82, t.6, p.385].

L'avis de l'autre parti est que l'empire de Philippe II est un adversaire trop redoutable pour qu'on se permette de faire encourir à l'Etat protégé de Dieu le risque d'une grande guerre à l'Ouest. Ici, le calcul part de considérations purement militaires et n'accorde pas grande importance à l'état d'esprit des populations. On estime qu'il faut commencer par se débarrasser des adversaires plus modestes que l'on possède à l'Est, et après seulement songer à conquérir éventuellement l'Espagne (voir [69, t.3, pp.8, 15; 84, pp.15-16; 73, t.1, p.120]). A la tête de cette politique plus prudente et, selon F.Braudel, "médiocre et à courte vue" [66, p.908], il y a Selim II en personne. Et au nombre de ses adeptes les plus actifs - le seraskir Mustafa Pacha, l'homme qui fut "le bon tonton" du nouveau sultan, le kapoudan-pacha Piale qui en est le beau-fils, et, enfin, le chef du renseignement ottoman pour les pays d'Europe

occidentale, un certain Mikas encore connu sous le nom de Yossif Nassi, espion par vocation, proche ami et compagnon du sultan du temps de ses tumultueuses orgies de jeunesse. Ce “grand Juif”, comme le dénomme F.Braudel [66, p.909], est l’un des personnages les plus influents à la cour de la Porte ce qui le porte sans doute à ne pas faire de distinction entre les intérêts de l’Etat et les siens propres, plutôt mercantiles (voir à son sujet [116; 80]).

Après la disparition de Süleyman, les deux partis se retrouvent à égalité de forces approximative et, pratiquement, s’équilibrent. Il en résulte que la politique d’Istanbul perd de ses anciennes efficacité et cohérence. Formellement, les Turcs ne renient pas leurs alliances à l’Ouest. Ils continuent d’aider secrètement les rebelles de Sampiero Corso, ils encouragent les huguenots, ils fournissent des armes à “l’armée de l’insurrection” qui se prépare à entrer en action à Grenade, ils saluent avec chaleur le mouvement iconoclaste des Pays-Bas [80, p.140]. Dans ses “messages distingués” (name-i houmaïoun) aux notables du peuple andalou, “aux beys des Flandres et des autres willayets espagnoles”, Selim II les invite vivement à consolider “l’alliance musulmano-luthérienne”, à coordonner les plans et coopérer dans l’assaut commun “contre le papisme” [84, pp.19-20]. En réalité, le sultan réfrène l’ardeur de ses alliés. Lors de ses entretiens avec les envoyés de Guillaume d’Orange, les huguenots et surtout les Tunisiens et les Moriscos, il “leur recommande de s’en tenir à des actions défensives” (D.Cantimir [69, t.3, p.8]).

Inversement, les tenants de “la politique de l’aigle” estiment indispensable de relancer au plus vite cette guerre contre “les maudits tyrans espagnols”, pour reprendre l’expression d’ Euldj Ali, ennemi viscéral du “papisme” et de la noblesse catholique. En Mars 1568, Mehmet Sokollu le nomme beylerbey d’Algérie et lui ordonne de se préparer à l’éventualité d’une invasion de la péninsule Ibérique. En conséquence Euldj Ali commence à constituer dans le secteur de Mostaganem-Mazagran des stocks de vivres,

d'armes et de matériel de guerre. De même il y concentre bientôt dans les 14 000 mousquetaires, 60 000 moudjahids autochtones, une importante artillerie et de grandes quantités de poudre. "Pour l'acheminer, il a fallu 1 400 chameaux", communique un informateur européen [79, p.104]. Dans la nuit de Noël 1568, les extrémistes andalous déclenchent l'insurrection à Grenade, c'est le début de la sanglante guerre des Alpujarras - 1568-1570. Euldj Ali vole immédiatement au secours des insurgés. Il expédie à Almeria 40 galiotes chargées d'armes et de volontaires. Mais les tempêtes qui sévissent à cette époque de l'année leur interdisent d'approcher la côte. Au mois de janvier 1569 une nouvelle tentative avorte pareillement. La tempête disperse 36 des galères, six d'entre elles seulement réussissent à toucher la côte et débarquer des canons, de la poudre et de petits contingents de gazis. Tout le temps que va durer cette guerre des Alpujarras, Euldj Ali enverra néanmoins en Espagne jusqu'à 4 000 hommes, dont plusieurs centaines de Turcs, dans leur majorité anciens janissaires que les Moriscos utilisent en qualité d'instructeurs et de "capitaines" (cf. [79, p.105; 66, p.903]).

A Madrid, on n'est pas loin de la panique. La grande crainte, c'est de voir débarquer les forces régulières de l'armée et de la marine ottomanes. Dans un entretien officiel avec le nonce du pape (26 octobre 1569), il est déclaré - et de l'avis de F.Braudel le propos reflète bien "l'inquiétude réelle" qui règne à la cour de Philippe II - que "si, enfin, l'intervention du Turc a lieu, l'Espagne pourrait tomber aux mains des musulmans" [66, p.898]. Ce sont donc les meilleures unités de l'armée espagnole qui sont lancées contre les insurgés, unités confiées au commandement de don Juan d'Autriche (1547-1578), le jeune "César" espagnol, demi-frère du roi et homme de guerre habile et audacieux. Il a pour mission de neutraliser le soulèvement dans les plus brefs délais. Un grand d'Espagne déclare alors: "Dieu souhaite que les mutins soient châtiés dès avant que ce chien (Selim II. - *N.I.*) ne s'évertue à réunir ses armées" [66. p.897].

De fait, Juan d'Autriche aura défait le gros des forces séditeuse pour le mois de mai 1570. Le 20 mai, Albaqui, "général-capitaine" des musulmans espagnols remet sa capitulation aux vainqueurs. Le 15 juin, 30 000 Moriscos rendent leurs armes. Les gazis turcs et les "maures" d'Afrique sont autorisés à regagner l'Algérie. Des navires espagnols sont même mis à leur disposition [66, p.904]. Il est évident que Philippe II s'efforce d'arrondir les angles, mais à la surprise de l'Europe, la Sublime Porte en fait autant. Dès le 17 février précédent, Selim II avait reconduit l'armistice conclu avec l'Autriche. L'une après l'autre, les armées ottomanes se retiraient à l'Est. En 1569, l'une d'elle est dirigée au Yémen, l'autre se lance dans la célèbre campagne du Don, dont le but déclaré est de prendre Astrakhan et Kazan. C'est dire qu'à la phase la plus critique du soulèvement anti-espagnol à l'Ouest, les Turcs se préoccupaient de faire la guerre à l'Est et songeaient davantage à combattre le péril shiite.

Donc, l'Europe n'en revient pas de la grâce qui lui est descendue par la Providence. Et pendant qu'on s'y livre, selon le mot de F.Braudel, "au jeu des pronostics" [66, p.911], la Porte, de sa propre initiative, découvre ses cartes. Le 13 septembre 1569, des agents de Mikas mettent le feu à un arsenal de Venise. Venise dont le gouvernement a jadis placé sous séquestre la fortune de la fille d'un banquier juif des Flandres qui se trouvait être la future épouse du tout-puissant chef de la police secrète ottomane.

A partir du 13 janvier 1570 déferle à travers l'empire ottoman une vague d'arrestations frappant les marchands vénitiens. Les Turcs font valoir "leurs droits historiques" sur Chypre, où Mikas Nassi entend fonder une importante colonie juive (cf. [66, pp.909,913]). Le 27 mars le sénat de Venise rejette un ultimatum turc par 199 voix contre 21; c'est le début de la guerre de Chypre où la paysannerie de confession orthodoxe se soulève immédiatement contre les féodaux catholiques.

La déception est vive, de Mehmet Sokollu et des chefs gazis d'Afrique du Nord. Ceux-ci sont contre toute guerre avec Venise et, ainsi que l'écrit

J.Hammer, "ils souhaitaient donner une autre destination" aux armes qu'ils préparent [82, t.6, p.390]. Les Andalous, les Algériens et d'autres personnages de l'entourage d'Euldj Ali poussent ce dernier à déclencher immédiatement les hostilités avec l'Espagne. Mais en définitive l'incendie de Venise et les succès de Juan d'Autriche incitent le beylerbey à revoir ses plans [79, p.105]. En octobre 1569, c'est contre la Tunisie qu'il part en campagne, à ses risques et périls. Il s'agit pour lui de donner un exutoire à l'antihispanisme de son entourage et, par la même occasion, de provoquer la collision entre le sultan et Philippe II.

Il y a longtemps que les Tunisiens attendent ce moment. L'Algérie foisonne d'émigrés tunisiens qui ont fui les persécutions de Moulay Hamid. Euldj Ali sait parfaitement que l'Etat hafside, déchiré par les contradictions internes, est l'arène d'intrigues et de conjurations à répétition. Dans les années 1560, les marabouts Chabbia reprennent du poil de la bête, sous la direction d'Abd as-Samed, successeur de Mohammed ben Abi-t-Tayeb, ils récupèrent les positions qui étaient les leurs à l'est de Constantine et multiplient dès lors les razzias sur la plaine de Kairouan [106, p.107]. L'incapacité notoire de Moulay Hamid à maîtriser la situation et mettre un terme à l'anarchie et à la corruption générale, le prive du peu qui lui restait de l'adhésion de ses sujets. Ses prises de position proturques ne l'empêchent pas d'être l'un des personnages les plus détestés de la population. Son "flirt" avec les Espagnols soulève tous les soupçons et renforce l'hostilité envers le gouvernement hafside. Du temps déjà où il devient beylerbey de Tripoli Ouest (1565-1568), Euldj Ali rompt toute relation avec lui. Selon quelques sources, les deux hommes se détestent cordialement [106, p.107]. Pour couronner le tout, en 1567 Moulay Hamid soutient la sédition anti-ottomane de Constantine (voir [79, p.103]) et signe ainsi sa déchéance définitive aux yeux de l'élite algéro-turque.

Les forces anti-ottomanes de Tunisie sont éparpillées et divisées. La présence espagnole à La Goulette les condamne à l'inaction et, en fait, les neutralise complètement. Elles ne possèdent ni chef, ni claire perspective si l'on fait abstraction des visées ambitieuses d'Abd as-Samed à la tête de ses justiciers Chabbia à demi sauvages.

Le camp turcophile, au contraire, est uni comme jamais. Il réunit pratiquement tout ce qui prend parti contre les Espagnols et la coutume des féodaux bédouins. A l'automne 1569, un ministre de Moulay Hamid lui fait défection et se réfugie en Algérie. Il presse Euldj Ali de faire vite, de ne pas atermoyer davantage la conquête de la Tunisie et affirme que là-bas tous les regards sont tournés vers les Turcs, que la population les attend avec impatience pour en finir d'un joug exécré [44, p.128; 79, p.106].

En octobre 1569, l'armée du beylerbey d'Algérie se met donc en marche. Elle rassemble 1 000 janissaires, 6 000 zouaves et une nombreuse milice populaire qui la rejoint au cours de sa progression à travers la Kabylie, Constantine et Annaba (voir [79, p.106; 66, p.911; 106, p.107]).

Ils reçoivent partout un accueil triomphal. En face, les troupes de Moulay Hamid qui rassemblent 30 000 hommes, ne peuvent certes pas compter sur un semblable soutien. Beaucoup de soldats sont peu fiables, ils auront vite fait de tourner casaque. Et en effet, à la bataille de Béja ils n'hésitent pas à passer dans le camp adverse [79, p.197]. Même comportement à Sidi-Ali-el-Khattab et à Sidi-el-Wahhab où Moulay Hamid tente d'arrêter l'avance de l'armée ottomane. Mais si sa progression se ralentit quelque temps, c'est le fait des violentes pluies qui s'abattent sur la région et qui font déborder la Medjerda [79, p.107].

Le 19 janvier 1570, Euldj Ali entre à Tunis. Moulay Hamid se réfugie à La Goulette. Les Turcs, "très bien reçus par les habitants de Tunis" (F.Braudel [66, p.901]), peuvent s'installer à leur aise, comme chez soi. Euldj Ali proclame la restauration du pouvoir ottoman. Il a assez de deux mois pour soumettre les

villes du littoral nord-est et la majeure partie des terres de l'intérieur, où "il fait régner un ordre inconnu depuis bien longtemps" [79, p.107]. Le 10 mars, il repart en sens inverse, laissant en Tunisie trois mille hommes de garnison, confiés au commandement de son caïd Ramdan-bey, un Italien de Sardaigne.

La Tunisie du nord est promue eyalet ottoman. Son premier beylerbey ou "roi de Tunisie" dans la terminologie européenne, est le chef de guerre Haïdar-pacha. Celui-ci étouffe les derniers foyers d'insoumission, dans le Sud tunisien notamment, et engage aussitôt la réorganisation de l'administration du pays.

Dès lors les Espagnols n'ont plus pour eux que La Goulette. Comme les contingents ottomans dont Euldj Ali dispose ne peuvent rien contre cette place puissamment fortifiée, il demande à la Porte de lui fournir l'assistance indispensable [79, p.107]. Or cette fois encore le sultan ne manifeste aucune ardeur à accéder à la requête. Selon des informateurs espagnols, il qualifie d'"aventure" l'action de son beylerbey et parle d'irresponsabilité [66, p.909]. En fait de renforts, Selim II lui donne l'ordre de gagner avec sa flotte la Méditerranée occidentale, où se prépare au même moment l'expédition de Chypre.

Une fois de plus la Tunisie fait ainsi figure de monnaie d'échange dans le complexe jeu politique des grandes puissances du temps et des clans rivaux de la cour d'Istanbul. Mehmet Sokollu est obligé de céder aux pressions de Mikas, lequel parvient à présenter l'expédition de Chypre comme une opération majeure dans le cadre de la "guerre sainte", de surcroît touchant directement l'honneur du sultan et de son auguste famille. Au plan international, la guerre de Chypre jette Venise dans les bras de Philippe II. Le 25 mai 1571, à l'initiative du pape Pie V (1566-1572) qui, selon F.Braudel, "comprendait mieux que quiconque la nature profonde de la grande confrontation de la chrétienté et des infidèles et hérétiques" [66, p.860], est convoquée une Sainte ligue formée de l'Espagne catholique, de Venise et du

Saint-Siège, avec participation des Etats allemands. Don Juan d’Autriche en devient le généralissime. A cette occasion Venise réussit à persuader à ses partenaires qu’il faut commencer par déclencher les hostilités dans la Méditerranée orientale, et après seulement porter la guerre en Afrique du Nord.

Le 7 octobre 1571, une des plus grandes batailles navales de l’histoire se déroule dans le golfe de Lépante. La flotte unie des pays catholiques, soit 208 navires commandés par Juan d’Autriche, encercle et coule la flotte ottomane pourtant forte de 230 unités et commandée par l’illustre Piale. L’affrontement est d’une violence et d’un acharnement exceptionnels. “Sur le lieu de la bataille, les combattants croient soudain voir la mer rougir du sang humain”, rapportent des témoins [66, p.939]. Les musulmans ont 30 000 tués et blessés; 3 400 d’entre eux sont faits prisonniers. Le maître de la Méditerranée Piale Pacha figure parmi les morts. Les chrétiens comptabilisent 8 000 morts et 21 000 blessés. Parmi ces derniers il y a Miguel de Cervantes, qui perd le bras gauche à Lépante.

Le génie militaire de don Juan d’Autriche éclate au grand jour à l’occasion de cette bataille. Le prince espagnol s’est ingénié à profiter des moindres erreurs de l’adversaire, de ses hésitations et de son ignorance concernant les possibilités techniques des nouveaux navires chrétiens. Il perd 10 galères, tandis que les pertes des musulmans se montent à 200 bâtiments de guerre [66, p.939]. Seule l’escadre algérienne que commande Euldj Ali parvient, “avec aisance et une science consommée de la manœuvre” [ibid.], à tourner les galères gênoises et à échapper à l’encerclement. La bravoure et l’art de la navigation dont il fait étalage ce jour-là, lui valent le nom honorifique de “Kylytch” (Cimetère). A son retour à Istanbul, le sultan lui attribue le grade de kapoudan-pacha, un poste qu’à l’instar de Khayr al-Din Barberousse il cumule avec ses fonctions de beylerbey d’Algérie [82, t.6, p.432; 106, p.113; 79, p.108].

De l'avis de la majorité des historiens, l'écrasante victoire que l'Espagne remporte à Lépante ne lui apporte pas de bénéfice stratégique concret. Au printemps 1572 Mehmet Sokollu assisté d'Euldj Ali a presque entièrement reconstitué la flotte ottomane. Il reste que le succès de Juan d'Autriche revêt une importance exceptionnelle. Il constitue comme un tournant dans l'histoire des guerres. A partir de ce moment, on voit s'établir entre l'Orient et l'Occident une parité militaire qui durera jusqu'en 1683. Lépante, en tout cas, et F.Braudel le souligne expressément, marque "la fin des tribulations, la fin d'un très réel complexe d'infériorité de la chrétienté, la fin d'une non moins réelle suprématie turque" [66, p.940]. La bataille de Lépante, commente de son côté Cervantes, "dissipe l'erreur en laquelle se trouvaient le monde entier et toutes les nations, quand ils croyaient les Turcs invincibles sur la mer" [35, t.1, p.442].

Les problèmes intérieurs à l'Espagne et les divergences de vue qui divisent les membres de la Ligue, ne leur permettent pas de cueillir les fruits de la victoire. Le 2 avril 1573 Venise conclut la paix avec la Porte à des conditions si dures, écrit J.Hammer, "qu'on pouvait croire que ce sont les Turcs qui ont gagné la bataille de Lépante" [82, t.6, p.436]. Il n'est plus question d'aucune expédition hispano-vénitienne contre l'Algérie, la Tunisie et Tripoli. L'unique perspective qui demeure pour les Espagnols aurait pu prendre la forme d'une attaque restreinte sur la Tunisie, un projet qui avait été mis à l'étude dès le printemps 1571 en tant que riposte à l'occupation de ce pays par Euldj Ali [66, p.925].

Mais à ce moment l'Espagne a entièrement renoncé aux ambitions africaines de Charles Quint. Philippe II est conscient de l'impasse à laquelle conduit toute conquête nord-africaine. "Dès avant la bataille de Lépante, écrit E.Mercier, il a renoncé à d'éventuelles acquisitions africaines" [106, p.130]. "Contrairement à tout ce qu'il a pu écrire et déclarer à ce sujet, renchérit F.Braudel, il a renoncé à toute grande politique méditerranéenne" [66, p.973].

Sa grande idée se limite à priver les Turcs de leurs bases en Afrique du Nord, à anéantir leurs forteresses et, ainsi, “à les laisser sans défense face aux attaques des indigènes des terres intérieures” (E.Mercier [106, p.115]). En un mot, Philippe II désire neutraliser l’Afrique du Nord, en sorte qu’elle ne soit plus ni turque, ni espagnole.

Mais don Juan d’Autriche, qui est, rappelons-le, le fils naturel de Charles Quint, nourrit des projets nettement plus ambitieux. Ce prince qui est devenu l’idole du monde chrétien aimerait fort posséder son propre royaume, et la Tunisie ne lui déplairait pas pour ce faire. Au témoignage des contemporains, Tunis à cette époque “vaut n’importe quelle ville de la chrétienté” [119, p.144] et quant à ses dimensions, elle est “aussi vaste que la merveilleuse et noble Naples” (245 000 habitants en 1547). La Curie romaine soutient sans réserve les plans conquérants de Juan. Pie V, puis Grégoire XIII lui apportent leur total soutien. Lui promettant la couronne tunisienne, ils le poussent à entreprendre toute action de son choix en Afrique du Nord. Au printemps 1572, Philippe II donne l’ordre de monter une expédition navale sur la Tunisie, mais dans un second temps, il l’annule [66, p.952]. En juin 1573, il lui donne enfin son aval, mais à la condition expresse qu’on détruise les bases turques et qu’on se retire immédiatement [106, p.115; 79, p.115].

Don Juan d’Autriche n’entend pas laisser échapper l’occasion. Le 7 octobre 1573, jour du deuxième anniversaire de la victoire de Lépante, sa flotte forte de 138 bâtiments de guerre, non compté quantité de frégates et de barques, et de 27 500 hommes de troupe, appareille pour les côtes africaines. Au nombre des soldats espagnols qui, “sous le fier drapeau de don Juan” [35, t.4, p.194], partent à la conquête de la Tunisie, figure “un modeste guerrier”, simple soldat du glorieux régiment de Lope de Figueroa et ce soldat s’appelle Miguel de Cervantes Saavedra. L’auteur encore inconnu du “Don Quichotte” s’est battu comme un lion à Lépante, ses chefs l’ont remarqué et en dépit du bras qui lui manque, ils l’ont pressenti pour une expédition africaine qui ne

paraît pas promettre de désagréments majeurs. Au soir du 8 octobre, les vaisseaux espagnols aux voiles frappées de la Croix se présentent à l'entrée de la rade de La Goulette. Le lendemain matin, Juan d'Autriche fait débarquer ses troupes (13 000 Italiens, 9 000 Espagnols et 5 000 Allemands) et avance à marche forcée sur Tunis.

A l'approche des Espagnols, Haïdar-pacha fait évacuer la ville. La petite garnison se retire et va prendre position sur les routes de l'intérieur. Par dizaines de milliers, les habitants prennent de même le chemin de l'exode. Le "mercredi noir" de 1535 est encore présent dans les mémoires, ils préfèrent abandonner biens et domicile. Les chroniques tunisiennes relatent avec émotion le détail de cet exode, les épreuves que doivent affronter les fuyards dans la montagne du Djebel Resas et dans les autres lieux où ils trouvent un refuge provisoire. S'abritant dans les cavernes, des huttes et des gourbis de fortune, souvent au voisinage immédiat des dangereux Bédouins.

Le 11 octobre 1573, les Espagnols entrent dans une ville déserte. Les légendes qui courent sur les trésors soi-disant enfouis par les maures leur ont tourné la tête. Une foule de soldats munis de pelles et de pioches se répand dans les rues de Tunis. Plusieurs jours durant ils fouillent les maisons, sondent les murs, creusent les cours et explorent les greniers, arrachent les plâtres et les chambranles. Dans l'immense ville il n'y a pas une seule habitation intacte. Un témoin le décrit ainsi: "De fiers gaillards qui s'étaient échinés pour ne rien trouver, passaient leur fureur sur les grandes jarres à huile qu'ils brisaient en morceaux" [119, p.147]. De ces jarres, il peut y en avoir 40, 50 et même 100 dans chaque demeure. Et les intérieurs baignent littéralement dans l'huile d'olive, le sol est partout jonché de débris de céramique, tout ce qui peut l'être, est emporté. Devant la porte de Bab-el-Behar, il se forme un bazar improvisé: sur un bon quart de mille les soldats alignés sur deux files proposent au plus offrant le produit de leurs rapines. Matelots et cantiniers rachètent à vil prix objets de luxe, tapis de Kairouan, étoffes fines, vaisselle raffinée, épices par

sacs entiers, aromates, etc. Les officiers font enlever les colonnes de marbre ou de porphyre dont s'ornent traditionnellement les angles des riches habitations. Juan lui-même ne résiste pas à la tentation, il jette son dévolu sur une colonne de la Grande mosquée et la fait expédier en Italie [82, t.6, p.437, note 1].

Malgré les instructions du roi, don Juan d'Autriche décide de s'approprier la Tunisie. Le 13 octobre au soir, les généraux espagnols et italiens réunis en conseil à la Casbah, se prononcent majoritairement pour l'occupation du pays à demeure. Par la suite le prince s'en expliquera, alléguant pour sa justification que l'ordre de Philippe II prévoyant une évacuation immédiate sera arrivé trop tard, prétendûment même sur le chemin de retour [66, p.972]. De toute façon, laissant dans la place une importante garnison, le 24 il quitte Tunis. Sur sa route Juan s'empare encore de Porto Farina et de Bizerte (25 octobre) et le 12 novembre il rentre triomphalement à Naples. En ces circonstances Philippe II ne peut qu'approuver la décision de son demi-frère, plus exactement en prendre acte. "Pour autant que don Juan, en gardant la Tunisie, plaçait son frère devant le fait accompli, ce dernier préféra momentanément ne pas annuler la décision prise, et lui donna son accord", écrit F.Braudel. Il est vrai qu'il ne l'accorde que pour une année et ceci, "à la condition que le pays conquis nourrisse l'armée d'occupation" [66, p.974]. Par contre, le souverain refuse catégoriquement de couronner Juan roi de Tunisie, au lieu de quoi il le nomme pour gouverner en son nom à Milan ce qui, toujours selon Braudel, "est ressenti comme une disgrâce" par le prince [66, p.975].

Quant au poste de gouverneur de la Tunisie et chef désigné des troupes d'occupation espagnoles, il revient au général milanais comte Gabrio Serbelloni, cousin germain de Gian Giacomo de Medici. Il garde sous ses ordres un contingent de 8 000 hommes, Espagnols et Italiens pour moitié. C'est la garnison de la nouvelle forteresse qui vient d'être construite "à moins d'une portée de mousquet" [119, p.135] des murs de Tunis et que les Arabes

appellent Al-Bastioun. Dans les textes espagnols Nova Arx, c'est une cité militaire autonome qui possède ses entrepôts, ses minoteries, son église et même sa pharmacie, et, comme l'observe P.Sébag, qui est à considérer comme la première implantation européenne en Tunisie [119, p.18]. La forteresse de La Goulette conserve de son côté une entière autonomie sous le commandement de don Pedro Puerto Carrera. Du point de vue militaire, rien ne la relie plus au système défensif de Tunis. Certes, il y a encore le château Saint-Jacques construit en 1540 sur la petite île de Chikli dans la lagune tunisienne, et qui peut toujours servir de liaison entre les deux places fortes.

D'emblée Serbelloni doit gérer un écheveau de problèmes les uns plus ardues que les autres. Il lui faut, simultanément, assurer l'approvisionnement de son armée, et obtenir de la population un comportement loyal. Or les Tunisiens sont restés fidèles aux Ottomans, ils n'expriment pas le moindre désir de passer à l'autorité espagnole. Prendre Tunis n'avait pas été difficile, mais la garder à présent c'est une tout autre affaire. Le nonce du pape y va de son conseil: "Il convient, dit-il, de se gagner les bonnes dispositions des autochtones, élaborer avec assez de soin la forme dans laquelle ils seront administrés pour qu'ils puissent apprécier le pouvoir du roi d'Espagne" (cité d'après [66, p.974]). Mais aussi, comment le faire lorsque, comme l'observe F.Braudel, "rien ne permettait de dire que tout le pays, avec ses masses nomades et sédentaires, accepterait la conquête chrétienne" [66, p.975].

Le comte Serbelloni n'a personne en Tunisie sur qui prendre appui. Déjà au conseil de guerre du 13 octobre, don Juan d'Autriche n'a pas voulu des services de Moulay Hamid qui pourtant, après avoir perdu son trône, s'est empressé de demander l'aide de l'Espagne en échange de son active collaboration. Moulay Hamid est l'unique représentant de la dynastie en droit d'attendre ne serait-ce qu'un soutien partiel de la garde et des ayans tunisiens. Il entend conserver par devers lui une part non négligable du pouvoir réel et du Trésor. Le conseil militaire est d'avis que le sultan détrôné

en demande beaucoup trop, l'accord ne se fait pas. Et on ne doit pas oublier que les prétentions aux trône de Hamid, ne fût-ce que sous la suzeraineté de l'Espagne, se heurtent aux projets personnels de Juan, qui espère s'approprier lui-même la couronne tunisienne. Le 26 juin 1573, soit trois grands mois avant le début de son expédition, le prince écrit déjà à Philippe II: "L'opinion circule ici qu'il faut entreprendre la conquête de Tunis, mais ne point remettre la ville au roi Moulay Hamid" (cité d'après [66, p.969]). Bref, Moulay Hamid est une figure inutile, Juan d'Autriche le fait exiler à Palerme.

C'est ainsi Moulay Mohammed, le vieil homme de paille des Espagnols et ancien sultan de La Goulette qui accède au trône des Hafsidés. A la différence de son frère, ce Moulay-là n'aspire à rien qui puisse inquiéter Juan. Après avoir résidé pendant des années à La Goulette, il s'est réfugié en Italie pour fuir les intrigues du frère et vient seulement de regagner son pays à bord de la flotte espagnole. Le 14 octobre, Mohammed est nommé "Infant et gouverneur des Maures" [119, pp.139, 156-157], autrement dit, chef de la communauté musulmane et de l'administration "autochtone", à considérer le statut de la Tunisie du moment comme une espèce de protectorat espagnol. Aux yeux des musulmans, cet "Infant" a tout l'allure, nominalement du moins, d'un sultan: il prélève l'impôt, reçoit les prestations de serment, tente de créer des forces armées. D'abord réintégré à la Casbah, il s'installe ensuite à Al-Bastioun où, dans l'entourage des chrétiens, ils se sentent beaucoup plus en sécurité qu'au palais califien.

Ce qu'on demande avant tout à Moulay Mohammed c'est de gouverner les maures. Conformément à la politique de Serbelloni, il lui faut pour commencer regagner la confiance de ses sujets, les détacher des Turcs et faire la démonstration à leurs yeux des "avantages" du pouvoir espagnol. Sitôt que don Juan est reparti pour l'Autriche, les habitants de Tunis sont autorisés à rentrer chez eux. B.Ruffino en parle ainsi: "Ces gens étaient bien traités et ceux qui le désiraient pouvaient revenir en ville où ils s'installaient

pour vivre dans les maisons proches de la Grande mosquée, vu que le tiers de la ville leur était laissé en quartier réservé” [119, p.153]. Le reste de l’habitat leur est restitué après la construction d’Al-Bastioun. Un coup d’arrêt est donné aux pillages. Gabrio Serbelloni, note encore Ruffino, veut que chrétiens et maures cohabitent en paix et nouent les meilleurs rapports [119, p.160]. Pour éviter d’éventuels incidents, les militaires se voient interdire de pénétrer seuls ou sans nécessité absolue dans les quartiers musulmans, de rançonner les réfugiés et les commerçants. Plus encore, les représentants de l’autorité sont prévenus d’avoir à traiter avec les musulmans “en termes civils” [119, p.161].

Mais c’est sans compter avec le climat proturc qui prévaut comme précédemment en Tunisie et qui fait échouer cette politique d’apaisement. Un fossé infranchissable sépare toujours les deux communautés. Espagnols et Italiens n’aiment pas les Tunisiens, ils les traitent de haut, ne voient en eux “qu’espions et traîtres”. Une opinion bien ancrée prétend que les soldats de Moulay Mohammed ont tiré en l’air lors des récents combats [119, p.160]. Au moindre soupçon un Tunisien peut être mis aux arrêts, le tout-venant comme le haut dignitaire de l’entourage de l’“Infant”.

Les Turcs ont des oreilles partout. Politiquement parlant, on peut dire que leur présence est permanente sur l’ensemble des terres occupées. Les gens qui prennent position pour le sultan et les Espagnols sont désignés comme des traîtres [119, p.19], assassinés et dépouillés de leurs biens. Les avant-postes de Haïdar-pacha ne sont qu’à 40 milles de Tunis [63, p.31]. Ils servent de point de départ aux attaques des gazis contre les secteurs sous contrôle espagnol. B.Ruffino précise encore qu’on observe “des raids incessants et lassants des Turcs qui s’approchaient quotidiennement de Tunis pour semer la zizanie entre les chrétiens et les maures” [119, p.157].

Moulay Mohammed est dans l’incapacité totale d’y remédier. Le 31 janvier 1574, il entre en campagne avec pour objectif d’annihiler la base ottomane de Nabeul. Ses troupes comprennent 8 000 cavaliers et fantassins

maures, environ 300 Espagnols dont la moitié des mousquetaires. Une bataille à lieu le 5 février à Hammamet (65 km au sud de Tunis) à l'issue de laquelle le sultan est sévèrement étrillé. Les musulmans, au nombre de 2,5 - 3,5 mille hommes (1 500 Turcs et 2 000 Tunisiens), mettent l'armée de l'"Infant" en déroute. Ses Bédouins, et même les cavaliers espagnols fuient le champ de bataille "sans une seule fois regarder en arrière" [119, p.159]. A Tunis la situation se dégrade définitivement. Les arrestations consécutives à la défaite de Hammamet font dangereusement monter la tension. La crise éclate le 18 février, quand un incident de rue comme tant d'autres dégénère spontanément en un soulèvement général, ce qu'on a appelé "la révolte du sac" et qui est entré dans l'histoire de la Tunisie sous le terme peu explicite de "chara-chara"²⁵. Tout commence quand une patrouille espagnole interpelle en place d'Al-Bazza un musulman dont le comportement ne lui paraît pas catholique. Conformément aux instructions, l'officier prie "civilement" le porteur du sac de lui en montrer le contenu car il soupçonne qu'il y a là des armes, interdites aux maures. Refus d'obtempérer. De fil en aiguille, une rixe éclate à laquelle se mêlent immédiatement les chrétiens et les musulmans qui assistent à la scène. En un clin d'œil le bénin pugilat d'Al-Bazza se transforme en une mêlée générale. Les désordres gagnent tout le faubourg de Bab Souïka, autant dire la moitié nord de la capitale. D'après les estimations de Ruffino, au moins 30 000 musulmans se joignent à la révolte. Armés de pierre, de cimenterres, de quelques armes à feu, ils mettent à sac les demeures chrétiennes et tentent ensuite de s'attaquer à Al-Bastioun. Serbelloni doit faire intervenir la troupe régulière, à la tombée du soir la "révolte du sac" est enfin matée. Selon les chrétiens, il y aura eu entre 800 et 1 000 morts (cf. [63, p.32; 119, p.162]). Les soldats fous de rage ont saccagé le faubourg séditieux, tuant impitoyablement "femmes, enfants et toute personne leur tombant sous la main" [119, p.162].

²⁵ Sur ses possibles significations, voir [119, p.163]

Au printemps 1574, la situation des Espagnols a encore empiré. Le grand vizir et le kapudan-pacha ont enfin pu convaincre le sultan qu'en riposte à l'expédition de don Juan d'Autriche, il faut entreprendre quelque chose de grandiose à l'Ouest [82, t.6, p.437]. Il est d'abord question de s'emparer de la Tunisie et ensuite, si l'affaire aboutit, de transporter les opérations militaires sur le territoire espagnol [73, t.1, p.120]. En février 1574, les instructions correspondantes sont descendues à Alger [84, p.17] et très certainement à Tripoli et à Kairouan, résidence provisoire du Beylerbey de Tunisie.

Ce printemps-là les préparatifs militaires se poursuivent dans tout le Maghreb. Sous le signe du Djihad se forment des unités expéditionnaires, des détachements de volontaires. Le commandement est assuré par le beylerbey de Tunisie Haïdar-pacha et celui de Tripoli Mustafa-pacha, ainsi que par le calife du beylerbey algérien Arab Ahmed-pacha. Au mois de juin 1574, Gabrio Serbelloni apprend que leurs troupes commencent à se concentrer aux approches de Tunis. Les premières arrivées sont les unités tripolitaines (près de 4 000 hommes) et les goums de Djerba et de Kairouan (6 000 hommes), suivis peu après des milices de Constantine, de Biskra et d'Annaba (2 000 hommes). Au mois de juillet les rejoignent par la mer les contingents algériens (probablement 3 000 hommes) et les milices de Tlemcen et même de Fès, la capitale du Maroc du Nord qui, officiellement, ne fait pas partie de l'empire ottoman. Les mudjahids marocains sont conduits par l'émir Abd al-Malik, frère et successeur du sultan saadi Moulay Mohammed. "Une multitude de Maures et d'Arabes se sont joints à eux", précise par la suite Serbelloni dans une correspondance, venus de Tunis, de Bizerte et de leurs abords [119, p.780]. Mais surtout, Selim II envoie en Tunisie son corps expéditionnaire de 40 000 hommes dont il confie le commandement au seraskir Sinan-pacha, le conquérant du Yémen. Cette armée compte 7 000 janissaires, 7 000 sipahis, 10 000 bachibouzouks syriens et une quantité de volontaires fournis par d'autres

provinces de la Porte. Pour tout dire, et comme l'écrit Ruffino, on voit converger en Tunisie "la fleur des nations du Levant, du Midi et du Ponant" [119, p.181]²⁶.

La flotte qui achemine cette armée est constituée de 320 navires dont 230 galères d'attaque, Euldj Ali en a pris le commandement. Ces vaisseaux arborant pavillon rouge font naître dans la tête du poète turc Roumouzi l'association avec "une roseraie" [75, p.52] – c'est dire la splendeur de la toute nouvelle flotte de la Sublime Porte. Le 15 mai 1574, le corps expéditionnaire monté à son bord, elle lève les voiles et s'engage dans le Bosphore.

En Tunisie pendant ce temps Haïdar-pacha pousse son offensive. Déjà au mois de mai les Espagnols ont dû évacuer Bizerte. Les Turcs s'emparent maintenant de Porto Farina, de Carthage et approchent à courtes marches de Tunis. Le 9 juillet, ils n'en sont plus qu'à 12 milles. Le 11, Moulay Mohammed est informé que les troupes de Haïdar-pacha fortes de 10 000 hommes ne sont plus qu'à quatre milles des remparts de la capitale. "Au matin, on pouvait nettement distinguer les tentes turques", commente Ruffino [119, p.171].

Moulay Mohammed tente alors de repousser l'adversaire. Sur l'ordre des Espagnols, il rassemble ses Bédouins et ses milices citadines, 3 000 hommes qu'il fait aussitôt avancer au-devant des Turcs. La bataille qui s'engage dure toute la journée. Les armes tonnent sans interruption, la fumée de la poudre bouche la vue, les attaques fusent les unes après les autres. "Mais on n'aperçoit pas un seul tué ou blessé, dans un camp comme dans l'autre", remarque Ruffino [119, p.172]. A l'approche du soir les Bédouins lassés de feindre la bataille, vident la place avec une célérité surprenante. Peu après les milices en font autant. "Chemin faisant, sans se poser de problème, ils marchaient aux côtés des Turcs, comme de bons vieux amis" [119, p.173].

²⁶ Le Ponant est ici la partie du monde méditerranéen qui a façade sur l'Atlantique et se trouve donc à l'Ouest par rapport à l'Italie

Le cas des Espagnols est infiniment plus grave. Le 12 juillet les Turcs pénètrent dans Tunis, les combats de rues s'allument aussitôt. Fenêtres et toits, on tire sur les Espagnols de tous les côtés à la fois et là, les balles font mouche. Subissant de lourdes pertes, le 16 les Espagnols doivent évacuer les quartiers musulmans [119. p.180].

Ce même jour Sinan Pacha débarque ses troupes non loin de Carthage. La nouvelle qui s'en répand comme traînée de poudre suscite en Tunisie une vague d'hystérie ottomanophile sans précédent. On assure que les Turcs ont été convoqués par Sidi Mahrez en personne, le saint patron de Tunis apparu en songe à Selim II [59, p.10]. On colporte par-dessus le marché des histoires de miracles et de présages célestes. Les Espagnols sont particulièrement impressionnés par celle qui rapporte qu'à Carthage, à l'endroit où on a creusé un puits très profond pour n'en tirer qu'une gorgée d'eau saumâtre, il a suffi aux Turcs de gratter la surface pour faire jaillir une puissante nappe d'eau pure et fraîche. Bartholomée Ruffino, le procureur militaire diplômé de Droit des universités de Padoue et de Turin dont nous citons abondamment le témoignage, constate: "Pareille réussite annonçait notre perte certaine, elle montrait que Dieu est contre nous" [119, pp.64, 176].

Les musulmans, à l'inverse, y voient un signe d'évidente assistance du Ciel. Ils sont convaincus que la main de Dieu les conduit à la victoire. Les oulems accueillent les troupes turques en procession, ils bénissent leurs armes. Les paysans accourus en foule leur apportent boissons et vivres. Jusqu'aux Bédouins qu'on voit venir leur offrir fruits et autres victuailles. Ils mettent à la disposition des Turcs leurs chameaux et leurs chevaux, "pour amener les fascines nécessaires à la construction des tranchées" [119, p.175].

Le 13 juillet débute le siège de La Goulette, et sitôt après celui d'Al-Bastioun dans Tunis. Les Turcs creusent des galeries de mine, jettent des passages en travers des fossés, défoncent les remparts à coups de gros calibres, repoussent les sorties des assiégés et les canardent de feux d'artifice,

autrement dit de bombes incendiaires. Les Espagnols subissent de gros dommages du fait des pierres dont les Turcs les arrosent au moyen de balistes – ni les Espagnols ni les Italiens n’en connaissent l’usage et un ingénieur est même tué alors qu’il tente d’actionner un des ces engins pris à l’ennemi.

Curieusement, l’apparition de la marine ottomane a pris l’Espagne de court. Soit qu’on n’ait pas voulu prêter foi aux informations fournies par le renseignement, soit que les espions aient été trompés par la manœuvre pourtant transparente d’Euldj Ali, lequel a commencé par faire monter son escadre en mer Noire pour repasser ensuite les détroits nuitamment et tous feux éteints. Quoi qu’il en soit la guerre bat son plein à Tunis au moment où à Naples et à Madrid on apprend seulement ce qui arrive. Le 20 juillet don Juan d’Autriche émerge enfin de l’espèce de léthargie en laquelle il se trouve depuis sa disgrâce. Le 17 août il est à Naples. Il lui faut attendre le 23 septembre pour voir arriver de Madrid l’autorisation de mobiliser la marine espagnole et d’en prendre le commandement [66, pp.977-978].

Trois mois pendant lesquels la garnison de Tunis (8 000 hommes) et celle de La Goulette (7 000 hommes) ne peuvent compter que sur elles-mêmes. Par-dessus le marché, se trouvant coupées l’une de l’autre, elle ne peuvent s’entraider mutuellement. Un vent de défaite souffle sur le commandement espagnol. Les officiers s’accablent de reproches et d’accusations. On murmure à propos de Puerto Carrera qu’“il ne défend pas mais rend” La Goulette [66, p.977]. Cervantes pense que si la forteresse tombe, ce n’est certes pas par la faute de ses défenseurs qui font tout ce qu’il peuvent et ce que le devoir leur commande de faire. “Et quel bastion pourrait tenir sans recevoir d’aide de nulle part, quand l’assiège un ennemi nombreux et acharné, et qui plus est, qui se bat sur son sol?” [35, t.1, p.445].

Les Turcs font le possible et l’impossible pour faire tomber La Goulette dans les délais les plus serrés. Sinan Pacha ne s’arrête devant aucun sacrifice. Ses janissaires et ses miliciens maghrébins sont tués ou mutilés par milliers. Le

26 juillet périt sous les murs de la citadelle le beylerbey de Tripoli Ouest Mustafa Pacha. Le 23 août 1574, après un dernier assaut particulièrement intense qui ne se relâche pas de 48 heures, les Turcs brisent enfin la résistance des assiégés. Pas un des défenseurs de La Goulette n'a la vie sauve. Sur l'ordre du seraskir, "pour venger l'âme des musulmans tombés l'année précédente" [69, t.3, p.16], tous les captifs sont exécutés, y compris les hommes soignés dans les lazarets. Les Turcs s'emparent de 200 pièces d'artillerie et de plus de 30 drapeaux [82, t.6, p.438]. Pour ôter aux vaincus tout espoir de jamais revenir sur les lieux, Sinan Pacha fait sauter la forteresse. Les décombres en sont démantelés pierre par pierre, jusqu'au fondement. La superbe création de Giacomo Paleazzo n'est plus qu'un souvenir. "Pas un débris, pas une trace, pas une indication", commente la chronique de Husein Hodja. "Que le bruit des vents du sud et du nord, et le triste hululement de la chouette pour troubler ces lieux autrefois animés" (cité d'après [119, p.207, note 192]).

La Goulette abattue, vient le tour d'Al-Bastioun. Le 27 août, Euldj Ali et Sinan Pacha ont déjà pris position devant les remparts de Nova arx et lancé personnellement les préparatifs de la nouvelle bataille. Les Espagnols repoussent une multitude d'attaques dont trois assauts généraux. Mais leur situation est bientôt intenable, la fin approche inexorablement. B.Ruffino qui se trouve parmi les assiégés, écrit: "Le ciel s'assombrit sous l'avalanche de pierres et s'enflamma sous la nuée des feux d'artifices" [119, p.228]. Rien ne peut plus arrêter les assaillants, ils lancent dans les tranchées ennemies des planches transformées en brûlots, ils vident sur les défenseurs, quasiment à bout portant, leurs mousquets et leurs traits. Des milliers d'Espagnols et d'Italiens succombent, tués sur le coup ou brûlés vifs. Le spectacle des traits fichés en terre la fait "ressembler à l'échine d'un porc-épic". Le 13 septembre 1574, après un dernier coup de mine magistral, les tours d'Al-Bastioun s'effondrent enfin. A travers les flammes et la fumée les Turcs montent à l'assaut, le quatrième et ultime. Peu après la mi-journée, ils sont maîtres de la

place. Les défenseurs ont presque tous péri; les blessés sont morts carbonisés à l'hôpital. Les Turcs ne font quartier qu'à un millier d'hommes, dont 300 ouvriers du bâtiment. Un dernier carré de 200 hidalgos qui ne dépose pas les armes et tente de gagner Saint-Jacques à la nage, n'est pas plus heureux: ceux qui ne se noient pas seront massacrés après la capitulation du château.

D'après les sources ottomanes et tunisiennes, la prise de La Goulette et de Tunis coûte aux musulmans 10 000 morts ²⁷ [73, t.1, p.120; 119, p.226]. En dépit de cette épouvantable saignée la prise de Tunis suscite une explosion de joie dans tout le monde musulman. Le grand vizir Mehmet Sokollu ne cache pas sa satisfaction: "Vous nous avez coupé la barbe à Lépante, nous vous avons tranché la main à Tunis. La barbe repoussera, la main - jamais" [79, p.117], déclare-t-il à l'ambassadeur de Venise.

A Istanbul, dans d'autres villes de l'empire, le Polonais Strykowski rapporte avoir entendu comment les rhapsodes et les mendiants, dans la rue et au bazar, au caravansérail et à l'hostellerie, célébraient en turc et en serbe l'armée du sultan victorieuse, et chantaient en s'accompagnant de la cithare des éloges éraillés "aux faits d'armes des janissaires à Tunis et à La Goulette" [21, t.1, p.127].

Avec la chute de Tunis l'Espagne perd définitivement l'Afrique du Nord. Le 3 octobre 1574 don Juan d'Autriche n'a certes réuni que la moitié de sa flotte mais durant une quinzaine de jours encore il ne pourra se faire à l'idée que tout est perdu. Or la rapidité avec laquelle les places fortes espagnoles tombent les unes après les autres, constate F.Braudel, ne fait qu'alourdir sa tâche toujours plus [66, p.977]. Répéter dans ces conditions l'expédition de 1573 n'a plus de sens, et le prince finit par le comprendre. Le 16 octobre, ce n'est pas en direction de l'Afrique qu'il appareille, mais pour Madrid où il entend s'expliquer avec Philippe [66, p.979].

²⁷ Pour les Espagnols ce chiffre est beaucoup plus important et varie selon eux de 20 000 morts (B.Ruffino) à 25 000 (M. de Cervantes) et même 33 000 (G. de Torres)

La prise de Tunis, en somme, achève le partage de la Méditerranée occidentale. Les forces des deux camps sont épuisées, d'entente tacite elles renoncent à poursuivre la lutte. "Ruiné par une nouvelle faillite (1575), paralysé par les soulèvements aux Pays-Bas et les désordres en Italie, alarmé par les agissements secrets des Anglais et des Français, Philippe II renonça à prendre sa revanche en Afrique et fut forcé d'accepter un armistice avec le sultan (1581)" (Ch.-H.Julien [14, p.324]). Il n'en va guère mieux pour la Porte, entraînée dans une succession de conflits meurtriers en Iran, en Europe centrale et dans les Balkans (1578-1606). Pour ajouter aux difficultés, l'Etat protégé de Dieu s'enfonce dans une période de crises sociales et financières sans précédent, qui placent l'empire à deux doigts de la catastrophe. Le potentiel offensif turc est totalement paralysé. Et puis, ainsi que l'observe Halil Inaldjik, la Nuit de la Saint-Barthélémy en France (1572), l'échec des Moriscos espagnols et des rebelles flamands, l'union, enfin, du Portugal et de l'Espagne en 1580, tout ceci affaiblit singulièrement les positions turques en Europe. Il faut renoncer au grand projet qui consiste à "libérer" l'Espagne et à abattre le Saint-Siège. Dans ces conditions, les quelques tentatives faites pour reprendre les hostilités en Méditerranée occidentale, émanant surtout de l'Ordre de Malte et des beylerbeys maghrébins, ne dépassent pas le cadre du conflit local, abstraction faite de l'affrontement sur les mers. Pratiquement, la guerre est dans une impasse. L'équilibre des forces qui s'est établi entre le Levant et le Ponant après Lépante, ne permet à aucun des deux camps en présence d'espérer obtenir un avantage décisif, et de ce fait même, ne pousse ni l'un ni l'autre à chercher à modifier le statu quo stratégique et militaire.

Au plan du développement intérieur, la prise de Tunis parachève l'ottomanisation du pays. La suite interminable de guerres et de rébellions qui se succèdent de 1526 à 1574 se solde par l'effondrement définitif des instituts sociaux et politiques de l'époque hafside. Le pouvoir passe aux beylerbeys ottomans qui s'appuient sur le clergé musulman et les chefs gazis d'Afrique

du Nord. La position dominante revient désormais à l'élite cosmopolite ottomane, au premier rang de laquelle émergent les Andalous et les mewlud-roumis (renégats d'origine européenne). Les Moriscos sont particulièrement nombreux, selon l'expression de T.Bachrouch, ils constituent en Tunisie "une petite Espagne en exil" [59, p.208]. A égalité avec les musulmans italiens, ces Corsou, Napolitano et Genovese à n'en pas finir, ils accaparent les postes de commande de l'administration centrale, de l'armée et de la marine, ils monopolisent les fonctions de sandjakbey et de caïd. "L'élément autochtone fut littéralement balayé de tous les postes procurant autorité", observe M.Bouali [64, p.168].

Un régime autoritaire règne désormais sur le pays. Fondé sur la Cheria et la terreur, il est imposé sans faiblesse ni pitié. A l'instar du modèle algérien, il y a un petit et un grand divan, un foyer janissaire formée de volontaires venus d'Istanbul et des troupes supplétives locales. Pas de système des timars. Tous les ictas, sahmas et les habous (wakfs) illicites sont supprimés. Les terres arables et la majorité des biens immobiliers passent à la propriété de l'Etat. Les impôts et autres redevances sont rigoureusement réglementés. Plusieurs chercheurs tunisiens pensent à l'appui d'un passage du Kitab al-Munis d'Ibn Abi-Dinar qu'avant de quitter Tunis, Sinan Pacha aura pris le temps de publier les nouveaux kanoun-name [59, p.55; 54, p.33]. Il est possible que ces textes fussent inspirés du Code dit "autochtone" de Ramdan-bey (vraisemblablement de 1570), mais les renseignements manquent de même à son sujet, à l'exception d'une unique mention dans la chronique d'al-Wazir as-Sarradja [59, p.55]. Quoi qu'il en soit et ainsi que le montrent les documents ottomans dont a pu disposer E.Hess, le gouvernement tel qu'il est pratiqué en Tunisie ne se distingue en rien de ce qu'on a dans les autres provinces arabes.

Le beylerbey et le cadî suprême de Tunisie sont tenus de faire régner la justice, d'entretenir les routes, les ponts, les caravansérails, de bâtir des mosquées et des écoles, de couper court aux abus de toute sorte, tout

particulièrement de ceux dont pourraient être victimes les raïas [85, p.156]. Les paysans reçoivent l'usage successoral de la terre qui appartient à l'Etat [85, p.160]. Comme dans les autres eyalets arabes, on dresse les cadastres et établit les defTERS. Un texte daté du 18 octobre 1576 enjoint au beylerbey de Tunisie de terminer le takhrir (recensement des terres) de son eyalet dans les délais prescrits [85, p.245, note 12].

En gros, la population coopère loyalement avec la nouvelle autorité, tout au moins dans les premières années. Les quelques difficultés auxquelles les Turcs se heurtent, concernent pour l'essentiel les steppes du centre et du sud. Ils reçoivent ici un accueil mitigé, souvent hostile de la part des tribus bédouines qui restent la principale base sociale alimentant les interventions antiturques des années 1575-1592.

L'opposition, comme précédemment, est conduite par ce qui reste des marabouts Chabbia et de l'émigration liée aux HafsideS. Le dernier représentant de la dynastie Moulay Mohammed vit en exil à Istanbul où il bénéficie d'"une pension honorable" du gouvernement turc. La plupart des autres émirs et princesses hafsideS trouvent asile en Sicile. Plusieurs se convertissent au catholicisme et se fixent définitivement en Italie, c'est le cas par exemple de Donna Maria et de Charles (Ahmed) d'Autriche, fille et fils de l'avant-dernier sultan hafside Moulay Ahmed, qui s'installent à Naples [59, pp.130-132]. Quant au sultan, il réside à Termini près de Palerme et passe le plus clair de son temps à intriguer contre Juan d'Autriche; il meurt en août 1575, emporté par une épidémie de peste. Sa dépouille mortelle rapatriée à Tunis y est exposée pendant trois jours au cimetière du Jellaz, afin que chacun puisse se convaincre que le sultan n'est plus [119, p.152; 59, p.130]. La plupart des émirs hafsideS renoncent alors à la vie politique. Seuls deux, trois continuent de rêver d'une revanche et d'espérer récupérer le pouvoir avec l'aide des amis espagnols et bédouins.

Ceux-là se tiennent au courant de la situation au pays, y possèdent leurs agents et même leurs informateurs stipendiés. A la moindre manifestation de mécontentement populaire, comme lors du soulèvement de Tunis en 1577 (il fait 25 morts parmi les Turcs [64, p.180]), ils croient percevoir un retour de fortune et conspirent de plus belle. En avril 1581, par exemple, Moulay Ahmed, un des prétendants directs au trône hafside, obtient des autorités espagnoles l'autorisation de regagner l'Afrique. Il débarque sur les côtes de la Syrte et organise un soulèvement que le romantique Ch.Monchicourt caractérise comme la tentative de "restauration hafside de 1581-1592". Moulay Ahmed anéantit quelques unités turques, occupe quelque temps Kairouan et, à l'appui des marabouts Chabbia, établit son contrôle sur les terres de steppes qui vont du haut Tell à el-Djerid. Cependant il ne réussit pas à obtenir l'adhésion de la population des villes et des ruraux. Et "sans appuis extérieurs et sans unité intérieure, la tentative tourna court", constate T.Bachrouch [59, p.132]. En 1582, Moulay Ahmed doit se retirer dans le Sud. Avec ses six ou huit mille Bédouins, il va harceler quelque temps encore les garnisons ottomanes stationnées dans la région. En 1592 les Turcs parviendront enfin à le capturer, événement fêté trois jours durant en la capitale Tunis [cf. [64, pp.180-181]; 59, pp.130-132]). Mais les désordre qui peuvent se manifester dans les steppes ne semblent guère inquiéter les gouverneurs ottomans. Ceux-là se sentent en Tunisie comme chez eux, ils matent les séditieux Bédouins avec les moyens dont ils disposent sur place, sans en appeler à l'aide de la Sublime Porte. De toute façon, les beylerbeys de Tunisie pensent que trois ou quatre mille janissaires ajoutés aux formations militaires locales suffisent amplement au maintien au pays de la Pax ottomanica.

M.A.Sorokina. La dentelle russe

En ouvrant notre album, vous allez découvrir la surprenante beauté de la dentelle russe, avec son dessin d'un exceptionnel raffinement, son ornement aérien, son harmonieux amalgame de travail serré et à jour. Une impressionnante présentation des meilleurs échantillons de dentellerie allant du XVIIIe au XXe siècle, heureusement complétée par la création des maîtres modernes, qui se signale par la diversité des façons, la séduction et l'élégance du parti.

I.Y.Bogouslavskaïa. Souvenir russe

Un album d'art consacré à la matriochka russe, cette poupée-gigogne si spécifiquement représentative de l'art populaire national. Dès longtemps la

matriochka connaît la faveur jamais démentie des amateurs et collectionneurs d'objets d'art, en Russie et à l'étranger. Les truculents personnages qu'elle incarne par tradition constituent une amusante galerie de caractères allant de la plantureuse et joufflue mère de famille, de la moinerie, de l'inévitable tzigane et des coquettes en rouge sarafan, aux preux de la légende et aux personnages historiques et littéraires. Une évocation originale de la Russie profonde, changeante et inépuisable qui offre au monde son merveilleux souvenir – la gaie, la somptueuse matriochka.

M.V.Plotnikova. L'argent russe. Nielle du Nord

Une luxueuse présentation d'un artisanat unique en son genre, apparu au XVIIIe siècle dans les terres septentrionales de la Russie, en la ville de Véliki Oustioug. La Nielle du Nord est à la fois une bijouterie traditionnelle très spécifique, et la marque commerciale largement connue en Russie et à l'étranger de la fabrique qui produit des couverts de table, des articles de joaillerie, des écrins en argent travaillé à nielle et or. L'harmonieux mariage de la dorure scintillante et de l'argent mat, le beau dessin au trait, la nielle de qualité font valoir l'esthétique précieuse du métal, communiquent à chacun des objets noblesse et singularité. Notre album rassemble les meilleurs échantillons des plus prestigieuses collections publiques et privées de Russie.

Conclusion

Question: comment comprendre un phénomène comme la conquête ottomane? Comment les pays arabes, cette partie naguère la plus évoluée du monde méditerranéen, patrie de l'islam et d'une brillante culture ayant déterminé pendant des siècles le progrès de la civilisation humaine, ont-ils pu se trouver mis à l'écart du mouvement général de l'histoire moderne, ont-ils pu disparaître en tant qu'unité géopolitique autonome? Indiscutablement, des facteurs comme la décadence économique, l'érosion écologique et démographique qui ont amenuisé le poids spécifique des pays arabes au sein de la communauté mondiale, ont joué un grand rôle. De même est-il certain que les contradictions internes, la stagnation intellectuelle et l'immobilisme social les ont gravement affaiblis face à la pression du monde extérieur en expansion. Et pourtant ces pays représentaient au début du XVI^e siècle une région encore assez riche et développée, jouaient un rôle remarquable dans la politique planétaire, dans le commerce international et les échanges culturels. Ils disposaient de ressources humaines et matérielles encore assez considérables, d'un artisanat et d'une production agricole suffisamment évolués, ce qui est vrai, entre autre, de la production de blé, considérée à l'époque comme le facteur majeur de la bonne santé économique et politique d'un pays. Le blé était, comme F.Braudel se plaît à le souligner, le levier de commande et un moyen de pression politique [66, p.457]; sans blé il n'était pas de réelle liberté d'action. Il y avait "autour du blé plus de secret et d'espionnage qu'autour de l'Inquisition", écrivait un contemporain [66, p.456]. Au XVI^e siècle, les pays arabes disposaient encore de quantités suffisantes de ce produit stratégique par excellence, davantage en tout cas que n'en disposait n'importe quel pays d'Europe occidentale. En 1500-1550 l'Égypte (plus exactement Saïd) livrait à elle seule à l'État 600 000 *ardebbes* (720 000 quintaux) de blé par an [51, t.5, p.409; 66, p.461], alors qu'au même moment la Sicile, le plus gros producteur de céréales d'Europe, n'en donnait que 520 000 quintaux

aux meilleures années (1532) [66, p.453]. Et il est à noter que le blé arabe était moins cher et donc plus accessible que celui de l'Europe occidentale. Par exemple, en Algérie (autour de 1574) il coûtait de 4 à 5 fois moins cher qu'en Espagne. A l'exception des années de mauvaise récolte, il y en avait assez pour fournir l'armée et des villes aussi importantes que Le Caire (430 000 hab. en 1550) et Tunis (180 000 hab. en 1535), et bien entendu Istanbul (400 000 hab. en 1520-1530), capitale de l'empire satisfaite en priorité.

Nous reposons donc la question: comment des pays relativement encore aussi riches et évolués, réunissant une population de 19,5 millions d'âmes ²⁸ (Maroc non compris, 5 millions d'habitants au XVIe siècle), ont-il pu tomber sous la tutelle de la Porte? Comment les sultans ottomans qui semblaient avoir assez à faire d'une constellation de pays habités par 12,5 millions d'âmes (chiffre valable pour 1520-1535, sans les provinces arabes et danubiennes, cf. [61, p.231]), ethniquement bariolés, religieusement non homogènes, comment ont-ils pu, en l'espace de quelques cinq années, étendre leur autorité à une si vaste région, qui par le territoire, par la population et par la civilisation surpassait largement les conquérants? Puisque aussi bien le sort du monde arabe, de facto, était réglé en 1516-1520, quand les Turcs anéantirent l'empire des Mamelouks et acquirent dans les autres pays de la région des positions si solides que l'ottomanisation consécutive ne fut plus qu'une question de temps. Et qu'elle dépendit moins des pays arabes mêmes que de l'action contrariante de tiers pays – Espagne, Portugal et Iran séfévide auquel les Turcs durent livrer une guerre aussi longue qu'acharnée.

²⁸ Chiffre calculé pour une estimation par pays de:

Algérie et Tunisie	3,5 millions
Tripolitaine	0,5
Egypte	4,5
Yémen et Hadramaout	1,0
Arabie du Nord	2,2
Syrie	2,8
Irak	5,0

On a beaucoup parlé de la puissance militaire des Turcs. Au commencement du XVIII^e siècle, on se souvenait encore en Europe de la force des armes ottomanes, auxquelles rien ne résistait. “On peut affirmer hardiment”, écrivait en 1743 M. de Joncquières, le traducteur français de Demetrius Cantimir, “que depuis Rome l’univers n’a pas connu de puissance égalant l’Empire ottoman” [69, t.1, p.VI]. La question se pose: les Ottomans étaient-ils si forts que cela? Pouvaient-ils vraiment abattre n’importe quel adversaire? Certes, à la charnière des XV^e et XVI^e siècles les Turcs hissèrent leur armée au niveau des meilleures du temps. Ils possédaient une puissante marine, une artillerie de qualité, une intendance et un renseignement parfaitement organisés. Mais leur supériorité sur les armées rivales était loin d’être sans lacunes. Si au XVI^e siècle les janissaires pouvaient encore rivaliser avec l’infanterie portugaise et espagnole alors sans égale en Europe, la cavalerie sipahi en revanche laissait beaucoup à désirer. Ni Selim 1^{er} ni Süleyman le Magnifique ne parvinrent à l’amener au niveau de la cavalerie mamelouke, par exemple, moins encore à celui des meilleures cavaleries européennes. Unique point où la supériorité des Turcs était indiscutable – l’artillerie. Tout le monde s’accorde là-dessus, ils possédaient les meilleurs canons du monde: techniquement les plus évolués, d’une grande diversité de calibres et d’usage, depuis les pièces lourdes pour le siège jusqu’aux fauconneaux et autres canons légers qu’on peut installer sur des chars attelés ou dotés d’une voile.

Ce matériel de guerre à la pointe du progrès, de paire avec une discipline de fer et une excellente organisation, valut aux Turcs maintes de leurs victoires. En Europe ou en Orient, partout s’imposa le mythe de leur invincibilité. C’est un fait que les armées turques terrorisaient littéralement leurs adversaires, au point que souvent ceux-ci étaient prêts à admettre leur défaite dès avant que ne s’engageât la bataille. Dans une proclamation adressée en 1570 “aux soldats chrétiens”, l’Illustrissime Seigneurie de Venise

reconnaissait que, “en entendant parler de leurs faits d’armes passés, en apprenant que ces Turcs avaient soumis tant de provinces et tant de royaumes... ils (les soldats chrétiens. – *N.I.*) se mettent à trembler et sont gagnés par la peur” (cité d’après [119, p.179, note 179]). Pourtant, quelque crainte que n’inspirât l’armée ottomane, quelle que fût sa force apparente, les graves revers qu’elle collectionna régulièrement à côté de ses remarquables victoires prouvent que les Turcs, en ce XVI^e siècle, ne détenaient pas la suprématie militaire absolue. Ni les Mamelouks, en tout cas, ni les Espagnols, ni les conquistadors portugais ne firent devant eux figure de victimes expiatoires, ainsi que les Indiens d’Amérique face à Cortés ou Pizzaro. Il faut donc chercher ailleurs.

L’histoire de la conquête des pays arabes met en lumière un point évident: l’absence complète de conviction et de volonté de vaincre chez les armées des gouvernants arabes, leur refus systématique de se battre contre les Turcs. Dans chacun des pays qui nous intéressent, dans chacune de leurs villes, dans chacun de leurs villages se cachait une trahison. Il y avait dans la troupe et dans la population des groupes considérables qui passaient avec leurs armes dans le camp des Turcs, qui leur livraient les plans de leur commandement, leur ouvraient les portes des villes et des forteresses. Il est donc évident que les peuples des pays arabes ne voulaient pas faire la guerre aux Turcs. En un mot, ils souhaitaient être conquis.

Qu’est-ce à dire? Selon toute apparence, que la conquête se fit sous la bannière de la “libération” des opprimés et des miséreux. Pour citer M.Bouali, les arabes furent conquis “par un paquet de slogans reposant sur le bourrage de crâne politico-religieux” [64, p.168]. Des slogans qui avaient la faculté positivement magique de gagner l’adhésion de la masse plébéenne-paysanne de la population, plus particulièrement des vrais producteurs de biens de la ville et de la campagne. Ils étaient au fondement de l’illusion ottomanophile et reflétaient la doctrine socio-économique et politique de la Sublime Porte, avec

sa relecture spécifiquement paysanne des grands principes de l'islam, son idée d'égalité et de fraternité universelles, de justice et d'harmonie sociale, du travail considéré comme l'unique source admise pour satisfaire aux besoins matériels de l'homme, avec sa condamnation de la richesse et du luxe, son invite à vivre en modestie et frugalité, sans exploiter le prochain. De par son caractère, cette doctrine visait à rénover la société et à la transformer; elle était par essence utopique, si on sous-entend par là, ainsi que l'écrivait L. Batkine, "la conscience orientée à la négation et à la transformation de l'ordre social existant, et typique des groupes sociaux écrasés et dépendants" [5, p.223].

La doctrine socialo-utopique des Ottomans n'était pas un enseignement purement scolastique; elle figurait à la base d'une pratique des plus concrètes. Ses sources remontaient à un passé lointain, à ces époques révolues où la paysannerie et les miséreux des villes d'Anatolie, stimulés par les mots d'ordre des mouvements *akhi* et *ghazi*, se révoltèrent contre le joug féodal. A la frontière des XIIe-XIIIe siècles, l'époque où l'ismaélisme fit naufrage en tant que doctrine mondiale, les idéaux socialo-théocratiques de la libre communauté *ghazi* et des confréries *akhi* se débarrassèrent des adjonctions religieuses du shiisme et sous l'influence du mouvement derviche, prirent une forme parfaitement compatible avec l'enseignement sunnite orthodoxal. Une influence décisive sur la formation définitive de la doctrine socialo-utopique ottomane, héritière des idéaux *akhi* et *ghazi*, fut exercée par l'enseignement du grand mystique et théosophe andalou Mouhi al-Din Ibn al-Arabi (1164-1240) et de ses adeptes anatoliens. Un rôle spécial revient ici à Djalal al-Din Rumi (1207-1273), le maître spirituel du jeune Osman 1er (1281-1326), lequel, pour la première fois, unit sous sa direction les mouvances *ghazi* et *akhi*.

Après que la nouvelle ligne se fût imposée et l'Etat ottoman peu à peu institutionnalisé, les vieux idéaux *akhi* et *ghazi* accédèrent au rang d'idéologie officielle, devinrent comme une espèce de mythe social, pour peu qu'on

l'entende comme un type de pensée sociale. A l'époque de la Renaissance, cette doctrine socialo-utopique de l'ottomanisme se revendiqua à l'antipode du "latinisme", comme l' "authentique" enseignement du prophète Mohammed et l'actif antidote de la *djahiliya* (société honnie de Dieu) prônée par les héritiers de l'Antiquité et de l'Hellénisme, ceux que l'Islam combattit à son heure tout en acquérant à la faveur de ce combat diffusion et développement. Peu après la prise de Constantinople (1453), Mehmet II donna l'ordre d'anéantir les bases philosophico-religieuses de la doctrine officielle et d'entamer la "rédaction" ottomane rénovée de la *Cheria*. Ceci trouva un reflet direct dans l'ouvrage de l'important théologien Mehmed ibn Fira-murza, ou Mullah Husraw - le "Dourar al-hukkam" (Perles des Gouverneurs, 1470) et surtout, dans l'ouvrage fondamental d'Ibrahim al-Haleb "Multaka al-abhour" (Confluence des mers, 1517). Dans un plan plus pratique, la nouvelle interprétation de la *Cheria* fut fixée par la "législation" de Bayazid II (1481-1512) et de Süleyman le Magnifique (1520-1566), de même que dans les travaux de son célèbre cheykh ul-islam Abi-s-Suud efendi, inamovible à son poste de 1544 à 1574 ²⁹.

Dans ses grandes lignes, l'idéal socialo-théocratique ottoman remontait à l'enseignement d'Ibn al-Arabi, à ses vues panthéistes, à sa tolérance religieuse et à son idéalisation démesurée du modeste travailleur opprimé et malheureux. Les adeptes arabes et ottomans d'Ibn al-Arabi, et notamment les membres des ordres derviches Mevlevi et Bektachi bénéficiaient d'une influence sans partage auprès des milieux dirigeants turcs. Le bruit courait même que les sultans, en particulier Mehmet II, Selim 1er, Süleyman le Magnifique, faisaient partie de ces confréries religieuses [9, pp.31, 34]. Leur

²⁹ Nous croyons que H.Inalcik est assez fondé d'estimer que "le livre des lois ottoman". ainsi qu'il nomme le code des principes et normes qui règlent les rapports socio-économiques de l'Etat ottoman, se forma "autour de 1500", ou plus exactement "entre 1492 et 1501", mais que ses racines remontaient à l'époque antérieure. "Je pense qu'il ne sera pas exagéré de dire qu'il existait un unique Livre des lois ottoman, qui se développa durant toute l'histoire des Ottomans", écrit-il [93, p.125]

politique s'adressait à tous ceux qui partageaient leurs vues sociales, indépendamment de l'appartenance religieuse et ethnique. Aux XVe-XVIe siècles, les Ottomans se distinguaient par une tolérance surprenante sur la question religieuse. Dans leur esprit, la vérité venait avant la foi, la religion ne jouait aucun rôle dans la connaissance de la vraie nature de la divinité et l'instauration de rapports justes entre les hommes. "Je suis un non-chrétien, un non-juif et un non-musulman", déclarait Djâlal al-Din Rûmi, adepte d'Ibn al-Arabi, poète, soufi et fondateur de l'ordre Mevlevi. Sa parole s'adressait à tout un chacun, fût-il "giaour ou païen" [9, pp.28, 32, 38], petites gens ou membres des grandes familles. Au niveau de la masse populaire, et ceci était surtout vrai des Bektachis, les idées des soufis "avaient perdu leur abstraction philosophique et pris une forme proche et claire pour la paysannerie", écrit A.Gordlevski [9, p.33]. A ce niveau, l'utopie ottomane devint une force active dans la lutte pour la transformation de la société, pour l'avènement des principes bien connus "de la loi, de la voie, du savoir et de la vérité" (*cheria, tarikat, maarifat, hakikat*).

Et ce fut bien cet appel à changer la société, ce sont l'istimalet et les idéaux sociaux de l'utopie ottomane qui ont conquis les pays arabes. Ce sont eux qui frayèrent la route aux armes ottomanes et firent miroiter aux yeux des Arabes la perspective illusoire de l'instauration par leur truchement du royaume de Dieu sur terre.

Une fois incorporés à l'empire ottoman, les Arabes n'eurent pas le sentiment d'être devenus des peuples opprimés et dépouillés de leurs droits. Jusqu'à la deuxième moitié du XIXe siècle, ils ne ressentiront pas la conquête ottomane comme la mainmise de l'étranger. Un des plus importants idéologues du nationalisme arabe moderne, l'historien syrien Sati al-Husri observe que les Arabes considéraient le pouvoir des sultans ottomans comme la prolongation directe du califat islamique, et qu'ils n'avaient pas du tout le sentiment d'être un peuple conquis et soumis à une puissance étrangère [52,

pp.36, 82-83]. “Les Ottomans n’ont pas conquis les terres arabes sur les Arabes”, renchérit Zeine N.Zeine, autre auteur du cru. Ils faisaient la guerre aux Mamelouks, aux Espagnols, aux Perses, ils ne l’ont pas faite aux Arabes. “Il est fort possible, écrit-il, que jusqu’au règne d’Abdul Hamid (1876-1909. – *N.I.*) les Arabes aient souffert moins de l’excès d’administration turque que de son trop peu!”. Selon cet auteur, les Turcs ont toujours été dans les pays arabes des “étrangers” qui arrivaient puis repartaient et jusqu’en 1908, c’est-à-dire jusqu’à l’accession au pouvoir des Jeunes-Turcs, qui ne tentaient rien dans le sens d’une assimilation ou d’une turquisation des Arabes [128, pp.9, 10, 17].

Une fois passés sous l’autorité de la Porte, les Arabes, c’est un fait, n’éprouvaient rien qui ressemblât à de l’oppression nationale. On n’observait rien qui autoriserait à parler de l’enclenchement d’un processus de “turquisation” des pays arabes, d’oppression de la langue et de la culture nationales, de l’implantation par la force de coutumes et de traditions étrangères aux autochtones.

En premier lieu, il n’existait pas dans l’empire ottoman, aux XVe-XVIe siècles, de nationalité dominante. En cette “époque post-byzantine”, comme la définit le Roumain N.Jorga, la société et l’Etat ottomans revêtaient un caractère cosmopolite. On n’y voyait pas émerger d’ethnie qui eût détenu de quelconques avantages. En tant que communauté ethnique, les Turcs étaient une minorité, ils ne se distinguaient en rien des autres ethnies de l’empire, sinon par un niveau de civilisation notoirement inférieur. La langue turque ne s’était pas encore constituée comme moyen de communication nationale [13, p.51]. Elle était même discriminée, et ainsi que le fondateur de l’Etat national turc Mustafa Kemal Atatürk le soulignera à plusieurs reprises, même méprisée dans les milieux dirigeants. A la cour du sultan, on cultivait une “langue ottomane” particulière (*osmanlydja*). “Son écriture était à base de graphisme arabe, son lexique – essentiellement arabe et persan, et sa syntaxe, sans doute à prévalence turque, incluait cependant nombre d’éléments des grammaires

persane et arabe”, écrit D.Eréméev [13, p.153]. C’était une langue incompréhensible aux Turcs natifs, au peuple turc, mais qui jouait les premiers rôles à la cour du padishah. Sa connaissance était considérée comme l’indispensable attribut de l’appartenance aux classes privilégiées, et plus généralement, aux couches cultivées de la société. Au second rang, comme le note l’auteur italien du XVIe siècle Paolo Giovio, venait la langue arabe, celle du texte sacré, de la science et du droit. En troisième position venait le slave, la langue couramment parlée à la cour et chez les janissaires. En quatrième, enfin – le grec, dont usait la majorité des habitants d’Istanbul et des autres vieilles cités byzantines [21, pp.126-127].

L’élite dirigeante ottomane, l’armée et l’administration étaient remarquablement hétérogènes et cosmopolites. L’un des premiers cadis d’Istanbul était un Français; la plupart des vizirs et autres dignitaires de la Porte étaient par leur origine des Grecs, des Slaves ou des Albanais. Sur les dix grands vizirs du règne de Süleyman le Magnifique, il y en eut huit que nous appellerions aujourd’hui des néoturcs, c’est-à-dire des Slaves convertis à l’Islam [13, pp.147-148]. L’ossature de l’armée “turque” était formée de musulmans slavophones; les mêmes constituaient une majorité à la cour et au gouvernement. A.Krymski estimait même possible de parler de l’empire ottoman aux XVe-XVIIe siècles comme d’ “un Etat slave mais à religion musulmane” [21, p.125]. De toute façon, aux armées et dans l’administration les Turcs de naissance se perdaient dans la multitude des musulmans d’origine non-turque, étrangers convertis compris. En Algérie, par exemple, les capitaines de la marine de guerre, en 1588, étaient aux deux-tiers des *mewlud rumi*, c’est-à-dire des renégats originaires d’Europe occidentale. Outre les Italiens, il y avait parmi les équipages des Irlandais, des Ecossais, des Danois, des Hongrois, des Slaves, des Ethiopiens et même des Amérindiens (cf. [108, pp.74-75]).

En second lieu, ce cosmopolitisme généralisé se traduisait au niveau de la société et de l'Etat ottomans par l'émergence au premier plan d'un robuste nihilisme nationalitaire. "L'indifférence de la société turque pour les questions nationalitaires, observe A.Gordlevski, était monstrueuse. Pour les efendis de la ville, tout imprégnés de l'atmosphère délétère de la Byzance déclinante, les mots "türk" ou "Turc" étaient synonymes de l'être grossier et inculte - du "péquenot". 'Et pourquoi est-ce que les Européens nous appellent des Turcs?' - était la question perplexe que Mouradja d'Osson s'entendait poser au XVIIIe siècle" [9, p.78]. L'unité de la société ottomane en tant que système cohérent était alimentée par l'Islam exclusivement, et se basait sur sa polarité fondamentale vis-à-vis le modèle socio-économique de l'Europe de la Renaissance.

En troisième lieu, les Arabes ne pouvaient se sentir victimes de l'oppression nationale pour la simple raison que leur langue, leurs traditions et leur héritage historique faisaient l'objet de la vénération générale. Le culte de la langue arabe, langue du Coran et des révélations divines, s'épanouissait dans toutes les provinces de l'empire. On la révérait, on en goûtait la musique avec la pieuse ferveur des paladins. Dans cette langue étaient tracé sur la coque le nom des navires, gravées sur les armes personnelles ou commémoratives les citations de circonstance. Devises, mots d'ordre et autres inscriptions honorifiques portés sur les drapeaux régimentaires ottomans l'étaient seulement en arabe. C'était la langue de la prière et des récitations coraniques. Le déroulement de la jurisprudence musulmane était tout simplement impossible en dehors d'une parfaite connaissance de l'arabe. Aussi bien, était-elle enseignée dans tous les medersas de l'empire ottoman. "Les Arabes, écrit Zeine N.Zeine, tiraient fierté de ce que leur langue, le patrimoine le plus chéri et aimé après l'Islam, restait la langue spirituelle des Turcs" [128, p.11]. On l'écrivait et la parlait bien au-delà des eyalets purement arabes. A Edirne et à Istanbul, les gens étaient souvent mieux avertis des

finesses de la langue littéraire arabe, mieux et plus complètement que dans certaines provinces arabes. Aux XVIe-XVIIIe siècles, déclare G.A.R.Gibb, il existait “quantité d’œuvres arabes en prose, en prose rythmée et en vers écrites par des Turcs ” [8, p.111].

Dans les eyalets arabes, le gouvernement s’efforçait de respecter la coutume et la langue nationale. Par exemple, le Kanoun-name Misr prévoyait que la jurisprudence devait se faire en Egypte dans les deux langues. Le nazir-i emwalu, notamment (l’administrateur chargé des biens de l’Etat), était tenu de former deux secrétariats: l’un arabe, l’autre turc (*rumi*), ayant à rédiger les circulaires, instructions et autres documents officiels chacun dans sa langue [73, t.2, p.256]. Dans tout l’empire ottoman, les medersas du Caire et de La Mecque jouissaient d’une autorité ne prêtant pas à discussion. De concert avec les universités théologiques de Damas, Alep et Tripoli, elles formèrent des quantités d’ulems, cadis et muftis. Recevant ensuite une affectation dans les diverses provinces de l’empire, ces religieux y jouaient un rôle notable, assez considérable (Zeine N.Zeine [128, p.11]).

Au total, les pays arabes occupèrent une place tout à fait importante dans la vie de l’Etat protégé de Dieu. A la fin du XVIe siècle ils regroupaient 14 des 34 eyalets de l’empire [38, p.92] et près de 60 % de sa population, laquelle n’imaginait pas vivre en dehors de la *Cheria* et de l’héritage islamique. Par voie de conséquence, le rattachement successif des pays arabes à l’empire ottoman en renforça le caractère musulman, communiqua à sa vie sociale et étatique des traits purements califiens. Plus encore, comme les Arabes ne connaissaient ni le serbe ni le grec, leur intégration à la vie socio-politique de l’empire, aussi paradoxal que ceci paraisse, approfondit le caractère turc de l’empire, en majorant le rôle de la langue ottomane en tant que véhicule de la communication à l’intérieur.

Le rôle et l’importance du facteur arabe indiquent que la conquête turque des pays arabes fut à caractère non pas national, mais social. Le mieux

serait de se la représenter comme un bouleversement social, une espèce de mouvement de rébellion qui aboutit, non seulement au changement de pouvoir, mais encore à des mutations radicales dans l'ensemble du mode d'existence antérieur. Elle fut exécutée avec le concours de l'intervention extérieure, mais possédait une large base sociale à l'intérieur, et s'appuyait sur des couches de population arabe majeures.

Le retournement social dont s'accompagna la conquête ottomane s'exprima avant tout en une restructuration radicale des rapports agraires.

Premièrement, les Turcs supprimèrent *l'icta* et les autres formes de propriété féodale de la terre, telles qu'elles s'étaient développées dans les pays arabes depuis l'époque des Almohades et des Ayyoubides.

De même que sur le territoire de l'ancienne Byzance, toutes les terres agricoles revinrent à l'Etat qui les rétrocéda aux paysans en usage successoral. Les formes et modalités de communautérisation du sol reproduisaient assez exactement ce qui avait été mis au point par Mehmet II en 1475 et consistait en la vérification avec invalidation consécutive des documents attestant le droit de disposition privée (*icta*, *wakf*, *risk* etc.).

Deuxièmement, les Turcs abrogèrent toutes les redevances féodales qui frappaient les paysans au bénéfice des fonctionnaires ou des détenteurs privés. Fut supprimé tout ce qui, pour citer H.Inalcik, "limitait le contrôle d'Etat sur les terres et les paysans" [88, p.34]. A l'instar des anciennes provinces byzantines, cela se fit sous forme de commutation des redevances féodales en la modique taxe en espèces du *tchift resmi* (impôt sur les biens domestiques) que l'on préleva en sus de la dîme [88, p.35]. Dans une foule de kanoun-name les Turcs énumérèrent tout ce qu'il était permis de prélever sur les paysans, et interdirent rigoureusement toute autre ponction. De la sorte furent annulées toutes les redevances et taxes "illicites" qui suscitaient plus particulièrement le mécontentement paysan, à savoir: la taxe au protecteur, les "présents" aux

hôtes et aux voyageurs, le droit d'hébergement, toute sorte de corvées, de capitations en espèces et en nature.

Des mesures analogues concernèrent les villes. Comme le montre l'exemple de l'Égypte, les Turcs procédèrent à la communautérisation de l'habitat et des locaux utilitaires se trouvant, dans leur esprit, en propriété "illicite" des personnes privées. Simultanément, ils prirent des mesures sévères de contrôle et de réglementation d'Etat, fondées sur les normes socio-économiques et morales de la *Cheria* (pour plus de détail, voir [17, pp.44-45]).

La conquête turque eut pour effet de faire disparaître la classe féodale qui domina la société arabe médiévale. Ses représentants, en la personne des Mamelouks, des abides yéménites, des cheykhs almohades, des émirs bédouins et autres seigneurs locaux, sans oublier, bien entendu, les membres des familles régnantes, furent écartés du pouvoir, réprimés ou exilés. Ils furent poursuivis en tous lieux et punis comme usurpateurs, faux musulmans et véritables renégats ayant oubliés la vraie foi, comme les valets des "ennemis d'Allah" qui s'aplatissaient devant "les latins", le pape et le "pharaon" espagnol. Les familles féodales furent entièrement expropriées. Leurs palais, leurs jardins et leurs demeures, leurs trésors, tout ceci fut confisqué et pillé. Leurs droits *d'icta*, de *sakhm*, de *wakf* furent résiliés.

Les *ayanes*, ces représentants de la couche aisée du patriciat urbain eurent à pâtir non moins sérieusement. Ils perdirent leur situation privilégiée, furent privés de l'influence passée et d'une partie notable de leurs biens. Dans leur majorité ces gens perdirent leur précédente opulence et durent chercher à s'adapter à la nouvelle autorité.

Leur mécontentement était largement partagé par les marchands, que les Turcs considéraient comme un corps social étranger. L'administration ottomane négligea leurs intérêts, les traita comme autant de méprisables mercantis et traficants. Les nouvelles réglementation et contrôle d'Etat

rognèrent substantiellement les ailes à l'accumulation et au développement du capital marchand. La plupart des commerçants s'appauvrirent et virent leurs affaires stagner. Abd al-Wahhab ach-Chaarani (1493-1565) constatait que "Les commerçants sont désœuvrés des trois journées et plus d'affilée, et trouvent difficilement à nourrir leur famille et eux-mêmes; accablés d'innombrables traites en remboursement du baillage du local commercial et de redevances au profit des fonctionnaires, dans la plupart des cas ils vivent sur leurs fonds" [43, p.8].

Au nombre des grands perdants, tout au moins dans les premières décennies de la conquête, figuraient encore les tribus bédouines. Les Turcs leurs retirèrent les vieux privilèges féodaux, leurs supprimèrent l'*icta*, le *sakhm* et les droits du protecteur. Les Bédouins furent bien obligés de se soumettre aux nouvelles lois, de respecter l'ordre et la discipline d'Etat des Ottomans. Les cas de désobéissance, et plus encore de brigandage et de pillage furent châtiés durement. Les chroniques abondent en exemples d'exécutions atroces (coupables écorchés vifs, sciés en long, empalés etc.) réservées aux chefs des tribus insubordonnées. La plupart des nomades se résignèrent à faire amende honorable à la nouvelle autorité. Beaucoup de tribus se mirent au service de la Porte et se contentèrent désormais des subsides d'Etat et des maigres avantages qui leur furent laissés par le gouvernement. Au XVI^e siècle, le prestige de la libre existence des nomades chuta à la verticale. Cette période fut caractérisée par la tendance à se sédentariser, ce qu'Omer Lutfi Barkan montre en toute clarté à l'exemple de l'Anatolie [voir [61, pp.29-30)].

Dans tous les pays arabes, l'arrivée des Turcs fut saluée par le clergé sunnite et les couches les plus pauvres de la société. La population aimait la politique qui était appliquée par les autorités ottomanes, leur souci affiché des besoins des petites gens. Effectivement, les Turcs n'oubliaient pas leur rôle de "défenseurs" du petit peuple. Ils punissaient ses oppresseurs, répétaient à toute occasion qu'ils protègent les veuves, les pauvres et les malheureux. Ils

relogeaient les démunis dans les maisons confisquées, ils leur distribuaient le pain, le sel, parfois la viande et d'autres vivres. L'homme qui travaille était monté en épingle, comme le porteur des plus hautes vertus, celui que Dieu et les Ottomans préféraient. "Abd al-Wahhab s'est toujours montré disposé à l'égard de la classe ouvrière, des artisans et des cultivateurs", écrit A.Schmidt à propos de ce soufi égyptien que les beylerbeys ottomans saluaient avec respect. "Il ne se lasse pas dans tous ses écrits de glorifier leurs vertus et de faire l'éloge de leur obéissance et de leur humilité, de leur amour du travail et de la soumission avec laquelle ils supportaient en ces temps difficiles leur existence sans joie" [43, p.209].

Tout ce que l'administration ottomane apportait avec elle était accordé aux espérances et aux désirs profonds des couches socialement déshéritées de la population. En substance, les Turcs ne faisaient qu'exprimer sous la forme d'une politique d'Etat la protestation de ces couches opprimées de la société du temps de la Renaissance et de la Contre-Réforme. On constate avec curiosité que bien des utopistes italiens du XVIe siècle, de ceux surtout que la chercheuse soviétique L. Cicolini range parmi les porte-paroles de la philosophie "des petits propriétaires et des producteurs directs de la ville et de la campagne" [41, p.39], réclamaient dans leurs projections des mesures identiques à celles que les Turcs pratiquèrent très concrètement, en Egypte et dans les autres pays arabes. Fabio Albergati et Ludovico Zuccolo, par exemple, prênaient l'instauration de la propriété de l'Etat sur la terre, avec interdiction de vente, d'achat et de donation. Ils "se prononçaient pour la suppression des privilèges de caste" [40, p.15]. Leur compagnon d'idées Ludovico Agostini reprenait quasi textuellement les préceptes de la *Cheria* dans sa justification de la propriété, produit du seul travail. Selon lui, ne pouvait être juste que la propriété "des choses que l'homme a acquises par son labeur" [41, p.35]; à titre de comparaison, voir [29, p.9]. L.Agostini et F.Albergati voulaient supprimer l'usure, ils condamnaient violemment le lucre et la richesse cumulée. Le

premier souhaitait étendre la propriété de l'Etat à l'habitat, placer le commerce sous contrôle, le subordonner "à des règles strictes" et le confier à la tutelle de "surveillants sociaux" [41, p.36], autrement dit, aux *moukhtasibs*, tout simplement. De son côté L.Zuccolo, comme n'importe quel mullah, entendait limiter la consommation du vin, interdire les jeux de cartes, d'échecs et d'osselets. Dans sa Cité idéale les jeunes gens ne devaient pas "s'adonner aux distractions grossières et à la luxure, ni regarder des spectacles pernicioeux". Quant aux femmes, à l'instar des musulmanes "elles se manifestaient en public dans une mante fermée, le visage caché" (cité d'après [40, pp.27, 35, 60-61]).

Il ne faut donc pas s'étonner qu'en Europe les utopistes italiens du XVIe siècle et du début du XVIIe, ainsi que les anabaptistes et autres expressions des hérésies populaires de la Renaissance et de la Contre-Réforme socialement proches d'eux, tout particulièrement les antitrinitaires, eussent été réputés partisans des Turcs. Les antitrinitaires rejetèrent jusqu'au dogme de la Trinité, en faveur d'un Dieu unitaire. Leur chef idéologique et inspirateur Michel Servet (1505-1553) était considéré couramment comme "l'ami des mahométans et des juifs". E.Boudrine écrit que dans son enseignement, "les gens qui croyaient fermement aux voies de la Providence divine" voyaient "l'antichambre de la diffusion en Occident de la suprématie turque" [7, p.167].

Et en effet, les antitrinitaires et les utopistes, et plus généralement tout le mouvement antiféodal du XVIe siècle, s'orientaient presque à découvert sur les Turcs. Ce qui ne se bornait nullement à l'alliance purement politique, résultat inévitable de la lutte contre un adversaire commun. Ce siècle eut en effet pour phénomène caractéristique le puissant attrait que les populations européennes éprouvèrent pour l'Islam. "Les chrétiens s'étant frottés aux pays islamiques, étaient soudainement pris du vertige de reniement", constate F.Braudel [66, p.598]. Pendant tout le XVIe siècle et le début du XVIIe, "ils passaient en rangs serrés du Christianisme à l'Islam" [66, p.597]. Même en 1596, alors que "le charme de Mehmet" a sérieusement terni, on voyait

toujours appareiller de la Sicile des “trois-mâts bondés de candidats renégats”, lit-on dans un rapport officiel. Selon un contemporain, ils se comptaient “par centaines de milliers”. “De Corse, de Sardaigne, de Sicile, de Calabre, de Gênes, de Venise, d’Espagne, de tous les confins du monde méditerranéen, les renégats venaient à l’Islam. En sens inverse – rien de semblable. Les conversions au Christianisme étaient peu nombreuses et jamais de grand aloi, même parmi les captifs” [66, p.598]. Peut-être était-ce là une des raisons pour lesquelles il n’y eut pas alors en Italie de révolte paysanne de quelque importance. L’émigration outre-mer lui tint lieu de “mise à la terre”, en canalisant son potentiel vers le conflit hispano-turc.

Les Turcs bénéficiaient d’une popularité tout particulière dans les campagnes. Entre le XVe siècle et le début du XVIIe, le gouvernement turc et ses représentants y étaient réputés défendre “la vérité” paysanne. Et c’est la pure vérité que par leur origine la majorité des hauts dignitaires de la Sublime Porte étaient des paysans, que leur action, subjectivement, se plaçait dans la ligne des intérêts des paysans et revendiquait leur soutien. Nous avons déjà relevé qu’il s’agissait là de la constante la plus évidente et suivie de la politique ottomane. A partir de là, l’appartenance religieuse et ethnique ne jouait plus aucun rôle. Dans l’un de ses ouvrages, D.Eréméev cite un passage de l’allocution du grand vizir aux funérailles de Mehmet II (1481). Exposant les circonstances qui selon lui avaient concouru à la rapide émergence de l’empire, le grand vizir déclara entre autre: “Avec sagesse et habileté ils (les sultans. – D.E.) firent moisson parmi toutes les tribus d’hommes condamnés à une existence malheureuse de manants, ne vénérant pas le Dieu unique que le Prophète nous a annoncé. Ils les firent pieux et heureux, ils les couvrirent de titres et de fonctions illustres. De ces gens-là je tire moi-même mon origine et une partie considérable de mes serviteurs tire la leur” [13, p.148].

On était bien d’accord là-dessus dans le camp opposé, pour qui les dignitaires de la Porte n’étaient que des rustres, de véritables manants et

grossiers campagnards. L'élite arabe les tenait notamment pour "des barbares", "des croquants" mal dégrossis, n'ayant pas idée de ce que sont civilité et culture. En Occident, on les considérait comme des paysans en rupture de ban, s'imaginant seigneurs. La noblesse espagnole et italienne, selon Emel Esin, voyait en le renégat ottoman "un bouseux plébéen qui défie le régime féodal de la société européenne" [75, p.48].

"Dans ce si vaste empire, il n'existe de quelconque préséance ou notoriété par le sang", écrivait l'ambassadeur de Venise à Istanbul A.Barbarigo (1555-1560). "Il n'y a chez eux (les capitaines et dignitaires de la Porte. - N.I.) ni ducs, ni marquis, ni comtes, et de par leur origine ils sont tous bergers, viles gens et roturiers", renchérissait un autre Vénitien en poste, L.Bernardo (cité d'après [104, pp.39, 42]).

Une fois au pouvoir, ces anciens ruraux réformèrent la vie de la société selon leur naturel et conformément à leurs idées. Et là, les intérêts du commerce et des marchands furent totalement ignorés. A la différence de la majorité des pays d'Europe occidentale qui, dans la période du capitalisme naissant (1500-1750), pratiquèrent le mercantilisme, politique ayant joué son rôle dans l'avènement du mode de production capitaliste, la Sublime Porte appliqua une politique située aux antipodes. Là où le mercantilisme avait intérêt à produire et exporter, à pratiquer l'expansion commerciale et à conquérir les marchés, là où il tendait à limiter au maximum les importations et à encourager de même les exportations, le régime ottoman procéda à l'inverse: il ouvrit son marché à un maximum de produits finis venus de l'extérieur. Les hommes d'Etat ottomans étaient persuadés que la prospérité du pays et la prospérité du peuple dépendaient de l'abondance des biens de grande consommation et de la modicité de leur prix sur le marché intérieur. En conséquence, la Sublime Porte encouragea autant que possible les importations et limita pareillement les exportations. Quand le marché intérieur commençait à ressentir une insuffisance en telle marchandise, son

exportation était tout simplement interdite. Et inversement, les autorités ne faisaient aucune difficulté à l'entrée au pays des marchandises étrangères quelles qu'elles fussent, et octroyaient aux marchands étrangers un éventail d'avantages et de privilèges, y compris le droit d'exterritorialité (le régime dit "de capitulation"). Ce faisant, les intérêts de la classe marchande autochtone étaient totalement ignorés. A la différence des tenants du mercantilisme, les autorités ottomanes n'attachaient à cette classe aucune sorte d'intérêts nationaux. "Quant à ces chacals de mercantis, comment voulez-vous toper avec eux?", écrivait en 1629 un des idéologues de l'ottomanisme Kutchibey Gemurdji [35a, p.137].

Le grand objet de l'attention et du souci de gouvernement ottoman ne fut donc, répétons le une fois de plus, ni le marchand, ni l'entrepreneur, mais le paysan et, plus généralement, la campagne. Le paysan et son labeur, de l'avis des Ottomans, étaient à la base de toute la vie sociale. Une exploitation paysanne prospère était considérée comme la principale source de la richesse de l'Etat. "Le *raïa* est le trésor du padishah, écrivait en 1640 le même Kutchibey. Si le *raïa* est en bonne condition et s'il ne fait pas l'objet de persécutions, le trésor du padishah est plein" [38a, p.245]. Voici qui faisait de l'empire ottoman un spécimen fort curieux de société à orientation agraire (et en dernier ressort, féodale) où la ville n'avait pas valeur d'élément générateur de l'économie nationale. L'empire représentait un univers sans rivages de communautés paysannes à valeur intrinsèque, vivant à l'ombre protectrice du gouverneur suprême. Leur unique obligation consistait à entretenir la machine militaire et administrative mise en place pour générer et perpétuer cet univers.

L'empire ottoman ignorait le servage, ignorait toute forme de dépendance des personnes ou d'aliénation des droits du paysan au profit d'une caste. Il n'existait aucune sorte de droits privés s'appliquant à la terre en friche, à la steppe ou à la forêt; nul ne pouvait interdire au paysan de pêcher, chasser, élever du bétail ou ramasser du combustible sous prétexte de

violation de tels droits et privilèges. Les obligations du paysan n'étaient pas considérables et se limitaient en gros au paiement de l'impôt. De l'avis de la majorité des historiens, ceux-ci étaient des plus modérés, en tout cas moins contraignants que par la suite [28, p.60]. L'*awariz* et le *tchift resmi* prélevés en sus de la dîme, représentaient au XVI^e siècle pas plus de 40-50 aspres (un ducas) par an. C'était le minimum du salaire à payer au maçon ou au menuisier pour quatre journées de travail. En moyenne, l'impôt représentait de 2 % (selon un calcul de A.Nouchi pour l'Algérie de l'Est) à 20 % (Syrie, Irak) du revenu paysan. Les autorités de l'eyalet étaient tenues de statuer en premier lieu, et très attentivement, sur les plaintes émanant de paysans. Presque tous les firmans des autorités locales, écrit H.Inalcik, se terminaient par cette sentence: "Si les *raïas* vous soumettent une plainte concernant les beys et d'autres gradés, ou encore les prévaricateurs, votre devoir est de forcer ceux-ci à cesser leurs agissements injustes; si vous n'êtes pas en état de couper court à leurs abus, vous devez en informer la Porte sur-le-champ. Si vous ne le faites pas, c'est vous qui serez punis" [93, p.134].

L'instauration de la loi et de l'ordre ottomans permit dans un premier temps de réanimer la campagne arabe. Le processus de dégradation et d'ensauvagement des régions agricoles fut partout stoppé. Plus encore, les premières décennies de domination ottomane se soldèrent par la renaissance de la vie rurale, l'essor de la production agricole et l'accroissement de la population paysanne. Considérant tout l'empire, au XVI^e siècle cette dernière s'accrut de 40 % (O.Barkan). De nouveaux villages apparurent, les anciens acquirent des foyers supplémentaires. Dans le sandjak de Damas, par exemple, le nombre des villages passa de 844 en 1521 à 1129 en 1569, et celui des foyers paysans - de 38 672 à 57 897. En Haute Mésopotamie, ce dernier chiffre passa de 70 691 en 1528 à 107 601 en 1548, soit en augmentation de 54 % [61, p.25]. On vit apparaître plusieurs nouvelles cultures agricoles, dont certaines furent introduites depuis le Nouveau monde. La plus importante de ces innovations

fut le maïs qui pénétra d'ailleurs en Europe sous le nom de "blé turc". D'Égypte et du Yémen sa diffusion se poursuivit ensuite vers les pays d'Afrique de l'Est. L'Herbier de Leiden possède des échantillons de maïs récolté dans la plaine de l'Euphrate en 1574, d'où on pense qu'il se sera propagé en Inde [78, p.75]. L'animation des campagnes s'accompagna d'une élévation du niveau de vie de la population rurale. Il laissait beaucoup à désirer mais satisfaisait en gros au niveau revendiqué. Et surtout, il était supérieur à ce qu'on avait dans bien des pays voisins. V.Lamanski, au terme d'une étude attentive des documents d'époque, écrit, en faisant le parallèle avec les Slaves des pays limitrophes: "La même chose (le droit complet d'être satisfaits) peut être dit à propos des Slaves turcs qui ignoraient le servage et vivaient, au XVIe siècle presque toujours et au XVIIe siècle très souvent, mieux et plus librement que les Slaves vénitiens de Dalmatie et plus encore que les Autrichiens de Hongrie et de Croatie" [23, p.12].

La rumeur colportée de la libre existence sous le pouvoir du sultan fascinait la paysannerie et générait dans son imaginaire les légendes faisant état de l'existence d'un royaume où les hommes étaient heureux. Ces rumeurs débordaient largement des frontières du monde méditerranéen, et pénétraient en Allemagne, en Pologne, en Russie moscovite. Chez les Russes l'attrait du Sud, l'attrait des terres lointaines où n'atteint pas l'autorité du tsar et des boyards existait de longue date. De la Volga, du Don, poussés par l'appel irrésistible, ils s'en allaient dans les possessions turques, Kouban et Danube Bleu, plus loin encore, "en Nadolie... sinon au royaume Syrien" [19, p.165]; bref, comme l'écrivait A.Gordlevski, "dans les libres terres du Croissant; là-bas, croyaient-ils, se trouvait la libre vérité pour laquelle ils acceptaient d'avoir à souffrir et même de mourir" [9, p.147]. Selon la tradition cosaque à demi effacée, Stépane Razine (1630-1671) aurait été jusqu'en Turquie, "tout à son rêve d'établir ici sa libre commune" [19, p.151]. Il en allait de même des cosaques Yaïks, continuait Gordlevski, en qui vivait pareillement "la nostalgie

irrépréhensible d'une Cité de Dieu sise quelque part par-delà la "Mer de verre", là où coulent les fleuves Tigre et Euphrate" [9, p.148]. Il est intéressant de relever que chez les cosaques Vieux-croyants, en particulier ceux de Nekrassov qui, au témoignage de V.Minorski, usaient jusqu'au début du XXe siècle du Livre du Nautonnier de 1550 [26, p.60], les réminiscences du "vieux turcot" suscitaient régulièrement, selon l'expression de V.Korolenko, "l'attendrissement général". "Qu'est-ce à dire? interroge l'écrivain. – Le simple souvenir du "bon vieux temps", ou "le turcot" avait vraiment pour lui quelque chose justifiant qu'on lui pardonnât toute les imperfections de son pays?" [19, p.161].

Ce mythe de "la vérité paysanne" joua un rôle fatal dans l'histoire des pays arabes. Non seulement, il fraya la voie aux armes ottomanes, mais encore il les asservit, au plan politique et socio-culturel. Sous sa bannière, les Turcs imposèrent aux Arabes une nouvelle conception de l'existence et de l'homme. Ils introduisirent de nouvelles normes juridiques et morales, un nouveau style de vie et les principes de comportement correspondants. En un mot, une fois satisfaits les instincts de classe proprement dits, ce mythe orienta dans une direction fallacieuse la lutte libératrice des travailleurs, plus exactement, il la conduisit à l'impasse. L'idéal socialo-théocratique de la Sublime Porte était tourné vers le passé, par sa nature même il était anti-humaniste. Ainsi que la pensée utopique dans son ensemble, il s'opposait au monde de la Renaissance et de la Contre-Réforme. "La différence (entre l'utopie et la Renaissance. – *N.I.*) s'est manifestée surtout dans l'esprit permanent de réglementation, de rigidité, de non-liberté, de renfermement sur soi-même, de mécanisation de la pensée utopique contrairement à l'organicisme de la Renaissance, ainsi que dans le fait que l'utopie se préoccupait d'un Etat heureux, non pas d'un individu heureux", observait L.Batkine [5, p.230].

Dans la société ottomane, l'équilibre social s'obtenait au prix du renoncement aux aspirations individuelles, par subordination de l'homme à

l'idée théocratique du bonheur universel. L'utopie ottomane fournit l'idée achevée d'une certaine société, idée garantie par la *Cheria* dans sa nouvelle rédaction. Elle exclut par principe toute "civilisation du doute", sans quoi on ne peut se représenter l'Europe moderne. La société ottomane était régie par un déterminisme poussé en ses extrêmes. Le tristement célèbre mot d'ordre de l' "Idjtihad kapy kapandy" (les portes de l'idjtihad sont fermées) révoquait la possibilité même du libre développement de la pensée. Il mettait hors la loi le développement individuel, toute initiative individuelle appliquée à la révision des bases socio-politiques et religieuses de la société.

A l'instar de toute théocratie, l'empire ottoman avait pour trait caractéristique une fonctionnalisation extrême de l'individu. Dans l'exercice de la charge à eux assignée, les administrateurs de l'Etat protégé de Dieu craignaient par-dessus tout de manifester leur individualité. Derrière le masque de la fameuse "sérénité ottomane", ils cachaient avec soin leurs vraies sympathies et antipathies. En aucun cas les fonctionnaires ottomans ne professaient d'opinion ou d'idées personnelles. La politique au sens élevé du terme, les instituts étatiques et sociaux étaient totalement dépersonnalisés et n'obéissaient plus à des volontés distinctes. A côté de la rigidité du système et de quelques autres facteurs du même ordre, ceci enrayait l'action du "mécanisme d'autodéveloppement" bien connu et prédéterminait la stabilité exceptionnelle des rapports établis.

Surtout, les paysans se trouvèrent être les premières victimes de la machine créée pour leur "bonheur". Dans les années 1580, ils eurent à supporter tout le poids de la crise structurelle qui allait s'emparer de la société ottomane à la charnière du XVIe et du XVIIe siècles. Presque partout on passa au système de l'iltizam, soit le rachat privé des domaines de l'empire. En lieu et place des terres communautaires on vit apparaître sous son enseigne de vastes domaines féodaux (tchiftlik) de type prédateur avoué. La situation des paysans se dégrada aussitôt. Dans de nombreuses régions, l'oppression militaro-

bureaucratique (impôts, prélèvements et rançonnement au bénéfice des autorités) fut aggravée de la cabale féodalo-usurière des *multazims*. Non seulement objectivement, mais subjectivement aussi les paysans eurent conscience d'être une classe opprimée. A la charnière des deux siècles s'écroula ainsi le mythe de l'idylle paysanne sous l'autorité charismatique de la maison Osmanli.

Les troubles qui s'emparèrent dans cette période de l'Etat protégé de Dieu traduisirent la déception croissante de la masse populaire. Les gens étaient profondément insatisfaits, ils n'apercevaient d'autre perspective que les mirages chaque jour plus évanescents de la vieille utopie ottomane. Ils ne possédaient ni mots d'ordre ni idéaux qui eussent pu servir d'alternative adéquate aux précédentes illusions ottomanophiles. En suite de quoi la protestation paysanne prit souvent la forme d'un banditisme romantique, incarné par des justiciers populaires solitaires. Dans le meilleur cas, ils confluèrent avec des mouvements politiques de plus ample envergure, qui brandissaient le drapeau de la renaissance de la coutume. Au total, la chose aboutit à l'essor sans précédent des violences, brigandages et soulèvements locaux de masse, tout ce qui à la charnière des XVIe-XVIIe siècles va déferler sur tout le territoire de l'empire ottoman. Selon la belle expression de Fernand Braudel, ils s'agissait là d' "une révolution inaccomplie" qui signifia la fin de l'époque héroïque des grandes conquêtes, n'en conservant rien sinon des légendes indistinctes à côté de la dure réalité de l'inhumaine théocratie ottomane.

Chronologie des conquêtes ottomanes

- 1453 - Prise de Constantinople par les Turcs
- 1463 - Premières dissensions ottomano-mameloukes
- 1468 - Début de la confrontation générale ottomano-mamelouke
- 1486 - Apparition des ghazis ottomans en Afrique du Nord
- 1486-1491 - Première guerre ottomano-mamelouke
- 1510, 30 août - Déroute espagnole à Djerba. Début de la pénétration ottomane en Tunisie
- 1512, août - Les frères Barberousse attaquent Béjaïa. Début du soulèvement anti-espagnol en Algérie
- 1516 - La population du Djesirah (Irak du Nord) reconnaît la suzeraineté de la Porte
- 1516-1517 - Seconde guerre ottomano-mamelouke
- 1516, 24 août - Défaite des Mamelouks au Champ de Dabik (*Merdj-Dabik*). Occupation de la Syrie
- 1516, 29 août - Selim 1er prend le titre de Sultan de l'islam et Serviteur des deux villes saintes, avec les prérogatives du califat universel
- 1517, 22 janvier - Bataille de Ridanyi. Occupation de l'Égypte
- 1517, juillet - Le Hidjaz reconnaît la suzeraineté de la Porte. Djeddah passe sous l'autorité des Turcs

- 1517, juillet - Le Yémen reconnaît la suzeraineté de la Porte
- 1517 - L'Abdallabami, le Fungami et les autres Etats du Soudan de l'Est reconnaissent la suzeraineté de la Porte
- 1517, 10 septembre - Gouvernement mamelouk vassal en Egypte
- 1518, 16 février - Gouvernement mamelouk vassal en Syrie
- 1518 - L'Algérie reconnaît la suzeraineté de la Porte
- 1520, mai - Les ghazis ottomans au Hadramaout
- 1520 - Les ghazis ottomans de Tripolitaine reconnaissent la suzeraineté de la Porte
- 1521, février - Rattachement officiel de la Syrie à l'empire ottoman. L'Etat vassal est supprimé
- 1522, octobre - Rattachement officiel de l'Egypte à l'empire ottoman. L'Etat vassal est supprimé
- 1533 - Rattachement officiel de l'Algérie à l'empire ottoman
- 1534, 16 août - Khayr al-Din Barberousse entre à Tunis. Proclamation du pouvoir ottoman en Tunisie
- 1534, 2 décembre - Süleyman le Magnifique entre à Bagdad. Rattachement officiel de l'Irak du Nord et du Centre à l'empire ottoman
- 1535, 21 juillet - Prise de Tunis par Charles Quint. Chute provisoire du pouvoir ottoman. Protectorat espagnol en Tunisie
- 1538, août - Le Hadramaout reconnaît la suzeraineté de la Porte
- 1538 - Les gouverneurs de Basra et des principautés du golfe Persique reconnaissent la suzeraineté de la Porte
- 138, décembre - Rattachement officiel du Yémen à l'empire ottoman. Suppression de l'Etat mamelouk
- 1546, 15 décembre - Rattachement officiel de l'Irak du Sud à l'empire ottoman. Suppression de l'Etat de Basra vassal
- environ 1550 - Création de l'eyalet d'El-Khassa. Passage officiel de l'Arabie de l'Est à l'autorité de la Porte

- 1550, 10 septembre - Prise de Mahdia par les Espagnols. Chute provisoire du pouvoir ottoman en Tunisie du Centre et du Sud
- 1551, 14 août - Prise de Tripoli par les Turcs. Rattachement officiel de la Tripolitaine à l'empire ottoman
- 1557 - Création de l'eyalet de Habesh. Rattachement officiel du littoral de la mer Rouge à l'empire ottoman
- 1557, 27 décembre - Dorgouth Raïs entre à Kairouan. Rétablissement du pouvoir ottoman en Tunisie du Centre et du Sud
- 1570, 19 janvier - Euldj Ali entre à Tunis. Rétablissement du pouvoir ottoman en Tunisie du Nord
- 1573, 11 octobre - Prise de Tunis par don Juan d'Autriche
- 1574, 13 septembre - Prise de Tunis par les Turcs. La Tunisie passe définitivement à l'autorité de la Porte

Bibliographie

1. A d a m o v A. L'Irak arabe. La wilayet de Bassora, son passé et son présent. St.-P., 1912
2. B a r g M. A., T c h e r n i a k E. B. La région, catégorie de la typologie interne des formations antagoniques de classe. Problèmes des formations socio-économiques (études historico-typologiques). M. 1975
3. B a r t h o l d V. V. Calife et sultan. Œuvres t.VI. M., 1966
4. B a r t n i c s k y A., M a n t e l - N e z c k o I. Histoire de l'Éthiopie. Trad. du polonais. Préf. et réd. par Y.M.Kobichtchanov et M.V.Right. M. 1976

5. B a t k i n e L. M. Renaissance et utopie. Aperçu d'histoire de la civilisation du Moyen Age et de la Renaissance. M., 1976
6. B i r g h a u s E. A. Le problème des ethnies et de la nation au Soudan (1956-1968). M., 1975
7. B o u d r i n e E. A. Les antitrinitaires au seizième siècle. Fasc. 1. Michel Servet et son temps. Kazan, 1878
8. G i b b H. A. R. Littérature arabe. La période classique. Trad. par A.B.Khalidov. M., 1960
9. G o r d l e v s k i V. A. Silhouettes de Turquie. Œuvres choisies, t.III. M., 1962
10. G r o m o g l a s s o v I. Raskol russe et orthodoxie universelle, in "Bogoslovski Vestnik", 1898, avril
11. G r o k h o v a V. Place de Byzance dans la typologie du féodalisme européen, in "Vizantiïski Vremennik", t.40, M., 1979
12. E g o r o v D. N. L'idée de la "réformation turque" au XVIe s., in "Rousskaïa Mysl" 1907 No 7 sect.II
13. E r é m é e v D. E. Ethnogénèse des Turcs (Origine et grandes étapes de l'histoire ethnique). M., 1971
14. J u l i e n Ch. - H. Histoire d'Afrique du Nord. La Tunisie, l'Algérie, le Maroc de la conquête arabe à 1830. Trad. du français par A.E.Anitchkova. Réd. et préf. par N.A.Ivanov. M., 1961
15. I v a n o v N. A. Tribus libres et tributaires d'Afrique du Nord au XIVE s., in "Les pays arabes. Histoire". M., 1963
16. I v a n o v N. A. Des singularités typologiques du féodalisme arabo-ottoman, in "Narody Azii i Afriki", 1978 No 3
17. I v a n o v N. A. De quelques aspects socio-économiques de l'Islam coutumier (à l'exemple de la société arabo-ottomane), in "L'Islam dans les pays du Proche- et du Moyen-Orient". Rec. d'articles. M., 1982

18. K o r o b e ĩ n i k o v T r i f o n. Un voyage à Jérusalem, en Egypte et dans la mer du Sinäi en 1583. St-P., 1803
19. K o r o l e n k o V. I. Sur les limans (Extraits du carnet d'un voyageur), in "La souche Nékrassov" / "Rousskoïé bogatstvo", 1897 No 11
20. K o t l o v L. N. La République Arabe du Yémen (aide-mémoire). M., 1971
21. K r y m s k i A. Histoire de la Turquie et de sa littérature. De l'épanouissement au déclin commençant. M., 1910
22. K r y m s k i A. De la "turcophilie" en Europe et en Russie moscovite au XVIe s. Suppl. à l'ouvrage précédent. M., 1910
23. L a m a n s k i V. I. Puissance des Turcs ottomans en Europe (1396-1739). Discours à l'assemblée annuelle de l'Université de St-Petersbourg. St-P., 1880
24. L o u k n i t s k i K. N. L'Abyssinie depuis les origines jusqu'à l'époque de l'impérialisme, in "L'Abyssinie (Ethiopie)", rec. d'articles. Réd. par D.A.Olderogge. M.-L., 1936
25. M e t z A d a m. La Renaissance musulmane. Trad. de l'allemand par D.E.Bertels. M., 1966
26. M i n o r s k i D. F. Chez les sujets russes du sultan, in "Etnografitcheskoié obozrénie", 1902 No 2
27. N a o u m k i n e V. V. Le Front National en lutte pour l'indépendance du Yémen du Sud et la démocratie nationale (1963-1969). M., 1980
28. N o v i t c h e v A. D. Histoire de la Turquie. Epoque du féodalisme (XI-XVIIIe ss.). L., 1963
29. N o f a l l I. G. Cours de Droit musulman. De la propriété. St-P., 1886
30. P é r é s v é t o v I. S. Œuvres. Mise en texte par A.A.Zimine. M.-L., 1956
31. P i g o u l e v s k a ĩ a N. V., I a k o u b o v s k i A. I., P é t r o u c h e v s k i I. P. et coll. Histoire de l'Iran des origines à la fin du XVIIIe siècle. L., 1958

32. P r o c h y n e N. I. La Tripolitaine sous l'autorité des Espagnols et de l'Ordre de Malte (1510-1551), in "Problèmes d'actualité dans les pays de l'Orient arabe et de l'Afrique du Nord". M., 1977
33. R i g h t M. V. (en coll. avec A.Bartnicky et I.Mantel-Nezcko). L'Ethiopie, in "Histoire de la lutte de libération nationale des peuple d'Afrique aux temps modernes". M., 1976
34. S v e n t o k h o v s k i A. Histoire de l'Utopie. M., 1910
35. C e r v a n t é s S a a v e r d a , M i g u e l d e . Œuvres en 5 volumes. M., 1961
- 35a. S m i r n o v V. D. Kutchibey de Gömurджи et d'autres écrivains ottomans du XVIIe siècle sur les causes du déclin turc. St-P., 1873
36. S m i r n o v S. R. Histoire du Soudan (1821-1956). M., 1968
37. S p a s s k i A. A. Les nestoriens syrio-chaldéens et leur union avec l'Eglise orthodoxe, in "Bogoslovski Vestnik" 1998 No 5
38. T v é r i t i n o v a A. S. Le système agraire de l'Empire ottoman aux XV-XVIIe ss. Documents et textes. M., 1963
- 38a. T v é r i t i n o v a A. S. Le second traité de Kotchibey, in "Communications de l'Institut d'Orientalisme", t.VI. M.-L., 1953
39. O u s p e n s k i P o r f i r i . L'Orient chrétien. Abyssinie. Kiev 1866
40. C i c o l i n i L. S. Les idées socio-politiques de Ludovico Zuccolo, utopiste italien du XVIIe siècle. Kiev 1973
41. C i c o l i n i L. S. Les idées de communauté des biens et d'égalité sociale en Italie aux XVIe-début XVIIe ss. Thèse de doctorat en sc. hist. Kiev 1977
42. T c h i k h a t c h e v P. A. Espagne. Algérie. Tunisie. M., 1975
43. S c h m i d t A. E. Abd al-Wahhab ach-Chaarani et son Livre des perles répandues. St-P., 1914
44. A b d a l - W a h h a b H a s a n H o u s n i . Houlasa tarih Tunis. Tunis, 1373 de l'hég.

45. Abu Ras al-Djarbi Muhammad. Munis al-ahabba fi akhbar Djarba. Tunis, 1960
46. al-Azzawi Abbas. Tarih al-Irak bein al ikhtilalein. Moudjallad IV. Al-akhd al-usmani al-awwal. Bagdad, 1949
47. Bawazir Sayid Awad. Sihafat min at-tarih al-hadrami. Le Caire, 1378 de l'hég. (1959)
48. al-Batrik Abd al-Hamid. Min tarih al-Iaman al-hadis. 1517-1840. Le Caire, 1969
49. al-Djartti Abd ar-Rahman. Adjaïb al-asar fi-t-taradjim wa l-akhbar. T.1, Le Caire, 1879
50. Ibn Abu Diaf Ahmed. Ittihaf ahl az-zaman bi-akhbar moulouk Tunis wa ahd al-aman. t.1, Tunis, 1963
51. Ibn Iyas Muhammad ibn Ahmed. Badaï az-zuhur fi wakai ad-douhour. tt.4-5, Le Caire, 1960-1961
52. al-Housri Sati. Al-bilad al-arabiya wa-d-daoula al-usmaniya. Beyrout, 1960
53. ach-Chatiri Muhammad bin Ahmed bin Omar. Arwad at-tarih al-hadrami. 2e partie. Mukalla, 1972

* * *

54. Abdesselem Ahmed. Les historiens tunisiens des XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles. Essai d'histoire culturelle. P., 1973
55. Abdul-Wahab Hasan Husni. Coup d'oeil général sur les apports ethniques étrangers en Tunisie. Recueil d'études sur les moriscos andalous en Tunisie. Préparé par Miguel de Epalza et Ramon Petit. Madrid-Tunis, 1973
56. Adams William Y. Nubia. Corridor to Africa. L., 1977
57. L'Africain Jean-Léon. Description de l'Afrique. T.I-II. P., 1956

58. A r k e l l A. J. A History of the Sudan. From the Earliest Times to 1821 L., 1961
59. B a c h r o u c h T a o u f i k. Formation sociale barbaresque et pouvoir à Tunis au XVIIe siècle. Tunis, 1977
60. B a r k a n Ö m e r L u t f i. XV ve XVI inci asirlarda Osmanli imparatorlugunda ziraî ekonominin hukukî ve malî esaslari. Cilt I. Kanunlar. Istanbul, 1945
61. B a r k a n Ö m e r L u t f i. Essai sur les données statistiques des registres de recensement dans l'Empire Ottoman aux XVe et XVIe siècles. in "Journal of the Economic and Social History of the Orient". Leiden, 1957, vol.1 p.1
62. B e n a c h e n h o u A. Hassan ben Mohamed El Ouazzane, dit "Jean l'Africain". in "L'Algérie en 1515". Alger, 1969
63. B o n o S a l v a t o r é. Documents italiens sur la reconquête musulmane de Tunis. 1574. in "Actes du Premier Congrès d'Histoire et de la Civilisation du Maghreb". T.2. Tunis, 1979
64. B o u a l i M a h m o u d. La sédition permanente en Tunisie. T.I. Des origines à 1735. Tunis, 1972
65. B r a h i m i D e n i s e. Quelques jugements sur les maures andalous dans les régences turques au XVIIIe siècle. in "Recueil d'études sur les moriscos andalous en Tunisie".
66. B r a u d e l F e r n a n d. La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II. P., 1949
67. B r u n s c h v i g R o b e r t. La Berbérie orientale sous les Hafside des origines à la fin du XVe siècle. T.I-II. P., 1947
68. B u j r a A b d a l l a S. The Politics of Stratification. A Study of Political Change in a South Arabian Town. Ox., 1971

69. C a n t i m i r D e m e t r i u s. Histoire de l'empire othoman où se voyent les causes de son agrandissement et de sa décadence. Traduite en François par M. de Joncquières. T. I-III. P., 1743
70. C a r d a i l l a c L o u i s. Le Turc, suprême espoir des morisques. in "Actes du Premier Congrès d'Histoire et de la Civilisation du Maghreb". T. 2, Tunis, 1979
71. C h e r i f M o h a m e d H é d i. Témoignage du "mufti" Qasim Azzum sur les rapports entre Turcs et autochtones dans la Tunisie de la fin du XVIe siècle. in "Les Cahiers de Tunisie". Tunis, 1972, Nos 77-78
72. D a n v e r s F r e d e r i c k C h a r l e s. The Portuguese in India. Being a History of the Rise and Decline of their Eastern Empire. Vol. I. N. Y., 1966
73. D i g e o n M. Nouveaux contes turcs et arabes. T. 1-2. P., 1781
74. D j a i t H i c h a m, D a c h r a o u i F a r h a t, T a l b i M o h a m e d, D o u i b
A b d e l m a j i d, M r a b e t M o h a m e d A l i. Histoire de la Tunisie. Le Moyen Age. Tunis (sans date)
75. E s i n E m e l. Quelques manuscrits illustrés turcs des XVIe et XVIIe siècles concernant la Tunisie. in "Actes du Premier Congrès d'Histoire et de la Civilisation du Maghreb". T.2, Tunis, 1979
76. G a i d M o u l o u d. L'Algérie sous les Turcs. Alger, 1974
77. G i b b H a m i l t o n A. R. Studies on the Civilisation of Islam. Boston, 1962
78. G l i c k T h o m a s F. Comment on Paper by Watson at the Thirty-third Annual Meeting of the Economic History Association. in "The Journal of Economic History", 1974, No 1
79. G r a m m o n t H.-D. de. Histoire d'Alger sous la domination turque (1515-1830). P., 1887
80. G r u n e b a u m - B a l l i n P. Joseph Naci, Duc de Naxos. P., 1968

81. G u i g a T a h a r. Dorgouth Raïs. Le Magnifique Seigneur de la mer. Tunis, 1974
82. H a m m e r J o s e p h de. Histoire de l'Empire Ottoman. Depuis son origine jusqu'à nos jours. T. IV-VI. P., 1836
83. H a n o t a u x G. Histoire de la Nation égyptienne. T.4. L'Egypte arabe. De la conquête arabe à la conquête ottomane (par Gaston Wiet). P., 1931
84. H e s s A n d r e w C. The Moriscos. An Ottoman Fifth Column in Sixteenth-Century Spain. in "The American Historical Review". Vol. LXXIV. 1968, No 1
85. H e s s A n d r e w C. The Forgotten Frontier. A History of the Sixteenth-Century Ibero-African Frontier. Chicago, 1978
86. Histoire d'Aroudj et de Khair-ed-Din, fondateurs de la Régence d'Alger. in "Chronique arabe du XVIe siècle. T. I-II. P., 1837
87. La Historia dell'impresa di Tripoli di Barbaria fatta per ordine del sereniss, re catolico. Venetia, 1566
88. A History of the Ottoman Empire to 1730. Ed. by M.A. C o o k. Chapters from The Cambridge History of Islam and The New Cambridge Modern History by V.J. P a r r y H. I n a l c i k, A. H. K u r a t and J. S. B r o m l e y. Cambridge, 1976
89. H o l t P. M. A Modern History of the Sudan. From the Funj Sultanafe to the Present Day. L., 1961
90. H o l t P. M. Egypt and the Fertile Crescent. 1516-1922. A Political History. N. Y., 1966.
91. H u a r t Cl. Un document turc sur l'expédition de Djerba en 1516. in "Journal Asiatique". 11e série. T. IX. 1917, janvier-février
92. I n a l c i k H a l i l. The Ottoman Empire. The Classical Age 1300-1600. L., 1973

93. I n a l c i k H a l i l. The Ottoman Empire: Conquest, Organisation and Economy. Collected Studies. L., 1978
94. I s i k s a l T. Habesh. in "The Encyclopædia of Islam". New Edition. Vol.III.
95. K o r t e p e t e r C. M. Ottoman Imperialism During the Reformation: Europe and the Caucasus. N.Y., 1972
96. L a G r a v i è r e J u l i e n d e. Les corsaires barbaresques et la marine de Soliman le Grand. P., 1887
97. L a m a n s k y V l a d i m i r. Secrets d'Etat de Venise. Documents, extraits, notices et études. S-Pb., 1884
98. L a V e r o n n e C h a n t a l d e. Source de l'histoire de la Tunisie dans les archives espagnoles. L'expédition de Mulay Hassen à Kairouan en 1536. in "Actes du Premier Congrès d'Histoire et de la Civilisation du Maghreb. T.2. Tunis, 1979
99. L e w i s B e r n a r d. The Ottoman Archives as a Source for the History of the Arab Lands. in "Journal of the Royal Asiatic Society". 1951 October
100. L e w i s B e r n a r d. Khādim al-Haramayn. in "The Encyclopædia of Islam". New Edition. Vol.IV.
101. L o n g r i g g S t e p h e n H. Four Centuries of Modern Iraq. Ox., 1945
102. L o n g r i g g S t e p h e n H. A Short History of Eritrea. Ox., 1945.
103. L o p e s D a v i d. Extractos da Historia da conquista do Yaman pelos Othomanos. Lisboa, 1892
104. L y b y e r A. H. The Government of the Ottoman Empire in the Time of Suleiman the Magnificent. Cambridge, 1913
105. M a c r o E r i c. Yemen and the Western World. L., 1968
106. M e r c i e r E r n e s t. Histoire de l'Afrique septentrionale (Berbérie). T.III. P., 1891

107. Miles S. B. The Countries and Tribes of the Persian Gulf. L., 1966
108. Monlaü Jean. Les Etats basbaresques. P., 1973
109. Muir William. The Mameluke or Slave Dynasty of Egypt. 1260-1517. a. d. L., 1896
110. O'Fahey R. S. and Spaulding J. L. Kingdoms of the Sudan. L., 1914
111. Ohsson Mouradgea d'. Tableau général de l'Empire Othoman. T.I-III. P., 1788-1790
112. Paul A. A History of the Beja Tribes of the Sudan. Cambridge, 1954
113. Penella Juan. Littérature morisque en espagnol à Tunis.- Recueil d'études sur les moriscos andalous en Tunisie. Madrid-Tunis, 1973
114. Pignon J. La Tunisie turque et husseinite. in "Initiation à la Tunisie". P., 1950
115. Planhol Xavier de. Les fondements géographiques de l'histoire de l'islam. P., 1968
116. Reznik J. Le duc Joseph de Naxos. Contribution à l'histoire juive du XVIe siècle. P., 1936
117. Rossi Ettore. Storia di Tripoli e della Tripolitania. Roma, 1968
118. Schwæbel Robert. The Shadow of the Crescent: the Renaissance Image of the Turk (1453-1517). Nieuwkoop, 1967
119. Sebag Paul. Une relation inédite sur la prise de Tunis par les turcs en 1574: "Sopra la desolatione della Goletta e forte di Tunisi de Bartholomeo Riffino". Introduction, texte et traduction annotée. Tunis, 1971
112. Shaw Stanford. History of the Ottoman Empire and Modern Turkey. Vol.I. Empire of the Gazis: The Rise and Decline of the Ottoman Empire, 1280-1808. Cambridge, 1977.
121. Stripling George W. F. The Ottoman Turks and the Arabs, 1511-1574. Urbana - Illinois, 1942

122. Toynbee Arnold J. A Study of History. Vol. IV. L., 1939
123. Toynbee Arnold J. The Ottoman Empire's Place in World History. in "The Ottoman State and Its Place in World History. Ed. by Kemal H. Karpat. Leiden, 1974
124. Trimmingham John Spencer. Islam in the Sudan. N.Y., 1965
125. Tyan Emile. Institutions du droit musulman. T.II. Sultanat et Califat. P., 1956
126. White way R. S. The Rise of Portuguese Power in India, 1497-1550. N.Y., 1969
127. Wilson Arnold T. The Persian Gulf. An Historical Sketch. Ox., 1928
128. Zeine Zeine N. The Emergence of Arab Nationalism. With a Background Study of Arab-Turkish Relations in the Near East. Beirut, 1966

Table des matières

Introduction	pp. 4
L'expansion des puissances européennes du Ponant	
6	
L'hégémonie perdue sur le monde musulman	
12	
La désintégration morale de la société	17
La turcophilie	21
Les sources du conflit ottomano-mamelouk	27
La campagne de Selim 1er. Rattachement de la Syrie et de la Palestine	
32	
Le passage de l'Égypte sous la suzeraineté ottomane. Le Hidjaz	
40	
L'abolition de l'autonomie de la Syrie et de l'Égypte	
49	
Le rattachement de l'Irak et de L'Arabie orientale à l'empire ottoman	
55	
L'instauration du pouvoir ottoman en Algérie	67
La conquête du Yémen. Le Hadramaout	89
Le rattachement du Soudan et du littoral africain de la mer Rouge	
117	
L'Espagne et les ghazis ottomans en Tunisie	141
La libération de la Libye de la mainmise de l'Ordre de Malte	
176	
La prise de Tunis par les Turcs (1574)	189

Conclusion	217
Chronologie des conquêtes ottomanes	235
Bibliographie	237
Index des noms propres	245
Index des noms géographiques	
Table des matières	